



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: avis juridiques

Part I: Juridical notices

Partie II: lois et règlements

Part II: Laws and Regulations

(Voir sommaire en dernière page)

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 1er avril 1972

Québec, Saturday, April 1st, 1972

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.



L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, Québec Official Publisher

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-0

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday* noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-0

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et au deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

Lettres patentes

Letters Patent

A.N.J. Castings Inc.
Moulages A.N.J. inc.

A.N.J. Castings Inc.
Moulages A.N.J. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1971, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Samuel Wex, 27, chemin Holtham, Hampstead, et Pierre Bouchard, 13491, Huntingdon, Pierrefonds, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des produits en métal et en plastique, en faire le commerce, sous le nom de « A.N.J. Castings Inc. — Moulages A.N.J. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1205, rue Quenneville, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716643

Able Forwarding Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1971, constituant en corporation: C.J. Michael Flavell, 10, place Parkman, Richard William Pound, 87, avenue Holton, tous deux de Montréal, et Richard-Adrien Beaulieu, 155, boulevard Deguire, app. 510, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'expéditeurs, agents de réservation, entrepreneurs, agents de transport et d'express, voituriers publics, conducteurs-expéditeurs, entrepreneurs de fret, arrimeurs, entrepreneurs de transports, gardiens de quai, agents expéditionnaires et courtiers, agents et affréteurs de vaisseaux et d'aéronefs, gabarriers et négociants généraux, sous le nom de « Able Forwarding Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 630 ouest, boulevard Dorchester, suite 2260, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716858

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 27 Holtham Road, Hampstead, and Pierre Bouchard, 13491 Huntingdon, Pierrefonds, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in metal and plastic products, under the name of "A.N.J. Castings Inc. — Moulages A.N.J. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 1205 Quenneville Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716643

Able Forwarding Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: C.J. Michael Flavell, 10 Parkman Place, Richard William Pound, 87 Holton Avenue, both of Montreal, and Richard-Adrien Beaulieu, 155 Deguire Boulevard, Apt. 510, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as forwarders, booking agents, storage, transfer and express agents, general carriers, pool car operators, freight contractors, stevedores, haulage contractors, wharfingers, shipping agents and brokers, vessel and aircraft agents and charterers, general traders and lighterers, under the name of "Able Forwarding Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 630 Dorchester Boulevard West, Suite 2260, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716858

Adria Travel Service Inc.
Agence de voyage Adria inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Vladimir Urbanc, Anna Maria Cristofaro, épouse dudit Vladimir Urbanc, tous deux agents de voyage, de 4206, rue Hingstone, et Dionysia Zerbisias, avocat, 5525, avenue Westbourne, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une agence générale de billets et d'une agence de voyage dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Adria Travel Service Inc. — Agence de voyage Adria inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716557

Allied Building Services (Québec) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Elias Scoufaras, Costas Scoufaras, et Georgios Scoufaras, tous trois préposés à l'entretien, du 3424, St-Dominique, Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre sous contrat, des services d'entretien, de conciergerie et autres, sous le nom de « Allied Building Services (Québec) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716697

Altair Vacations Québec Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Stephen D. Hart, 105, chemin Brittany, Mont-Royal, Donald J. Johnston, 4080, avenue Highland, tous deux avocats, et Gisèle B. Brooke, secrétaire, épouse de Edward Brooke, 3210, avenue Forest Hill, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une agence générale de voyage, sous le nom de « Altair Vacations Québec Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions

Adria Travel Service Inc.
Agence de voyage Adria inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vladimir Urbanc, Anna Maria Cristofaro, wife of the said Vladimir Urbanc, both travel agents, of 4206 Hingstone Street, and Dionysia Zerbisias, advocate, 5525 Westbourne Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Adria Travel Service Inc. — Agence de voyage Adria inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

45266-o

716557

Allied Building Services (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Elias Scoufaras, Costas Scoufaras and Georgios Scoufaras, all three maintenance workers, of 3424 St. Dominique, Montreal, for the following purposes:

To contract for the performance of maintenance and janitorial and other services, under the name of "Allied Building Services (Québec) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

45266-o

716697

Altair Vacations Québec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stephen D. Hart, 105 Brittany Road, Mount Royal, Donald J. Johnston, 4080 Highland Avenue, both advocates, and Gisèle B. Brooke, secretary, wife of Edward Brooke, 3120 Forest Hill Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of operating a general travel agency, under the name of "Altair Vacations Québec Ltd.", with a total capital stock of \$40,000,

ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 4 Place Ville Marie, suite 514, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266 715542

Ameublement Commercial de Québec Itée Québec Commercial Furniture Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1971, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Jeanne D'Arc Lachapelle, épouse de Jean-Marie Morissette, 6308, Garnier, Montréal, et Louise Beaudry, fille majeure, 184, Tailhandier, Boucherville, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Ameublement Commercial de Québec Itée — Québec Commercial Furniture Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10802, rue Alfred, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o 715187

Ameublement Jetland Itée Jetland Furniture Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Roland Gauthier, 1875, Jeanne d'Arc, Roger Rose, tous deux commerçants, et Marie-Luce Jetté, professeur, fille majeure, ces deux derniers de 2785, de Carignan, app. 3, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des meubles, appareils électriques et électroniques, appareils ménagers, tapis, draperies et nouveautés de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Ameublement Jetland Itée — Jetland Furniture Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3534, rue Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o 716674

divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o 715542

Ameublement Commercial de Québec Itée Québec Commercial Furniture Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894, Valéry, St. Léonard, Jeanne D'Arc Lachapelle, wife of Jean-Marie Morissette, 6308 Garnier, Montreal, and Louise Beaudry, spinster, 184 Tailhandier, Boucherville, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor, machines, their parts and accessories, and other instruments and appliances, under the name of "Ameublement Commercial de Québec Itée — Québec Commercial Furniture Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10802 Alfred Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266 715187

Ameublement Jetland Itée Jetland Furniture Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Gauthier, 1875 Jeanne d'Arc, Roger Rose, both merchants, and Marie-Luce Jetté, teacher, spinster, the latter two of 2785 de Carignan, Apt. 3, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, electrical and electronic appliances, household appliances, carpets, drapes and novelties of all kinds, under the name of "Ameublement Jetland Itée — Jetland Furniture Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 3534 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266 716674

Ameublements Desrochers Ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: François Desrochers, vendeur Rollande Sarrazin, épouse dudit François Desrochers, et Marie-Marthe Robert, veuve de J.-J. Omer Fréchette, ces deux dernières ménagères, tous trois de Saint-André-Avellin, pour les objets suivants:

Fabriquer des meubles et nouveautés de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Ameublements Desrochers Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Plaisance, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266-o

716776

Ameublements Desrochers Ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Desrochers, salesman, Rollande Sarrazin, wife of the said François Desrochers, and Marie-Marthe Robert, widow of J.-J.-Omer Fréchette, the latter two housewives, all three of St. André-Avellin, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ameublements Desrochers Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Plaisance, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716776

**Les amis de l'Université de Sherbrooke
The Friends of the University of Sherbrooke**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Marie Fortier, archevêque, Archevêché de Sherbrooke, Gérard Lasalle, médecin, 435, Denonville, Roger Maltais, 500, Murray, Antoine Turmel, 250, Bryant, J.-Jacques St-Pierre, 990, Ontario, Charles Leblanc, 659, London, tous six de Sherbrooke, Robert Jussaume, 21, Laurier Court, Beaconsfield, Maurice-A. Massé, 1212 des Pins ouest, Montréal, et J.-Paul Gagnon, 2905, Refuge, Sainte-Foy, ces sept derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Recueillir, posséder et administrer pour l'Université de Sherbrooke des biens et des deniers afin de favoriser le développement de l'enseignement et de la recherche dans cette institutions, sous le nom de « Les amis de l'Université de Sherbrooke — The Friends of the University of Sherbrooke ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266-o

714410

Amos Development Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 6505, Côte Saint-Luc, Robert Lefcort, 2555, avenue Benny,

**Les amis de l'Université de Sherbrooke
The Friends of the University of Sherbrooke**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Marie Fortier, archbishop, Archbishop of Sherbrooke, Gérard Lasalle, physician, 435 Denonville, Roger Maltais, 500 Murray, Antoine Turmel, 250 Bryant, J.-Jacques St-Pierre, 990 Ontario, Charles Leblanc, 659 London, all six of Sherbrooke, Robert Jussaume, 21 Laurier Court, Beaconsfield, Maurice-A. Massé, 1212 Pine West, Montreal, and J.-Paul Gagnon, 2905 Refuge, Ste. Foy, the latter seven executives, for following purposes:

To acquire, hold and administer property and funds for the University of Sherbrooke, with a view to promoting the development of education and research in this institution, under the name of "Les amis de l'Université de Sherbrooke — The Friends of the University of Sherbrooke".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

714410

Amos Development Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte St. Luc, Robert Lefcort, 2555 Benny Avenue, both of Montreal,

tous deux de Montréal, Leonard W. Flanz, 5750, Trinity, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et Morris Shuter, gérant de bureau, 201, chemin Harland, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et de biens meubles de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Amos Development Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266 716885

Anshell Industries Inc.
Les industries Anshell inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Samuel Godinsky, 731, avenue Upper Belmont, Westmount, Reuben Resin, 5510, Robinson, Côte Saint-Luc, et Richard Uditsky, 5160, MacDonald, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils électriques, meubles, fournilures, et appareils électroniques, en faire le commerce, sous le nom de « Anshell Industries Inc.—Les industries Anshell inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266 715756

Anuco Manufacturing Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Réal Martinoli, 11774, de Poutrincourt, Montréal, Gilles Nadeau, 3153, Neilson, Sainte-Foy, et Norman Kerr, 76, Tidefall Drive, Agincourt, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et leurs sous-produits, sous le nom de « Anuco Manufacturing Inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o 716343

Leonard W. Flanz, 5750 Trinity, Côte Saint-Luc, all three advocates, and Morris Shuter, office manager, 201 Harland Road, Hampstead, for the following purposes:

To deal in real estate and moveables of every nature and description, under the name of "Amos Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o 716885

Anshell Industries Inc.
Les industries Anshell inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel Godinsky, 731 Upper Belmont Avenue, Westmount, Reuben Resin, 5510 Robinson, Côte Saint-Luc, and Richard Uditsky, 5160 MacDonald, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical appliances, furniture, furnishings and electronic equipment, under the name of "Anshell Industries Inc.—Les industries Anshell inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o 715756

Anuco Manufacturing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Martinoli, 11774 de Poutrincourt, Montreal, Gilles Nadeau, 3153 Neilson, Ste. Foy, and Norman Kerr, 76 Tidefall Drive, Agincourt, all three businessmen, for the following purposes:

To manufacture and deal in metals of all kinds, their products and by-products, under the name of "Anuco Manufacturing Inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266 716343

Les appartements Lambert Closse ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Simon Brossard, avocat, 315, Lansdowne, François Brossard, 400, Lansdowne, tous deux de Saint-Bruno, et Selim Kfoury, 5885, boulevard Matte, Brossard, ces deux derniers professeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, d'immeuble et de placement, sous le nom de « Les appartements Lambert Closse ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717244

Arcadie Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, avenue Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, Montréal, Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal-Ouest, et Philip Shugar, 6267, avenue Macdonald, Hampstead, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Arcadie Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 642, rue de Courcelles, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716825

Association des concessionnaires Datsun du Québec inc. Québec Datsun Dealers Association Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Olivier Daoust, 10210, d'Auteuil, Jules Bellemare, 10616, Hamelin, tous deux de Montréal, et Gilles Talbot, 1000, King est, Sherbrooke, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Les appartements Lambert Closse ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Simon Brossard, lawyer, 315 Lansdowne, François Brossard, 400 Lansdowne, both of St. Bruno, and Selim Kfoury, 5885 Matte Boulevard, Brossard, the latter two teachers, for the following purposes:

To carry on business as a building, real estate and investment company, under the name of "Les appartements Lambert Closse ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Lambert, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717244

Arcadie Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont Avenue, Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, Montreal, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, and Philip Shugar, 6267 Macdonald Avenue, Hampstead, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Arcadie Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 642 de Courcelle Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716825

Association des concessionnaires Datsun du Québec inc. Québec Datsun Dealers Association Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Olivier Daoust, 10210 d'Auteuil, Jules Bellemare, 10616 Hamelin, both of Montreal, and Gilles Talbot, 1000 King East, Sherbrooke, all three businessmen, for the following purposes:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Association des concessionnaires Datsun du Québec inc. — Québec Datsun Dealers Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

45266-o

720018

L'Association des protonotaires de la province de Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Vézina, Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, Jean-Claude Morin, rue Lessard, Saint-Joseph-de-Beauce, Jean-Claude Basque, 335, Albany, Chicoutimi, Jean-Louis Lallier, 929, Notre-Dame nord, Thetford Mines, Pierre Gaudreault, rue Principale, Pointe-au-Pic, Paul-Émile Marchand, 1550, Calixa Lavallée, Trois-Rivières, et Roland Buissières, 208, Côté, Roberval, tous protonotaires de la Cour Supérieure, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « L'Association des protonotaires de la province de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

45266-o

716873

Association des relationnistes du Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre-M. Chaput, 416, Wiseman, Outremont, Fernand-A. Leclerc, 135, Deguire, Saint-Laurent, et Jean-Marie Poirier, 3555, Côte des Neiges, Montréal, tous trois conseillers en relations publiques, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager la profession des relations publiques, sous le nom de « Association des relationnistes du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou posséder, est de \$250,000.

To study, promote, protect and develop in every way the economic, social and professional interests of the members, under the name of "Association des concessionnaires Datsun du Québec inc. — Québec Datsun Dealers Association Inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

720018

L'Association des protonotaires de la province de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Vézina, St. Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, Jean-Claude Morin, Lessard Street, St. Joseph-de-Beauce, Jean-Claude Basque, 335 Albany, Chicoutimi, Jean-Louis Lallier, 929 Notre-Dame North, Thetford Mines, Pierre Gaudreault, Principale Street, Pointe-au-Pic, Paul-Émile Marchand, 1550 Calixa Lavallée, Trois-Rivières, and Roland Buissières, 208 Côté, Roberval, all prothonotaries of the Superior Court, for the following purposes:

To study, promote, defend and develop in any way the social and professional interests of its members, under the name of "L'Association des protonotaires de la province de Québec inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716873

Association des relationnistes du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre-M. Chaput, 416 Wiseman, Outremont, Fernand-A. Leclerc, 135 Deguire, St. Laurent, and Jean-Marie Poirier, 3555 Côte des Neiges, Montreal, all three public relations consultants, for the following purposes:

To promote and encourage the public relations profession, under the name of "Association des relationnistes du Québec".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$250,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716847

**Association féminine de curling du Québec
Québec Ladies Curling Association**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Margaret B. McCall, épouse d'Allan McCall, 159, Dunrae, Mont-Royal, Rita C. Proulx, épouse de Jean Proulx, 1164, avenue du Parc, Québec, et Edith Anderson, épouse de James Norman Anderson, 6156, avenue Terrebonne, Montréal, toutes trois ménagères, pour les objets suivants:

Organiser et favoriser à Québec, le sport du curling, sous le nom de « Association féminine de curling du Québec — Québec Ladies Curling Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder et détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716102

**Association sportive Mont Rouge
de Lingwick inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Rousseau, mesureur de bois, Aldéi Lessard, épicière-boucher, Jacqueline Bouffard, ménagère, épouse de Noël Bouffard, tous trois de Lingwick, et Roméo-J. Vallée, restaurateur, 6e rang, Stratford, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Association sportive Mont Rouge de Lingwick inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Lingwick, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716849

Atlantic Parking Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716847

**Association féminine de curling du Québec
Québec Ladies Curling Association**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Margaret B. McCall, wife of Allan McCall, 159 Dunrae, Mount Royal, Rita C. Proulx, wife of Jean Proulx, 1164 du Parc Avenue, Québec, and Edith Anderson, wife of James Norman Anderson, 6156 Terrebonne Avenue, Montreal, all three housewives, for the following purposes:

To organize and promote the sport of curling in Québec, under the name of "Association féminine de curling du Québec — Québec Ladies Curling Association".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716102

**Association sportive Mont Rouge
de Lingwick inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Laurent Rousseau, culler, Aldéi Lessard, grocer-butcher, Jacqueline Bouffard, housewife, wife of Noël Bouffard, all three of Lingwick, and Roméo-J. Vallée, restaurateur, 6th Range, Stratford, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Association sportive Mont Rouge de Lingwick inc."

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$25,000.

The head office of the corporation is at Lingwick, judicial district of St. François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716849

Atlantic Parking Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Seymour Luterma, 26, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Leslie I. Notkin, 3742, le Boulevard, Westmount, tous deux avocats, et Danielle Timsit, secrétaire, fille majeure, 2557, avenue Ekers, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de terrain et sites de stationnement, d'un lave-auto et celui d'un poste service, sous le nom de « Atlantic Parking Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

3665-1971

Au Manoir de la Calèche (St-Félicien) Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Georges-Henri Bouchard, comptable, Thérèse Boudreault, hôtelière, épouse dudit Georges-Henri Bouchard, tous deux de 1180, boulevard Sacré-Coeur, et Germain Gagné, notaire, 732, boulevard Sacré-Coeur, tous trois de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Au Manoir de la Calèche (St-Félicien) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

715763

Audeman inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jacques Auger, notaire, 35, Salaberry, Michel Auger, propriétaire d'autobus, 7, Notre-Dame, et Jacques Morisset, médecin, 14, de l'Esplanade, tous trois de Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Audeman inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 108, Côte du Passage, Lévis, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

717176

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Seymour Luterma, 26 Roxton Crescent, Montreal West, Leslie I. Notkin, 3742 The Boulevard, Westmount, both advocates, and Danielle Timsit, secretary, 2557 Ekers Avenue, Montreal, for the following purposes:

To operate parking lots and parking areas, a car wash business and a service station, under the name of "Atlantic Parking Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

3665-1971

Au Manoir de la Calèche (St-Félicien) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Henri Bouchard, accountant, Thérèse Boudreault, hotel-keeper, wife of the said Georges-Henri Bouchard, both of 1180 Sacré-Coeur Boulevard, and Germain Gagné, notary, 732 Sacré-Coeur Boulevard, all three of St. Félicien, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, and restaurants, under the name of "Au Manoir de la Calèche (St-Félicien) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Félicien, judicial district of Roberval.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

715763

Audeman inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Auger, notary, 35 Salaberry, Michel Auger, bus-owner, 7 Notre-Dame, and Jacques Morisset, physician, 14 de l'Esplanade, all three of Lévis, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Audeman inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 108 Côte du Passage, Lévis, judicial district of Québec.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

717176

Autobus Normandin Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Léandre Gemme, commerçant, Annette Normandin, ménagère, épouse dudit Léandre Gemme, et Alain Gemme, technicien, tous trois de Saint-Damase, pour les objets suivants:

Faire le transport des écoliers par autobus, sous le nom de « Autobus Normandin Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Damase, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717169

Denis Barry inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Guy-G. Raymond, 218, Berlioz, app. 206, Marc-A. Trahan, 28, Courcellette, tous deux avocats, et Diane St-Hilaire, secrétaire, fille majeure, 7125, Louis-Hémon, app. 10, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

La formation et l'entraînement du personnel dans le cadre industriel, du personnel non-pédagogique dans le cadre académique et la sélection et l'évaluation du personnel au niveau académique, industriel et à tout autre niveau, sous le nom de « Denis Barry inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7679, 14e avenue, appartement 3, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717242

Louis R. Beaudoin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André Beaudoin, étudiant, Guy Beaudoin, commissaire industriel, tous deux de 336, Cyr, Thetford Mines, et Odette Beaudoin, avocate, fille majeure, 1295, Chanoine Morel, Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machineries, véhicules et autres accessoires industriels et commerciaux, sous le nom de « Louis R. Beaudoin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Autobus Normandin Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léandre Gemme, merchant, Annette Normandin, housewife, wife of the said Léandre Gemme, and Alain Gemme, technician, all three of St. Damase, for the following purposes:

To transport school pupils by bus, under the name of "Autobus Normandin Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Damase, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717169

Denis Barry inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy-G. Raymond, 218 Berlioz, Apt. 206, Marc-A. Trahan, 28 Courcellette, both lawyers, and Diane St-Hilaire, secretary, pinster, 7125 Louis-Hémon, Apt. 10, all three of Montreal, for the following purposes:

The training of personnel in the field of industry and of non-teaching personnel in the field of academics, and the selection and evaluation of personnel at the academic, industrial or any other level, under the name of "Denis Barry inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 10,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 7679, 14th Avenue, Apartment 3, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717242

Louis R. Beaudoin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Beaudoin, student, Guy Beaudoin, industrial commissioner, both of 336 Cyr, Thetford Mines, and Odette Beaudoin, lawyer, spinster, 1295 Chanoine Morel, Sillery, for the following purposes:

To deal in machinery, motor vehicles and other kinds of industrial and commercial accessories, under the name of "Louis R. Beaudoin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717291

Bega Lobster House Inc.
Maison du homard Bega inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Dionysia Zerbisias, 5525, avenue Westbourne, Côte-Saint-Luc, Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Montréal, et Gilles Poulin, 103, Ashton, Saint-Laurent, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de marchands, négociants et commerçants de poisson, sous le nom de « Bega Lobster House Inc. — Maison du homard Bega inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716658

Bell-Kay Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux de Montréal, et G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « Bell-Kay Investments Inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716715

Boot Rack Sales Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1971, constituant en corporation: Lewis D. Batshaw, 4833, Isabella, Montréal, Frederick L. Solomon, 4685, Westmount, et Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

717291

Bega Lobster House Inc.
Maison du homard Bega inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dionysia Zerbisias, 5525 Westbourne Avenue, Côte Saint-Luc, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Montreal, and Gilles Poulin, 103 Ashton, Saint-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as fishmongers, fish merchants and fish dealers, under the name of "Bega Lobster House Inc. — Maison du homard Bega inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45266-o

716658

Bell-Kay Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both of Montreal, and G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Bell-Kay Investments Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45266-o

716715

Boot Rack Sales Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lewis D. Batshaw, 4833 Isabella, Montreal, Frederick L. Solomon, 4685 Westmount, Westmount, and Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

Manufacturer des bottes, souliers, chaussures, mitaines, gants, socquettes, chaussettes, bas, crêpins, malles, porte-manteaux, valises et toutes sortes d'articles de caoutchouc et de cuir, en faire le commerce, sous le nom de « Boot Rack Sales Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716633

Anthony Brian Associates Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: David Appel, avocat, 485, avenue Roslyn, Westmount, Rosaline Tasler, épouse divorcée de Patrick Dixon, 7025, Fielding, Côte Saint-Luc, et Georgette Quesnel, épouse de Noël Sauvé, 1447, Thierry, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Mettre en valeur certain matériel pour tout moyen d'expression, y compris, mais sans y être restreint, la télévision, les films, journaux, livres et représentations, sous le nom de « Anthony Brian Associates Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266

717283

Bruchési, Jobidon, Bazinet & Cie Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gérard Bruchési, 262, Forest, Châteauguay, Victor Jobidon, 3655, Papineau, app. 607, et Robert Bazinet, 10556, Chambord, ces deux derniers de Montréal, tous trois assureurs-vie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Bruchési, Jobidon, Bazinet & Cie Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 33, rue St-Jacques, suite 400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717228

To manufacture and deal in boots, shoes, footwear, mitts, gloves, socks, stockings, hosiery, shoe findings, trunks, suit cases, valises and rubber and leather goods of all kinds, under the name of "Boot Rack Sales Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716633

Anthony Brian Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Appel, advocate, 485 Roslyn Avenue, Westmount, Rosaline Tasler, wife divorced of Patrick Dixon, 7025 Fielding, Côte Saint-Luc, and Georgette Quesnel, wife of Noël Sauvé, 1447 Thierry, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To develop material for all media including without limitation, television, films, newspapers, books and plays, under the name of "Anthony Brian Associates Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266-o

717283

Bruchési, Jobidon, Bazinet & Cie Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Bruchési, 262 Forest, Châteauguay, Victor Jobidon, 3655 Papineau, Apt. 607, and Robert Bazinet, 10556 Chambord, the latter two of Montreal, all three life insurers, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Bruchési, Jobidon, Bazinet & Cie Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 33 St. James Street, Suite 400, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

717228

Bubble Toy Sales and Promotions Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Lorne Wood, vendeur, Rita Lapierre, ménagère, épouse dudit Lorne Wood, tous deux de 744, Godin, et Browning Wood, comptable, 745, Godin, tous trois de Verdun, pour les objets suivants:

Manufacturer des jouets, meubles, articles de quincaillerie, toutes sortes de spécialités et articles de nouveauté en bois et de quincaillerie, en faire le commerce, sous le nom de « Bubble Toy Sales and Promotions Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716649

C and G Import Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Françoise Ollivier, fille majeure, 1550, McGregor, app. 805, Jack Shayne, 5043, Grosvenor, tous deux de Montréal, et Boris Stein, 6362, Macdonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, articles et effets, articles manufacturés, produits, en faire le commerce, et offrir des services de toute description, sous le nom de « C and G Import Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266

717131

C.A.B. Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Elie-David Chetrit, comptable, 2450, Athlone, Mont-Royal, Paul Aubert, menuisier, 137, Marquette, Châteauguay, et François Brunette, vendeur, 470, Francine, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « C.A.B. Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Bubble Toy Sales and Promotions Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lorne Wood, salesman, Rita Lapierre, housewife, wife of the said Lorne Wood, both of 744 Godin, and Browning Wood, accountant, 745 Godin, all three of Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, furniture, hardware, hardware and wood specialties and novelties of every kind, under the name of "Bubble Toy Sales and Promotions Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716649

C and G Import Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Françoise Ollivier, spinster, 1550 McGregor, Apt. 805, Jack Shayne, 5043 Grosvenor, both of Montreal, and Boris Stein, 6362 Macdonald, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise, manufactured articles, products and services of every description, under the name of "C and G Import Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266-o

717131

C.A.B. Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Elie-David Chetrit, accountant, 2450 Athlone, Mount Royal, Paul Aubert, carpenter, 137 Marquette, Châteauguay, and François Brunette, salesman, 470 Francine, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "C.A.B. Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 2450, rue Athlone, appartement 208, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716940

C.M.D. Graphic Industries Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Huguette Blais, 663, Dollard, app. 1, Longueuil, Michelina Tedeschi, 7320, 9e avenue, Darlene Segal, 7925, Kingsley, tous deux de Montréal, et Diane Goedike, 5070, Redmond, app. 1, Saint-Hubert, toutes quatre secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimeurs, lithographes, photolithographes, graveurs, fondeurs de caractères et photographes, sous le nom de «C.M.D. Graphic Industries Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 8230, rue Maynard, suite 203, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266

716997

C.P. Cartage Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Claude Prud'homme, roulier, Kathleen Prud'homme, ménagère, épouse dudit Claude Prud'homme, tous deux de 669, rue Wolseley, Côte Saint-Luc, et Colin Walker, gérant d'assurance, 2086, de la Régence, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de camionnage et transport de marchandises articles et effets, sous le nom de «C.P. Cartage Corp.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Oe siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716161

**Cabbage Willows Club Inc.
Club Cabbage Willows inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: John F. Stairs, 2991, avenue

The head office of the company is at 2450 Athlone Street, Apartment 208, Mount Royal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

716940

C.M.D. Graphic Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Huguette Blais, 663 Dollard, Apt. 1, Longueuil, Michelina Tedeschi, 7320, 9th Avenue, Darlene Segal, 7925 Kingsley, both of Montreal, and Diane Goedike, 5070 Redmond, Apt. 1, Saint-Hubert, all four secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as printers, lithographers, photo-lithographers, engravers, type founders and photographers, under the name of "C.M.D. Graphic Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 8230 Maynard Street, Room 203, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266-o

716997

C.P. Cartage Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Prud'homme, carter, Kathleen Prud'homme, housewife, wife of the said Claude Prud'homme, both of 669 Wolseley Street, Côte Saint-Luc, and Colin Walker, insurance manager, 2086 de la Régence, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To carry on the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "C.P. Cartage Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716161

**Cabbage Willows Club Inc.
Club Cabbage Willows inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John F. Stairs, 2991 Cedar Avenue, Montreal,

Cedar, Montréal, James D. M. Brierley, 578, avenue Lansdowne, et Joyce K. Carruthers, fille majeure, 200, avenue Kensington, ces deux derniers de Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un club de chasse aux oies, sous le nom de « Cabbage Willows Club Inc. — Club Cabbage Willows inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives.*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

715165

Camping La Bourgade inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean Bourdeau, commerçant, 63, Place Montmorency, Robert H. Craig, représentant, 446, D'Argenteuil, tous deux de Laval, et Jacques Deguire, gérant, 3807, Carlton, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de « Camping La Bourgade inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Donat, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717219

Canplast Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Christiane Gendron, secrétaire, fille majeure, 231, Guimond, Longueuil, Jean-Bernard Benoit, 235, Merton, Saint-Lambert, et Walter Bielski, 7195, Nicolas-Gaudais, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes espèces de produits et marchandises faits totalement ou en partie de substances plastiques, de métaux ou de bois, sous le nom de « Canplast Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716956

Cantech Resources Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971,

James D. M. Brierley, 578 Lansdowne Avenue, et Joyce K. Carruthers, spinster, 200 Kensington Avenue, the latter two of Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To operate a goose hunting camp, under the name of "Cabbage Willows Club Inc. — Club Cabbage Willows inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

715165

Camping La Bourgade inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Bourdeau, merchant, 63 Place Montmorency, Robert H. Craig, representative, 446 D'Argenteuil, both of Laval, and Jacques Deguire, manager, 3807 Carlton, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers and restaurateurs, under the name of "Camping La Bourgade inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Donat, judicial district of Joliette.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

717219

Canplast Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Christiane Gendron, secretary, spinster, 231 Guimond, Longueuil, Jean-Bernard Benoit, 235 Merton, St. Lambert, and Walter Bielski, 7195 Nicolas-Gaudais, Montreal, the latter two lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of goods and merchandise made, in whole or in part, of plastic, metal or wood, under the name of "Canplast Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

716956

Cantech Resources Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

constituant en corporation: Ronald Graham Lord, 1441, est, avenue Lawrence, Roy Benjamin Conacher, 167A, est, avenue St-Clair, tous deux avocats, Ella Vanags, épouse de Andrejs Arnold, 361, The West Mall, app. 1805, Jacqueline Kennedy, 1921A, est, Queen, et Margaret Nancy Bannister, 58, avenue Burgess, ces deux dernières filles majeures, ces trois dernières secrétaires juridiques, tous de Toronto, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et de l'exploration aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Cantech Resources Limited », avec un capital divisé en 5,000,000 d'actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à 635, ouest, boulevard Dorchester, bureau 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716295

Carnival Rugs Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jason Ruby, 5669, avenue Edgemore, Côte Saint-Luc, Avrum P. Orenstein, 4725, avenue Bourret, tous deux avocats, Glacia Miller, fille majeure, 3201, avenue Forest Hill, tous deux de Montréal, et Carole Lambert, épouse de Guy Lambert, 7989, rue Juliette, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer des tapis, couvre-planchers, paillassons et textiles, en faire le commerce, sous le nom de « Carnival Rugs Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 600 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5940, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716652

Caybridge Resources Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1971, constituant en corporation: John McGlinchey Home, 29, chemin Barat, Robert S. O'Brien, 343, avenue Roslyn, tous deux de Westmount, George W. Hall, 130, Ballantyne, Montréal-Ouest, Douglas S. Pryde, 168, avenue Carlyle, et Colin D. Blakely, 85, Brittany, app. 510, ces deux derniers de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et de l'exploration aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Caybridge Resources Ltd. », avec un capital divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

incorporating: Ronald Graham Lord, 1441 Lawrence Avenue East, Roy Benjamin Conacher, 167A St. Clair Avenue East, both barristers, Ella Vanags, wife of Andrejs Arnold, 361 The West Mall, Apt. 1805, Jacqueline Kennedy, 1921A Queen East, and Margaret Nancy Bannister, 58 Burgess Avenue, the latter two spinsters, the latter three legal secretaries, all of Toronto, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Cantech Resources Limited", with a capital stock divided into 5,000,000 shares without par value.

The head office of the company is at 635 Dorchester Boulevard West, Suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716295

Carnival Rugs Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jason Ruby, 5669 Edgemore Avenue, Côte Saint-Luc, Avrum P. Orenstein, 4725 Bourret Avenue, both advocates, Glacia Miller, spinster, 3201 Forest Hill Avenue, both of Montreal, and Carole Lambert, wife of Guy Lambert, 7989 Juliette Street, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in carpets, carpeting, floor coverings, matting and textiles, under the name of "Carnival Rugs Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$50 each

The head office of the company is at 5940 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716652

Caybridge Resources Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John McGlinchey Home, 29 Barat Road, Robert S. O'Brien, 343 Roslyn Avenue, both of Westmount, George W. Hall, 130 Ballantyne, Montreal West, Douglas S. Pryde, 168 Carlyle Avenue, and Colin D. Blakely, 85 Brittany, Apt. 510, the latter two of Montreal, all advocates, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Caybridge Resources Ltd.", with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716536

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716536

Centre d'animation jeunesse de Shawinigan inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Gauthier fils, gérant, 840, des Érables, Lionel Janna, comptable, 1534, Frontenac, Clément Gélinas, courtier en assurance, 1310, de la Victoire, tous trois de Shawinigan, et Claude Trudel, avocat, 1250, 117^e rue, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Venir en aide à la jeunesse, sous le nom de « Centre d'animation jeunesse de Shawinigan inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

3473-1971

Centre d'animation jeunesse de Shawinigan inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henri Gauthier Jr., manager, 840 des Érables, Lionel Janna, accountant, 1534 Frontenac, Clément Gélinas, insurance broker, 1310 de la Victoire, all three of Shawinigan, and Claude Trudel, lawyer, 1250, 117th Street, Shawinigan South, for the following purposes:

To assist youth, under the name of "Centre d'animation jeunesse de Shawinigan inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and own is limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at Shawinigan, judicial district of St. Maurice.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

3473-1971

Centre de Plein Air de Montmagny inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Yves Collin, industriel, 30, avenue du Quai, Jean-Baptiste Painchaud, courtier en placement, 90, avenue des Érables, et Vincent Bélanger, professeur, 173, avenue St-Joseph, tous trois de Montmagny, pour les objets suivants:

Maintenir et développer un centre de loisir et de sport pour jeunes et adultes, sous le nom de « Centre de Plein Air de Montmagny inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

720244

Centre de Plein Air de Montmagny inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Yves Collin, industrialist, 30 du Quai Avenue, Jean-Baptiste Painchaud, investment broker, 90 des Érables Avenue, and Vincent Bélanger, teacher, 173 St. Joseph Avenue, all three of Montmagny, for the following purposes:

To maintain and develop a recreation and sports centre for youth and adults, under the name of "Centre de Plein Air de Montmagny inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$500,000.

The head office of the corporation is at Montmagny, judicial district of Montmagny.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

720244

Centre du papier de l'Estrie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: René Prince, imprimeur, 2215, de Rouville, Jean-Paul Prince, commerçant, route,

Centre du papier de l'Estrie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Prince, printer, 2215 de Rouville, Jean-Paul Prince, merchant, Rural Route number 2, and

rurale numéro 2, et Michel Audet, vendeur, 370 Meilleur, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du papier, des produits du papier de toutes sortes, des produits du bois et de la pulpe, carton et papier de toutes sortes, sous le nom de « Centre du papier de l'Estrie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716770

Centre Image et Sons (Montréal) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: John Michelin, avocat, 5754, Lockwood, Glacia Miller, fille majeure, 3201, avenue Forest Hill, tous deux de Montréal, et Carole Lambert, épouse de Guy Lambert, 7989, Juliette, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils ménagers et commerciaux et de marchandises électriques de toutes sortes, sous le nom de « Centre Image et Sons (Montréal) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 629 est, rue Jarry, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716367

Centre médical de Roberval inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Normand Amyot, 1445, Couvrette, Saint-Laurent, David Katznelson, 145, Radcliffe, Montréal-Ouest, et Carl Gelber, 3355, Queen Mary, app. 520, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir, organiser, exploiter, administrer et diriger une clinique médicale et dentaire, sous le nom de « Centre médical de Roberval inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 850, boulevard St-Joseph, Roberval, district judiciaire de Roberval.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

716944

Michel Audet, salesman, 370 Meilleur, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper, paper products of all kinds, wood and pulp products, cardboard and paper of all kinds, under the name of "Centre du papier de l'Estrie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716770

Centre Image et Sons (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Michelin, advocate, 5754 Lockwood, Glacia Miller, fille majeure, 3201 Forest Hill Avenue, both of Montreal, and Carole Lambert, wife of Guy Lambert, 7989 Juliette, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in domestic and commercial appliances and electrical merchandise of all kinds, under the name of "Centre Image et Sons (Montréal) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 629 Jarry Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716367

Centre médical de Roberval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Amyot, 1445 Couvrette, St. Laurent, David Katznelson, 145 Radcliffe, Montreal West, and Carl Gelber, 3355 Queen Mary, Apt. 520, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To establish, organize, operate, manage and administer a medical and dental clinic, under the name of "Centre médical de Roberval inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 850 St. Joseph Boulevard, Roberval, judicial district of Roberval.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

716944

Chelsea Street Belt Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, 453, Mitchell, Mont-Royal, Julian Kotler, 5806, Hudson, Côte Saint-Luc, et Stanley R. Shuster, 4000 ouest, de Maisonneuve, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de fourrures, peaux, dépouilles d'animaux, pelleteries, cuirs et substituts naturels ou artificiels, en faire le commerce, sous le nom de « Chelsea Street Belt Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266

717200

Le Choeur du Richelieu inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Alice St-Martin, épouse de Fernand Charest, 712, Lasnier, Germaine Lacasse, épouse de Emmanuel Beauvais, 308, St-Laurent, Cécile Béliveau, veuve de Alexandre Béliveau, 308, Lebeau, toutes trois ménagères, Alain Vaillancourt, vendeur, 441, Carré Dieppe, et Henri Trahan, plombier, 470, Boyer, tous de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Promouvoir les arts et particulièrement la musique et le chant et donner pour le public, des représentations musicales de toutes sortes, sous le nom de « Le Choeur du Richelieu inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266-o

716284

La Cie de pierre de St-Jérôme inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Guy Lapierre, industriel, 407, Gauthier, Jacques Labelle, garagiste, 654, Lachapelle, et Yvan Labelle, homme d'affaires, 389, Rochon, tous trois de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Chelsea Street Belt Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold W. Ashenmil, 453 Mitchell, Mount Royal, Julian Kotler, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, and Stanley R. Shuster, 4000 de Maisonneuve West, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of pelts, hides, kips, skins, leathers and natural or artificial substitutes, under the name of "Chelsea Street Belt Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 20,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266-o

717200

Le Choeur du Richelieu inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Alice St-Martin, wife of Fernand Charest, 712 Lasnier, Germaine Lacasse, wife of Emmanuel Beauvais, 308 St. Laurent, Cécile Béliveau, widow of Alexandre Béliveau, 308 Lebeau, all three housewives, Alain Vaillancourt, salesman, 441 Carré Dieppe, and Henri Trahan, plumber, 470 Boyer, all of St. Jean, for the following purposes:

To promote the arts, particularly music and singing, and to present musical performances of all kinds for the public, under the name of "Le Choeur du Richelieu inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at St. Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716284

La Cie de pierre de St-Jérôme inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Lapierre, industrialist, 407 Gauthier, Jacques Labelle, garage operator, 654 Lachapelle, and Yvan Labelle, businessman, 389 Rochon, all three of St. Jérôme, for the following purposes:

Faire affaires comme tailleurs de pierre et faire le commerce de la pierre naturelle et artificielle, sous le nom de « La Cie de pierre de St-Jérôme inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717173

**Citox Oxygen Ltd.
Oxygène Citox Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 135, place Côte Vertu, app. 303, John Hamilton, fils, 5820, de Louisbourg, app. 26, Ruby A. Oxner, 3555, chemin Côte des Neiges, app. 401, tous trois de Montréal, et Michael P. Maloney, 203, chemin Woodside, Beaconsfield, tous quatre clerks, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'oxygène, acétylène et autres gaz industriels et médicaux, comprenant les installations et les accessoires connexes, sous le nom de « Citox Oxygen Ltd.—Oxygène Citox Itée », avec un capital-actions divisé en 30,000 actions privilégiées catégorie « A » sans valeur au pair, 15,000 actions catégorie « B » sans valeur au pair et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266

717086

Classic Fruit Bowl Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Moe Boxerman, marchand, 376 est, Mont-Royal, Huguette Boxer, épouse de Jerry Boxer, 11122, James Maurice, tous deux de Montréal, et Helen Boxerman, épouse divorcée de Lou Alpert, 2060, Collège, Saint-Laurent, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de fruits, légumes, produits alimentaires manufacturés et préparés de toutes sortes et descriptions et, en général, les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Classic Fruit Bowl Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 34 nord, Westminster, Montréal-Ouest, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716448

To carry on business as stone-cutters and to deal in natural and artificial stone, under the name of « La Cie de pierre de St-Jérôme inc. », with a total capital stock of \$100,000, divided into 8,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Jérôme, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717173

**Citox Oxygen Ltd.
Oxygène Citox Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 135 Place Côte Vertu, Apt. 303, John Hamilton junior, 5820 de Louisbourg, Apt. 26, Ruby A. Oxner, 3555 Côte des Neiges Road, Apt. 401, all three of Montreal, and Michael P. Maloney, 203 Woodside Road, Beaconsfield, all four law clerks, for the following purposes:

To deal in oxygen, acetylene and other industrial and medical gases, including equipment and related accessories, under the name of « Citox Oxygen Ltd.—Oxygène Citox Itée », with a capital stock divided into 30,000 class « A » shares without par value, 15,000 class « B » shares without par value and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266-o

717086

Classic Fruit Bowl Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Boxerman, merchant, 376 Mount Royal East, Huguette Boxer, wife of Jerry Boxer, 11122 James Maurice, both of Montreal, and Helen Boxerman, wife divorced of Lou Alpert, 2060 College, Saint-Laurent, the latter two housewives, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables, manufactured and prepared foods of all kinds and descriptions and, generally, produce of the land, vine and tree, under the name of « Classic Fruit Bowl Ltd. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 4,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at 34 Westminster North, Montreal West, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716448

Clément Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, Saint-Léonard, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Clément Transport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Barthélemy, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716950

Clique lions de Jonquière inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Réjean Delisle, personnel de cadre, 29, Rivière-au-Sable, Bernard Bergeron, commerçant, 79, Ste-Jeanne d'Arc, et Denis Larouche, directeur, 281, St-Jean-Baptiste, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Grouper des jeunes gens dans le but de former un corps musical, sous le nom de « Clique lions de Jonquière inc. ».

Le montant auquel sont limitées les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000.

Le siège social de la corporation est 75, St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716250

Club d'auto-neige Laprairie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Godin, laitier, 584, rue Page, Normand Beausoleil, épicer, 331, St-Georges, et John Lussier, étudiant, 690, Ste-Rose, tous trois de La Prairie, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club d'auto-neige Laprairie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000.

Clément Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, St. Léonard, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Clément Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at St. Barthélemy, judicial district of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

716950

Clique lions de Jonquière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Réjean Delisle, senior staff, 29 Rivière-au-Sable, Bernard Bergeron, merchant, 79 Ste. Jeanne d'Arc, and Denis Larouche, director, 281 St. Jean-Baptiste, all three of Jonquière, for the following purposes:

To form an association of young people for the purpose of forming a music corps, under the name of "Clique lions de Jonquière inc."

The value of the annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$5,000.

The head office of the corporation is at 75 St. Dominique, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

716250

Club d'auto-neige Laprairie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Lionel Godin, milkman, 584 Page Street, Normand Beausoleil, grocer, 331 St. Georges, and John Lussier, student, 690 Ste. Rose, all three of La Prairie, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote the sport of snowmobiling in particular, under the name of "Club d'auto-neige Laprairie inc."

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is limited to \$20,000.

Le siège social de la corporation est 1200, chemin St-Jean, La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716017

Club d'auto-neige Val-Morin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Denis Viau, garagiste, 51, Morin, Gérard Vendette, journalier, boulevard Curé Corbeil, Laurent St-Amour, mécanicien, 185, Morin, Tancrède Vendette, 42, Beaubien est, Maurice Paquette, 109, 11e avenue, tous deux menuisiers, et Gilles Couvrette, homme d'affaires, 2, 4e avenue, tous de Val-Morin, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club d'auto-neige Val-Morin inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est 51, Morin, Val-Morin, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716193

Club de courses de poneys Larochelle inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Tourigny, cultivateur, Gérard Lamothe, chauffeur de camion, Léo Tourigny, épicer-boucher, tous trois de Bécancour, Claude Comeau, assembleur, Pointe-du-Lac, et André Pratte, soudeur, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts culturels, sociaux ou matériels des propriétaires de poneys, sous le nom de « Club de courses de poneys Larochelle inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Bécancour, secteur Saint-Grégoire, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

720228

Le Club de l'Âge d'Or de Laprairie

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Laroche, retraité, 880, Deslauriers, Berthe Bisailon,

The head office of the corporation is at 1200 St. Jean, La Prairie, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

716017

Club d'auto-neige Val-Morin inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Denis Viau, garage operator, 51 Morin, Gérard Vendette, labourer, Curé Corbeil Boulevard, Laurent St-Amour, mechanic, 185 Morin, Tancrède Vendette, 42 Beaubien East, Maurice Paquette, 109, 11th Avenue, both carpenters, and Gilles Couvrette, businessman, 2, 4th Avenue, all of Val-Morin, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote the sport of snowmobiling particularly, under the name of "Club d'auto-neige Val-Morin inc."

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$20,000.

The head office of the corporation is at 51 Morin, Val-Morin, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

716193

Club de courses de poneys Larochelle inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvon Tourigny, farmer, Gérard Lamothe, truck driver, Léo Tourigny, grocer-butcher, all three of Bécancour, Claude Comeau, assembler, Pointe-du-Lac, and André Pratte, welder, Trois-Rivières, for the following purposes:

To study, promote, defend and develop in any way the cultural, social or material interests of pony owners, under the name of "Club de courses de poneys Larochelle inc."

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation is at Bécancour, St. Grégoire Sector, judicial district of Nicolet.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

720228

Le Club de l'Âge d'Or de Laprairie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léopold Laroche, annuitant, 880 Deslauriers, Berthe

épouse de Léopold Bisailon, 540, St-Georges, et Marie-Jeanne Laplante, veuve de Joseph Laplante, 356, St-Jean, ces deux dernières ménagères, tous trois de La Prairie, pour les objets suivants:

Organiser des services divers pour l'agrément et le bien-être de la personne âgée, sous le nom de « Le Club de l'Âge d'Or de Laprairie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717230

Club de l'Âge d'Or de St-Hubert

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Jutras, 8925, chemin Chambly, Hervé Bélanger, 3130, Adélaïde, tous deux rentiers, et Juliette Rocheleau, ménagère, fille majeure, 5510, chemin Chambly, tous trois de Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Organiser des services divers pour l'agrément et le bien-être de la personne âgée, sous le nom de « Club de l'Âge d'Or de St-Hubert ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,

compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266-o

716227

Club de moto-neige Les Montagnards (Rougemont, St-Damase) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Germain-C. Flibotte, restaurateur, J.-Robert Gazaille, vendeur, Pierre Baillargeon, pomiculteur, tous trois de Rougemont, Jacques Fontaine, nettoyeur, Gilles Barré, jardinier, tous deux de Saint-Damase, et Léonide Jodoin, garagiste, Marieville, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige Les Montagnards (Rougemont, St-Damase) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Rougemont, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

• 45266-o

717021

Bisailon, wife of Léopold Bisailon, 540 St-Georges, and Marie-Jeanne Laplante, widow of Joseph Laplante, 356 St. Jean, the latter two housewives, all three of La Prairie, for the following purposes:

To organize various services for the pleasure and well-being of the elderly, under the name of "Le Club de l'Âge d'Or de Laprairie".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at La Prairie, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717230

Club de l'Âge d'Or de St-Hubert

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Jutras, 8925 Chambly Road, Hervé Bélanger, 3130 Adélaïde, both annuitants, and Juliette Rocheleau, housewife, spinster, 5510 Chambly Road, all three of St. Hubert, for the following purposes:

To organize various services for the pleasure and well-being of the elderly, under the name of "Club de l'Âge d'Or de St-Hubert".

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at St. Hubert, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

45266

716227

Club de moto-neige Les Montagnards (Rougemont, St-Damase) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Germain-C. Flibotte, restaurateur, J.-Robert Gazaille, salesman, Pierre Baillargeon, fruit-grower, all three of Rougemont, Jacques Fontaine, cleaner, Gilles Barré, gardener, both of St. Damase, and Léonide Jodoin, garage operator, Marieville, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Club de moto-neige Les Montagnards (Rougemont, St-Damase) inc."

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at Rougemont, judicial district of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717021

Club de ski Amabaie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Meunier, mécanicien, 11375, Gouin ouest, Roxboro, J.-Bernard Castonguay, administrateur, 801, Saraguay, et André Provost, médecin, 715, Saraguay, ces deux derniers de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport du ski nautique, sous le nom de « Club de ski Amabaie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 801, boulevard Saraguay, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

714825

Le Club des Chevaliers St-Gédéon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Réjean Landry, débosseleur, Germain Mercier, inspecteur laitier, Germain Lachance, Victor Jolin, tous deux épiciers, Claude Poulin, entrepreneur électricien, Jean-Guy Lachance, chauffeur, Hervé Fortin, concierge, Cyrias Pelchat, assureur, Gérard Fortier, contremaître, et Roger Nadeau, acheteur, tous de Saint-Gédéon, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, commerciaux, industriels, sociaux, politiques et culturels de la population de St-Gédéon, comté de Frontenac, sous le nom de « Le Club des Chevaliers St-Gédéon inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Gédéon, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717078

Club des sports St-Casimir inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Hardy, commis, Robert Rivard, fonctionnaire, et Jean-Guy Lacoursière, commerçant, tous trois de Saint-Casimir, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, du hockey, de la balle-dure et de la balle-molle, sous le nom de « Club des sports St-Casimir inc. ».

Club de ski Amabaie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Meunier, mechanic, 11375 Gouin West, Roxboro, J.-Bernard Castonguay, administrator, 801 Saraguay, and André Provost, physician, 715 Saraguay, the latter two of Pierrefonds, for the following purposes:

To promote water-skiing, under the name of "Club de ski Amabaie inc."

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at 801 Saraguay Boulevard, Pierrefonds, judicial district of Montréal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

714825

Le Club des Chevaliers St-Gédéon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Réjean Landry, body-repairman, Germain Mercier, dairy inspector, Germain Lachance, Victor Jolin, both grocers, Claude Poulin, electrical contractor, Jean-Guy Lachance, chauffeur, Hervé Fortin, caretaker, Cyrias Pelchat, insurance agent, Gérard Fortier, foreman, and Roger Nadeau, buyer, all of St. Gédéon, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic, commercial, industrial, social, political and cultural interests of the population of St. Gédéon, County of Frontenac, under the name of "Le Club des Chevaliers St-Gédéon inc."

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at St. Gédéon, judicial district of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717078

Club des sports St-Casimir inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Hardy, clerk, Robert Rivard, civil servant, and Jean-Guy Lacoursière, merchant, all three of St. Casimir, for the following purposes:

To operate a sports club and promote the sports of snowmobiling, hockey, baseball and softball in particular, under the name of "Club des sports St-Casimir inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Casimir, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716996

Club moto-neige Piteman

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Hyppolyte Miller, guide touristique, Jean-Marc Millette, gardien de club, et Normand Meilleur, conducteur de débuseuse, tous trois de Sainte-Anne-du-Lac, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club moto-neige Piteman ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Anne-du-Lac, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266-o

715980

Club optimiste de Rouyn-Noranda inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Coutu, 50, Perreault ouest, Miville St-Pierre, 155, Dallaire, tous deux avocats, et Jean Nerron, gérant de banque, 161, Principale, tous trois de Rouyn, pour les objets suivants:

Promouvoir l'optimisme comme philosophie de vie, sous le nom de « Club optimiste de Rouyn-Noranda inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266-o

715947

Colco inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Charles-Simon Sirois, homme d'affaires, Colombe Quenneville, ménagère, épouse du

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at St. Casimir, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

716996

Club moto-neige Piteman

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Hyppolyte Miller, tourist guide, Jean-Marc Millette, club caretaker, and Normand Meilleur, skidder operator, all three of Ste. Anne-du-Lac, for the following purposes:

To form and operate a sports club and to promote the sport of snowmobiling in particular, under the name of "Club moto-neige Piteman".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the company is at Ste. Anne-du-Lac, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45266

715980

Club optimiste de Rouyn-Noranda inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Coutu, 50 Perreault West, Miville St-Pierre, 155 Dallaire, both lawyers, and Jean Nerron, bank manager, 161 Principale, all three of Rouyn, for the following purposes:

To promote optimism as a philosophy of life, under the name of "Club optimiste de Rouyn-Noranda inc."

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$20,000.

The head office of the corporation is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45266

715947

Colco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles-Simon Sirois, businessman, Colombe Quenneville, housewife, wife of the said Charles-Simon

dit Charles-Simon Sirois, tous deux de 969, Provencher, Chicoutimi, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Colco inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 48 actions ordinaires de \$1 chacune, 299,800 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 152 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, rue Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o 716760

La Compagnie d'entretien Acadia inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean-M. Gagné, 1607, Ducharme, Outremont, Denis Boileau, 5652, Laurendeau, Montréal, et Gilles Bourque, 301, Deguire, app. 848, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise d'entretien d'immeubles de tout genre, sous le nom de « La Compagnie d'entretien Acadia inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2125, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45166-o 716414

Congen inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre-Georges Roy, administrateur, 498, Beaumont est, Saint-Bruno-de-Montarville, Jacques Paquin, avocat, 1422, Jacques Lemaistre, et Danielle Trudel, secrétaire, fille majeure, 7125, Louis Hémon, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie foncière, de construction, de portefeuille et de gestion, sous le nom de « Congen inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 498, Beaumont est, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o 717121

Sirois, both of 969 Provencher, Chicoutimi, and Maurice Martel, lawyer, 1301 St. Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Colco inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 48 common shares of \$1 each, 299,800 class "A" preferred shares of \$1 each and 152 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 110 Racine Street East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266 716760

La Compagnie d'entretien Acadia inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-M. Gagné, 1607 Ducharme, Outremont, Denis Boileau, 5652 Laurendeau, Montreal, and Gilles Bourque, 301 Deguire, Apt. 848 St. Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To operate a business concerned with the maintenance of buildings of all kinds, under the name of "La Compagnie d'entretien Acadia inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2125 Masson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266 716414

Congen inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-Georges Roy, administrator, 498 Beaumont East, St. Bruno-de-Montarville, Jacques Paquin, lawyer, 1422 Jacques Lemaistre, and Danielle Trudel, secretary, spinster, 7125 Louis Hémon, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction, holding and management company, under the name of "Congen inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 498 Beaumont East, St. Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266 717121

Construction Arc-en-Ciel Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Diana Kleban, secrétaire, fille majeure, 7327, rue Fabre, Jean-Pierre Sabourin, teneur de livres, 6352, de Marseille, tous deux de Montréal, et Roman J. Isganaitis, avocat, 126, de Touraine, Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placement, sous le nom de « Construction Arc-en-Ciel Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716698

Construction Gimimo Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gisèle Morin, agent d'immeubles, épouse de Jean Benoit, 239, boulevard Deguire, app. 529, Saint-Laurent, Stanley Reinblatt, et Allan Wolinsky, ces deux derniers avocats, du 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de gestion sous le nom de « Construction Gimimo Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 239, boulevard Deguire, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716693

**Construction Jonquille Itée
Jonquil Construction Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Douglas Pascal, 5392, Prince de Galles, Earl S. Cohen, 4919, Montclair, tous deux de Montréal, et Charles E. Flam, 35, chemin Banstead, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et de placement, sous le nom de « Construction Jonquille Itée — Jonquil Construction Ltd. », avec un

Construction Arc-en-Ciel Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Diana Kleban, secretary, spinster, 7327 Fabre Street, Jean-Pierre Sabourin, bookkeeper, 6352 de Marseille, both of Montreal, and Roman J. Isganaitis, advocate, 126 de Touraine, Longueuil, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Construction Arc-en-Ciel Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716698

Construction Gimimo Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gisèle Morin, realtor, wife of Jean Benoit, 239 Deguire Boulevard, Apt. 529, Saint-Laurent, Stanley Reinblatt, and Allan Wolinsky, the latter two advocates, of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and management company, under the name of "Construction Gimimo Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 239 Deguire Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716693

**Construction Jonquille Itée
Jonquil Construction Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Douglas Pascal, 5392 Prince of Wales, Earl S. Cohen, 4919 Montclair, both of Montreal, and Charles E. Flam, 35 Banstead Road, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a construction and investment company, under the name of "Construction Jonquille Itée — Jonquil Construction Ltd.", with a total

capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, Carré Victoria, suite 612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716701

J.-Marc Cossette inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Marc Cossette, opticien d'ordonnances, Ginette Thérberge, secrétaire, épouse dudit Marc Cossette, tous deux de 510, J.J. Joubert, Laval, et Gilles Cossette, avocat, 702, Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme polisseurs de verres et fabricants de lentilles de toutes sortes, sous le nom de « J.-Marc Cossette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3875, St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716420

Alpha Coutu & fils ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Alpha Coutu, garagiste, Jacques Coutu, et Serge Coutu, ces deux derniers camionneurs, tous trois de 696, Luc, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Alpha Coutu & fils ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 867, rue Principale, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

717192

**Créations Tissus Vasilio ltée
Vasilio Fabric Creations Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Hessa Wellen, secrétaire, fille majeure, 4946, avenue Kent, Oscar Respitz, 4945,

capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, suite 612, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716701

J.-Marc Cossette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Cossette, dispensing optician, Ginette Thérberge, secretary, wife of the said Marc Cossette, both of 510 J.J. Joubert, Laval, and Gilles Cossette, lawyer, 702 Davaar, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as glass polishers and manufacturers of lenses of all kinds, under the name of "J.-Marc Cossette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 3875 St. Urbain, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716420

Alpha Coutu & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alpha Coutu, garage operator, Jacques Coutu, and Serge Coutu, the latter two truck-drivers, all three of 696 Luc, Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and to deal in automobiles, engines, machines and all their accessories and parts, under the name of "Alpha Coutu & fils ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 867 Principale Street, Laval, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

717192

**Créations Tissus Vasilio ltée
Vasilio Fabric Creations Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hessa Wellen, secretary, spinster, 4946 Kent Avenue, Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue,

avenue Glencairn, Philip Shugar, 6267, MacDonald, E. Stephen Segal, 5625, Clanranald, tous quatre de Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, ces quatre derniers avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires, de tous genres, sortes et descriptions et accessoires connexes, en faire le commerce, sous le nom de « Créations Tissus Vasilio Itée — Vasilio Fabric Creations Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions catégorie « A » de \$10 chacune, 600 actions catégorie « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716265

Crittall (Québec) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Robert Vineberg, avocat, Habitat '67, app. 504, Montréal, Barbara Forrow, 1420, Quenneville, et Maureen Montgomery, 10, place Côte Vertu, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer des fenêtres et tous produits connexes, en faire le commerce, sous le nom de « Crittall (Québec) Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266

717037

Dialin Printing Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, avenue Claremont, Westmount, Oscar Resnitz, 4945, avenue Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Gérer un commerce d'imprimeurs, lithographes, graveurs, électrotypers, photolithographes, graveurs d'étampes, relieurs et papetiers, sous le nom de « Dialin Printing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4335, avenue Verdun, Verdun, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716735

Philip Shugar, 6267 MacDonald, E. Stephen Segal, 5625 Clanranald, all four of Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, the latter four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of all types, kinds and descriptions and accessories thereto, under the name of "Créations Tissus Vasilio Itée — Vasilio Fabric Creations Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 class "A" shares of \$10 each, 600 class "B" shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716265

Crittall (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Vineberg, advocate, Habitat '67, Apt. 504, Montreal, Barbara Forrow, 1420 Quenneville, and Maureen Montgomery, 10 Place Côte Vertu, the latter two secretaries, spinsters, of Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in windows and all associated products, under the name of "Crittall (Québec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266-o

717037

Dialin Printing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont Avenue, Westmount, Oscar Resnitz, 4945 Glencairn Avenue, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as printers, lithographers, engravers, electrotypers, photolithographers, die-sinkers, bookbinders and stationers, under the name of "Dialin Printing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4335 Verdun Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716735

The District of Bedford General Radio Service Operators Association Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Milton Bracey, opérateur de machine, Robert Farnam, électricien, tous deux de Dunham, R.-Émile Bédard, gérant de ventes, Alexander Macnab, évaluateur d'assurance, Diana Macnab, ménagère, épouse dudit Alexander Macnab, Wayne Kemp, agent d'assurance, tous quatre de Bedford, et Delmar Wilson, tireur d'épreuves, Stanbridge, pour les objets suivants:

Établir et entretenir une association de membres prêts et aptes à travailler sans but lucratif dans le domaine des communications ou autres moyens dérivant de l'électronique, sous le nom de « The District of Bedford General Radio Service Operators Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Bedford, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716726

Divad Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1972, constituant en corporation: John Hamilton, fils, 5820, de Louisbourg, app. 26, Ruby A. Oxner, fille majeure, 3555, chemin Côte des Neiges, app. 401, tous deux de Montréal, et Thomas H. Buck, 571, avenue Patricia, Greenfield Park, tous trois clercs, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Divad Investments Ltd. », avec un capital-actions de 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266

720226

Dominion Industrial and Home Cleaning Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: John Lecomplex, gérant, 1342, Beauvais, Saint-Laurent, Sarah Lash, secrétaire, épouse de John Weigens (Weigensberg), 5367, Brodeur, Montréal, et George Kloukinas, préposé à l'entretien, 7760, avenue Querbes, Outremont, pour les objets suivants:

The District of Bedford General Radio Service Operators Association Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Milton Bracey, machine operator, Robert Farnam, electrician, both of Dunham, R.-Émile Bédard, sales manager, Alexander Macnab, insurance evaluator, Diana Macnab, housewife, wife of the said Alexander Macnab, Wayne Kemp, insurance agent, all four of Bedford, and Delmar Wilson, proofer, Stanbridge, for the following purposes:

To create and maintain a membership ready and able to work on a non-profit basis in the field of communications or any other electronic means, under the name of "The District of Bedford General Radio Service Operators Association Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or hold by the corporation is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Bedford, judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716726

Divad Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Hamilton junior, 5820 de Louisbourg, Apt. 26, Ruby A. Oxner, fille majeure, 3555 Côte des Neiges Road, Apt. 401, both of Montreal, and Thomas H. Buck, 571 Patricia Avenue, Greenfield Park, all three law clerks, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Divad Investments Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266-o

720226

Dominion Industrial and Home Cleaning Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Lecomplex, manager, 1342 Beauvais, Saint-Laurent, Sarah Lash, secretary, wife of John Weigens (Weigensberg), 5367 Brodeur, Montreal, and George Kloukinas, maintenance worker, 7760 Querbes Avenue, Outremont, for the following purposes:

Exploiter le commerce des services de nettoyage et de conciergerie particulièrement en ce qui concerne les écoles et édifices commerciaux aussi bien que les demeures résidentielles, sous le nom de « Dominion Industrial and Home Cleaning Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 239, rue Deguire, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266

716185

Cleaning and janitorial services particularly with respect to schools and commercial buildings, as well as houses, under the name of "Dominion Industrial and Home Cleaning Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 239 Deguire Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266-o

716185

Dorchester Mini-Market Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1971, constituant en corporation: John Papadopoulos, homme d'affaires, 57, boulevard Graham, Mont-Royal, Jean Spandanopoulos, professeur, 7355, boulevard L'Acadie, Apostolos Stellos, médecin, 4007, avenue Hingston, et Dimitrios Kyriazis, vendeur, 7900, avenue Stuart, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'épicerie-boucherie, sous le nom de « Dorchester Mini-Market Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

715886

Dorchester Mini-Market Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Papadopoulos, businessman, 57 Graham Boulevard, Mount Royal, Jean Spandanopoulos, professor, 7355 L'Acadie Boulevard, Apostolos Stellos, physician, 4007 Hingston Avenue, and Dimitrios Kyriazis, salesman, 7900 Stuart Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocer and butcher, under the name of "Dorchester Mini-Market Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45266-o

715886

Doveron Stationers (Québec) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1971, constituant en corporation: John Michelin, avocat, 5754, Lockwood, Côte Saint-Luc, Glacia Miller, fille majeure, 3201, Forest Hill, Montréal, et Carole Lambert, épouse de Guy Lambert, 7889, Juliette, Lasalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimerie, lithographie, publication vente et autrement faire le commerce de livres, magazines, périodiques et autres imprimés ou lithographiés, sous le nom de « Doveron Stationers (Québec) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 621 ouest, rue Craig, suite 301, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716363

Doveron Stationers (Québec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Michelin, advocate, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, Glacia Miller, spinster, 3201 Forest Hill, Montreal, and Carole Lambert, wife of Guy Lambert, 7889 Juliette, Lasalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of printing, lithographing, publishing, selling and otherwise dealing in books, magazines, periodicals and other printed or lithographed matter, under the name of "Doveron Stationers (Québec) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 621 Craig Street West, Room 301, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45266-o

716363

Dufresne Piling (Québec) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour décembre 1971, constituant en corporation: Carson Archibault Unsworth, Hazeldean, Canon Thomas Unsworth, 281, avenue Grandview, et Clarence Charles Vallance, 5, avenue Esquimaux, ces deux derniers d'Ottawa, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs en excavation pour l'exécution de tous genres d'excavation, aménagements de pentes, d'éblaiement de terrain, déplacement de terre et de pierres, creusement de tranchées, amoncellement et étayage de tous genres, sous le nom de « Dufresne Piling (Québec) Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716533

Georges H. Durand Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Georges-Henri Durand, marchand, Diane Pelland, ménagère, épouse dudit Georges-Henri Durand, et Alban Arbour, commis, tous trois de Sainte-Émélie-de-l'Énergie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Georges H. Durand Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 210, rue St-Michel, Sainte-Émélie-de-l'Énergie, district judiciaire de Joliette.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

716154

Edward Brush Manufacturing Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre Thomas, 250, des Écores, Laval, Philip Goulston, 434, St-François-Xavier, tous deux avocats, Lucie Bourgeois, 8080 est, rue Sherbrooke, tous deux de Montréal, et Jeanne Senay, 296, boulevard Desmarchais, Verdun, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Dufresne Piling (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Carson Archibault Unsworth, Hazeldean, Canon Thomas Unsworth, 281 Grandview Avenue, and Clarence Charles Vallance, 5 Esquimaux Avenue, the latter two of Ottawa, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on business as excavating contractors for the performance of all manner of excavating, grading, land clearing, earth and stone moving, trenching, piling and shoring of every nature, under the name of "Dufresne Piling (Québec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares with a par value of \$1 each and 35,000 preferred shares with a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716533

Georges H. Durand Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Henri Durand, merchant, Diane Pelland, housewife, wife of the said Georges-Henri Durand, and Alban Arbour, clerk, all three of Ste. Émélie-de-l'Énergie, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Georges H. Durand Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 210 St. Michel Street, Ste. Émélie-de-l'Énergie, judicial district of Joliette.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

716154

Edward Brush Manufacturing Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Thomas, 250 des Écores, Laval, Philip Goulston, 434 St-François Xavier, both lawyers, Lucie Bourgeois, 8080 Sherbrooke East, both of Montreal, and Jeanne Senay, 296 Desmarchais Boulevard, Verdun, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

Fabriquer des brosses, leurs pièces et accessoires, ainsi que des articles du même genre, en faire le commerce, sous le nom de « Edward Brush Manufacturing Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716808

Les entreprises Charbonneau-Senay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gabrielle Jetté, ménagère, épouse de Léopold Corbeil, Yvan Corbeil, notaire, tous deux de 4880, Chabot, Montréal, et Denise Desroches, secrétaire, épouse de Claude Aude, 65, 5e Rue, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Charbonneau-Senay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

716967

Les entreprises J P Chénier Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Chénier, hôtelier, Adèle Philippe, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Chénier, tous deux de 168, Galipeau, et Jacques Prévost, avocat, 310, Victoria, tous trois de Thurso, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants, maisons de touristes et stations estivales et hivernales, sous le nom de « Les entreprises J P Chénier Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thurso, district judiciaire de Hull.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

716936

Entreprises Terre de Sol inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Barry H. Shapiro, 777, avenue

To manufacture and deal in brushes, their parts, accessories and similar articles, under the name of "Edward Brush Manufacturing Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716808

Les entreprises Charbonneau-Senay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gabrielle Jetté, housewife, wife of Léopold Corbeil, Yvan Corbeil, notary, both of 4880 Chabot, Montreal, and Denise Desroches, secretary, wife of Claude Aude, 65, 5th Street, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les entreprises Charbonneau-Senay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

716967

Les entreprises J P Chénier Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Chénier, hotel-keeper, Adèle Philippe, housewife, wife of the said Jean-Paul Chénier, both of 168 Galipeau, and Jacques Prévost, lawyer, 310 Victoria, all three of Thurso, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants, tourist homes and summer and winter resorts, under the name of "Les entreprises J P Chénier Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Thurso, judicial district of Hull.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

716936

Entreprises Terre de Sol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Barry H. Shapiro, 777 Upper Lansdowne

Upper Lansdowne, Westmount, Earl S. Cohen, 4919, avenue Montclair, tous deux avocats, Mavis Rawlin, épouse de Donald Rawlin, 10355, Bois de Boulogne, app. 120, tous deux de Montréal, et Elayne Rabinovitch épouse de Joseph Rabinovitch, 213, avenue Dresden, Mont-Royal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de terre meuble, remplissage et toutes autres formes de sol aussi bien que tous accessoires de jardinage, d'agriculture et d'horticulture et tous genres de matériaux de construction, sous le nom de « Entreprises Terre de Sol inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 366 est, rue Laurier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

714359

Les équipements L.E.S. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean Sirois, avocat, 1307, Fontenay, Sainte-Foy, Irène Fortin, épouse de Patrick Fortin, 128, Durand, Loretteville, et Louise Bouchard, fille majeure, 1430, Preston, Sillery, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils pouvant servir pour les loisirs et les sports, sous le nom de « Les équipements L.E.S. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10, rue de Bernières, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

717118

Exorper inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Eric Morissette, 985, des Braves, Denys Lachance, 930, Bougainville, François Lambert, 812, Monk, et Claude Lambert, 660, Belvédère, tous quatre étudiants, de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de publicité et de mise en marché de produits manufacturés, sous le nom de « Exorper inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 985, des Braves, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

720040

Avenue, Westmount, Earl S. Cohen, 4919 Montclair Avenue, both advocates, Mavis Rawlin, wife of Donald Rawlin, 10355 Bois de Boulogne, #120, both of Montreal, and Elayne Rabinovitch, wife of Joseph Rabinovitch, 213 Dresden Avenue, Mount Royal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in top soil, fill and all other forms of materials from the ground as well as all garden, agricultural and horticultural supplies and building materials of every nature, under the name of "Entreprises Terre de Sol inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 35,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 366 Laurier Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

714359

Les équipements L.E.S. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Sirois, lawyer, 1307 Fontenay, Ste. Foy, Irène Fortin, wife of Patrick Fortin, 128 Durand, Loretteville, and Louise Bouchard, spinster, 1430 Preston, Sillery, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of apparatus used for recreational activities and sports, under the name of "Les équipements L.E.S. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10 de Bernières Street, Québec, judicial district of Québec.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

717118

Exorper inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eric Morissette, 985 des Braves, Denys Lachance, 930 Bougainville, François Lambert, 812 Monk, and Claude Lambert, 660 Belvédère, all four of Québec, for the following purposes:

To operate an advertising and marketing agency for manufactured products, under the name of "Exorper inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 985 des Braves, Québec, judicial district of Québec.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

720040

Farsen Trading Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 295, Alexis Nihon, Saint-Laurent, et Bernard Gardner, 405, Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer de la machinerie, des moteurs, instruments et toutes sortes d'articles de quincaillerie, en faire le commerce, sous le nom de « Farsen Trading Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1167, rue Letellier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716301

The Fashion I. Sportswear Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Paul Nadler, 3450, Drummond, app. 111, David Goldenblatt, 3500, Mountain, app. 67, tous deux de Montréal, et Gary Moscovitz, 2009, rue Ward, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements, articles vestimentaires, fournitures, accessoires et habillements de toute description, en faire le commerce, sous le nom de « The Fashion I. Sportswear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1435, St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716216

The Father Dowd Memorial Home

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions, les membres de « The Father Dowd Memorial Home », incorporé par la Loi constituant en corporation The Montreal St. Bridget's Refuge, 29 Victoria (1865) 109, le ou vers le 18e jour de décembre 1865, pour les objets suivants:

Recevoir, protéger et assister des personnes nécessiteuses de deux sexes.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$4,000,000.

Farsen Trading Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 295 Alexis Nihon, Saint-Laurent, and Bernard Gardner, 405 Northcote, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Farsen Trading Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1167 Letellier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716301

The Fashion I. Sportswear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Nadler, 3450 Drummond, Apt. 111, David Goldenblatt, 3500 Mountain, Apt. 67, both of Montreal, and Gary Moscovitz, 2009 Ward Street, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing apparel, furnishings, accessories and garments of every description, under the name of "The Fashion I. Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1435 St. Alexandre, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716216

The Father Dowd Memorial Home

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, bearing date the 15th day of March, 1971, to constitute as a corporation without share capital, the members of "The Father Dowd Memorial Home", incorporated by an Act to incorporate The Montreal St. Bridget's Refuge, 29 Victoria (1865) 109, on or about the 18th day of December, 1965, for the following purposes:

To receive, protect and maintain persons of both sexes in necessitous circumstances.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may own or hold is to be limited, is \$4,000,000.

Le siège social de la nouvelle corporation est 481, ouest, rue LaGauchetière, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

1296-71

The head office of the new corporation is at 481 LaGauchetière Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
1296-71

45266-o

La Fédération des associations de manufacturiers de chaussures de la province de Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Langevin, avocat, 2400, St-Olivier, Trois-Rivières, Lise Diamond, épouse de Clément Bergeron, 425, Gélinas, et Carmen Tardif, épouse de Henri-Paul Diamond, 22, Mère Gamelin, ces deux dernières secrétaires, de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Défendre les intérêts économiques, sociaux et moraux des associations de manufacturiers de chaussures, sous le nom de « La Fédération des associations de manufacturiers de chaussures de la province de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716687

**La ferme Sydney Liverant inc.
Sydney Liverant Farm Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Mark Rosenstein, 3465, Redpath, Abraham J. Rosenstein, 5003, avenue Lacombe, tous deux de Montréal, et Thomas A. Lavin, Lac Brome, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Se livrer à l'agriculture sous tous ses aspects selon la loi alors en vigueur, sous le nom de « La ferme Sydney Liverant inc.—Sydney Liverant Farm Inc. », avec un capital totale \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 2550, Bates Road, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716061

Field Variety Stores Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

La Fédération des associations de manufacturiers de chaussures de la province de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Langevin, lawyer, 2400 St. Olivier, Trois-Rivières, Lise Diamond, wife of Clément Bergeron, 425 Gélinas and Carmen Tardif, wife of Henri-Paul Diamond, 22 Mère Gamelin, the latter two secretaries, of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To defend the economic, social and moral interests of shoe manufacturer associations, under the name of "La Fédération des associations de manufacturiers de chaussures de la province de Québec inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716687

**La ferme Sydney Liverant inc.
Sydney Liverant Farm Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mark Rosenstein, 3465 Redpath, Abraham J. Rosenstein, 5003 Lacombe Avenue, both of Montreal, and Thomas A. Lavin, Lac Brome, all three advocates, for the following purposes:

To engage in agriculture in all its phases subject to then prevailing law, under the name of "La ferme Sydney Liverant inc.—Sydney Liverant Farm Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares at a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares at a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 2550 Bates Road, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716061

Field Variety Stores Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of Novem-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Seymour Steinman, 5706, Parkhaven, Côte-Saint-Luc, Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, et Jean Lefrançois, 41, avenue Morrison, ces deux derniers de Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Gérer des magasins à rayons ou des magasins d'articles variés, sous le nom de « Field Variety Stores Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est sur la rue Châteauguay, Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716500

Forbin Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1971, autorisant la fusion des compagnies ci-après nommées: « Walker Bros. & Forsyth Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20^e jour de décembre 1947, « Forbin Holdings Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10^e jour de mai 1949 et « Harnel Properties Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4^e jour de décembre 1952, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « Forbin Corporation », avec un capital total de \$350,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266

717400

FoRoCo inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Lucien Fournier, électricien, 494, Franquelin, Jean-Paul Cormier, mécanicien, 971, Cartier, et Jean Roberge, alias Robert St-Jean, vendeur, 486, Évangéline, tous trois de Sept-Îles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « FoRoCo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

ber, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Seymour Steinman, 5706 Parkhaven, Côte-Saint-Luc, Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, and Jean Lefrançois, 41 Morrison Avenue, the latter two of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To operate departmental stores or variety stores, under the name of "Field Variety Stores Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at Châteauguay Street, Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716500

Forbin Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Walker Bros. & Forsyth Limited", incorporated by letters patent dated the 20th day of December, 1947, "Forbin Holdings Limited", incorporated by letters patent dated the 10th day of May, 1949, and "Harnel Properties Limited", incorporated by letters patent dated the 4th day of December, 1952, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Forbin Corporation", with a total capital stock of \$350,000, divided into 25,000 common shares of the par value of \$10 each and 10,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the new company is at Lachine, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266-o

717400

FoRoCo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Fournier, electrician, 494 Franquelin, Jean-Paul Cormier, mechanic, 971 Cartier, and Jean Roberge, alias Robert St-Jean, salesman, 486 Évangéline, all three of Sept-Îles, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "FoRoCo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Îles, district judiciaire de Hauteville.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716751

Thead office of the company is at Sept-Îles, judicial district of Hauteville.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

716751

La Fraternité Étudiante de l'Estrie (F.E.E.) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Colette Germain, fille majeure, Hubert Wallot, et Normand Laliberté, tous trois étudiants, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels, artistiques, scientifiques, sportifs, sanitaires, alimentaires, professionnels, sociaux et récréatifs des membres, sous le nom de « La Fraternité Étudiante de l'Estrie (F.E.E.) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$5,000,000.

Le siège social de la corporation est l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266-o

716561

La Fraternité Étudiante de l'Estrie (F.E.E.) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Colette Germain, spinster, Hubert Wallot, and Normand Laliberté, all three students, of Sherbrooke, for the following purposes:

To promote the cultural, artistic, scientific, sports, health, nutritional, professional, social and recreational interests of the members, under the name of "La Fraternité Étudiante de l'Estrie (F.E.E.) inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$5,000,000.

The head office of the corporation is at the University of Sherbrooke, Sherbrooke, judicial district of St. François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45266

716561

I. Gagnon & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Guy St-Onge, 521, Lacerte, Trois-Rivières-Ouest, Yvon Martineau, 3155, Talbot, et Wildy Guimond, 1842, Malapart, ces deux derniers de Trois-Rivières, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « I. Gagnon & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Ursule, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716994

I. Gagnon & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy St-Onge, 521 Lacerte, Trois-Rivières West, Yvon Martineau, 3155 Talbot, and Wildy Guimond, 1842 Malapart, the latter two of Trois-Rivières, all three accountants, for the following purposes:

To carry on business as funeral directors, under the name of "I. Gagnon & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Ste. Ursule, judicial district of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

716994

Gala Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Denyse Maroux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux de Montréal, et G. Harold Pickel,

Gala Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denyse Maroux, secretary, fille majeure, 1488 Galt, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both of Montreal, and G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount,

47, Arlington, Westmount, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement, sous le nom de « Gala Investments Inc. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266 716502

Geno Shoe Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Norman Segalowitz, 5761, chemin de la Côte St-Luc, app. 3, Hampstead, George Cleman, 764, Stuart, Outremont, tous deux administrateurs, Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, et Lewis D. Batshaw, 4833, avenue Isabella, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des bottes et souliers, et des articles et accessoires en cuir, en faire le commerce, sous le nom de « Geno Shoe Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266 716460

Gerard Bakery Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, 24, place Holtham, Hampstead, Richard A. Evin, 201, Corot Drive, app. 1401, Verdun, et Max Bernard 5360, avenue Macdonald, Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de boulangers, sous le nom de « Gerard Bakery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2947, St-Charles, Kirkland, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266 717028

Gestionaide inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Gala Investments Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o 716502

Geno Shoe Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Norman Segalowitz, 5761 Côte St-Luc, Road, Apt. 3, Hampstead, George Cleman, 764 Stuart, Outremont, both executives, Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, and Lewis D. Batshaw, 4833 Isabella Avenue, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in boots and shoes, leather goods and accessories, under the name of "Geno Shoe Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o 716460

Gerard Bakery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur I. Bronstein, 24 Holtham Place, Hampstead, Richard A. Evin, 201 Corot Rive, Apt. 1401, Verdun, and Max Bernard, 5360 Macdonald Avenue, Côte-Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as bakers, under the name of "Gerard Bakery Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 2947 St. Charles, Kirkland, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266-o 717028

Gestionaide inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of Jan-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Albert Davoine, 382, Gevers, André Campagna, 607, Beaucage, tous deux professeurs, et Lionel Boucher, étudiant, 50, St-Jean, tous trois de Blainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Gestionaide inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717272

Good Health Equipment Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Brian Keller, étudiant, 3033 ouest, rue St-Charles, Saint-Laurent, Ellen Patterson, épouse de Meredith McKeown, 128, Duc de Kent, Pointe Claire, et Shirley Arnold, épouse de Robert Kay, 227, Normandy, Pincourt, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer des appareils pour la santé, aliments de santé et tous articles se rapportant à l'amélioration et ou à l'entretien de la santé physique et mentale individuelle, en faire le commerce, sous le nom de « Good Health Equipment Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 77, chemin Morgan, Baie-d'Urfé, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266

716919

Grand Holdings Corporation Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Sam Herscovitch, administrateur, Kathy Herscovitch, ménagère, épouse dudit Sam Herscovitch, tous deux de 250, avenue Clarke, app. 215, Westmount et Robert Meunier, avocat, 301, boulevard Deguire, app. 633, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, de gestion et de placement, sous le nom de « Grand Holdings Corporation Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions, catégorie « A », de \$1 chacune et 20,000 actions, catégorie « B », de \$1 chacune.

uary, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Davoine, 382 Gevers, André Campagna, 607 Beaucage, both teachers, and Lionel Boucher, student, 50 St. Jean, all three of Blainville, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Gestionaide inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company is at Blainville, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717272

Good Health Equipment Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brian Keller, student, 3033 St. Charles West, Saint-Laurent, Ellen Patterson, wife of Meredith McKeown, 128 Duke of Kent, Pointe Claire, and Shirley Arnold, wife of Robert Kay, 227 Normandy, Pincourt, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in health equipment, health foods and all articles related to the improvement of and/or the maintenance of the physical and mental health of the individual, under the name of "Good Health Equipment Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 77 Morgan Road, Baie-d'Urfé, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266-o

716919

Grand Holdings Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sam Herscovitch, administrator, Kathy Herscovitch, housewife of the said Sam Herscovitch, both of 250 Clarke Avenue, Apt. 215, Westmount and Robert Meunier, advocate, 301 Deguire Boulevard, Apt. 633, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry of the business of a holding, investment and management company, under the name of "Grand Holdings Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 class "A" shares of \$1 each and 20,000 class "B" shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716276

Herdt & Charton (1971) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Jean Lefrançois, 41, Morrison, tous deux de Mont-Royal, et Marc Rochefort, 2227, Bourgoïn, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Herdt & Charton (1971) inc. », avec un capital total de \$2,250,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 14,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 8,400 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2245, rue Viau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,*

45266-o

716977

Hôtel St-Louis (La Sarre) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gérard Gagnon, hôtelier, Danielle Girard, ménagère, épouse dudit Gérard Gagnon, et Fernande Bisson, secrétaire-comptable, fille majeure, tous trois de La Sarre, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Hôtel St-Louis (La Sarre) inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716705

I.J.R. Trading Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal-Ouest, Philip Shugar, 6267, Macdonald, et E. Stephen Segal 5625, Clanranald, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716276

Herdt & Charton (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Jean Lefrançois, 41 Morrison, both of Mount Royal, and Marc Rochefort, 2227 Bourgoïn, St. Laurent, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in products and goods of all kinds, under the name of "Herdt & Charton (1971) inc. ", with a total capital stock of \$2,250,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 14,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$100 each and 8,400 class "B" preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 2245 Viau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

716977

Hôtel St-Louis (La Sarre) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Gagnon, hotel-keeper, Danielle Girard, housewife, wife of the said Gérard Gagnon, and Fernande Bisson, secretary-accountant, spinster, all three of La Sarre, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants, tourist camps and homes, and summer resorts, under the name of "Hôtel St-Louis (La Sarre) inc. ", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716705

I.J.R. Trading Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, Philip Shugar, 6267 Macdonald, and E. Stephen Segal, 5625 Clanranald, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Fabriquer des pièces électroniques, parties constituantes, disques, rubans et outillage de reproduction sonore, en faire le commerce, sous le nom de « I.J.R. Trading Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716651

**Les immeubles Arc Itée
Bow Immoveables Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jules Racicot, médecin-chirurgien, 47, Déziel, Jean-Paul Couture, médecin-anesthésiste, 17, Charles-Édouard, tous deux de Lévis, et Henri Abel, agent d'immeubles, 1282, de Villars, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles Arc Itée — Bow Immoveables Ltd. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 990 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

717150

Innovation Tours & Travel Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, Thomas A. Lavin, Lac Brôme, Pierre-R. Brosseau, 4921, Coronet, et Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence générale de billets et celui d'un bureau de voyages dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Innovation Tours & Travel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 316, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716802

To manufacture and deal in electronic parts, components, records, tapes and sound equipment, under the name of "I.J.R. Trading Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716651

**Les immeubles Arc Itée
Bow Immoveables Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Racicot, physician-surgeon, 47 Déziel, Jean-Paul Couture, physician-anesthetist, 17 Charles-Édouard, both of Lévis, and Henri Abel, realty agent, 1282 de Villars, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Les immeubles Arc Itée — Bow Immoveables Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 990 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Québec.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

717150

Innovation Tours & Travel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, Saint-Laurent, Thomas A. Lavin, Brôme Lake, Pierre-R. Brosseau, 4921 Coronet, and Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Innovation Tours & Travel Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 316, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716802

Institutional Television Systems Ltd.
Systèmes de télévision institutionnels ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour d'août 1971, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, 250, avenue Clarke, app. 716, Westmount, Donald W. Seal, 3435, Drummond, #12B, David Goldenblatt, 3500, Mountain, #67, tous deux de Montréal, et Paul Nadler, 900, Rockland, #405, Outremont, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'installations et appareils électriques et électroniques, sous le nom de « Institutional Television Systems Ltd.—Systèmes de télévision institutionnels ltée », avec un capital total de \$125,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 100,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

714318

International Yacht Club Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Alexander Konigsberg, 2378, Frenette, Pierre-L. Lapointe, 190, Vary, tous deux de Saint-Laurent, Thomas A. Lavin, Lac Brôme, Pierre-R. Brosseau, 4921, chemin Coronet, et Jacques-Lemaître Auger, 8462, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Lancer, organiser, gérer et administrer une association de propriétaires de bateaux, petits bateaux à voile et yachts de toutes sortes, sous le nom de « International Yacht Club Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 10,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1117 ouest, rue Ste-Catherine, suite 923, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716004

Les investissements Berden ltée
Berden Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Jeanne d'Arc Lachapelle, épouse de Jean-Marie Morissette, 6308, Garnier, Montréal, et Louise Beaudry, fille majeure, 184,

Institutional Television Systems Ltd.
Systèmes de télévision institutionnels ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, 250 Clarke Avenue, Apt. 716, Westmount, Donald W. Seal, 3435 Drummond, #12B, David Goldenblatt, 3500 Mountain, #67, both of Montreal, and Paul Nadler, 900 Rockland, #405, Outremont, all four advocates, for the following purposes:

To deal in electronic and electrical equipment and appliances, under the name of "Institutional Television Systems Ltd.—Systèmes de télévision institutionnels ltée", with a total capital stock of \$125,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and 100,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

45266-o

714318

International Yacht Club Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander Konigsberg, 2378 Frenette, Pierre-L. Lapointe, 190 Vary, both of Saint-Laurent, Thomas A. Lavin, Brome Lake, Pierre-R. Brosseau, 4921 Coronet Road, and Jacques-Lemaître Auger, 8462 Drolet, the latter two of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage an association of owners of boats, sailing crafts and yacht of every sort, under the name of "International Yacht Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class A shares of the par value of \$1 each, 10,000 class B shares of the par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 1117 St. Catherine Street West, Suite 923, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

45266-o

716004

Les investissements Berden ltée
Berden Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, St. Léonard, Jeanne d'Arc Lachapelle, wife of Jean-Marie Morissette, 6308 Garnier, Montreal, and Louise Beaudry, spinster, 184 Tailhandier, Boucherville, the latter

Tailhandier, Boucherville, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Les investissements Berden ltée — Berden Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 3,700 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 372, rue Grande-Côte, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716685

Irving's Sirloin Barn Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, tous deux avocats, et Des Neiges Lanthier, secrétaire, fille majeure, 2150, de Maisonneuve, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer des salles à manger, restaurants, bars et cabarets, sous le nom de « Irving's Sirloin Barn Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 5050, rue Paré, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716738

Jason Industrial (Canada) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1971, constituant en corporation: Arthur I. Bronstein, 24, place Holtham, Hampstead, Normand Amyot, 1445, Couvrette, Saint-Laurent, et Sandor J. Klein, 6300, Lennox, app. 807, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Importer, acheter, vendre et autrement acquérir et traiter, raffiner, apprêter le caoutchouc, soit naturel ou synthétique, ou en faire autrement le commerce, sous le nom de « Jason Industrial (Canada) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1, place Ville-Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716580

two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of money-lenders in all its branches, under the name of "Les investissements Berden ltée — Berden Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,700 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 372 Grande-Côte Street, Rosemère, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716685

Irving's Sirloin Barn Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, both advocates, and Des Neiges Lanthier, secretary, spinster, 2150 de Maisonneuve, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate dining-rooms, restaurants, bars and cabarets, under the name of "Irving's Sirloin Barn Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 5050 Paré Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716738

Jason Industrial (Canada) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur I. Bronstein, 24 Holtham Place, Hampstead, Normand Amyot, 1445 Couvrette, Saint-Laurent, and Sandor J. Klein, 6300 Lennox, Apt. 807, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To import, buy, sell and otherwise acquire, and to treat, refine, process or otherwise deal in rubber, whether natural or synthetic, under the name of "Jason Industrial (Canada) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716580

Kelimpex Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Frank Keleti, industriel, 6280, Northcrest, Montréal, Joyce Larivière, 12395, Ernest Robitaille, Montréal-Nord, et Elaine Engelberg, 5774, avenue Léger, Côte-Saint-Luc, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de cuirs, pelleteries, cuirs tannés, peaux, fourrures et articles ou effets fabriqués d'iceux ou sous-produits connexes, sous le nom de « Kelimpex Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716501

**Kent Office Supplies Inc.
Équipements de bureau Kent inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gershon Zalmanovitch, vendeur, 5385, King Edward, Louise James, épouse de George James, 3085, chemin Bedford, app. 15, tous deux de Montréal, et Irène Primeau, fille majeure, 7150, Cannes, app. 7, Saint-Léonard, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Préparer à l'édition des livres, magazines, périodiques et autres imprimés ou lithographiés destinés à l'école, au collège et autres, en faire le commerce, sous le nom de « Kent Office Supplies Inc.—Équipements de bureau Kent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1215, avenue Greene, Westmount, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716737

Kilsallagh Realities (Québec) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jocelyne Langelier, secrétaire, fille majeure, 1660, avenue Émard, Charles Leslie Smiley, 4555, Michel Bibaud, Claude-B. Archambault, 5891, avenue Decelles, tous trois de Montréal, et John Arthur Alexander Swift, 103, Marlin Crescent, Pointe-Claire, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Kelimpex Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frank Keleti, manufacturer, 6280 Northcrest, Montreal, Joyce Larivière, 12395 Ernest Robitaille, Montreal North, and Elaine Engelberg, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in all kinds of leathers, pelts, hides, skins, furs and articles or things made therefrom or by-products thereof, under the name of "Kelimpex Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716501

**Kent Office Supplies Inc.
Équipements de bureau Kent inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gershon Zalmanovitch, salesman, 5385 King Edward, Louise James, wife of George James, 3085 Bedford Road, Apt. 15, both of Montreal, and Irène Primeau, spinster, 7150 Cannes, Apt. 7, Saint-Léonard, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in school, college and other books, magazines, periodicals and other printed or lithographed matter, under the name of "Kent Office Supplies Inc.—Équipements de bureau Kent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 1215 Greene Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716737

Kilsallagh Realities (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jocelyne Langelier, secretary, spinster, 1660 Émard Avenue, Charles Leslie Smiley, 4555 Michel Bibaud, Claude-B. Archambault, 5891 Decelles Avenue, all three of Montreal, and John Arthur Alexander Swift, 103 Marlin Crescent, Pointe Claire, the latter three advocates, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Kilsallagh Realities (Québec) Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 1155, ouest, boulevard Dorchester, bureau 3301, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716550

Kolotely Corporation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Serge Champagne, avocat, Cécile Champagne, infirmière, épouse dudit Serge Champagne, tous deux de 1705, St-Denis, et Normand Provencher, caissier, 1265, Parc Lafontaine, #208, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de télévision, sous le nom de « Kolotely Corporation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6841, St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

717014

Lakeshore Fabrics Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Earl S. Cohen, 4919, Montclair, Louis Gascon, 5374, Decelles, et Yves L'Anglais, 5820, Decelles, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de quincaillerie et de nouveautés, sous le nom de « Lakeshore Fabrics Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716696

Lamy, Vézina Equipment Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de novembre 1971, constituant en corporation: John Jarvis, 36, Viger, Pointe Claire, Denis Vézina, 2001, Cardin, et Réal Lamy, 4005, St-Laurent, ces deux derniers de Tracy, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Kilsallagh Realities (Québec) Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 50,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3301, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716550

Kolotely Corporation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Champagne, lawyer, Cécile Champagne, nurse, wife of the said Serge Champagne, both of 1705 St. Denis, and Normand Provencher, cashier, 1265 Parc Lafontaine, #208, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in television sets, under the name of "Kolotely Corporation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6841 St. Hubert, Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

717014

Lakeshore Fabrics Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Earl S. Cohen, 4919 Montclair, Louis Gascon, 5374 Decelles, and Yves L'Anglais, 5820 Decelles, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a hard goods and dry goods store, under the name of "Lakeshore Fabrics Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716696

Lamy, Vézina Equipment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Jarvis, 36 Viger, Pointe Claire, Denis Vézina, 2001 Cardin, and Réal Lamy, 4005 St. Lawrence, the latter two of Tracy, all three executives, for the following purposes:

Exploiter dans toutes ses spécialités, un commerce de pourvoyeurs auprès des moulins industriels, sous le nom de « Lamy, Vézina Equipment Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716479

Philippe Langlois inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Philippe Langlois, consultant en administration, 53, avenue De Vimy, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, tous deux d'Outremont, et Jean Morissette, importateur, 3210, avenue Glencoe, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en administration, aviseurs et conseillers dans la marche de toutes sortes d'entreprises, d'industries, de commerces, d'exploitations diverses, d'institutions publiques, privées ou gouvernementales, sous le nom de « Philippe Langlois inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$1 chacune, 9,990 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 70 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, rue Université, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716875

Paul Léger Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Paul Léger, garagiste, Thérèse Lalonde, épouse dudit Paul Léger, et Thérèse Robert, épouse de André Dufresne, ces deux dernières ménagères, tous trois de Saint-André-Avellin, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'instruments aratoires, de machinerie de ferme, véhicules motorisés et autres, appareils à vapeur et de toutes sortes, moteurs, engins, appareils électriques, réfrigérateurs, accessoires de plomberie et de chauffage, appareils à gaz, quincaillerie, toitures et de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Paul Léger Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

To carry on the business or any branches of the business of industrial mill suppliers, under the name of "Lamy, Vézina Equipment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716479

Philippe Langlois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Langlois, management consultant, 53 Vimy, Avenue, Maurice Martel, lawyer, 1301 St. Viateur West, both of Outremont, and Jean Morissette, importer, 3210 Glencoe Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as management consultants and as advisers and consultants in the conduct of all kinds of business undertakings, industries, firms, various operations, public, private or governmental institutions, under the name of "Philippe Langlois inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 30 common shares of \$1 each, 9,990 class "A" preferred shares of \$10 each and 70 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716875

Paul Léger Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Léger, garage operator, Thérèse Lalonde, wife of the said Paul Léger, and Thérèse Robert, wife of André Dufresne, the latter two housewives, all three of St. André-Avellin, for the following purposes:

To manufacture and deal in agricultural machinery, farming instruments, motorized and other vehicles, steam equipment and all kinds of motors, engines, electrical appliances, refrigerators, plumbing and heating fixtures, gas appliances, hardware, roofing and construction materials of all kinds, under the name of "Paul Léger Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-André-Avellin, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716777

Lennox Pants Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Aaron Pollack, 5699, chemin de la Reine Marie, Baruch Pollack, 6085, de Vimy, et Isidore Greenbaum, 615, Westluka, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements, vêtements sport, articles vestimentaires et toutes sortes et descriptions d'articles vestimentaires, en faire le commerce, sous le nom de « Lennox Pants Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716804

Leonard Smagaren Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Martin Gross, 190, Netherwood, Harold Dizgun, 57, Aldred Crescent, tous deux de Hampstead, et Gordon Zelman, 447, Wolseley Nord, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer des articles vestimentaires, ainsi que des ameublements de toutes sortes et de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Leonard Smagaren Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au bureau 50, rue Athlone, salle de vente « A », Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716556

Lingerie Betty (1971) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Marcel Hertzan, administrateur, Sarina Goldring, ménagère, épouse dudit Marcel

The head office of the company is at St. André-Avellin, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716777

Lennox Pants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aaron Pollack, 5699 Queen Mary Road, Baruch Pollack, 6085 de Vimy, and Isidore Greenbaum, 615 Westluka, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, sportswear, wearing apparel and accessories of every kind and description, under the name of "Lennox Pants Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716804

Leonard Smagaren Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin Gross, 190 Netherwood, Harold Dizgun, 57 Aldred Crescent, both of Hampstead, and Gordon Zelman, 447 Wolseley North, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, including household furniture of every kind and description, under the name of "Leonard Smagaren Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Suite 50, Athlone Street, Mart "A", Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716556

Lingerie Betty (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Hertzan, executive, Sarina Goldring, housewife, wife of the said Marcel Hertzan, both of

Hertzan, tous deux de 3620, avenue Ridgewood, app. 509, et Erwin Goldring, commis, 3620, avenue Ridgewood, app. 220, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner de la lingerie et des articles vestimentaires de toute description, en faire le commerce, sous nom de « Lingerie Betty (1971) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 395 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716062

M.T. Enterprises Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de novembre 1971, constituant en corporation: Saul Handelman, 5532, Rosedale, Côte Saint-Luc, Lilian Reinblatt, épouse de Moe Reinblatt, 4520, Rosedale, Montréal, et Morton Bell, 774, Bertrand Circle, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre de conseillers de gestion, conseillers industriels et conseillers sur la marche de tous genres de commerces, sous le nom de « M.T. Enterprises Ltd. » avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 8960, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

715943

Peter Mahovlitch Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Peter Mahovlich, joueur de hockey professionnel, Candace Mahovlich, ménagère, épouse dudit Peter Mahovlich, tous deux du 1270, chemin Herron, app. 209, Dorval, et Morden Lazarus, avocat 5554, chemin Earle, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et de vêtements de sport, et toutes sortes d'accessoires de sport, sous le nom de « Peter Mahovlich Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 606, Cathcart, suite 405, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716403

3620 Ridgewood Avenue, Apt. 509, and Erwin Goldring, clerk, 3620 Ridgewood Avenue, Apt. 220, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in lingery and wearing apparel of every description, under the name of "Lingerie Betty (1971) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of a par value of \$10 each and 395 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716062

M.T. Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Saul Handelman, 5532 Rosedale, Côte Saint-Luc, Lilian Reinblatt, wife of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale, Montreal, and Morton Bell, 774 Bertrand Circle, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants and advisors and consultants in the operation of all kinds of businesses, under the name of "M.T. Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8960 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

715943

Peter Mahovlitch Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Mahovlich, professional hockey player, Candace Mahovlich, housewife, wife of the said Peter Mahovlich, both of 1270 Herron Road, Apt. 209, Dorval, and Morden Lazarus, lawyer, 5554 Earle Road, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To deal in sports goods, sports clothing and sporting equipment of all kinds, under the name of "Peter Mahovlich Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 606 Cathcart, Suite 405, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716403

Marché Marseille inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gemma Carrier, veuve de Bertrand Marseille, Gilles Marseille, tous deux commerçants, de 720, Royale, et Claude Marseille, gérant, 340, du Parc, tous trois de Malartic, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et quincailliers, sous le nom de « Marché Marseille inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717125

Marois et Séguin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Michel Beaudry, Ottawa, Marcel Beaudry, Lucerne, tous deux avocats, et Lisette Normand, secrétaire, épouse de Robert Normand, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en électricité, plomberie, ventilation et chauffage, sous le nom de « Marois et Séguin inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6, rue Brodeur, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716024

Masivor Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Denyse Marcoux, secrétaire, 1488 Galt, Yolande Polisen, réceptionniste, 7928 Durocher, toutes deux filles majeures, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Richard McConomy, 4790 Côte des Neiges, tous quatre de Montréal, et G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Prospecter, ouvrir, explorer, mettre en valeur, exploiter, améliorer, maintenir et gérer des mines, carrières, puits d'huile, gisements de gaz naturel et autres, ainsi que des terrains, sous le nom de « Masivor Corporation », avec un capital divisé en 2,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair et 1,000,000 d'actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Marché Marseille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gemma Carrier, widow of Bertrand Marseille, Gilles Marseille, both merchants, of 720 Royale, and Claude Marseille, manager, 340 du Parc, all three of Malartic, for the following purposes:

To carry on business as grocers and hardware dealers, under the name of "Marché Marseille inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Malartic, judicial district of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717125

Marois et Séguin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Beaudry, Ottawa, Marcel Beaudry, Lucerne, both lawyers, and Lisette Normand, secretary, wife of Robert Normand, Hull, for the following purposes:

To carry on business as electrical, plumbing, ventilation and heating contractors, under the name of "Marois et Séguin inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal value and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 6 Brodeur Street, Hull, judicial district of Hull.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

716024

Masivor Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denyse Marcoux, secretary, 1488 Galt, Yolande Polisen, receptionist, 7928 Durocher, both spinsters, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, Richard McConomy, 4790 Côte des Neiges, all four of Montreal, and G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, the latter three attorneys, for the following purposes:

To prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain, and manage mines, quarries, oil wells, natural gas and other deposits and properties, under the name of "Masivor Corporation", with a capital stock divided into 2,000,000 common shares without par value and 1,000,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716659

**Matériaux de construction C.B.G. inc.
C.B.G. Building Supplies Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Georges-Yvon Gouin, avocat, 790, Davaar, Outremont, Georges-André Lefebvre, administrateur, 161, Roussillon, Laval, et Ghyslaine Lévesque, secrétaire, fille majeure, 5310, Mentana, app. 102, Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Matériaux de construction C.B.G. inc.—C.B.G. Building Supplies Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue Desranleau, Valcourt, district judiciaire de Bedford.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

720453

Les matériaux de construction La Tuque Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Marcel Goulet, industriel, Rita Lapointe, ménagère, épouse dudit Marcel Goulet, tous deux de 519, St-Michel, La Tuque, et Justin Dugal, comptable agréé, 350, 5e avenue, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les matériaux de construction La Tuque Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 762, St-Antoine, La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716728

Mellwood Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Saul Lerner, administra-

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716659

**Matériaux de construction C.B.G. inc.
C.B.G. Building Supplies Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Yvon Gouin, lawyer, 790 Davaar, Outremont, Georges-André Lefebvre, administrator, 161 Roussillon, Laval, and Ghyslaine Lévesque, secretary, spinster, 5310 Mentana, Apt. 102, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the sale and manufacture of lumber, under the name of "Matériaux de construction C.B.G. inc.—C.B.G. Building Supplies Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Desranleau Street, Valcourt, judicial district of Bedford.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

720453

Les matériaux de construction La Tuque Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Goulet, industrialist, Rita Lapointe, housewife, wife of the said Marcel Goulet, both of 519 St. Michel, La Tuque, and Justin Dugal, chartered accountant, 350, 5th Avenue, Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les matériaux de construction La Tuque Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 762 St. Antoine, La Tuque, judicial district of St. Maurice.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716728

Mellwood Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Saul Lerner, executive, Helen Lerner,

teur, Helen Lerner, ménagère, épouse dudit Saul Lerner, tous deux de 5709, Melling, David Balk, administrateur, et Marilyn Balk, ménagère, épouse dudit David Balk, ces deux derniers de 5737, Wildwood, tous quatre de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Mellwood Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5709, Melling, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716471

Melrose Pizzeria & Restaurant Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gerasimos Yannakis, 11899, Michel Sarrazin, Elia Potamianos, tous deux restaurateurs, et Barbara Yannaki, ménagère, épouse dudit Elia Potamianos, ces deux derniers de 5456, Victoria, app. 1, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Melrose Pizzeria & Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5802, chemin Côte St-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716801

Mercantile Property Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1971, autorisant la fusion de « E. & M. Holdings Inc. » et « Mercantile Property Corporation », toutes deux constituées en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes respectivement datées du 30 octobre 1945 et du 17 septembre 1945, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, prêter de l'argent et transiger des opérations commerciales et mercantiles, sous le nom de « Mercantile Property Corporation », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair; l'estimation globale de l'émission desdites actions ne devrait pas excéder la somme de \$40,000 en montant ou en valeur.

housewife, wife of the said Saul Lerner, both of 5709 Melling, David Balk, executive, and Marilyn Balk, housewife, wife of the said David Balk, the latter two of 5737 Wildwood, all four of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Mellwood Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 5709 Melling, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives,*

45266-o

716471

Melrose Pizzeria & Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerasimos Yannakis, 11899 Michel Sarrazin, Elia Potamianos, both restaurateurs, and Barbara Yannaki, housewife, wife of the said Elia Potamianos, the latter two of 5456 Victoria, Apt. 1, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Melrose Pizzeria & Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5802 Côte St. Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716801

Mercantile Property Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "E. & M. Holdings Inc." and "Mercantile Property Corporation", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, October 30, 1945, and September 17, 1945, for the following purposes:

To act as a holding company, to lend money and to carry out and execute commercial and trade operations, under the name of "Mercantile Property Corporation", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value; the aggregate consideration for the issue of the said shares shall not exceed in amount or value the sum of \$40,000.

Le siège social de la nouvelle compagnie est à 1662, ouest, boulevard de Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716815

Meubles Prévost inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Denyse Langelier, Marie-Andrée Villeneuve, toutes deux étudiantes en droit, filles majeures, et Gilles Gingras, avocat, tous trois de 31, St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires et autres marchandises semblables, sous le nom de « Meubles Prévost inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

716194

Mime Omnibus inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marjolaine Robert, fille majeure, 4568, Boyer, app. C, Jean Asselin, tous deux professeurs, Danielle Asselin, épouse dudit Jean Asselin, tous deux de 1239, Parc Lafontaine, François de Carufel, 4081, Esplanade, tous deux étudiants, et Pierre Thibaudeau, graphiste, 4568, Boyer, app. E, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, donner, produire, subventionner, toutes formes de production artistique, théâtrale, télévisée, scénique, musicale ou filmée, sous le nom de « Mime Omnibus inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 1239, Parc Lafontaine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

715853

Les mini équipements A.D.G. inc. A.D.G. Mini Equipment Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de décembre 1971,

The head office of the new company is at 1662 de Maisonneuve Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716815

Meubles Prévost inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denyse Langelier, Marie-Andrée Villeneuve, both law students, spinsters, and Gilles Gingras, lawyer, all three of 31 St. James, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in radio, television and electrical appliances, musical instruments, their parts and accessories and other similar merchandise, under the name of "Meubles Prévost inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

716194

Mime Omnibus inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marjolaine Robert, spinster, 4568 Boyer, Apt. C, Jean Asselin, both teachers, Danielle Asselin, wife of the said Jean Asselin, both of 1239 Parc Lafontaine, François de Carufel, 4081 Esplanade, both students, and Pierre Thibaudeau, graphic artist, 4568 Boyer, Apt. E, all of Montreal, for the following purposes:

To organize, present, sponsor and subsidize all kinds of artistic, theatrical, television, stage, musical or filmed productions, under the name of "Mime Omnibus inc."

The value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to \$100,000.

The head office of the corporation is at 1239 Parc Lafontaine, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

715853

Les mini équipements A.D.G. inc. A.D.G. Mini Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

constituant en corporation: Gilles Campion, ajusteur-mécanicien, 3085, de Carignan, André Larivée, chauffeur, 2185, Valois, tous deux de Montréal, et Donat Fleury, mécanicien-électricien, 5935, Sardou, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Les mini équipements A.D.G. inc. — A.D.G. Mini Equipment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 390 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5935, Sardou, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716949

Mirabau-Riverin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1971, autorisant la fusion de « Mi-Ra-Bau inc. », constituée par lettres patentes en date du 13 mars 1969, et « S. O. Riverin (1969) ltée », constituée par lettres patentes en date du 1er août 1969, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles en émail cuit et autres produits fabriqués, en tout ou en partie, de substance provenant du sol ou du sous-sol, sous le nom de « Mirabau-Riverin inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 475, rue Marcoux, ville Vanier, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266-o

720537

**Miracle Figure Reducing Studio of Dorval Inc.
Studio d'amaigrissement
forme miracle de Dorval inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Alfred Gregory, 8917, boulevard LaSalle, app. 112, Gérard Choquette, 1508, Maurice, tous deux gérants, de LaSalle, et Elaine Engelberg, secrétaire, célibataire, 5774, avenue Léger, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Gérer des salons d'amaigrissement, cliniques, studios de santé et de soins pour la beauté et la santé des femmes et des hommes, sous le nom de « Miracle Figure Reducing Studio of Dorval Inc. — Studio d'amaigrissement forme miracle de Dorval inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

incorporating: Gilles Campion, fitter, 3085 de Carignan, André Larivée, chauffeur, 2185 Valois, both of Montreal, and Donat Fleury, electrical mechanic, 5935 Sardou, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in engines, machines, their parts and accessories, and other instruments and appliances, under the name of "Les mini équipements A.D.G. inc. — A.D.G. Mini Equipment Inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 390 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5935 Sardou, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

716949

Mirabau-Riverin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Mi-Ra-Bau inc.", incorporated by letters patent dated March 13, 1969, and "S. O. Riverin (1969) ltée", incorporated by letters patent dated August 1st, 1969, all of the aforementioned letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To manufacture and deal in baked enamel goods and other products made, in whole or in part, from matter originating from the soil or sub-soil, under the name of "Mirabau-Riverin inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 600 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the corporation is at 475 Marcoux Street, Town of Vanier, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45266

720537

**Miracle Figure Reducing Studio of Dorval Inc.
Studio d'amaigrissement
forme miracle de Dorval inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred Gregory, 8917 LaSalle Boulevard, Apt. 112, Gérard Choquette, 1508 Maurice, both managers, of LaSalle, and Elaine Engelberg, secretary, spinster, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate reducing salons, clinics, health studios, and health and beauty facilities for both men and women, under the name of "Miracle Figure Reducing Studio of Dorval Inc. — Studio d'amaigrissement forme miracle de Dorval inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716699

Mod Pant Shack Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Murray Strulovitch, Eddy Strulovitch, tous deux marchands, et Gertrude Strulovitch, ménagère, épouse dudit Eddy Strulovitch, tous trois de 3905, Van Horne, Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements, articles vestimentaires et accessoires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Mod Pant Shack Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716889

Modular Design Concepts Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1971, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de « Modular Design Concepts Ltd. », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716590

Monarch Printing & Advertising Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Samuel Wex, 27, chemin Holtham, Hampstead, tous deux avocats, et Thelma Bean, secrétaire, épouse de Irving Goldstein, 4517, 4e rue, Laval, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716699

Mod Pant Shack Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murray Strulovitch, Eddy Strulovitch, both merchants, and Gertrude Strulovitch, housewife, wife of the said Eddy Strulovitch, all three of 3905 Van Horne, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing apparel and accessories of all kinds, under the name of "Mod Pant Shack Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716889

Modular Design Concepts Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both advocates, and Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Modular Design Concepts Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716590

Monarch Printing & Advertising Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 27 Holtham Road, Hampstead, both advocates, and Thelma Bean, secretary, wife of Irving Goldstein, 4517, 4th Street, Laval, for the following purposes:

Manufacturer toutes sortes d'imprimés, papeterie, formules polycopiées, registres de comptabilité, formules d'affaires, dossiers et livres de comptabilité, en faire le commerce, sous le nom de « Monarch Printing & Advertising Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 250 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 5,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 9800, rue Meilleur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716884

**Mont-Cascades Developments Ltd.
Les aménagements Mont-Cascades Ltée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de décembre 1971, constituant en corporation: William J. Brown, homme d'affaires, village de Bancroft, E. Tom Houston, économiste, 151, rue Riverside, et Eric Alton Johnston, avocat, 195, avenue Clearview, ces deux derniers d'Ottawa, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Mont-Cascades Developments Ltd. — Les aménagements Mont-Cascades Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de \$0.10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 131, rue Richer, Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

715852

**Montreal Pastry Ltd.
Pâtisserie Montréal Ltée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Aaron Pollack, 5699, chemin de la Reine Marie, Baruch Pollack, 6085, de Vimy, et Isidore Greenbaum, 615, Westluka, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Montreal Pastry Ltd.—Pâtisserie Montréal Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716657

To manufacture and deal in all kinds of printed matter, stationery, manifold forms, account registers, business forms, records and books of account, under the name of "Monarch Printing & Advertising Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each, 250 class "A" preferred shares of the par value of \$100 each and 5,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 9800 Meilleur Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716884

**Mont-Cascades Developments Ltd.
Les aménagements Mont-Cascades Ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William J. Brown, businessman, Village of Bancroft, E. Tom Houston, economist, 151 Riverside Street, and Eric Alton Johnston, solicitor, 195 Clearview Avenue, the latter two of Ottawa, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Mont-Cascades Developments Ltd. — Les aménagements Mont-Cascades Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100,000 common shares of \$0.10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 131 Richer Street, Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

715852

**Montreal Pastry Ltd.
Pâtisserie Montréal Ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aaron Pollack, 5699 Queen Mary Road, Baruch Pollack, 6085 de Vimy, and Isidore Greenbaum, 615 Westluka, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Montreal Pastry Ltd.—Pâtisserie Montréal Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716657

Morris Bros. Tire Distributors Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de novembre 1971, autorisant la fusion de « Morris Bros. Tire Distributors Ltd. » et « Ville Émard Tire Shop Inc. », toutes deux constituées en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes respectivement datées du 14 janvier 1956 et du 11 octobre 1960, pour les objets suivants:

Manufacturer des pneus et tous autres accessoires de véhicules automobiles ou autres, en faire le commerce, sous le nom de « Morris Bros. Tire Distributors Ltd. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716816

Motel Picardie (Dorion) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Frigon, chauffeur, Colombe Sylvestre, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Frigon, tous deux de 155, de Lotbinière, Dorion, et André Lebrun, livreur, 176, boulevard Laurier, Beloeil, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, terrains de camping, bars-salons, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel Picardie (Dorion) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,970 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 155, rue Lotbinière, Dorion, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-0

716922

**Musique Arduini inc.
Arduini Music Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Harry Y. Garber, 141 sud, Ballantyne, Montréal-Ouest, Michael Garber, 1010, ouest, rue Ste-Catherine, pièce 325, tous deux avocats, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, 5552, avenue Snowdon, app. 17, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Morris Bros. Tire Distributors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Morris Bros. Tire Distributors Ltd." and "Ville Émard Tire Shop Inc.", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, January 14, 1956, and October 11, 1960, for the following purposes:

To manufacture and deal in tires and all other accessories to motor or other vehicles, under the name of "Morris Bros. Tire Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 5,000 class "A" preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the new company is at Lachine, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-0

716816

Motel Picardie (Dorion) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Frigon, chauffeur, Colombe Sylvestre, housewife, wife of the said Jean-Claude Frigon, both of 155 de Lotbinière, Dorion, and André Lebrun, delivery-man, 176 Laurier Boulevard, Beloeil, for the following purposes:

To operate hotels, motels, camping grounds, cocktail lounges, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel Picardie (Dorion) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,970 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 155 Lotbinière Street, Dorion, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716922

**Musique Arduini inc.
Arduini Music Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harry Y. Garber, 141 Ballantyne South, Montreal West, Michael Garber, 1010 St. Catherine Street West, Room 325, both advocates, and Irene Rubin, secretary, spinster, 5552 Snowdon Avenue, Apt. 17, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer tous genres d'instruments de musique et accessoires, partitions musicales, appareils phonographiques, magnétophones et microphones, en faire le commerce, sous le nom de « Musique Arduini inc. — Arduini Music Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716333

Mutual Equity Corporation Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Robert Litvack, 590, Stanstead, Mont-Royal, Ralph Lipper, 1550, McGregor, David Katznelson, 145, Radcliffe Road, tous deux de Montréal, Bernard Reis, 213, Finchley Road, Hampstead, et Max Bernard, 5360, Macdonald, Côte-Saint-Luc, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de toute entreprise commerciale ou industrielle, sous le nom de "Mutual Equity Corporation Limited", avec un capital divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à 1 Place Ville Marie, suite 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716599

Namor Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Gérard Nadeau, maître-électricien, 984, Riel, Laval, Ninon Joly, ménagère, épouse de Jules Aubin, 6315, Paul-Émile Lamarche, Saint-Léonard, et Anne-Marie Plante, secrétaire, épouse de Roger Bérubé, 110, Place Lucerne, Delson, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, de transport et de portefeuille, sous le nom de « Namor Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8701, 10e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

715764

To manufacture and deal in all kinds of musical instruments and accessories, music, record playing equipment, tape recorders and microphones, under the name of "Musique Arduini inc. — Arduini Music Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716333

Mutual Equity Corporation Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Litvack, 590 Stanstead, Mount Royal, Ralph Lipper, 1550 McGregor, David Katznelson, 145 Radcliffe Road, both of Montreal, Bernard Reis, 213 Finchley Road, Hampstead, and Max Bernard, 5360 Macdonald, Côte Saint-Luc, all five advocates, for the following purposes:

To carry on any commercial or industrial business, under the name of "Mutual Equity Corporation Limited", with a capital stock divided into 1,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716599

Namor Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Nadeau, master electrician, 984 Riel, Laval, Ninon Joly, housewife, wife of Jules Aubin, 6315 Paul-Émile Lamarche, St. Léonard, and Anne-Marie Plante, secretary, wife of Roger Bérubé, 110 Place Lucerne, Delson, for the following purposes:

To carry on business as a construction, transport and holding company, under the name of "Namor Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8701, 10th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

715764

Nate's Delicatessen & Steak House (Hull) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Freda Smith, 169, chemin Roger, David Smith, 860, chemin Pleasant Park, et Jack Smith, 259, avenue Powell, tous trois restaurateurs, d'Ottawa, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de restaurateurs, sous le nom de « Nate's Delicatessen & Steak House (Hull) Limited », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 5,000 actions privilégiées, catégorie « A » de \$1 chacune, 85,000 actions privilégiées, catégorie « B » de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées, catégorie « C » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

715815

Nathan Kaplan Studio Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, avenue Claremont, Westmount, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce propre aux travaux artistiques, à l'art du dessin et de l'imprimerie en rapport avec le tissage et le tricot des textiles et des tissus de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Nathan Kaplan Studio Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4950, chemin de la Reine Marie, suite 210, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716960

Nordic Motel Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Roger Pearson, commerçant, 189, 3^e rue, Raoul Jourdain, pilote, et Jacquelin Cossette, technicien, 143, Rand, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Nordic Motel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Nate's Delicatessen & Steak House (Hull) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Freda Smith, 169 Roger Road, David Smith, 860 Pleasant Park Road, and Jack Smith, 259 Powell Avenue, all three restaurateurs, of Ottawa, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Nate's Delicatessen & Steak House (Hull) Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each, 5,000 class "A" preferred shares of \$1 each, 85,000 class "B" preferred shares of \$1 each and 5,000 class "C" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

715815

Nathan Kaplan Studio Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont Avenue, Westmount, Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business generally pertaining to artwork, designwork and printing in reference to the weaving and knitting of textiles and fabrics of every kind and description, under the name of "Nathan Kaplan Studio Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4950 Queen Mary Road, Suite 210, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716960

Nordic Motel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Pearson, merchant, 189, 3rd Street, Raoul Jourdain, pilot, and Jacquelin Cossette, technician, 143 Rand, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Nordic Motel Inc." with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717280

North American Executive Corporation La Corporation exécutive de l'Amérique du Nord

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jean Lamarche, marchand, 3250, avenue Forest Hill, app. 1905, Robert Geza Sajo, homme d'affaires, 7511, rue Chambord, app. 34, et Gérard Lussier, gérant, 5780, rue Eadie, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir des services de secrétairerie, de convention, d'hôtesse et d'escorte, sous le nom de « North American Executive Corporation — La Corporation exécutive de l'Amérique du Nord », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3250, avenue Forest Hill, app. 1905, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716166

North Shore Rubber & Plastics Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: John Meek, agent, Shirley Meek, ménagère, épouse dudit John Meek, et Joseph Tarr, gentleman, tous trois du 55, 11e rue, Roxboro, pour les objets suivants:

Fabriquer des produits de caoutchouc et de plastique, en faire le commerce, sous le nom de « North Shore Rubber and Plastics Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 55, 11e rue, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

715597

Northerly Industrial Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300, boulevard

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717280

North American Executive Corporation La Corporation exécutive de l'Amérique du Nord

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Lamarche, merchant, 3250 Forest Hill Avenue, Apt. 1905, Robert Geza Sajo, businessman, 7511 Chambord Street, Apt. 34, and Gérard Lussier, manager, 5780 Eadie Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To provide secretarial services, convention services, and hostess and escort services, under the name of "North American Executive Corporation — La Corporation exécutive de l'Amérique du Nord", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3250 Forest Hill Avenue, Apt. 1905, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716166

North Shore Rubber & Plastics Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Meek, agent, Shirley Meek, housewife, wife of the said John Meek, and Joseph Tarr, gentleman, all three of 55, 11th Street, Roxboro, for the following purposes:

To manufacture and deal in rubber and plastic products, under the name of "North Shore Rubber & Plastics Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 55, 11th Street, Roxboro, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

715597

Northerly Industrial Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvédère Road, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 de Maisonneuve Boulevard,

de Maisonneuve, Montréal, et Henri-W. Laurier, 110, Brixton, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre d'actionnaires, capitalistes, financiers, courtiers et agents, sous le nom de « North-erly Industrial Corporation », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 415 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

715302

Norvestment Research Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gilles Liboiron, comptable, 24, Tour-du-Lac, Francine Sigouin, épouse de Jean-Marc Guillemette, 159B, Principale, et Nicole Ritchie, fille majeure, 43, Henri-Dunant, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Norvestment Research Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 22, rue Ste-Agathe, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716669

Packaging Automation Machinery Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Nathaniel Salomon, 176, Eton Crescent, Hampstead, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, et David Katznelson, 145, chemin Radcliffe, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer de la machinerie et pièces de tous genres et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Packaging Automation Machinery Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4755, boulevard des Grandes Prairies, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716267

Montreal, and Henri-W. Laurier, 110 Brixton, Saint-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, brokers and agents, under the name of "North-erly Industrial Corporation", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 415 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

715302

Norvestment Research Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Liboiron, accountant, 24 Tour-du-Lac, Francine Sigouin, wife of Jean-Marc Guillemette, 159B, Principale, and Nicole Ritchie, spinster, 43 Henri-Dunant, the latter two secretaries, all three of Ste. Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction, investment and holding company, under the name of "Norvestment Research Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 22 Ste. Agathe Street, Ste. Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716669

Packaging Automation Machinery Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nathaniel Salomon, 176 Eton Crescent, Hampstead, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, and David Katznelson, 145 Radcliffe Road, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in machinery and parts of all types and descriptions, under the name of "Packaging Automation Machinery Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 4755 des Grandes Prairies Boulevard, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716267

Panteen Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Harvey Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, Samuel Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, et Ronald Blumer, 5501, Adalbert, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Panteen Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716734

Robert Paquette Autobus Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'octobre 1971, constituant en corporation: Yvon Desormeaux, notaire, 37, St-Eustache, Nicole Nicolas, 886, Sauvé, et Diane Bianco, 954, Sauvé, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Exploiter un service de transport par autobus et par camion, sous le nom de « Robert Paquette Autobus Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 106, 36e avenue, Grande-Côte, paroisse Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

715669

Paranex Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Benoit Boulanger, notaire, Rouyn, Francine L'Heureux, et Nicole Bédard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « Paranex Itée », avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Panteen Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, Samuel Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, and Ronald Blumer, 5501 Adalbert, the latter two of Côte Saint-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Panteen Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716734

Robert Paquette Autobus Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Desormeaux, notary, 37 St. Eustache, Nicole Nicolas, 886 Sauvé, and Diane Bianco, 954 Sauvé, the latter two secretaries, spinsters, all three of St. Eustache, for the following purposes:

To operate a transport service by bus and truck, under the name of "Robert Paquette Autobus Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 106, 36th Avenue, Grande-Côte, Parish of St. Eustache, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

715669

Paranex Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Boulanger, notary, Rouyn, Francine L'Heureux, and Nicole Bédard, the latter two secretaries, spinsters, of Noranda, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and investment company, under the name of "Paranex Itée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716842

Pâtisserie la Saveur (1971) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Yvon Deschamps, gérant de banque, 6618, Garnier, Claudette Girouard, fille majeure, 6031, Châteaubriand, tous deux de Montréal, et Doreen Barmash, épouse de Errol Cutler, 908, 100e avenue, Laval, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Pâtisserie la Saveur (1971) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6033, Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716474

Pem-Aire inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, Léger, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 454, Ellerton, Mont-Royal, tous deux avocats, et Leonard Tannenbaum, étudiant en droit, 5263, Saranac, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Pem-Aire inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2470, route Trans-canadienne, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266

717178

Les Pétrole Chartier Itée Chartier Petroleum Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, autorisant la fusion de « E.J. Chartier inc. », constituée par lettres patentes en date du 23 mai 1944, et « Paul Corbeil & Frères inc. », constituée par lettres patentes

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716842

Pâtisserie la Saveur (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Deschamps, bank manager, 6618 Garnier, Claudette Girouard, spinster, 6031 Châteaubriand, both of Montreal, and Doreen Barmash, wife of Errol Cutler, 908, 100th Avenue, Laval, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit-makers, under the name of "Pâtisserie la Saveur (1971) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6033 Henri-Bourassa East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716474

Pem-Aire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Menashe Broder, 5715 Léger, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, both advocates, and Leonard Tannenbaum, law student, 5263 Saranac, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Pem-Aire inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2470 Trans Canada Highway, Pointe Claire, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266-o

717178

Les Pétrole Chartier Itée Chartier Petroleum Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "E. J. Chartier inc.", incorporated by letters patent dated May 23, 1944, and "Paul Corbeil & Frères inc.", incorporated by

en date du 7 septembre 1966, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Produire, transporter, manufacturer, distribuer et en général faire le commerce de pétrole et de gaz naturel, de tous produits et sous-produits d'hydrocarbure, et d'autres minéraux, substances et produits naturels, sous le nom de « Les Pétroles Chartier ltée — Chartier Petroleum Ltd. », avec un capital divisé en 12,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717223

Picadilly Theatre Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, avenue Léger, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 454, Ellerton, Mont-Royal, tous deux avocats, et Léonard Tannenbaum, étudiant en droit, 5263, Saranac, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'agents, propriétaires, constructeurs, directeur et administrateurs de théâtres, sous le nom de « Picadilly Theatre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266

717095

Place des Soeurs inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Gilles Tremblay, syndic, Huguette Boivin, maîtresse de maison, épouse dudit Gilles Tremblay, tous deux de 727, Salazar, et Claude Larouche, avocat, 381, du Foyer, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Place des Soeurs inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 15 actions ordinaires de \$100 chacune, 100 actions privilégiées de classe « A » de \$100 chacune et en 885 actions privilégiées de classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 727, rue Salazar, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716754

letters patent dated September 7, 1966, all of the aforementioned letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To produce, transport, manufacture, distribute and generally deal in petroleum and natural gas, all hydrocarbon products and by-products, and other minerals, natural substances and products, under the name of "Les Pétroles Chartier ltée — Chartier Petroleum Ltd.", with a capital stock divided into 12,000 common shares without par value.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717223

Picadilly Theatre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Menashe Broder, 5715 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, both advocates, and Leonard Tannenbaum, law-student, 5263 Saranac, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as theatrical agents, theatre proprietors, builders, operators and managers, under the name of "Picadilly Theatre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266-o

717095

Place des Soeurs inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Tremblay, trustee, Huguette Boivin, housewife, wife of the said Gilles Tremblay, both of 727 Salazar, and Claude Larouche, lawyer, 381 du Foyer, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, building and investment company, under the name of "Place des Soeurs inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 15 common shares of \$100 each, 100 class "A" preferred shares of \$100 each and 885 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 727 Salazar Street, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

716754

Placements Davenel ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Maurice Martel, Paul Martel, tous deux avocats, de 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 34, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Davenel ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$1 chacune, 99,820 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 150 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sillery, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716924

Placements Ray-Lau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Odina Rodrigue, Raymond Rodrigue et Laurence Doyon, épouse dudit Raymond Rodrigue, tous trois administrateurs, de Notre-Dame-de-la-Providence, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de gestion, sous le nom de « Placements Ray-Lau inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 489,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9495, Pascal Gagnon, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716712

**Pollack Properties Limited
Les Immeubles Pollack limitée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de décembre 1971, autorisant la fusion des compagnies « Pollack Properties Limited — Les Immeubles Pollack limitée » et « Pollack Properties (Trois-Rivières) Limited — Les Immeubles Pollack (Trois-Rivières) limitée », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes respectivement datées du 30 juillet 1965 et du 13 janvier 1966, pour les objets suivants:

Acheter, vendre ou autrement négocier, à des fins de placement, des actions, titres, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, sous le nom de

Placements Davenel ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Martel, Paul Martel, both lawyers, of 1301 St. Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 34 Gilles, Ste. Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements Davenel ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 30 common shares of \$1 each, 99,820 class "A" preferred shares of \$1 each and 150 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Sillery, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

716924

Placements Ray-Lau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Odina Rodrigue, Raymond Rodrigue, and Laurence Doyon, wife of the said Raymond Rodrigue, all three executives, of Notre-Dame-de-la-Providence, for the following purposes:

To carry on business as an investment and management company, under the name of "Placements Ray-Lau inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided, into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each 10,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$1 each and 489,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 9495 Pascal Gagnon, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

716712

**Pollack Properties Limited
Les Immeubles Pollack limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Pollack Properties Limited — Les Immeubles Pollack limitée", and "Pollack Properties (Trois-Rivières) Limited — Les Immeubles Pollack (Trois-Rivières) limitée", both incorporated under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, July 30, 1965, and January 13, 1966, for the following purposes:

To buy, sell or otherwise deal, for investment purposes, in shares, bonds, debentures, or other securities of any other company, under the name of "Pollack

« Pollack Properties Limited — Les Immeubles Pollack limitée », avec un capital total de \$2,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au 771, est, rue St-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266

720104

Poplaw Holdings Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1971, constituant en corporation: Harvey Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, et Ronald Blumer, 5501, Adalbert, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « Poplaw Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

3408-1971

Prochem Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, Jacques Valade, 4165, 1re rue, Laval, tous deux avocats, et Nicole Charron, secrétaire, fille majeure, 8889, Provence, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de produits chimiques et produits et articles d'entretien, sous le nom de « Prochem Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717365

Production Collin & frères inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André Collin, 1525, Leduc, Maurice Collin, tous deux hommes d'affaires, et Jeannette Paradis, ménagère, épouse dudit Maurice Collin, ces deux derniers de 620, Robichaud, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Properties Limited — Les Immeubles Pollack limitée", with a total capital stock of \$2,000 divided into 2,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the new company is at 771 St. Joseph Street East, Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266-o

720104

Poplaw Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, and Ronald Blumer, 5501 Adalbert, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Poplaw Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

3408-1971

Prochem Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, Jacques Valade, 4165, 1st Street, Laval, both lawyers, and Nicole Charron, secretary, spinster, 8889 Provence, St. Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of chemicals and cleaning articles and products, under the name of "Prochem Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717365

Production Collin & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Collin, 1525 Leduc, Maurice Collin, both businessmen, and Jeannette Paradis, housewife, wife of the said Maurice Collin, the latter two of 620 Robichaud, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

Exercer toutes activités relatives à la promotion artistique, sous le nom de «Production Collin & frères inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717177

R & S Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Ronald M. Moore, vendeur, Sharon M. Moore, vendeuse, épouse dudit Ronald M. Moore, tous deux de 1861 nord-ouest, 46e avenue, app. E-303, Lauderhill, Floride, et Robert Drolet, administrateur, 1409, Maurice, Lasalle, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre d'actionnaires et promoteurs, sous le nom de «R & S Enterprises Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 921, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716033

Regency Finance and Mortgage Co. Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Lora Ann Wolfe, institutrice, épouse divorcée de Dave Nadler, 2370, St-Louis, Saint-Laurent, Ruth O. Wolfe, ménagère, épouse de Ben Wolfe, 4580, Miller, et Michael G. Wolfe, administrateur, 666, ouest Sherbrooke, bureau 1802, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de «Regency Finance and Mortgage Co. Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716059

Resorts Development (Canada) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'octobre 1971, consti-

To carry on all activities pertaining to the advancement of art, under the name of "Production Collin & frères inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717177

R & S Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald M. Moore, salesman, Sharon M. Moore, saleswoman, wife of the said Ronald M. Moore, both of 1861 North-West, 46th Avenue, Apt. E-303, Lauderhill, Florida, and Robert Drolet, executive, 1409 Maurice, Lasalle, for the following purposes:

To carry on business as investors and promoters, under the name of "R & S Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 921, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716033

Regency Finance and Mortgage Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lora Ann Wolfe, school teacher, wife divorced of Dave Nadler, 2370 St. Louis, Saint-Laurent, Ruth O. Wolfe, housewife, wife of Ben Wolfe, 4580 Miller, and Michael G. Wolfe, executive, 666 Sherbrooke West, Suite 1802, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Regency Finance and Mortgage Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716059

Resorts Development (Canada) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of October, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: Tibor J. Lebovics, avocat, 5791, Trinity, Côte Saint-Luc, Ruth Day, épouse de Edward D. Quigg, 9811, boulevard LaSalle, app. 120, LaSalle, et Bessie Plotnick, épouse de David Peters, 3805, avenue Dupuis, app. 4, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Resorts Development (Canada) Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5095, avenue Hingston, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

45266

715576

Restaurant Au Fin Gourmet Asbestos inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Boutin, avocat, 36, Crabtree, Windsor, Florence Zaor, épouse de Eddy Elkas, 910, boulevard Jacques-Cartier, et Jocelyne Ménard, fille majeure, 272, 10e avenue, ces deux dernières secrétaires, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Au Fin Gourmet Asbestos inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 252, boulevard St-Luc, Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS,

45266-o

716582

Restaurant Pique Assiette Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Vinod Madan, restaurateur, 2070, de Maisonneuve, app. 87, Robert St-Martin, gérant d'hôtel, 5255, avenue des Sapins, et Jose Bernardo, entrepreneur, 3250, Forest Hill, app. 601, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Pique Assiette Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2070, rue de Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

45266

716803

incorporating: Tibor J. Lebovics, advocate, 5791 Trinity, Côte Saint-Luc, Ruth Day, wife of Edward D. Quigg, 9811 LaSalle Boulevard, Apt. 120, LaSalle, and Bessie Plotnick, wife of David Peters, 3805 Dupuis Avenue, Apt. 4, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Resorts Development (Canada) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5095 Hingston Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266-o

715576

Restaurant Au Fin Gourmet Asbestos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Boutin, lawyer, 36 Crabtree, Windsor, Florence Zaor, wife of Eddy Elkas, 910 Jacques-Cartier Boulevard, and Jocelyne Ménard, spinster, 272, 10th Avenue, the latter two secretaries, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Au Fin Gourmet Asbestos inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 252 St. Luc Boulevard, Asbestos, judicial district of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

716582

Restaurant Pique Assiette Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vinod Madan, restaurateur, 2070 de Maisonneuve, Apt. 87, Robert St. Martin, hotel manager, 5255 des Sapins Avenue, and Jose Bernardo, contractor, 3250 Forest Hill, Apt. 601, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Pique Assiette Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2070 de Maisonneuve Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45266-o

716803

Revue sportive des Corps Policiers inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean De Montigny, sergent de police, 9020, Chambon, Saint-Léonard, Yvon Bisson, 6462, Sherbrooke ouest, Montréal, et Clément Poirier, 5585, Jules Auclair, Montréal-Nord, ces deux derniers constables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et éditeurs, sous le nom de « Revue sportive des Corps Policiers inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9020, rue Chambon, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

45266-o

717012

Rivalair inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Georges-Yvon Gouin, avocat, 790, Davaar, Outremont, Georges-André Lefebvre, administrateur, 161, Roussillon, Laval, et Ghyslaine Lévesque, secrétaire, fille majeure, 5310, Mentana, app. 102, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Rivalair inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Valcourt, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,

45266-o

720454

Royal Cigar Store Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Gerson Madan, 1485, Normandie, Laval, Michael Madan, 5931, Dolbeau, tous deux marchands, Esther Rachel Solomon, secrétaire, fille majeure, 4245, de la Peltrie, tous deux de Montréal, et Myer Stern, avocat, 5501, Adalbert, app. 310, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Gérer des magasins aux fins de vendre des bonbons, cigarettes, tabac et journaux, sous le nom de « Royal Cigar Store Inc. », avec un capital total de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 9,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Revue sportive des Corps Policiers inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean De Montigny, police sergeant, 9020 Chambon, St. Léonard, Yvon Bisson, 6462 Sherbrooke West, Montreal, Clément Poirier, 5585 Jules Auclair, Montreal North, the latter two constables, for the following purposes:

To carry on business as printers and publishers, under the name of "Revue sportive des Corps Policiers inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9020 Chambon Street, St. Léonard, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717012

Rivalair inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Yvon Gouin, lawyer, 790 Davaar, Outremont, Georges-André Lefebvre, administrator, 161 Roussillon, Laval, and Ghyslaine Lévesque, secretary, spinster, 5310 Mentana, Apt. 102, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods and articles made, in whole or in part, of metal or wood, under the name of "Rivalair inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Valcourt, judicial district of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

720454

Royal Cigar Store Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerson Madan, 1485 Normandie, Laval, Michael Madan, 5931 Dolbeau, both merchants, Esther Rachel Solomon, secretary, spinster, 4245 de la Peltrie, both of Montreal, and Myer Stern, advocate, 5501 Adalbert, Apt. 301, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate stores for the sale of candy, cigarettes, tobacco and newspapers, under the name of "Royal Cigar Store Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each, 9,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 30,000 class "B" preferred shares of the value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est au 351 ouest, rue Bernard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716961

S.B.I. Properties Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1971, autorisant la fusion des compagnies ci-après nommées: « Maushel Development Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8e jour de mai 1959; « Shouedy Development Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8e jour de mai 1959; « Centre Commercial Lévis (1967) limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4e jour de janvier 1967; « Solida Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour de juillet 1959; « Danela Development Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8e jour de mai 1959; « Davezi Development Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de mai 1959; « Ezishou Development Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8e jour de mai 1959; « Intercontinental Development Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6e jour de juin 1957; « Indeco Builders Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 23e jour de juin 1958; « Meteor-Century Builders Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22e jour de février 1954; « McGill-Burnside Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de janvier 1961; et « Schouela Bros. Investments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20e jour de juillet 1960, toutes ces lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre de courtiers en immeubles et agir en qualité d'entrepreneurs, sous le nom de « S.B.I. Properties Limited », avec un capital-actions divisé en 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, 150,000 actions catégorie « A » sans valeur au pair et 850,000 actions catégorie « B » sans valeur au pair; l'estimation globale de l'émission de chacune des actions catégorie « A » et « B » ne devra pas excéder la somme de \$200,000 en montant ou en valeur.

Le siège social de la nouvelle compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

717062

S.C.A. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at 351 Bernard Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716961

S.B.I. Properties Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Maushel Development Corp.", incorporated by letters patent dated the 8th day of May, 1959, "Shouedy Development Corp.", incorporated by letters patent dated the 8th day of May, 1959, "Centre Commercial Lévis (1967) limitée", incorporated by letters patent dated the 4th day of January, 1967, "Solida Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 9th day of July, 1959, "Danela Development Corp.", incorporated by letters patent dated the 8th day of May, 1959, "Davezi Development Corp.", incorporated by letters patent dated the 12th day of May, 1959, "Ezishou Development Corp.", incorporated by letters patent dated the 8th day of May, 1959, "Intercontinental Development Corporation", incorporated by letters patent dated the 6th day of June, 1957, "Indeco Builders Inc.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of June, 1958, "Meteor-Century Builders Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of February, 1954, "McGill-Burnside Holdings Ltd.", incorporated by letters patent dated the 31st day of January, 1961, and "Schouela Bros. Investments Ltd.", incorporated by letters patent dated the 20th day of July, 1960, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the business of real estate brokers and to act as contractors, under the name of "S.B.I. Properties Limited", with a capital stock divided into 100,000 preferred shares of the par value of \$10 each, 150,000 class "A" shares without par value and 850,000 class "B" shares without par value; the aggregate consideration for the issue of each of the class "A" and class "B" shares shall not exceed in amount or value the sum of \$200,000.

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

717062

S.C.A. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of

patentes, en date du 15e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Yvon Mercier, ingénieur, 20, St-Édouard, app. 5, Lévis, Léo-Jacques Marquis, administrateur, 666, boulevard Martineau, Saint-David-de-l'Auberivière, et Jacques Mercier, avocat, 375, 68e rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Fournir à toute entreprise privée, publique ou parapublique, les services de génie industriel, de « management », de marketing et de finance, sous le nom de « S.C.A. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 56, Côte du Passage, Lévis, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716990

S.C. Advertising Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Max Friedman, 5615, rue Eldridge, Côte Saint-Luc, Jack Friedman, 199, chemin Harland, et Harry Glassman, 22, chemin Briardale, ces deux derniers de Hampstead, tous trois agent d'immeubles, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce en qualité d'agents et conseillers de publicité, sous le nom de « S.C. Advertising Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lasalle, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266

717377

Saint-Luc Ventilation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Dumoulin, ferblantier, 4, Albert, Saint-Luc, Jean Dupont, notaire, 112, St-Charles, Saint-Jean, et Fernand Coupal, comptable, Henryville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Saint-Luc Ventilation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$50 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Luc, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716747

Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Mercier, engineer, 20 St. Édouard, Apt. 5, Lévis, Léo-Jacques Marquis, executive, 666 Martineau Boulevard, St. David-de-l'Auberivière, and Jacques Mercier, lawyer, 375, 68th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To provide industrial engineering, management, marketing and finance services for any private, public or para-public enterprise, under the name of "S.C.A. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 56 Côte du Passage, Lévis, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716990

S.C. Advertising Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Friedman, 5615 Eldridge Street, Côte Saint-Luc, Jack Friedman, 199 Harland Road, and Harry Glassman, 22 Briardale Road, the latter two of Hampstead, all three realtors, for the following purposes:

To carry on business as advertising agents and counsel, under the name of "S.C. Advertising Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lasalle, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266-o

717377

Saint-Luc Ventilation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Dumoulin, tinsmith, 4 Albert, St. Luc, Jean Dupont, notary, 112 St. Charles, St. Jean, and Fernand Coupal, accountant, Henryville, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Saint-Luc Ventilation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$50 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Luc, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716747

Scandinavia Knits Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 636, avenue Kindersley, Mont-Royal, Ruth Glenen, fille majeure, 2921, Beaugrand, Adèle Candiotti, épouse de Isaac Candiotti, 4891, Vézina, app. 20, tous deux de Montréal, et Monique Roy, épouse de Pierre-André Roy, 188, Toulouse, app. 2, Longueuil, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Confectionner des tricots et appareils vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Scandinavia Knits Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716542

Services juridiques populaires de Sherbrooke inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Quintal, 1665, Ledoux, #2, André Quintal, 116, 6e avenue sud, tous deux de Sherbrooke, et Denis Héroux, 61, 6e avenue, Drummondville, tous trois étudiants, pour les objets suivants:

Promouvoir, obtenir et mettre à la disposition du public des services juridiques, sous le nom de « Services juridiques populaires de Sherbrooke inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

3586-1971

Setelco Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Charles-Simon Sirois, homme d'affaires, Colombe Quenneville, ménagère, épouse dudit Charles-Simon Sirois, tous deux de 969, Provencher, Chicoutimi, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de systèmes de communication, sous le nom de « Setelco

Scandinavia Knits Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 636 Kindersley Avenue, Mount Royal, Ruth Glenen, spinster, 2921 Beaugrand, Adele Candiotti, wife of Isaac Candiotti, 4891 Vézina, Apt. 20, both of Montreal, and Monique Roy, wife of Pierre-André Roy, 188 Toulouse, Apt. 2, Longueuil, the latter three secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitwear and wearing apparel of all kinds, under the name of "Scandinavia Knits Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716542

Services juridiques populaires de Sherbrooke inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Michel Quintal, 1665 Ledoux, #2, André Quintal, 116, 6th Avenue South, both of Sherbrooke, and Denis Héroux, 61, 6th Avenue, Drummondville, all three students, for the following purposes:

To promote and obtain legal services and make them available to the public, under the name of "Services juridiques populaires de Sherbrooke inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

3586-1971

Setelco Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles-Simon Sirois, businessman, Colombe Quenneville, housewife, wife of the said Charles-Simon Sirois, both of 969 Provencher, Chicoutimi, and Maurice Martel, lawyer, 1301 St. Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of communication systems, under the name of "Setelco Inc.",

Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 99,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 110, rue Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716759

Bella K. Shier Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, Cavendish, app. 308, Pinja E. Blitt, 6600, chemin Kildare, app. 1401, tous deux de Côte Saint-Luc, Bernard Gardner, 405, Northcote, Rosemère, et Arthur A. Garvis, 795, Alexis Nihon, Saint-Laurent, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Bella K. Shier Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune et 3,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3073, chemin des Sources, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266

717249

Shirtex Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Jack Lightstone, 109, Thurlow Road, Hampstead, Morlin A. Aster, 6525, Côte St-Luc, et Marvin Riback, 5621, Palmer, ces deux derniers de Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de tissus et produits d'iceux, en faire le commerce, sous le nom de « Shirtex Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 6511, Baily Road, Côte-Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716459

Sim of Canada Ltd. Sim du Canada Ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat,

with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 99,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 110 Racine Street East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716759

Bella K. Shier Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish, Apt. 308, Pinja E. Blitt, 6600 Kildare Road, Apt. 1401, both of Côte Saint-Luc, Bernard Gardner, 405 Northcote, Rosemère, and Arthur A. Garvis, 795 Alexis Nihon, Saint-Laurent, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Bella K. Shier Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 class "A" shares of \$1 each, 1,000 class "B" shares of \$1 each and 3,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3073 Sources Road, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montréal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266-o

717249

Shirtex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack Lightstone, 109 Thurlow Road, Hampstead, Morlin A. Aster, 6525 Côte St-Luc, and Marvin Riback, 5621 Palmer, the latter two of Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "Shirtex Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6511 Baily Road, Côte Saint-Luc, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716459

Sim of Canada Ltd. Sim du Canada Ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 636 Kindersley

avocat, 636, avenue Kindersley, Elayne Rabinovitch, épouse de Joseph Rabinovitch, 213, avenue Dresden, tous deux de Mont-Royal, Monique Roy, épouse de Pierre-André Roy, 188, Toulouse, app. 2, Longueuil, et Ruth Glenen, fille majeure, 2921, Beaugrand, Montréal, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements de sport et articles vestimentaires de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Sim of Canada Ltd. — Sim du Canada ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1485, rue Bleury, suite 401, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716569

La Société de placement de Ligny ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre Martin, 265, des Lilas ouest, Québec, Bernard Paré, 4300, 4e avenue est, Charlesbourg, et Claude Rochette, 892, de Bourgogne, #5, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « La Société de placement de Ligny ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 768, St-Cyrille ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

717290

Studio d'amaigrissement forme miracle de St-Jérôme inc. Miracle Figure Reducing Studio of St. Jérôme Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gérard Choquette, 1508, rue Maurice, Alfred Gregory, 8917, boulevard Lasalle, app. 112, tous deux gérants, de Lasalle, et Elaine Engelberg, secrétaire, célibataire, 5774, avenue Léger, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Gérer des salons d'amaigrissement, cliniques, studios de santé et de soins pour la beauté et la santé des femmes et des hommes, sous le nom de « Studio d'amaigrissement forme miracle de St-Jérôme inc. — Miracle Figure Reducing Studio of St. Jérôme Inc. », avec un

Avenue, Elayne Rabinovitch, wife of Joseph Rabinovitch, 213 Dresden Avenue, both of Mount Royal, Monique Roy, wife of Pierre-André Roy, 188 Toulouse, Apt. 2, Longueuil, and Ruth Glenen, spinster, 2921 Beaugrand, Montreal, the latter three secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in sportswear and wearing apparel of all kinds and descriptions, under the name of "Sim of Canada Ltd. — Sim du Canada ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1485 Bleury Street, Suite 401, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716569

La Société de placement de Ligny ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Martin, 265 des Lilas West, Québec, Bernard Paré, 4300, 4th Avenue East, Charlesbourg, and Claude Rochette, 892 de Bourgogne, #5, Ste. Foy, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "La Société de placement de Ligny ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 768 St. Cyrille West, Québec, judicial district of Québec.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

717290

Studio d'amaigrissement forme miracle de St-Jérôme inc. Miracle Figure Reducing Studio of St. Jérôme Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Choquette, 1508 Maurice Street, Alfred Gregory, 8917 Lasalle Boulevard, Apt. 112, both managers, of Lasalle, and Elaine Engelberg, secretary, spinster, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate reducing salons, clinics, health studios and health and beauty facilities for both men and women, under the name of "Studio d'amaigrissement forme miracle de St-Jérôme inc. — Miracle Figure Reducing Studio of St. Jérôme Inc.", with a total capital stock

capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716552

of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716552

**Studio d'amaigrissement Forme Miracle
de Trois-Rivières inc.
Miracle Figure Reducing Studio
of Three Rivers Inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Gérard Choquette, 1508, Maurice, Alfred Gregory, 8917 boulevard LaSalle, app. 112, tous deux gérants, de Lasalle, et Elaine Engelberg, secrétaire, fille majeure, 5774, avenue Léger, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter des salons et cliniques d'amaigrissement, des studios de santé, et des établissements de santé et de beauté pour hommes et femmes, sous le nom de « Studio d'amaigrissement Forme Miracle de Trois-Rivières inc. — Miracle Figure Reducing Studio of Three Rivers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716554

Supermarché J. C. Bédard Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Bédard, marchand, Lise Gauthier, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Bédard, tous deux de Pont-Rouge, et Marcel Bédard, comptable, Saint-Marc-des-Carrières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Supermarché J. C. Bédard Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pont-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717289

**Studio d'amaigrissement Forme Miracle
de Trois-Rivières inc.
Miracle Figure Reducing Studio
of Three Rivers Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Choquette, 1508 Maurice, Alfred Gregory, 8917 LaSalle Boulevard, Apt. 112, both managers, of Lasalle, and Elaine Engelberg, secretary, fille majeure, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate reducing salons, clinics, health studios, and health and beauty facilities for both men and women, under the name of "Studio d'amaigrissement Forme Miracle de Trois-Rivières inc. — Miracle Figure Reducing Studio of Three Rivers Inc. ", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716554

Supermarché J. C. Bédard Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Bédard, merchant, Lise Gauthier, housewife, wife of the said Jean-Claude Bédard, both of Pont-Rouge, and Marcel Bédard, accountant, St. Marc-des-Carrières, for the following purposes:

To carry on business as butcher-grocers, under the name of "Supermarché J. C. Bédard Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Pont-Rouge, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

717289

E.M. Taggart Holdings Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Ben Schechter, 5891, Centennial, Côte Saint-Luc, Stephen J. Roth, 172, avenue Ashton, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Geri Reznick, réceptionniste, fille majeure, 10, avenue Rosemont, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille et de gestion, sous le nom de « E.M. Taggart Holdings Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 2100, rue Drummond, suite 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716280

E.M. Taggart Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ben Schechter, 5891 Centennial, Côte Saint-Luc, Stephen J. Roth, 172 Ashton Avenue, Saint-Laurent, both advocates, and Geri Reznick, receptionist, fille majeure, 10 Rosemount Avenue, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and management company, under the name of "E.M. Taggart Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2100 Drummond Street, Suite 100, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716280

J.H. Talbot & fils incorporée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Talbot, 750, Coderre, Saint-Hubert, J.-Hercule Talbot, 6052, Chailly, Saint-Léonard, tous deux entrepreneurs, et Gilles Bertrand, avocat, 147, Dunrae, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et fabriquer des articles et produits nécessaires à la pose de la toiture et de bardeaux de toutes sortes, sous le nom de « J.H. Talbot & fils incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4216, rue Gascon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

717001

J.H. Talbot & fils incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Talbot, 750 Coderre, St. Hubert, J.-Hercule Talbot, 6052 Chailly, St. Léonard, both contractors, and Gilles Bertrand, lawyer, 147 Dunrae, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to manufacture items and products necessary for the installation of roofing and shingles of all kinds, under the name of "J.H. Talbot & fils incorporée", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company is at 4216 Gascon Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

717001

**Tandem Enterprises Ltd.
Les entreprises Tandem Itée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Donald Kujan, avocat, 81, Highfield, Mont-Royal, Alma Tremblay, fille majeure, 1640 ouest, Sherbrooke, Montréal, et Rita Dawson, épouse de Paul Dawson, 120, Abbott, Westmount, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de tissus et produits d'iceux, en faire le commerce, sous le nom de « Tandem Enterprises Ltd. — Les entreprises Tandem Itée »,

**Tandem Enterprises Ltd.
Les entreprises Tandem Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald Kujan, advocate, 81 Highfield, Mount Royal, Alma Tremblay, spinster, 1640 Sherbrooke West, Montreal, and Rita Dawson, wife of Paul Dawson, 120 Abbott, Westmount, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "Tandem Enterprises Ltd. — Les entreprises Tandem Itée", with a

avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716169

**Tarmar Distributors Inc.
Distributeurs Tarmar inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Maurice-A. Forget, 201, Corot, app. 508, Verdun, J.-Lambert Toupin, 194, avenue Melbourne, et Richard J. F. Bowie, 181, avenue Morrison, ces deux derniers de Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes d'aliments, marinades, condiments, conserves, sauces, épices, victuailles et provisions, en faire le commerce, sous le nom de «Tarmar Distributors Inc. — Distributeurs Tarmar inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

716807

**Tempo Realities Ltd.
Les immeubles Tempo ltée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Antonio Massarelli, artiste, 2333, Sunset Road, Mont-Royal, Stanley Reinhart, homme d'affaires, 11213, Joseph Casavant, Montréal, et Vincent Soccio, agent, 1500, Crawford Bridge, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de «Tempo Realities Ltd.—Les immeubles Tempo ltée», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

716615

**Terra Scan Explorations Limited
Les explorations Terra Scan limitée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716169

**Tarmar Distributors Inc.
Distributeurs Tarmar inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice-A. Forget, 201 Corot, Apt. 508, Verdun, J.-Lambert Toupin, 194 Melbourne Avenue, and Richard J. F. Bowie, 181 Morrison Avenue, the latter two of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of foods, pickles, condiments, preserves, sauces, spices, victuals and provisions, under the name of "Tarmar Distributors Inc. — Distributeurs Tarmar inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716807

**Tempo Realities Ltd.
Les immeubles Tempo ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antonio Massarelli, artist, 2333 Sunset Road, Mount Royal, Stanley Reinhart, businessman, 11213 Joseph Casavant, Montreal, and Vincent Soccio, agent, 1500 Crawford Bridge, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Tempo Realities Ltd.—Les immeubles Tempo ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

716615

**Terra Scan Explorations Limited
Les explorations Terra Scan limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 3e jour de novembre 1971, constituant en corporation: Ronald Graham Lord, 1441, est, avenue Lawrence, Roy Benjamin Conacher, 167A, est, avenue St-Clair, tous deux avocats, Rita Seifert, épouse de Wolfgang Paul Seifert, 70, avenue Delisle, app. 304, Jacqueline Kennedy, 1921A, est, Queen, et Margaret Nancy Bannister, 58, avenue Burgess, ces deux dernières filles majeures, ces trois dernières secrétaires légales, tous de Toronto, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et de l'exploration aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Terra Scan Explorations Limited — Les explorations Terra Scan limitée », avec un capital divisé en 5,000,000 d'actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 635, ouest, boulevard Dorchester, suite 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

715843

Thellend & Lambert inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André Thellend, entrepreneur général, Jeanne Poliquin, ménagère, épouse dudit André Thellend, tous deux de 205, Hémond, Roland Lambert, entrepreneur général, et Rita Bédard, professeur, épouse dudit Roland Lambert, ces deux derniers de 215, Hémond, tous quatre de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, d'immeuble et de placement, sous le nom de « Thellend & Lambert inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

717414

Thérèse Sportswear Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Montcalm Roussel, technicien en textiles, 78, St-Martin, Micheline Roussel, infirmière, épouse de Michel St-Pierre, 791, Thissdel, tous deux de Louiseville, et Thérèse Béliveau, gérante, épouse de Fernand Latour, 3045, Bourjoly, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer des blouses, robes, « hot pants », shorts, pantalons et autres vêtements, en faire le commerce, sous le nom de « Thérèse Sportswear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ronald Graham Lord, 1441 Lawrence Avenue East, Roy Benjamin Conacher, 167A St. Clair Avenue East, both barristers, Rita Seifert, wife of Wolfgang Paul Seifert, 70 Delisle Avenue, Apt. 304, Jacqueline Kennedy, 1921A Queen East, and Margaret Nancy Bannister, 58 Burgess Avenue, the latter two spinsters, the latter three legal secretaries, all of Toronto, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Terra Scan Explorations Limited — Les explorations Terra Scan limitée", with a capital stock divided into 5,000,000 shares without par value.

The head office of the company is at 635 Dorchester Boulevard West, Suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

715843

Thellend & Lambert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Thellend, general contractor, Jeanne Poliquin, housewife, wife of the said André Thellend, both of 205 Hémond, Roland Lambert, general contractor, and Rita Bédard, teacher, wife of the said Roland Lambert, the latter two of 215 Hémond, all four of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a building, real estate and investment company, under the name of "Thellend & Lambert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judiciaire district of Montreal.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

717414

Thérèse Sportswear Inc.

* Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Montcalm Roussel, textile technician, 78 St. Martin, Micheline Roussel, nurse, wife of Michel St-Pierre, 791 Thissdel, both of Louiseville, and Thérèse Béliveau, manager, wife of Fernand Latour, 3045 Bourjoly, Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in blouses, dresses, "hot pants", shorts, slacks and other wearing apparel, under the name of "Thérèse Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 1658, St-Denis, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

716721

Van Berkomp Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Yon Van Berkomp, dessinateur commercial, 4047, rue Gray, Ginette Landry, secrétaire, fille majeure, 250 est, boulevard St-Joseph, app. 905, tous deux de Montréal, et Irving L. Adessky, avocat, place Heath, Hampstead, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseiller et mandataire dans l'industrie de la communication, comprenant les analyses, les expressions, le dessin et le rendement dans toutes sortes de moyens d'expression tant graphiques qu'audio-visuels, sous le nom de « Van Berkomp Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716831

Vedel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Pierre Desjardins, ingénieur, 10350, Bois de Boulogne, app. 404, Montréal, Jean-Yves Desjardins, avocat, et Nicole Belzile, infirmière, épouse dudit Jean-Yves Desjardins, ces deux derniers de 1180, des Chenaux, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Vedel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1180, des Chenaux, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

717009

Vendome Textile Industries Inc. Les Industries du Textile Vendome inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1971, autorisant la fusion des compagnies « Knitted Outerwear Mills Ltd. », et « Vendome Knitting Mills Ltd. », toutes

The head office of the company is at 1658 St. Denis, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

716721

Van Berkomp Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yon Van Berkomp, commercial artist, 4047 Gray Street, Ginette Landry, secretary, spinster, 250 St. Joseph Boulevard East, Apt. 905, both of Montreal, and Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, for the following purposes:

To act as a general consultant and producer in the communications industry including the analysis, formulation, design and production of all kinds of graphic and audio-visual material, under the name of "Van Berkomp Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

716831

Vedel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Desjardins, engineer, 10350 Bois de Boulogne, Apt. 404, Montreal, Jean-Yves Desjardins, lawyer, and Nicole Belzile, nurse, wife of the said Jean-Yves Desjardins, the latter two of 1180 des Chenaux, Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Vedel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1180 des Chenaux, Ste. Foy, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

717009

Vendome Textile Industries Inc. Les Industries du Textile Vendome inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, dated the 30th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Knitted Outerwear Mills Ltd." and "Vendome Knitting Mills Ltd.", both incorporated

deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes respectivement datées du 28 octobre 1953 et du 24 février 1961, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, sous toutes ses formes, de manufacturiers et marchands de tricotés et textiles, leurs produits et sous-produits de toutes sortes, ainsi que de tous autres produits, articles, marchandises et effets qu'il peut convenir de manufacturer ou de vendre en rapport avec ledit commerce, sous le nom de « Vendome Textile Industries Inc.—Les Industries du Textile Vendome inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la nouvelle compagnie est au 5455, rue Iberville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266

717327

Venus Pizzeria Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1971, constituant en corporation: André Damoulianos, Spiros Armakalas et Spiros Gorgorinnis, tous trois restaurateurs, de 674, St-Hubert, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Venus Pizzeria Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 604, St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266-o

716249

Vicking Oil Resources Inc. (No personal liability)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Michel Cogger, 3940, Côte des Neiges, Montréal, Seymour D. Steinman, 5706, Parkhaven, Côte Saint-Luc, et Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Vicking Oil Resources Inc. » (No personal liability), avec un capital-actions divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

45266

716853

under the said Part I of the Companies Act, by letters patent dated, respectively, October 28, 1953, and February 24, 1961, for the following purposes:

To carry on the business or any branches of the business of manufacturers of and dealers in knitwear and textiles and textile products, and by-products of all kinds, and any other products; goods, wares and merchandise capable of being conveniently manufactured or dealt with in connection with the said business, under the name of "Vendome Textile Industries Inc.—Les Industries du Textile Vendome inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$10 each, and 30,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the new company is at 5455 Iberville Street, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS.

Director of the Companies Service.

45266-o

717327

Venus Pizzeria Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Damoulianos, Spiros Armakalas and Spiros Gorgorinnis, all three restaurateurs, of 674 St. Hubert, Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Venus Pizzeria Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 604 St. Dominique, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45266

716249

Vicking Oil Resources Inc. (No personal liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Cogger, 3940 Côte des Neiges, Montreal, Seymour D. Steinman, 5706 Parkhaven, Côte Saint-Luc, and Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Vicking Oil Resources Inc." (No personal liability), with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

45266-o

716853

Wal-Mir Enterprises Inc.
Les entreprises Wal-Mir inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Seymour Kornbluth, 4970, avenue Dornal, Pierrette Di Maurizio, épouse de Victor Di Maurizio, 7101, St-Denis, app. 1, tous deux de Montréal, et Aaron Goldman, 1910, du Collège, Saint-Laurent, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de photographes et reproducteurs de photos et agir à titre d'artistes, dessinateurs commerciaux, conseillers et experts, sous le nom de « Wal-Mir Enterprises Inc. — Les entreprises Wal-Mir inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 3855, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266

717285

Wal-Mir Enterprises Inc.
Les entreprises Wal-Mir inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Seymour Kornbluth, 4970 Dornal Avenue, Pierrette Di Maurizio, wife of Victor Di Maurizio, 7101 St-Denis, Apt. 1, both of Montreal, and Aaron Goldman, 1910 du College, Saint-Laurent, all three executives, for the following purposes:

To carry on business as photographers and reproducers of pictures and to act as artists, commercial artists, consultants and advisers, under the name of "Wal-Mir Enterprises Inc. — Les entreprises Wal-Mir inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3855 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266-o

717285

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

A. Bigras inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de janvier 1972, à la compagnie « W. Paquin ltée », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de janvier 1968, changeant son nom en celui de « A. Bigras inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

203-68

A. Bigras inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "W. Paquin ltée", incorporated by letters patent dated January 16, 1968, changing its name to that of "A. Bigras inc."

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

203-68

Bio-Vita inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de décembre 1971, à la compagnie « Bio-Vita inc. », 1° augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 5; 2° réduisant son capital par l'annulation de 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 3° subdivisant 100 actions ordinaires sans valeur au pair en 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ses 1,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de \$1,000,000.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o

4115-67

Bio-Vita inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bio-Vita inc.", 1. increasing the number of its directors from 3 to 5; 2. reducing its capital by the cancellation of 300 preferred shares of a par value of \$100 each; 3. subdividing 100 common shares without par value into 1,000,000 common shares without par value; the total consideration for which its 1,000,000 common shares without par value may be issued shall not exceed the sum of \$1,000,000.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266

4115-67

Champlain Sept-Îles Express Inc.

Champlain Sept-Îles Express Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de janvier 1972, à la compagnie « Champlain Sept-Îles Express Inc. », réduisant son capital de \$390,000 à \$370,000 par l'annulation de 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Champlain Sept-Îles Express Inc.", decreasing its capital from \$390,000 to \$370,000 by the cancellation of 200 common shares of \$100 each.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266-o

715781

45266

715781

Dumont Express Ltée

Dumont Express Ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de décembre 1971, à la compagnie « Dumont Express Ltée », 1° réduisant son capital par l'annulation de 20,000 actions privilégiées classe « B » de \$25 chacune et 100,000 actions classe « C » sans valeur au pair; 2° augmentant son capital par la création de 18,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune; 3° redésignant les actions privilégiées classe « A » en actions privilégiées et les actions classe « D » sans valeur au pair en actions ordinaires.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Dumont Express Ltée", 1. reducing its capital by the cancellation of 20,000 class "B" preferred shares of \$25 each and 100,000 class "C" shares without par value; 2. increasing its capital by the creation of 18,000 class "A" preferred shares of a par value of \$100 each; 3. changing the class "A" preferred shares into preferred shares and the class "D" shares without par value into common shares.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266-o

15237-62

45266

15237-62

Helia Realty Corporation

Helia Realty Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1971, à la compagnie « Helia Realty Corporation », 1° augmentant son capital de \$45,000 à \$95,000 par la création de 50,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Helia Realty Corporation", 1. increasing its capital from \$45,000 to \$95,000 by the creation of 50,000 preferred shares of the par value of \$1 each; 2. modifying the provisions of its letters patent.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

10447-55

45266-o

10447-55

Hugues Paper Products Ltd.

Hugues Paper Products Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour d'août 1970 à la compagnie « Hugues Paper Products Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Hugues Paper Products Ltd.", extending its powers.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

45266

1850-66

45266-o

1850-66

Immoswiss Inc.

Immoswiss Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of December, 1971, have been issued by the

patentes supplémentaires en date du 6e jour de décembre 1971 à la compagnie « Immoswiss Inc. », augmentant son capital de \$200,000 à \$1,500,000 par la création de 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266

4469-68

Jevlam inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de janvier 1972, à la compagnie « Jevlam inc. », modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266-o

3640-69

Bellin Katz & Associates Inc.
Bellin Katz & Associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de janvier 1972, à la compagnie « Léon Katz Inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de juillet 1969, changeant son nom en celui de « Bellin Katz & Associates Inc.—Bellin Katz & Associés inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

45266

3608-69

Les Laboratoires en Recherche
Esthétique et Cosmétique (Laresco) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de novembre 1971, à la compagnie « Les Laboratoires en Recherche Esthétique et Cosmétique (Laresco) inc. », augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000 par la création de 3,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le sous-ministre associé des Institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

45266-o

1338-71

Laiterie La Tuque ltée
La Tuque Dairy Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de décembre 1971, à la compagnie « Laiterie La Tuque ltée —

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Immoswiss Inc.", increasing its capital from \$200,000 to \$1,500,000 by the creation of 4,000 common shares of the par value of \$100 each and 9,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

45266-o

4469-68

Jevlam inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jevlam inc.", modifying the privileges and restrictions attached to the preferred shares.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266

3640-69

Bellin Katz & Associates Inc.
Bellin Katz & Associés inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Léon Katz Inc.", incorporated by letters patent dated 23rd day of July, 1969, changing its name to that of "Bellin Katz & Associates Inc.—Bellin Katz & Associés inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

45266-o

3608-69

Les Laboratoires en Recherche
Esthétique et Cosmétique (Laresco) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Laboratoires en Recherche Esthétique et Cosmétique (Laresco) inc.", increasing its capital from \$40,000 to \$100,000 by the creation of 3,500 common shares of a par value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.

45266

1338-71

Laiterie La Tuque ltée
La Tuque Dairy Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Laiterie La Tuque ltée — La Tuque

La Tuque Dairy Ltd., 1° étendant ses pouvoirs; 2° subdivisant 50 actions ordinaires de \$100 chacune en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266-o

11463-57

**Lavo ltée
Lavo Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1971, à « La Compagnie Lavo limitée — The Lavo Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 30e jour d'avril 1948, 1° changeant son nom en celui de « Lavo ltée — Lavo Ltd. »; 2° réduisant son capital de \$80,000 à \$20,000 par l'annulation de 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 3° augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000 par la création de 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

3520-48

MacLeod-Duncan Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de janvier 1972, à la compagnie « MacLeod-Duncan Inc. », 1° augmentant son capital de \$40,000 à \$120,000 par la création de 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 7,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266

715736

**Manulife Holdings (Québec) Limited
Gestion Manulife (Québec) limitée**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1971, à la compagnie « Manulife Holdings (Québec) Limited — Gestion Manulife (Québec) limitée », diminuant son capital de \$40,000,000 à \$37,500,000 par l'annulation de 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266

1697-65

The Ottawa Ski Club, Incorporated

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

Dairy Ltd.", 1. extending its powers; 2. subdividing 50 common shares of \$100 each into 500 common shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266

11463-57

**Lavo ltée
Lavo Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Compagnie Lavo limitée — The Lavo Company Limited", incorporated by letters patent dated April 30, 1948, 1. changing its name to that of "Lavo ltée — Lavo Ltd."; 2. decreasing its capital from \$80,000 to \$20,000 by the cancellation of 600 preferred shares of a par value of \$100 each; 3. increasing its capital from \$20,000 to \$60,000 by the creation of 4,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

3520-48

MacLeod-Duncan Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "MacLeod-Duncan Inc.", 1. increasing its capital from \$40,000 to \$120,000 by the creation of 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 7,000 preferred shares of the par value of \$10 each; 2. modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266-o

715736

**Manulife Holdings (Québec) Limited
Gestion Manulife (Québec) limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Manulife Holdings (Québec) Limited — Gestion Manulife (Québec) limitée", reducing its capital from \$40,000,000 to \$37,500,000 by the cancellation of 25,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266-o

1697-65

The Ottawa Ski Club, Incorporated

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1971, have been issued by the

patentes supplémentaires en date du 30e jour de novembre 1971, à la corporation « The Ottawa Ski Club, Incorporated », 1° étendant ses pouvoirs; 2° changeant les dispositions de ses lettres patentes,

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45266

1624-21

Scugog Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de janvier 1972, à la compagnie « Scugog Investments Ltd. », augmentant de 6% à 20% le taux du dividende payable aux actions privilégiées catégorie « C ».

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266

12456-57

La Société Provinciale des Épiciers inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de janvier 1972, à « La Société Provinciale des Épiciers inc. », réduisant son capital de \$1,000,000 à \$687,210 par l'annulation de 31,279 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

*Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.*

45266-o

288-39

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "The Ottawa Ski Club, Incorporated", 1. extending its powers; 2. changing the provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45266-o

1624-21

Scugog Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Scugog Investments Ltd.", changing the rate of dividend payable on the class "C" preferred shares from 6% to 20%.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266-o

12456-57

La Société Provinciale des Épiciers inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Société Provinciale des Épiciers inc.", decreasing its capital from \$1,000,000 to \$687,210 by the cancellation of 31,279 preferred shares of a par value of \$10 each.

*PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.*

45266

288-39

Compagnies dissoutes

Assurance Brazeau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Assurances Brazeau inc. », constituée en corporation le 21 décembre 1970, à compter du 31 mars 1972.

*Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.*

45266-o

4968-70

Bélanger inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bélanger inc. », constituée en corporation le 17 juillet 1928, à compter du 31 mars 1972.

*Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.*

45266-o

1189-28

Companies Dissolved

Assurance Brazeau inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Assurances Brazeau inc.", incorporated on December 21, 1970.

*by: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.*

45266

4968-70

Bélanger inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Bélanger inc.", incorporated on July 17, 1928.

*by: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.*

45266

1189-28

Berma Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Berma Construction Inc. », constituée en corporation le 16 décembre 1958, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o 14657-58

R. Bissonnette Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « R. Bissonnette Itée », constituée en corporation le 7 novembre 1950, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o 7848-50

Édouard Bolduc inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Édouard Bolduc inc. », constituée en corporation le 29 septembre 1970, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o 4240-70

Les Cadets Laménais de Naudville inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Cadets Laménais de Naudville inc. », constituée en corporation le 23 juin 1961, à compter du 15 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS.

45266-o 13253-61

Cendrillon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cendrillon inc. », constituée en corporation le 25 octobre 1963, à compter du 15 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o 4621-63

**La Cie de Bois St-Laurent, Itée
St-Laurent Lumber Co., Ltd.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Cie de Bois St-Laurent, Itée — St-Laurent Lumber Co., Ltd. », constituée en corporation le 3 avril 1940, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o 2042-40

Berma Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Berma Construction Inc.", incorporated on December 16, 1958.

by: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,

Director of the Companies Service.

45266 14657-58

R. Bissonnette Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "R. Bissonnette Itée", incorporated on November 7, 1950.

by: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,

Director of the Companies Service.

45266 7848-50

Édouard Bolduc inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Édouard Bolduc inc.", incorporated on September 29, 1970.

by: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,

Director of the Companies Service.

45266 4240-70

Les Cadets Laménais de Naudville inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 15, 1972, of the charter of "Les Cadets Laménais de Naudville inc.", incorporated on June 23, 1961.

PIERRE DESJARDINS,

Director of the Companies Service.

45266 13253-61

Cendrillon inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 15, 1972, of the charter of "Cendrillon inc.", incorporated on October 25, 1963.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,

Director of the Companies Service.

45266 4621-63

**La Cie de Bois St-Laurent, Itée
St-Laurent Lumber Co., Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "La Cie de Bois St-Laurent, Itée — St-Laurent Lumber Co., Ltd.", incorporated on April 3, 1940.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,

Director of the Companies Service.

45266 2042-40

**The 220 Club Inc.
Le Club 220 inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The 220 Club Inc. — Le Club 220 inc. », constituée en corporation le 13 février 1966, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
45266-o 623-66

Edinburgh Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Edinburgh Investments Ltd. », constituée en corporation le 25 juillet 1956, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
Par ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
45266-o 12352-56

Filma Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Filma Construction Inc. », constituée en corporation le 3 octobre 1958, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
Par ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
45266-o 13513-58

Fred Gendron inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Fred Gendron inc. », constituée en corporation le 12 décembre 1968, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
Par ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
45266-o 5489-68

The Granville Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Granville Corp. », constituée en corporation le 14 février 1955, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
Par ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
45266-o 10362-55

Hi-Style House Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hi-Style House Inc. », constituée en corporation le 28 juin 1963, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
Par ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
45266-o 2834-63

**The 220 Club Inc.
Le Club 220 inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "The 220 Club Inc. — Le Club 220 inc.", incorporated on February 13, 1966.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.
45266 623-66

Edinburgh Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Edinburgh Investments Ltd.", incorporated on July 25, 1956.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.
45266 12352-56

Filma Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender as of March 31, 1972, of the charter of "Filma Construction Inc.", incorporated on October 3, 1958.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.
45266 13513-58

Fred Gendron inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Fred Gendron inc.", incorporated on December 12, 1968.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.
45266 5489-68

The Granville Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "The Granville Corp.", incorporated on February 14, 1955.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.
45266 10362-55

Hi-Style House Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Hi-Style House Inc.", incorporated on June 28, 1963.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.
45266 2834-63

Hôtel Union Alma Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Hôtel Union Alma Itée », constituée en corporation le 1er mars 1963, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
985-63

45266-o

Jamaica Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Jamaica Investments Ltd. », constituée en corporation le 7 février 1969, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
596-69

45266-o

P. Jeanneau Autos limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « P. Jeanneau Autos limitée », constituée en corporation le 9 décembre 1952, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
16685-52

45266-o

Jobet limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Jobet limitée », constituée en corporation le 1er février 1968, à compter du 15 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.
232-68

45266-o

Roger Lachambre inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Roger Lachambre inc. », constituée en corporation le 28 décembre 1970, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
5490-70

45266-o

J.-I. Laroche & Cie, limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J.-I. Laroche & Cie, limitée », constituée en corporation le 5 octobre 1955, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.
12591-55

45266-o

Hôtel Union Alma Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Hôtel Union Alma Itée", incorporated on March 1, 1963.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.
985-63

45266

Jamaica Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Jamaica Investments Ltd.", incorporated on February 7, 1969.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.
596-69

45266

P. Jeanneau Autos limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "P. Jeanneau Autos limitée", incorporated on December 9, 1952.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.
16685-52

45266

Jobet limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 15, 1972, of the charter of "Jobet limitée", incorporated on February 1, 1968.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
232-68

45266

Roger Lachambre inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Roger Lachambre inc.", incorporated on December 28, 1970.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.
5490-70

45266

J.-I. Laroche & Cie, limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "J.-I. Laroche & Cie, limitée", incorporated on October 5, 1955.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.
12591-55

45266

Merchant's Realty Co.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Merchants' Realty Co. », constituée en corporation le 18 mars 1954, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o 10653-54

Metropole Parking Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Metropole Parking Inc. », constituée en corporation le 15 avril 1953, à compter du 15 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o 6977-53

Midon Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Midon Corporation », constituée en corporation le 14 décembre 1965, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o 5463-65

Milco Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Milco Inc. », constituée en corporation le 10 janvier 1958, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o 14170-57

Nadeau & Dumont inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Nadeau & Dumont inc. », constituée en corporation le 28 février 1956, à compter du 15 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
Par ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o 10612-56

Orion Realty Management Co. Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Orion Realty Management Co. Inc. », constituée en corporation le 26 janvier 1966, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
Par ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o 340-66

Merchant's Realty Co.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Merchants' Realty Co.", incorporated on March 18, 1954.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45266 10653-54

Metropole Parking Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 15, 1972, of the charter of "Metropole Parking Inc.", incorporated on April 15, 1953.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45266 6977-53

Midon Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Midon Corporation", incorporated on December 14, 1965.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45266 5463-65

Milco Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Milco Inc.", incorporated on January 10, 1958.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45266 14170-57

Nadeau & Dumont inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 15, 1972, of the charter of "Nadeau & Dumont inc.", incorporated on February 28, 1956.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.

45266 10612-56

Orion Realty Management Co. Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Orion Realty Management Co. Inc.", incorporated on January 26, 1966.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
For the Director of the Companies Service.

45266 340-66

Les Porcheries Canadiennes Itée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Porcheries Canadiennes Itée », constituée en corporation le 8 novembre 1960, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

Par ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.

45266-o

14524-60

Quatorze-Soixante-Deux Guy inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Quatorze-Soixante-Deux Guy inc. », constituée en corporation le 17 février 1961, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

Par ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.

45266-o

10651-61

Saint-Ruth inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Saint-Ruth inc. », constituée en corporation le 4 mai 1953, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

Par ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.

45266-o

9414-53

La Société Colombienne des Trois-Rivières limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Société Colombienne des Trois-Rivières limitée », constituée en corporation le 19 octobre 1944, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

par: ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.

45266-o

5237-44

St-Lawrence Granite Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « St-Lawrence Granite Corp. », constituée en corporation le 15 août 1960, à compter du 15 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

par: ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.

45266-o

13466-60

Three Star Realities Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Three Star Realities Ltd. », constituée en corporation le 2 octobre 1964, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,

par: ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.

45266-o

4385-64

Les Porcheries Canadiennes Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Les Porcheries Canadiennes Itée", incorporated on November 8, 1960.

ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.,

For the Director of the Companies Service.

45266

14524-60

Quatorze-Soixante-Deux Guy inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Quatorze-Soixante-Deux Guy inc.", incorporated on February 17, 1961.

ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.,

For the Director of the Companies Service.

45266

10651-61

Saint-Ruth inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Saint-Ruth inc.", incorporated on May 4, 1953.

ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.,

For the Director of the Companies Service.

45266

9414-53

La Société Colombienne des Trois-Rivières limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "La Société Colombienne des Trois-Rivières limitée", incorporated on October 19, 1944.

by: ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.,

Director of the Companies Service.

43266

5237-44

St-Lawrence Granite Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 15, 1972, of the charter of "St-Lawrence Granite Corp.", incorporated on August 15, 1960.

by: ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.,

Director of the Companies Service.

45266

13466-60

Three Star Realities Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Three Star Realities Ltd.", incorporated on October 2, 1964.

by: ANDRÉ-L. SHINK, L.L.L.,

Director of the Companies Service.

45266

4385-64

Thurcrag Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Thurcrag Ltd. », constituée en corporation le 20 novembre 1957, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o

13624-57

Thurcrag Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter of "Thurcrag Ltd.", incorporated on November 20, 1957.

by: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45266

13624-57

Toilet Laundries (Québec) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Toilet Laundries (Québec) Limited », constituée en corporation le 19 janvier 1944, à compter du 31 mars 1972.

Le directeur du service des compagnies,
par: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45266-o

1112-44

Toilet Laundries (Québec) Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of March 31, 1972, of the charter "Toilet Laundries (Québec) Limited", incorporated on January 19, 1944.

by: ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,
Director of the Companies Service.

45266

1112-44

Changement de nom — Loi du Demandes**Fidèle Julien**

Avis est donné que Fidèle Julien, résidant et domicilié au 1610, de Léry, dans les cité et district de Québec, présentera une requête au ministre de la Justice pour obtenir que son prénom soit modifié en celui de François Julien.

Québec, le 14 mars 1972.

Les procureurs du requérant,
DORION, DORION, BERNIER et al.

45229-12-2-o

Change of name — Act Applications**Fidèle Julien**

Notice is given that Fidèle Julien, residing and domiciled at 1610 de Léry, in the city and district of Québec, will present a petition to the Minister of Justice for permission to change his name to that of François Julien.

Québec, March 14, 1972.

DORION, DORION, BERNIER et al.,
Attorneys for the Petitioner.

45229-12-2

Lahja Veikko Heikki Pakonen

Avis est par la présente donné que Lahja Veikko Heikki Pakonen, domicilié au 755 avenue Brewster, Montreal 207, Province de Québec fera application au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir la permission de changer son nom en celui de Henry Pakonen.

Montréal, ce 10 mars 1972.

Les procureurs du requérant,
TANSEY, DE GRANDPRÉ, BERGERON, LAVERY,
O'DONNELL & CLARK.

45231-12-2-o

Lahja Veikko Heikki Pakonen

Notice is hereby given that Lahja Veikko Heikki Pakonen, domiciled at 755, Brewster Avenue, Montreal 207, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for permission to change his name to that of Henry Pakonen.

Montreal, March 10, 1972.

TANSEY, DE GRANDPRÉ, BERGERON, LAVERY,
O'DONNELL & CLARK,
Attorneys for the Applicant.

45231-12-2-o

Tanyal Gencoglu

Avis est donné que M. Tanyal Gencoglu, médecin, résidant au 5799 Jean-Talon Est, Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Daniel Gengeauian, celui de Madame Shoushan Gencoglu en celui de Madame Shoushan Gengeauian, celui de Isabelle Gencoglu en celui de Isabelle Gengeauian et celui de Diane Gencoglu en celui de Diane Gengeauian.

Québec, le 15 mars 1972.

45232-2-12-o

GRAVEL & ASSOCIÉS.

Tanyal Gencoglu

Notice is hereby given by these presents that Mr. Tanyal Gencoglu, residing at 5799 Jean-Talon East, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to change his name to Daniel Gengeauian, Mrs. Shoushan Gencoglu will change her name to Mrs. Shoushan Gengeauian, Miss Isabelle Gencoglu will change her name to Isabelle Gengeauian, Miss Diane Gencoglu will change her name to Diane Gengeauian.

Québec, March 15, 1972.

45232-12-2-o

GRAVEL & ASSOCIATES.

Cornelius Pascal

Avis est donné que Cornelius Pascal, résidant et domicilié au 1330, de la Trinité, dans les cité et district de Québec, présentera une requête au ministre de la Justice pour obtenir que son prénom soit modifié en celui de Luc Pascal.

Québec, le 14 mars 1972.

45230-12-2-o *Les procureurs du requérant,*
DORION, DORION, BERNIER et al.

Mildred Leona Laperle

Mildred Leona Laperle, artiste commercial, résidant et domicilié au 4588 Est, rue Ste-Catherine, app. 2, dans la ville et le district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la Province de Québec, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Lee Mark Laperle.

45196-12-2-o

Edward Abel

Avis est donné que Edward Abel, résidant à West Brome, comté de Brome, province de Québec, présentera au Ministre de la Justice une requête à l'effet de changer son nom en celui de Edward Harvey.

Daté à Cowansville, ce 25 février 1972.

45142-12-2-o *Les procureurs du requérant,*
BERTRAND, TURMEL,
MEUNIER & MERCURE.

Paul Michaud

Avis est donné que Monsieur Paul Michaud, domicilié au numéro 939, 3e avenue, Limoilou, Québec, district de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour faire ajouter aux prénoms inscrits dans les registres d'état civil, le prénom de « Paul ».

Québec, le 14 mars 1972.

45280-13-2-o *Le procureur du requérant,*
JEAN-M. MORISSETTE.

Emmerich Peresztegi

Avis est donné que Emmerich Peresztegi, contre-maître camionneur, résidant et domicilié au 2219, Depatie à Ville St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Erich Perest.

45304-13-2-o *Les procureurs du requérant,*
LETTE, MARCOTTE, BIRON & SUTTO.

Sièges sociaux

Zorch Inc.

La compagnie « Zorch Inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2151, rue Lincoln, Montréal, au numéro 620, rue Cathcart, chambre 322, Montréal.

45296-o *Le secrétaire,*
MARCELLA SNEATH.
5193-68

Cornelius Pascal

Notice is given that Cornelius Pascal, residing and domiciled at 1330 de la Trinité, in the city and district of Québec will present a petition to the Minister of Justice for permission to change his name to Luc Pascal.

Québec, March 14, 1972.

45230-12-2 *DORION, DORION, BERNIER et al.,*
Attorneys for the Petitioner.

Mildred Leona Laperle

Mildred Leona Laperle, commercial artist, residing and domiciled at 4588 Ste. Catherine Street East, Apt. 2, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her name to that of Lee Mark Laperle.

45196-12-2

Edward Abel

Notice is given that Edward Abel, residing in West Brome, county of Brome, Province of Québec, will present a petition to the Minister of Justice for an order changing his name to Edward Harvey.

Dated at Cowansville, February 25, 1972.

45142-12-2-o *BERTRAND, TURMEL,*
MEUNIER & MERCURE,
Attorneys for the Petitioner.

Paul Michaud

Notice is given that Mr. Paul Michaud, residing at number 939, 3rd Avenue, Limoilou, Québec, district of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the permission to add the name "Paul" to the names entered in the Register of Civil Status.

Québec, March 14, 1972.

45280-13-2 *JEAN-M. MORISSETTE,*
Attorney for the applicant.

Emmerich Peresztegi

Notice is hereby given that Emmerich Peresztegi, truckforeman, residing and domiciled at 2219, Depatie, Ville St-Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor on Council to obtain a decree changing his name into that of Erich Perest.

45304-13-2-o *LETTE, MARCOTTE, BIRON & SUTTO,*
Attorneys for the applicant.

Head Offices

Zorch Inc.

Notice is given that "Zorch Inc.", has transferred its head office from 2151 Lincoln Street, Montreal, to 620 Cathcart Street, Suite 322, Montreal.

45296-o *MARCELLA SNEATH,*
Secretary.
5193-68

Harvard Management Corporation

Avis est donné que « Harvard Management Corporation » constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 mai 1969 et ayant son siège social à Montréal, a transporté son siège social de 99 ouest, boulevard Chabanel, suite 704, à 360 ouest, rue St-Jacques, suite 1500, cité et district de Montréal.

(Sceau)

Le secrétaire-trésorier,
ERNIE HOCKENSTEIN.

45294

2433-69

Harvard Management Corporation

Notice is given that "Harvard Management Corporation" incorporated by letters patent on May 20, 1969 and having its head office in Montreal, has changed its head office from 99 Chabanel Blvd West, Suite 704, to 360 St. James Street West, Suite 1500, city and district of Montreal.

(Seal)

ERNIE HOCKENSTEIN,
Secretary-Treasurer.

45294-o

2433-69

Les Mines Bédard & Lagacé Itée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Mines Bédard & Lagacé Itée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec) par lettres patentes émises en date du 9e jour de décembre 1971, et ayant son siège social à Montréal a établi son bureau au 3555 est, boul. Métropolitain, suite 202, dans les cité et district de Montréal.

À compter des présentes, ledit bureau sera considéré comme le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 13e jour du mois de décembre 1971.

Le secrétaire,
HERMINE LAGACÉ.

45295-o

71-6749

Les Mines Bédard & Lagacé Itée

Notice is hereby given that "Les Mines Bédard & Lagacé Itée", incorporated under Part I of the Companies Act (Québec) by letters patent issued on the 9th day of December, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office at 3555 Metropolitan Boulevard East, Suite 202, in the city and district of Montreal.

Upon, from and after these present, the said office will be considered as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 13th day of the month of December, 1971.

HERMINE LAGACÉ,
Secretary.

45295

71-6749

Chartes — demandes d'abandon de

Alexandra Realities Corporation

Avis est donné que « Alexandra Realities Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15e jour de mars 1972.

Les procureurs de la compagnie,
KAUFMAN, RESPITZ,
SEDEROFF & SHUGAR.

45281

Alexandra Realities Corporation

Notice is given that "Alexandra Realities Corporation", a company incorporated under the Companies Act, and having its head office at Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of March, 1972.

KAUFMAN, RESPITZ,
SEDEROFF & SHUGAR,
Attorneys for the Company.

45281-o

Holmby Holdings Inc.

Avis est donné que « Holmby Holdings Inc. », une corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 13e jour de mars, 1972.

Les procureurs de la compagnie,
LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT.

45286-o

Holmby Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Holmby Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 13th day of March, 1972.

LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT,
Attorneys for the company.

45286-o

Henri Asselin & Fils Itée

Avis est donné que la compagnie « Henri Asselin & Fils Itée » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à St-Mathias d'Authier-Nord, Abitibi, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée par ce dernier.

Les procureurs de la compagnie,
LAVIGNE & LAVIGNE, notaires.

45282-o

Century Finance Corporation

Avis est par les présentes donné que « Century Finance Corporation » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 14 mars 1972.

Les procureurs de la compagnie,
GARBER & GARBER.

45283-o

E. B. Investment Corporation

Avis est donné que la compagnie « E. B. Investment Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 14e jour de mars 1972.

Les procureurs de la compagnie,
LIGHTSTONE & RIBACK.

45284-o

Harvel Realty Corporation

Avis est par les présentes donné que « Harvel Realty Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de la charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 9e jour de mars 1972.

Les procureurs de la compagnie,
MENDELSON, SELICK, GROSS & PINSKY.

630 boul. Dorchester Ouest,
Suite 2800, Montréal, Qué.

45285-o

Hôpital Providence Hospital Inc.

Avis est donné que « Hôpital Providence Hospital Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Val d'Or, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Val d'Or, ce 23e jour de février 1972.

Le procureur de la compagnie,
ARMAND GILBERT, notaire.

45287-o

Henri Asselin & Fils Itée

Notice is hereby given that "Henri Asselin & Fils Itée" a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city of St-Mathias of Authier-Nord, Abitibi, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation from and after a date to be fixed by him.

LAVIGNE & LAVIGNE, Notaries,
Attorneys for the company.

45282-o

Century Finance Corporation

Notice is hereby given that "Century Finance Corporation" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, March 14, 1972.

GARBER & GARBER,
Attorneys for the company.

45283-o

E. B. Investment Corporation

Notice is hereby given that "E. B. Investment Corporation", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its Charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 14th day of March 1972.

LIGHTSTONE & RIBACK,
Attorneys for the Company.

45284-o

Harvel Realty Corporation

Notice is hereby given that "Harvel Realty Corporation", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 9th day of March, 1972.

MENDELSON, SELICK, GROSS & PINSKY,
Attorneys for the Company.

630 Dorchester Blvd. West,
Suite 2800, Montreal, Qué.

45285-o

Hôpital Providence Hospital Inc.

Notice is hereby given that "Hôpital Providence Hospital Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Val d'Or, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Val d'Or, this 23rd day of February 1972.

ARMAND GILBERT, Notary,
Attorney for the Company.

45287-o

Bulaf Construction Itée

Avis est donné que la compagnie « Bulaf Construction Itée », demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
45288-o LANGLOIS, LAFLAMME & GAUDREAU.

Medic Administration Inc.

En vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies (Québec), « Medic Administration Inc. » donne par les présentes avis qu'elle fera une demande au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne l'annulation et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Donné à Montréal, le 29 février 1972.

Le secrétaire,
45289-o J.-C. MÉNARD.

Morocco Development Corp.

La compagnie « Morocco Development Corp. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, Québec, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 10^e jour de mars 1972.

Les procureurs de la compagnie,
45290 KAUFMAN, RESPITZ, SEDEROFF & SHUGAR.

Pecanokee Fish & Game Club Inc.

Avis est donné que « Pecanokee Fish & Game Club Inc. » corporation légalement constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15^e jour de mars, 1972.

Les procureurs de la corporation,
45291-o LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT.

**Club récréatif Shawlab
Shawlab Recreational Club**

Avis est ici donné que « Club récréatif Shawlab — Shawlab Recreational Club », une corporation constituée en corporation selon la troisième partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Ste-Anne de Bellevue, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément à la Loi des compagnies.

Ste-Anne de Bellevue, ce 21^e jour de décembre 1971.

Le secrétaire,
45292-o JEAN-MARIE AUBIN.

Bulaf Construction Itée

Notice is given that "Bulaf Construction Itée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

LANGLOIS, LAFLAMME & GAUDREAU,
45288 Attorneys for the Company.

Medic Administration Inc.

Under the provisions of Article 26 of the Companies Act (Québec) "Medic Administration Inc." hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Dated at Montreal, P.Q., this February 29, 1972.

45289-o J.-C. MÉNARD,
Secretary.

Morocco Development Corp.

Notice is given that "Morocco Development Corp.", a company incorporated under the Companies Act, and having its head office at Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of March, 1972.

45290-o KAUFMAN, RESPITZ, SEDEROFF & SHUGAR,
Attorneys for company.

Pecanokee Fish & Game Club Inc.

Notice is hereby given that "Pecanokee Fish & Game Club Inc." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of March, 1972.

45291-o LAING, WELDON, COURTOIS, CLARKSON,
PARSONS, GONTHIER & TÉTRAULT,
Attorneys for the corporation.

**Club récréatif Shawlab
Shawlab Recreational Club**

Notice is hereby given that "Club récréatif Shawlab — Shawlab Recreational Club", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act and having its head office in the City of Ste. Anne de Bellevue, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Ste. Anne de Bellevue, this 21st day of December, 1971.

45292-o JEAN-MARIE AUBIN,
Secretary.

Avis divers

Municipalité St-Charles de Lachenaie

Avis est donné qu'en date du 7 février 1972, le Conseil municipal de la municipalité St-Charles de Lachenaie, comté de l'Assomption, a adopté une résolution autorisant la présentation d'une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour sa constitution en municipalité de ville.

a) Le nom de la nouvelle municipalité sera « Lachenaie »;

b) Les limites de la municipalité de ville seront les mêmes que celles de la municipalité de la paroisse St-Charles de Lachenaie;

c) Le chiffre de la population de la ville projetée est de plus de 4,000 âmes;

d) La municipalité sera érigée en ville, sous l'empire de la Loi des cités et villes et sera soumise aux dispositions de cette loi.

Donné à Lachenaie, comté de l'Assomption, ce 7e jour du mois de mars 1972.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN POIRIER.

45301-13-2-o

Miscellaneous Notice

Municipality of St-Charles de Lachenaie

Notice is hereby given that the Municipal Council of the municipality of the parish of St-Charles de Lachenaie, county of l'Assomption, has passed a resolution on February 7, 1972, authorizing the presentation of a petition to the Lieutenant-Governor in Council for the incorporation of the parish as a town municipality.

(a) The name of the proposed town shall be "Lachenaie".

(b) The limits of the proposed town shall be the same as those of the municipality of the parish.

(c) The population of the proposed town represents over 4,000 persons.

(d) The municipality shall be incorporated as a town according to the provisions of the Cities and Towns Acts and governed by this said Act.

Given at Lachenaie, county of l'Assomption, this 7th day of March, 1972.

JEAN POIRIER,
Secretary-Treasurer.

45301-13-2-o

Demandes à la Législature

Donation Benoit Vachon

Avis est par les présentes donné que Monsieur Jacques Vachon, Monsieur François Vachon, Monsieur Jean-Guy Vachon, Monsieur Robert Vachon, Monsieur Gilles Vachon, tous domiciliés à Ste-Marie, Comté de Beauce, et qui sont bénéficiaires d'une donation fiduciaire consentie par Monsieur Benoit Vachon le 28 décembre 1961 aux termes d'un acte reçu par Me Charles Cantin, notaire, et dont copie a été enregistrée à Beauceville-Est, le 4 janvier 1962 sous le numéro 192124, s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de modifier l'acte de donation en portant à trois (3) le nombre de fiduciaires chargés d'administrer cette fiducie.

Québec, ce 7 mars 1972.

Les procureurs des requérants,
TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
TRUCHON & MORISSET.

45104-11-4-o

Applications to Legislature

Deed of Gift Benoit Vachon

Notice is hereby given that Messrs. Jacques Vachon, François Vachon, Jean-Guy Vachon, Robert Vachon, Gilles Vachon, all residing in Ste. Marie, County of Beauce, and who are beneficiaries of a deed of gift in trust granted by Mr. Benoit Vachon on December 28, 1961, under the terms of a deed executed by Me Charles Cantin, notary, and a copy of which was registered in Beauceville East on January 4, 1962, under number 192124, will apply to the Québec National Assembly, at its present session, to obtain the adoption of an act for the purpose of amending the act of gift by increasing to three (3) the number of trustees charged to manage this trust.

Québec, March 7, 1972.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
TRUCHON & MORISSET,
Attorneys for the petitioners.

45104-11-4

La Compagnie du Chemin de fer Roberval-Saguenay et la Compagnie du Chemin de fer Alma et Jonquières

La Compagnie du Chemin de fer Roberval-Saguenay et la Compagnie du Chemin de Fer Alma & Jonquières font savoir qu'elles s'adresseront à l'Assemblée Nationale du Québec, au cours de sa présente session, pour adopter une loi opérant la fusion des deux compagnies.

Février 1972.

Le procureur des pétitionnaires,
GEOFFRION & PRUD'HOMME.

44937-10-4-o

The Roberval and Saguenay Railway Company and the Alma and Jonquières Railway Company

Notice is given that The Roberval and Saguenay Railway Company and The Alma & Jonquières Railway Company will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an act to amalgamate the two companies.

February 1972.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
Attorneys for the petitioners.

44937-10-4-o

Donation Paul Vachon

Avis est par les présentes donné que Mademoiselle Ginette Vachon, domiciliée à Ste-Marie, Comté de Beauce, et qui est bénéficiaire d'une donation fiduciaire consentie par Monsieur Paul Vachon, le 28 décembre 1961, aux termes d'un contrat reçu par Me Charles Cantin, notaire, et dont copie a été enregistrée à Beauceville-Est, le 4 janvier 1962, sous le numéro 192123, s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec au cours de sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de modifier l'acte de donation en portant à trois (3) le nombre de fiduciaires chargés d'administrer cette fiducie.

Québec, ce 7 mars 1972.

Les procureurs de la requérante.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
TRUCHON & MORISSET.

45106-11-4-o

**St. Fabien Copper Mines Limited
(No personal liability)**

« St. Fabien Copper Mines Limited (No personal liability) donne avis qu'elle s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la présente session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi validant l'émission de certaines actions de son capital-actions à escompte.

Montréal, ce 10 mars 1972.

Les procureurs de la requérante,

GAGNON, DE BILLY, CANTIN, DIONNE
et MARTIN.

45130-11-4-o

Ville de Saint-Hubert

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Saint-Hubert s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

1. Pour déterminer et décrire le nouveau territoire de la ville;

2. Pour amender l'article 426-17 de la Loi des cités et villes pour porter à \$25 le maximum qui peut être exigé lorsqu'un billet est émis par un constable;

3. Pour amender l'article 429-20 de la Loi des cités et villes pour permettre à la ville de réglementer l'entretien d'hiver des rues et trottoirs et afin de pouvoir déterminer que la neige sera soufflée sur les trottoirs et terrains privés, suivant certaines conditions;

4. Pour amender l'article 429-29 de la Loi des cités et villes pour autoriser la ville à adopter un règlement pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la ville un permis annuel n'excédant pas \$75 par taxi;

5. Pour permettre à la ville d'adopter de nouveaux règlements de zonage sans que ceux-ci soient soumis à l'approbation prévue à l'article 426-1 de la Loi des cités et villes;

6. Pour autoriser la ville à construire, administrer, entretenir un système de conduits souterrains où doivent être placés tous fils, câbles, lignes de transmission, etc;

Deed of Gift Paul Vachon

Notice is hereby given that Miss Ginette Vachon, residing in St. Marie, County of Beauce, and who is beneficiary of a deed of gift in trust granted by Mr. Paul Vachon, on December 28, 1961, under the terms of a deed executed by Me Charles Cantin, notary, and a copy of which was registered in Beauceville East, on January 4, 1962, under number 192123, will apply to the Québec National Assembly, at its present session, to obtain the adoption of an act for the purpose of amending the deed of gift by increasing to three (3) the number of trustees charged to manage this trust.

Québec, March 7, 1972.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
TRUCHON & MORISSET,
Attorneys for the petitioners.

45106-11-4

**St. Fabien Copper Mines Limited
(No personal liability)**

"St. Fabien Copper Mines Limited" (No personal liability) gives notice that it will apply to the National Assembly of Québec during the present session in order to obtain the adoption of a law validating the issuance of certain shares of its share capital at a discount.

Montreal, March 10, 1972.

GAGNON, DE BILLY, CANTIN, DIONNE,
and MARTIN,
Attorneys for the Petitioner.

45130-11-4-o

Town of Saint-Hubert

Public notice is hereby given that the Town of Saint-Hubert will apply to the National Assembly of Québec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. to describe the territory of the town;

2. to amend for the town, article 426-17 of the Cities and Towns Act to fix to \$25 the amount of the fine when a notice of summons is delivered by a police officer;

3. to amend for the town, article 429-20 of the Cities and Towns Act to authorize the town to regulate winter maintenance of the streets and sidewalks and to decide that the snow shall be blown on the sidewalks and private grounds;

4. to amend for the town, article 429-29 of the Cities and Towns Act to authorize the town to compel by by-law every taxi owner to obtain from the town an annual license not exceeding \$75 per taxi;

5. to authorize the town to adopt zoning by-law without submitting same to the approval prescribed by article 426-1 of the Cities and Towns Act.

6. to authorize the town to construct, administer and maintain a system of underground conduits in which shall be placed all telegraph, telephone, television and electric light wires, motive power supply wires, cables and transmission lines;

7. Pour autoriser le conseil à acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation tous immeubles, servitudes ou droits réels pour fins d'habitation et pour fins publiques;

8. Pour autoriser la ville à adopter un règlement pour constituer un fonds connu sous le nom de « fonds de stabilisation des dépenses de déneigement »;

9. Pour autoriser le conseil à adopter un règlement pour accorder une pension annuelle contributive à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil pendant au moins huit ans.

10. Pour fixer le mode de paiement de toute quote-part due par une municipalité qui a conclu une entente avec la ville pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services et pour prévoir la procédure à suivre en cas de refus ou négligence d'effectuer tel paiement.

et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 20 mars 1972.

Les procureurs de la Ville,

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

45297-13-4-o

MAILLOUX & BEAUREGARD.

Donation Dame Imelda Savoie Vachon

Avis est par les présentes donné que Dame Noëlla Vachon Fontaine, domiciliée à Ste-Marie, Comté de Beauce, Dame Pierrette Vachon, Carter, domiciliée à St-Georges, Comté de Beauce, Monsieur Miville Vachon, domicilié à Ste-Marie, Comté de Beauce, Dame Jacqueline Vachon Dionne, domiciliée à Montréal, Dame Armande Vachon Girard, domiciliée à Québec, et Monsieur Patrice Vachon, domicilié à Ste-Marie, Comté de Beauce, et qui sont bénéficiaires d'une donation fiduciaire consentie par Dame Imelda Savoie Vachon aux termes d'un acte reçu par Me Charles Cantin, notaire, le 11 juin 1963 et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de Beauceville-Est le 13 juin 1963 sous le numéro 198251, s'adresseront à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de modifier l'acte de donation en portant à trois (3) le nombre de fiduciaires chargés d'administrer cette fiducie.

Québec, ce 7 mars 1972.

Les procureurs des requérants,

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,

45105-11-4-o

TRUCHON & MORISSET.

Succession François Desjardins

Avis est par la présente donné que les héritiers de feu François Desjardins, de son vivant, marchand, résidant dans la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adresseront à l'Assemblée Nationale du Québec à sa présente session pour faire adopter une loi autorisant les exécuteurs testamentaires et fiduciaires à procéder à la réalisation et au partage des biens de la succession.

Montréal, P. Qué., le 24 février 1972.

Les procureurs des requérants,

BLAIN, PICHÉ, GODBOUT,

44938-10-4-o

EMERY & BLAIN.

7. to authorize the town to acquire by agreement or expropriation any immovable or part of an immovable, servitude or real right for housing purposes or for any public purposes;

8. to authorize the town to establish by by-law a fund called the "snow removal expenses stabilization fund";

9. to authorize the town to grant an annual pension to every person who has held office as a member of the council for eight years or more;

10. to determine the way of payment of every share due by a municipality which has made an agreement with the town for the execution of work, the organization and administration of services; and for all other purposes.

Montreal, March 20, 1972.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,

MAILLOUX & BEAUREGARD,

45297-13-4-o

Attorneys for the Town.

Deed of Gift Mrs. Imelda Savoie Vachon

Notice is hereby given that Mrs. Noëlla Vachon Fontaine, residing in Ste Marie, County of Beauce, Mrs. Pierrette Vachon, Carter, residing in St. Georges, County of Beauce, Mr. Miville Vachon, residing in Ste Marie, County of Beauce, Mrs. Jacqueline Vachon Dionne, residing in Montreal, Mrs. Armande Vachon Girard, residing in Québec, and Mr. Patrice Vachon, residing in Ste. Marie, County of Beauce, and who are beneficiaries of a deed of gift in trust granted by Mrs. Imelda Savoie Vachon under the terms of a deed executed by Me Charles Cantin, notary, on June 11, 1963, and copy of which was registered in the Beauceville East Registry Office on June 13, 1963, under number 198251, will apply to the Québec National Assembly, at its present session, to obtain the adoption of an act for the purpose of amending the deed of gift by increasing to three (3) the number of trustees charged to manage this trust.

Québec, March 7, 1972.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,

TRUCHON & MORISSET,

45105-11-4

Attorneys for the petitioners.

Estate of François Desjardins

Notice is hereby given that the heirs of the late François Desjardins, merchant, during his lifetime resident of the city of Outremont, district of Montreal, will request the National Assembly of Québec at its present session, to adopt an act authorizing the testamentary executors and fiduciaries to proceed to the realization and distribution of the assets of the estate.

Montreal, P. Qué., February 24, 1972.

BLAIN, PICHÉ, GODBOUT,

EMERY & BLAIN,

44938-10-4-o

Attorneys for the petitioners.

Ministère de la Voirie

Department of Roads

Avis

Le chemin ci-après désigné ne sera plus, à partir du 1er avril 1972, entretenu par le Ministère de la Voirie.

Comté de Chauveau

Dans la municipalité de la ville de Sainte-Foy, la route No 2, de l'intersection du boulevard Duplessis et du boulevard Hamel en direction sud-ouest jusqu'à l'intersection de l'ancien rang des Mines sur une longueur de 12,800 pieds.

Québec, le 6 mars 1972.

Le ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

45302-o

Notice

The road hereinafter described will no longer be maintained by the Department of Roads upon, from and after April 1, 1972.

County of Chauveau

In the municipality of the city of Ste. Foy, highway No. 2, from the intersection of Duplessis and Hamel Boulevards southwesterly to the intersection of former des Mines Range, over a length of 12,800 feet.

Québec, March 6, 1972.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

45302

Vente pour taxes

Sale for taxes

Ville de Boucherville

Town of Boucherville

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la Ville de Boucherville, que les immeubles dont les taxes n'auront pas été payées pour les années 1971 et antérieures, seront vendus à l'enchère publique, en la Salle du Conseil, à l'Hôtel de Ville de Boucherville, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour le paiement des taxes municipales, avec intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

Permission a été accordée à la Ville, le 11 février 1972, par la Commission municipale de Québec, d'énumérer de façon abrégée les numéros cadastraux des immeubles ci-dessous mentionnés.

Public notice is by the presents given by the undersigned, City Clerk of the Town of Boucherville, that the proprietors for which unpaid taxes for 1971 and previous years are still outstanding, will be sold by public auction at the Council Room, at the Town Hall of the Town of Boucherville, the TWENTY-SIXTH day of APRIL 1972, at TEN o'clock a.m., in payment of municipal taxes, with interests and costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes are paid prior to the sale.

Permission was granted to the Municipality by the Québec Municipal Affairs Department, on February 11, 1972, to enumerate so as to shorten them, the cadastral numbers of the immovables involved.

Cadastre de la paroisse Ste-Famille de Boucherville — Cadaster of the parish Ste. Famille de Boucherville

Rôle	Nom du propriétaire	Description de l'immeuble
Roll	Name of the proprietor	Description of immovable
1-27-1150	Carrière, Maurice.	
Bâtisse seulement érigée sur le lot P-11 et évaluée approximativement à \$5,200, cinq mille deux cents dollars.		Building only erected on lot P-11 and assessed at approximately \$5,200, five thousand two hundred dollars.
1-55-969	Lamothe, Roland.	17-99, 17-98-2
1-15-903	Fradet, Lionel.	18-180
1-34-822	Associated Enterprises (1964) Limited.	21-307, 20-210
1-69-812	Associated Enterprises (1964) Limited.	20-248
1-17-796	Les Immeubles Boucherville Inc.	21-213
1-42-138	Associated Enterprises (1964) Limited.	21-338
1-69-802	Associated Enterprises (1964) Limited.	21-453
2-61-765	Normandin, Sylva.	23-6-1, 23-6-2
2-36-48	Martin, Victor.	29-57, 29-88
2-38-80	Perron, Robert.	29-26
3-16-161	Meland, Manuel & Al.	36-198
3-78-107	Houde, Roland.	P. 39-107, P. 39-108

Une partie du lot P-39-107 et bornée comme suit: au nord-ouest, par le lot 39-108; au nord-est, par le lot 39-105 et une partie du lot 39-104; au sud-est, par une autre partie du lot 39-107; et au sud-ouest, par la rue Mgr. Taché.

A part of lot P-39-107 bounded as follows: on the northwest by lot 39-108; on the northeast, by lot 39-105 and a part of lot 39-104; on the southeast, by another part of lot 39-107 and on the southwest, by Mgr. Taché Street.

Rôle	Nom du propriétaire	Description de l'immeuble
Roll	Name of the proprietor	Description of immovable
Une partie du lot P-39-108 et bornée comme suit: au nord-ouest, par une autre partie du lot 39-108; au nord-est, par le lot 39-104; au sud-est, par le lot 39-107 et au sud-ouest, par la rue Mgr. Taché.		
A part of lot P-39-108, bounded as follows: on the northwest, by another part of lot 39-108; on the northeast, by lot 39-104; on the southeast, by lot 39-107; and on the southwest, by Mgr. Taché Street.		
3-34-204	Canadiana Homes Inc.	39-250
3-78-102A	Jardins Boucherville Inc.	40-235
3-23-264	La Compagnie de Construction Chambly-Verchères Ltée.	P. 41
Une partie du lot P-41 et bornée comme suit: au nord-ouest, par la rue De La Jemmerais; au nord-est, par le lot 40-199 et au sud-ouest, par le lot 41-182.		
A part of lot P-41 bounded as follows: on the northwest, by De La Jemmerais Street, on the northeast, by lot 40-199; and on the southwest, by lot 41-182.		
3-23-265	La Compagnie de Construction Chambly-Verchères Ltée.	P. 41
Une partie du lot P-41 et bornée comme suit: au nord-ouest, par le lot 41-168; au nord-est, par les lots 40-157 et 40-158; et au sud-ouest, par le lot 41-180.		
A part of lot P-41 bounded as follows: on the northwest, by lot 41-168; on the northeast, by lots 40-157 and 40-158; and on the southwest, by lot 41-180.		
3-23-266	La Compagnie de Construction Chambly-Verchères Ltée.	P. 41
Une partie du lot P-41 et bornée comme suit: au nord-ouest, par le lot 41-182; au nord-est, par les lots 40-200 et 40-201; et au sud-ouest, par une partie du lot P-41 non subdivisée.		
A part of lot P-41, bounded as follows: on the northwest, by lot 41-182; on the northeast, by lots 40-200 and 40-201; and on the southwest, by part of lot P-41 non subdivided.		
3-23-233	La Compagnie de Construction Chambly-Verchères Ltée.	P. 42-166
Une partie du lot P-42-166 et bornée comme suit: au nord-ouest, par le lot 42-165-1; au nord-est par une autre partie du lot P-42-166; au sud-ouest, par le lot 43-204; et au sud-est, par la rue De La Jemmerais.		
A part of lot P-42-166 bounded as follows: on the northwest, by lot 42-165-1; on the northeast, by another part of lot P-42-166; on the southwest, by lot 43-204; and on the southeast, by De La Jemmerais Street.		
3-28-31	Jobin, Joseph Cyprien Léonce.	P. 43-19
Une partie du lot P-43-19 et bornée comme suit: au nord-ouest, par la rue Jean Talon; au nord-est, par la rue Des Vétérans; au sud-est, par le lot 43-18; et au sud-ouest, par le lot P-44.		
A part of lot P-43-19 bounded as follows: on the northwest, by Jean Talon Street; on the northeast, by Des Vétérans Street; on the southeast, by lot 43-18; and on the southwest, by lot P-44.		
3-13-382	La Société Centrale d'Hypothèque et de Logement.	68-70
1-83-1118	Papadopoulos, Elie.	88-83
1-66-737	Faubert, Roger.	88-100
1-66-741	Faubert, Roger.	88-101
1-66-795	Roy, Alonzo.	88-106
1-66-799	Roy, Alonzo.	88-107
1-68-755	Papadopoulos, Elie.	88-145
1-73-1251	Boisvert, Sylvio.	P. 108
Une partie du lot P-108 et bornée comme suit: au nord-ouest, par les lots P-90 et P-93 et par une autre partie du lot P-108; au nord-est, par le lot P-107; au sud-est, par le Rang Lustucru; et au sud-ouest, par une autre partie du lot P-108.		
A part of lot P-108 and bounded as follows: on the northwest, by lots P-90 and P-93 and by another part of lot P-108; on the northeast, by lot P-107; on the southeast, by Rang Lustucru; and on the southwest, by another part of lot P-108.		
2-81-700	Regent Development Corporation.	P. 118
Une partie du lot P-118 et bornée comme suit: au nord-ouest, par les lots 78 et 79; au nord-est, par le lot 117; au sud-est, par le boulevard Mortagne; et au sud-ouest, par le lot 119.		
A distraire un emplacement situé sur le lot P-118, de 10000 pieds carrés, appartenant à succession Marcel Picard.		
Une deuxième partie du lot P-118 et bornée comme suit: au nord-ouest, par le boulevard Mortagne; au nord-est, par le lot 117 et les lots P-163 et P-162; au sud-est, par le lot 162 et la rue De Normandie; et au sud-ouest, par le lot 119 et P-162.		
A second part of lot P-118 bounded as follows: on the northwest, by Mortagne Boulevard; on the northeast, by lot 117 and lots P-163 and P-162; on the southeast, by lot 162 and De Normandie Street; and on the southwest, by lot 119 and P-162.		
2-81-671	Montico Limited.	P. 119
Une partie du lot P-119 et bornée comme suit: au nord-ouest, par les lots 77 et 78; au nord-est, par le lot 118; au sud-est, par le boulevard Mortagne; et au sud-ouest, par le lot 121.		
A distraire un emplacement situé sur le lot P-119, de 7,500 pieds carrés appartenant à Mme Fernand Laprise.		
A part of lot P-119 bounded as follows: on the northwest, by lots 77 and 78; on the northeast, by lot 118; on the southeast, by Mortagne Boulevard; and on the southwest, by lot 121.		
To be deducted one emplacement situated in the lot P-119, 7,500 square feet, belonging to Mrs. Fernand Laprise.		
3-49-361	Pavlatos, Mike.	P. 127-6
Une partie du lot P-127-6 et bornée comme suit: au nord-ouest, par le lot 127-26; au nord-est, par le lot P-128-2; au sud-est, par la rue De Normandie; et au sud-ouest, par le lot P-127-7.		
A part of lot P-127-6 bounded as follows: on the northwest, by lot 127-26; on the northeast, by lot P-128-2; on the southeast, by De Normandie Street; and on the southwest, by lot P-127-7.		

Rôle	Nom du propriétaire	Description de l'immeuble
Roll	Name of the proprietor	Description of immovable
3-49-343	Kolasis, Savas.....	P. 127-9
Une partie du lot P-127-9 et bornée comme suit: au nord-ouest, par le lot 127-24; au nord-est, par le lot P-127-8; au sud-ouest, par le lot P-127-10; et au sud-est, par la rue De Normandie.		A part of lot P-127-9 and bounded as follows: on the northwest, by lot 127-24; on the northeast, by lot P-127-8; on the southwest, by lot P-127-10; and on the southeast, by De Normandie Street.
3-49-335	Kolasis, Savas.....	P. 127-11
Une partie du lot P-127-11 et bornée comme suit: au nord-ouest, par le lot 127-12; au nord-est, par le lot P-127-10; au sud-est, par la rue De Normandie, et au sud-ouest, par la rue P-127-2.		A part of lot P-127-11 bounded as follows: on the northwest, by lot 127-12; on the northeast, by lot P-127-10; on the southeast, by De Normandie Street; and on the southwest, by the P-127-2 Street.
3-93-349	Bastien, André.....	127-23
3-93-354	Mc Intyre, Hector.....	127-28
3-116-1211	Katzidakis, Christos.....	127-45
3-116-1215	Katzidakis, Christos.....	127-46
3-116-1231	Sakellariadis, Nick & Pinio Mme.....	127-51
3-95-340	Spiliopoulos, Georges.....	127-65
3-116-1230	Vassiliou, Hatzis.....	127-78
3-116-1234	Kolias, Nicolaos.....	127-79
3-101-349	Kolasis, Savas.....	127-81
3-114-1265	Kazakian Risota Irène Mlle.....	127-103, 127-1365
3-116-1251	Manousos Evangelos & Dimitra Mme.....	127-114
3-116-1275	Hinla Corporation.....	127-122
3-97-1193	Vithoulkas, Spiros.....	129-1245
3-114-1210	Magioglou, Peter.....	129-1274
3-118-1288	Chronopoulos, George Mme.....	129-1333
3-152-1300	D. H. Overmyer Co. Qué. Limited.....	136-1, 137-1
2-77-550	Colin Zoltan.....	P. 159-1
Une partie du lot P-159-1 et bornée comme suit: au nord-ouest, par la rue De Touraine; au nord-est, par le lot P-206; au sud-est, par une autre partie du lot P-159; et au sud-ouest, par une autre partie du lot P-159.		A part of lot P-159-1 bounded as follows: on the northwest, by De Touraine Street; on the northeast, by lot P-206; on the southeast, by another part of lot P-159; and on the southwest, by another part of lot P-159.
2-77-551	Colin Zoltan.....	P. 159
Une partie du lot P-159 et bornée comme suit: au nord-ouest, en arrière, par le lot P-124; au nord-est, sur le côté, par les lots P-206 et P-122; au sud-est, en front, par la rue De Touraine; et au sud-ouest, sur le côté, par le lot P-158.		A part of lot P-159 bounded as follows: on the northwest, on the back, by lot P-124; on the northeast, on the side, by lots P-206 and P-122; on the southeast, in front, by De Touraine Street; and on the southwest, on the side, by lot P-158.
Une deuxième partie du lot P-159 et bornée comme suit: au nord-ouest, par une partie du lot P-159-1 et le Chemin De Touraine; au nord-est, par une partie du lot P-206; au sud-est, par la Route Trans-Canadienne; et au sud-ouest, par une partie du lot P-158.		A second part of lot P-159 bounded as follows: on northwest, by a part of lot P-159-1 and Chemin De Touraine; on the northeast, by a part of lot P-206; on the southeast, by Trans-Canadienne Route; and on the southwest, by a part of lot P-158.
Une troisième partie du lot P-159 et bornée comme suit: au nord-ouest, par la route Trans-Canadienne; au nord-est, par une partie du lot P-206; au sud-est, par une partie du lot P-207; et au sud-ouest, par une partie du lot P-208.		A third part of lot P-159 bounded as follows: on the northwest, by the Trans-Canadienne Route; on the northeast, by a part of lot P-206; on the southeast, by a part of lot P-207; and on the southwest, by a part of lot P-208.
1-75-1190	Trans-Atlantic Equity Inv. Ltd.....	P. 174
Une partie du lot P-174 et bornée comme suit: au nord-ouest, par le Rang d'Anjou; au nord-est, par le lot P-108; au sud-est, par une autre partie du lot P-174; et au sud-ouest, par une autre partie du lot P-174.		A part of lot P-174 bounded as follows: on the northwest, by Rang d'Anjou; on the northeast, by lot P-108; on the southeast, by another part of lot P-174; and on the southwest, by another part of lot P-174.
1-75-1210	Trans-Atlantic Equity Inv. Ltd.....	P. 174
Une partie du lot P-174 et bornée comme suit: au nord-ouest, par une autre partie du lot P-174; au nord-est, par une partie des lots P-108 et P-181; au sud-est, par une partie des lots P-182, P-183 et P-173; et au sud-ouest, par une partie du lot P-173.		A part of lot P-174 bounded as follows: on the northwest, by another part of lot P-174; on the northeast, by a part of lots P-108, and P-181; on the southeast, by a part of lots P-182, P-183 and P-173; and on the southwest, by a part of lot P-173.
1-75-1210	Trans-Atlantic Equity Inv. Ltd.....	P. 182
Une partie du lot P-182 et bornée comme suit: au nord-ouest, par une partie du lot P-174; au nord-est, par une partie du lot P-181; au sud-est, par une autre partie du lot P-182; et au sud-ouest, par une partie du lot P-182.		A part of lot P-182 bounded as follows: on the northwest, by a part of lot P-174; on the northeast, by a part of lot P-181; on the southeast, by another part of lot P-182; and on the southwest, by a part of lot P-182.

Rôle	Nom du propriétaire	Description de l'immeuble
Roll	Name of the proprietor	Description of immoveable
1-75-1210	Trans-Atlantic Equity Inv. Ltd.	P. 183
Une partie du lot P-183 et bornée comme suit: au nord-ouest, par une partie du lot P-174; au nord-est, par une partie du lot P-182; au sud-est, par une partie du lot P-183; et au sud-ouest, par une partie du lot P-174.		A part of lot P-183 bounded as follows: on the northwest, by a part of lot P-174; on the northeast, by a part of lot P-182; on the southeast, by a part of lot P-183; and on the southwest, by a part of lot P-174.
1-84-1386	Smith, Marie Lorna Mlle.	190-166, 190-167, 190-168, 190-169
1-84-1455	Anisman, Gerald Gordon	190-203, 190-204, 190-205, 190-206
1-84-1490	Kravitz, Sam.	190-290, 190-291, 190-292, 190-293
2-79-680	Mendelson Sara Mrs. & Al.	P. 255
Une partie du lot P-258 et bornée comme suit: au nord-ouest, par le Chemin 6e Rang rue De Lorraine; au nord-est, par le lot P-259; au sud-est, par les limites de la Ville de Boucherville et St-Bruno; et au sud-ouest, par le lot P-257, à soustraire l'emprise de la Route Trans-Canadienne de la Voie de Ceinture No 30 et la partie expropriée pour l'élargissement de la rue De Lorraine (6e Rang).		A part of lot P-258 bounded as follows: on the northwest, by Chemin 6e Rang De Lorraine Street; on the northeast, by lot P-259; on the southeast, by the limits of the Town of Boucherville and St-Bruno; and on the southwest, by lot P-257, to be deducted the rights of way of Trans Canada Highway, Highway number thirty (30) and De Lorraine Street (6e Rang).
1-79-880	Kettanch, Charles	P. 266
Une partie du lot P-266 et bornée comme suit: au nord-ouest, par la rue De Lorraine, au nord-est, par le lot P-267; au sud-est, par les limites de la Ville de Boucherville et de St-Bruno; et au sud-ouest, par le lot P-265, à soustraire l'emprise de la Route Trans-Canadienne de la Voie de Ceinture No 30 et la partie expropriée pour l'élargissement de la rue De Lorraine (6e Rang).		A part of lot P-266 bounded as follows: on the northwest, by De Lorraine Street; on the northeast, by lot P-267; on the southeast, by the limits of the Town of Boucherville and St-Bruno; and on the southwest, by lot P-265, to be deducted the rights of way of Trans Canada Highway, Highway number thirty (30) and De Lorraine Street (6e Rang).

Cadastre du village incorporé de Boucherville — Cadaster of the village incorporated of Boucherville

2-18-75	Currie, H. Allen.	37-86
Donné à Boucherville, ce 7e jour de mars 1972. Copie certifiée. (Sceau) 45140-12-2-o		Given in Boucherville, this 7th day of March, 1972. Copy certified. (Seal) 45140-12-2-o
Le greffier, EUGÈNE McClish.		EUGÈNE McClish, City Clerk.

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Ville de Pincourt
Ville de l'Île-Perrot
Municipalité de Terrasse-Vaudreuil
Paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot
Ville de Pointe-du-Moulin

Town of Pincourt
Town of l'Île-Perrot
Municipality of Terrasse-Vaudreuil
Parish of Notre-Dame-de-l'Île-Perrot
Town of Pointe-du-Moulin

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la ville de Pincourt, la ville de l'Île-Perrot, la municipalité de Terrasse-Vaudreuil, la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot et la ville de Pointe-du-Moulin.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
45300-o MAURICE TESSIER, C.R.

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of Chapter 53 of the Statutes of 1971, an act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the town of Pincourt, the town of Île-Perrot, the municipality of Terrasse-Vaudreuil, the parish of Notre-Dame-de-l'Île-Perrot and the town of Pointe-du-Moulin.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
45300-o Minister of Municipal Affairs.

Compagnies étrangères siège social

Dodwell and Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu d'une nouvelle Procuration, en date du 7 décembre 1971, dont copie a été transmise au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, le bureau principal dans la province de Québec de « Dodwell and Company, Limited », compagnie dûment autorisée à faire affaires dans ladite province, suivant la Loi des compagnies étrangères, a été changé de 100 d'Youville, Pièce 430, Québec, à 800 d'Youville, suite 1700, Québec, district judiciaire de Québec. M. Gilles de Billy, conseiller de la Reine, de Québec, demeure l'agent principal de ladite compagnie dans la province de Québec.

*Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

45299

58-70

Extra-Provincial Companies head office

Dodwell and Company, Limited

Notice is given that, by new Power of Attorney, dated the 7th day of December, 1971, a copy of which has been transmitted to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the principal office in the Province of Québec of "Dodwell and Company, Limited", a company duly authorized to carry on business in the said province, in virtue of the Extra-Provincial Companies Act, has been changed from Room 430, 100 d'Youville, Québec, to Suite 1700, 800 d'Youville, Québec, judicial district of Québec. Mr. Gilles de Billy, Queen's Counsel, of Québec, remains the chief agent of the said company in the Province of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

45299-o

58-70

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives Assurances

British Merchants' Insurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « British Merchants' Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Scottish Dominion Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Edimbourg, Écosse, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 6 décembre 1971, et lequel contrat de réassurance a pris effet le 31 décembre 1971;

Attendu que « The Scottish Dominion Insurance Company Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « British Merchants' Insurance Company Limited » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement de « British Merchants' Insurance Company Limited » sont annulés à compter du 31 décembre 1971;

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 1er mars 1972.

*Pour le Ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,*

45163-12-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives Insurance

British Merchants' Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "British Merchants' Insurance Company Limited", whose head office is situated at London, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "The Scottish Dominion Insurance Company Limited", whose head office is situated at Edinbourg, Scotland, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 6th of December 1971 with effect from the 31st of December 1971;

Whereas "The Scottish Dominion Insurance Company Limited" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "British Merchants' Insurance Company Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "British Merchants' Insurance Company Limited" are cancelled as from the 31st of December 1971;

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 1st of March 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*

45163-12-2-o

Divers Compagnies

Club de Voile Deux-Montagnes inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 juillet 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Club de Voile Deux-Montagnes inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur adjoint du service des compagnies,

PAUL-A. DEMERS.

45293-o

3469-68

Mystic Recreational Association Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 14 mars 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Mystic Recreational Association Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.

45298-o

715795

Miscellaneous Companies

Club de Voile Deux-Montagnes inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 5, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Club de Voile Deux-Montagnes inc."

PAUL-A. DEMERS,

Assistant Director of the Companies Service.

45293

3469-68

Mystic Recreational Association Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the general by-laws of "Mystic Recreational Association Inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

ANDRÉ-L. SHINK, LL.L.,

Director of the Companies Service.

45298

715795

Soumissions — Demandes de

Ville de Sainte-Thérèse-Ouest Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Rosaire G. Brisson, secrétaire-trésorier, Édifice municipal, 901, boulevard Sainte-Thérèse-Ouest, Sainte-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 18 avril 1972, pour l'achat de \$780,000 d'obligations de la ville de Sainte-Thérèse-Ouest, comté de Terrebonne, datées du 1er mai 1972 et remboursables en série du 1er mai 1973 au 1er mai 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1972.

Tableau d'amortissement — \$780,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1973.....	\$ 10,000
1er mai 1974.....	11,000
1er mai 1975.....	12,000
1er mai 1976.....	12,000
1er mai 1977.....	14,000
1er mai 1978.....	15,000
1er mai 1979.....	16,000

Tenders — Requests for

Town of Ste. Thérèse West County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Rosaire G. Brisson, Secretary-Treasurer, Municipal Building, 901 Ste. Thérèse Boulevard West, Ste. Thérèse West, County of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, April 18, 1972, for the purchase of a bond issue of \$780,000 for the Town of Ste. Thérèse West, County of Terrebonne, dated May 1st, 1972 and redeemable serially from May 1st, 1973 to May 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from May 1st, 1972.

Redemption table — \$780,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1973.....	\$ 10,000
May 1, 1974.....	11,000
May 1, 1975.....	12,000
May 1, 1976.....	12,000
May 1, 1977.....	14,000
May 1, 1978.....	15,000
May 1, 1979.....	16,000

1er mai 1980	\$ 17,000
1er mai 1981	19,000
1er mai 1982	22,000
1er mai 1983	22,000
1er mai 1984	25,000
1er mai 1985	27,000
1er mai 1986	29,000
1er mai 1987	32,000
1er mai 1988	35,000
1er mai 1989	37,000
1er mai 1990	41,000
1er mai 1991	44,000
1er mai 1992	340,000

May 1, 1980	\$ 17,000
May 1, 1981	19,000
May 1, 1982	22,000
May 1, 1983	22,000
May 1, 1984	25,000
May 1, 1985	27,000
May 1, 1986	29,000
May 1, 1987	32,000
May 1, 1988	35,000
May 1, 1989	37,000
May 1, 1990	41,000
May 1, 1991	44,000
May 1, 1992	340,000

De plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$41,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er mai 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1992 au montant de \$340,000 comprend un solde de \$292,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans et échéant comme suit:

Année	Capital
1er mai 1993	\$ 20,000
1er mai 1994	21,000
1er mai 1995	23,000
1er mai 1996	25,000
1er mai 1997	27,000
1er mai 1998	30,000
1er mai 1999	32,000
1er mai 2000	35,000
1er mai 2001	38,000
1er mai 2002	41,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 30-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$41,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of May 1st 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of May 1st, 1992 in the amount of \$340,000 includes a balance of \$292,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	Capital
May 1, 1993	\$ 20,000
May 1, 1994	21,000
May 1, 1995	23,000
May 1, 1996	25,000
May 1, 1997	27,000
May 1, 1998	30,000
May 1, 1999	32,000
May 1, 2000	35,000
May 1, 2001	38,000
May 1, 2002	41,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Ste-Thérèse.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$340,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Sainte-Thérèse-Ouest s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er mai 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: RV-34 — \$18,200 — voirie; RV-35 — \$48,000 — aqueduc, égouts; RV-36 — \$14,500 — voirie; RV-38 — \$365,000 — aqueduc, égouts; 191 — \$10,000 — voirie; 193 — \$39,800 — voirie; 225 — \$30,500 — voirie; 276 — \$25,000 — aqueduc, égouts; R-293 — \$19,000 — voirie; R-294 — \$13,000 — éclairage; 304 — \$137,000 — voirie; 305 — \$60,000 — éclairage.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, mardi, le 18 avril 1972, à 8 heures du soir, Édifice municipal, 901, boulevard Ste-Thérèse-Ouest, Ste-Thérèse-Ouest, (Terrebonne) P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Thérèse-Ouest (Comté de Terrebonne), ce 21 mars 1972.

Le secrétaire-trésorier,
ROSAIRE G. BRISSON.

Édifice municipal,
901, boulevard Ste-Thérèse-Ouest,
Sainte-Thérèse-Ouest, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 435-6571, code 514. 45308-0

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Ouimet, secrétaire-trésorier, jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, École Vaillancourt, 3516, rue Edgar, (Fabreville), Ville de Laval, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Sacré-Coeur, 3150, Boulevard Dagenais, (Fabreville), Ville de Laval, P.Q., mercredi, le 19 avril 1972, pour l'achat de \$901,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville, comté de Laval, datées du 1er mai 1972 et remboursables en série du 1er mai 1973 au 1er mai 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$340,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Ste. Thérèse West, agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after May 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: RV-34 — \$18,200 — roads; RV-35 — \$48,000 — aqueduct, sewers; RV-36 — \$14,500 — roads; RV-38 — \$365,000 — aqueduct, sewers; 191 — \$10,000 — roads; 193 — \$39,800 — roads; 225 — \$30,500 — roads; 276 — \$25,000 — aqueduct, sewers; R-293 — \$19,000 — roads; R-294 — \$13,000 — lighting; 304 — \$137,000 — roads; 305 — \$60,000 — lighting.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, April 18, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., in the Municipal Building, 901 Ste. Thérèse Boulevard West, Ste. Thérèse West, (Terrebonne) P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Thérèse West (County of Terrebonne), March 21, 1972.

ROSAIRE G. BRISSON,
Secretary-Treasurer.

Municipal Building,
901 Ste. Thérèse Boulevard West,
Ste. Thérèse West, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 435-6571, code 514. 45308

The School Commissioners for the Municipality of Fabreville County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jean-Paul Ouimet, Secretary-Treasurer, until 4:30 o'clock p.m., at the Vaillancourt School, 3516 Edgar Street, (Fabreville), City of Laval, P.Q., and thereafter until 8:00 p.m., at the Sacré-Coeur School, 3150 Dagenais Boulevard, Fabreville, City of Laval, P.Q., on Wednesday, April 19, 1972, for the purchase of a bond issue of \$901,000 for the school commissioners of the municipality of Fabreville, County of Laval, dated May 1st 1972 and redeemable serially from May 1st 1973 to May 1st 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate

émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1972.

must cover one or several complete annual recompositions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from May 1st 1972.

Tableau d'amortissement — \$901,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1973.....x	\$ 80,000
1er mai 1974.....x	87,000
1er mai 1975.....x	93,000
1er mai 1976.....x	101,000
1er mai 1977.....x	108,500
1er mai 1978.....x	21,500
1er mai 1979.....x	23,500
1er mai 1980.....x	25,500
1er mai 1981.....x	27,000
1er mai 1982.....x	20,000
1er mai 1983.....x	21,500
1er mai 1984.....x	23,000
1er mai 1985.....x	25,000
1er mai 1986.....x	27,500
1er mai 1987.....x	29,000
1er mai 1988.....x	32,000
1er mai 1989.....x	34,500
1er mai 1990.....x	37,500
1er mai 1991.....x	40,500
1er mai 1992.....x	43,500

Redemption table — \$901,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1973.....x	\$ 80,000
May 1, 1974.....x	87,000
May 1, 1975.....x	93,000
May 1, 1976.....x	101,000
May 1, 1977.....x	108,500
May 1, 1978.....x	21,500
May 1, 1979.....x	23,500
May 1, 1980.....x	25,500
May 1, 1981.....x	27,000
May 1, 1982.....x	20,000
May 1, 1983.....x	21,500
May 1, 1984.....x	23,000
May 1, 1985.....x	25,000
May 1, 1986.....x	27,500
May 1, 1987.....x	29,000
May 1, 1988.....x	32,000
May 1, 1989.....x	34,500
May 1, 1990.....x	37,500
May 1, 1991.....x	40,500
May 1, 1992.....x	43,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de \$480,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 5 versements de \$96,000 de 1973 à 1977 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

The years marked with the letter "x" indicate those years during which the annual instalments of a grant of \$480,000, awarded by the Provincial Government and payable in 5 instalments of \$96,000, from 1973 to 1977 inclusive, shall be applied to the service of this loan. The instalments paid on this grant shall be deposited during the aforesaid years with the Minister of Finance for the purpose of completing the sums required to pay off the aggregate amount of the service of the debt on this issue, in conformity with the provisions of Bill 64.

The school commissioners of the municipality of Fabreville, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said school corporation (including those indicated above) the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$43,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er mai 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$43,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Fabreville s'engagent à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er mai 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 1er août 1961 (telle que modifiée) — \$59,500 — renouvellement d'emprunt; 1er novembre 1971 — \$700,000 — construction de l'école « Petit Prince »; 22 novembre 1971 (telle que modifiée) — \$141,500 — dépenses d'immobilisations.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue à 8 heures du soir, mercredi, le 19 avril 1972, École Vaillancourt, 3516, rue Edgar, (Fabreville), Ville de Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval, ce 24 mars 1972.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL OUMET.

École Vaillancourt, 3516, rue Edgar,
(Fabreville), Ville de Laval, P.Q.
Téléphone: 625-2466, code 514.

45306-o

Ville de Beauré
Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Paré, secrétaire-trésorier, Mairie de Beauré, 216, rue Prévost, Ville de Beauré, comté de Montmorency,

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$43,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of May 1st, 1992.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price stated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$43,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The school commissioners of the municipality of Fabreville agree not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after May 1st 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: August 1st, 1961 (as amended) — \$59,500 — loan renewal; November 1st, 1971 — \$700,000 — construction of "Petit Prince" School; November 22, 1971 (as amended) — \$141,500 — capital expenditures.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held at 8:00 o'clock, p.m., on Wednesday, April 19, 1972, at Vaillancourt School, 3516 Edgar Street (Fabreville), City of Laval, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval, March 24, 1972.

JEAN-PAUL OUMET,
Secretary-Treasurer.

Vaillancourt School, 3516 Edgar Street,
(Fabreville), City of Laval, P.Q.
Téléphone: 625-2466, code 514.

45306

Town of Beauré
County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Jean-Paul Paré, Secretary-Treasurer, at the Beauré Town Hall, 216 Prévost Street, Town of Beauré, county of Montmorency, P.Q., until 7:00

P.Q., jusqu'à 7 heures du soir, lundi, le 17 avril 1972, pour l'achat de \$200,500 d'obligations de la ville de Beauré, comté de Montmorency, datées du 1er mai 1972 et remboursables en série du 1er mai 1973 au 1er mai 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1972.

Tableau d'amortissement — \$200,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1973	\$ 2,500
1er mai 1974	2,500
1er mai 1975	2,500
1er mai 1976	2,500
1er mai 1977	3,000
1er mai 1978	3,500
1er mai 1979	3,500
1er mai 1980	3,500
1er mai 1981	4,500
1er mai 1982	4,500
1er mai 1983	5,000
1er mai 1984	5,000
1er mai 1985	5,500
1er mai 1986	5,500
1er mai 1987	6,000
1er mai 1988	7,000
1er mai 1989	7,000
1er mai 1990	7,500
1er mai 1991	8,500
1er mai 1992	111,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$10,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er mai 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

o'clock, p.m., on Monday, April 17, 1972, for the purchase of a bond issue of \$200,500 for the town of Beauré, county of Montmorency, dated May 1, 1972 and redeemable serially from May 1, 1973 to May 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from May 1, 1972.

Redemption table — \$200,500 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1973	\$ 2,500
May 1, 1974	2,500
May 1, 1975	2,500
May 1, 1976	2,500
May 1, 1977	3,000
May 1, 1978	3,500
May 1, 1979	3,500
May 1, 1980	3,500
May 1, 1981	4,500
May 1, 1982	4,500
May 1, 1983	5,000
May 1, 1984	5,000
May 1, 1985	5,500
May 1, 1986	5,500
May 1, 1987	6,000
May 1, 1988	7,000
May 1, 1989	7,000
May 1, 1990	7,500
May 1, 1991	8,500
May 1, 1992	111,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$10,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of May 1, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

L'échéance du 1er mai 1992 au montant de \$111,000 comprend un solde de \$105,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

The maturity of May 1, 1992 in the amount of \$111,000 includes a balance of \$105,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er mai 1993.....	\$ 2,000
1er mai 1994.....	2,500
1er mai 1995.....	2,500
1er mai 1996.....	2,500
1er mai 1997.....	3,000
1er mai 1998.....	3,000
1er mai 1999.....	3,500
1er mai 2000.....	4,000
1er mai 2001.....	4,000
1er mai 2002.....	4,500
1er mai 2003.....	5,000
1er mai 2004.....	5,500
1er mai 2005.....	6,000
1er mai 2006.....	6,500
1er mai 2007.....	7,000
1er mai 2008.....	7,500
1er mai 2009.....	8,000
1er mai 2010.....	8,500
1er mai 2011.....	9,500
1er mai 2012.....	10,000

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
May 1, 1993.....	\$ 2,000
May 1, 1994.....	2,500
May 1, 1995.....	2,500
May 1, 1996.....	2,500
May 1, 1997.....	3,000
May 1, 1998.....	3,000
May 1, 1999.....	3,500
May 1, 2000.....	4,000
May 1, 2001.....	4,000
May 1, 2002.....	4,500
May 1, 2003.....	5,000
May 1, 2004.....	5,500
May 1, 2005.....	6,000
May 1, 2006.....	6,500
May 1, 2007.....	7,000
May 1, 2008.....	7,500
May 1, 2009.....	8,000
May 1, 2010.....	8,500
May 1, 2011.....	9,500
May 1, 2012.....	10,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-de-Beaupré.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Ste. Anne-de-Beaupré.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$111,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$111,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

La ville de Beaupré s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er mai 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

The town of Beaupré agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after May 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 126 — \$33,000 — renouvellement d'emprunt; 248 — \$125,000 — aqueduc et égouts; 249 (tel que modifié) — \$42,500 — pavage, etc.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 126 — \$33,000 — loan renewal; 248 — \$125,000 — aqueduct and sewers; 249 (as amended) \$42,500 — paving, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 7 heures du soir, lundi, le 17 avril 1972, Mairie de Beaupré, 216, rue Prévost, ville de Beaupré, comté de Montmorency, P.Q.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 7:00 o'clock, p.m., on Monday, April 17, 1972, at the Beaupré Town Hall, 216 Prévost Street, Town of Beaupré, County of Montmorency, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beaupré (Comté de Montmorency), ce 27 mars 1972.

Le secrétaire-trésorier,

JEAN-PAUL PARÉ.

Mairie de Beaupré, 216, rue Prévost, Ville de Beaupré,
Comté de Montmorency, P.Q.

Téléphone: 827-4541, code 418.

45305-o

Municipalité de l'Île-du-Havre-Aubert

Comté des Îles-de-la-Madeleine

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léon Reid, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, Case postale 36, Île-du-Havre-Aubert, comté des Îles-de-la-Madeleine, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, (heure de l'Atlantique), mercredi, le 19 avril 1972, pour l'achat de \$200,000 d'obligations de l'Île-du-Havre-Aubert, comté des Îles-de-la-Madeleine, datées du 1er mai 1972 et remboursables en série du 1er mai 1973 au 1er mai 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1972.

Tableau d'amortissement — \$200,000 — 20 ans

Année	Capital
1er mai 1973.....	\$ 1,000
1er mai 1974.....	1,000
1er mai 1975.....	1,000
1er mai 1976.....	1,000
1er mai 1977.....	1,000
1er mai 1978.....	1,000
1er mai 1979.....	1,000
1er mai 1980.....	1,000
1er mai 1981.....	1,000
1er mai 1982.....	1,000
1er mai 1983.....	2,000
1er mai 1984.....	2,000
1er mai 1985.....	2,000
1er mai 1986.....	2,000
1er mai 1987.....	2,000
1er mai 1988.....	2,000
1er mai 1989.....	3,000
1er mai 1990.....	3,000
1er mai 1991.....	3,000
1er mai 1992.....	169,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beaupré, County of Montmorency, March 27, 1972.

JEAN-PAUL PARÉ,

Secretary-Treasurer.

Beaupré Town Hall, 216 Prévost Street, Town of
Beaupré, County of Montmorency, P.Q.

Telephone: 827-4541, code 418.

45305

Municipality of l'Île-du-Havre-Aubert

County of the Magdalen Islands

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Léon Reid, Secretary-Treasurer, at the Corporation Office, Post Office Box 36, Île-du-Havre-Aubert, County of the Magdalen Islands, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., (Atlantic Time), on Wednesday, April 19, 1972, for the purchase of a bond issue of \$200,000 for Île-du-Havre-Aubert, County of the Magdalen Islands, dated May 1, 1972 and redeemable serially from May 1, 1973 to May 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from May 1, 1972.

Redemption table — \$200,000 — 20 years

Year	Capital
May 1, 1973.....	\$ 1,000
May 1, 1974.....	1,000
May 1, 1975.....	1,000
May 1, 1976.....	1,000
May 1, 1977.....	1,000
May 1, 1978.....	1,000
May 1, 1979.....	1,000
May 1, 1980.....	1,000
May 1, 1981.....	1,000
May 1, 1982.....	1,000
May 1, 1983.....	2,000
May 1, 1984.....	2,000
May 1, 1985.....	2,000
May 1, 1986.....	2,000
May 1, 1987.....	2,000
May 1, 1988.....	2,000
May 1, 1989.....	3,000
May 1, 1990.....	3,000
May 1, 1991.....	3,000
May 1, 1992.....	169,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$16,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er mai 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er mai 1992 au montant de \$169,000 comprend un solde de \$166,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er mai 1993	\$ 4,000
1er mai 1994	4,000
1er mai 1995	4,000
1er mai 1996	5,000
1er mai 1997	5,000
1er mai 1998	5,000
1er mai 1999	6,000
1er mai 2000	6,000
1er mai 2001	7,000
1er mai 2002	7,000
1er mai 2003	8,000
1er mai 2004	8,000
1er mai 2005	9,000
1er mai 2006	10,000
1er mai 2007	11,000
1er mai 2008	12,000
1er mai 2009	12,000
1er mai 2010	13,000
1er mai 2011	14,000
1er mai 2012	16,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Cap-aux-Meules.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$169,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er mai de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than \$16,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of May 1, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of May 1, 1992 in the amount of \$169,000 includes a balance of \$166,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
May 1, 1993	\$ 4,000
May 1, 1994	4,000
May 1, 1995	4,000
May 1, 1996	5,000
May 1, 1997	5,000
May 1, 1998	5,000
May 1, 1999	6,000
May 1, 2000	6,000
May 1, 2001	7,000
May 1, 2002	7,000
May 1, 2003	8,000
May 1, 2004	8,000
May 1, 2005	9,000
May 1, 2006	10,000
May 1, 2007	11,000
May 1, 2008	12,000
May 1, 2009	12,000
May 1, 2010	13,000
May 1, 2011	14,000
May 1, 2012	16,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Cap-aux-Meules.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$169,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on May 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

La municipalité de l'Île-du-Havre-Aubert s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er mai 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 19 (tel que modifié) — \$100,000 — travaux d'aqueduc; 27 (tel que modifié) — \$100,000 — travaux d'aqueduc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 19 avril 1972, à 8 heures du soir, (heure de l'Atlantique), Bureau de la Corporation, Case postale 36, Île-du-Havre-Aubert, comté des Îles-de-la-Madeleine, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Île-du-Havre-Aubert (Comté des Îles-de-la-Madeleine), ce 24 mars 1972.

Le secrétaire-trésorier,
LÉON REID.

Bureau de la Corporation, Case postale 36,
Île-du-Havre-Aubert, comté des Îles-de-la-Madeleine, P.Q.

Tél.: 937-5205, code 418.

45307-o

The Municipality of Île-du-Havre-Aubert agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after May 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 19 (as amended) — \$100,000 — aqueduct works; 27 (as amended) — \$100,000 — aqueduct works.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, April 19, 1972, at 8:00 o'clock p.m., (Atlantic Time), at the Corporation Office, Post Office Box 36, Île-du-Havre-Aubert, County of the Magdalen Islands, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Île-du-Havre-Aubert (County of the Magdalen Islands), March 24, 1972.

LÉON REID,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, Post Office Box 36,
Île-du-Havre-Aubert, County of the Magdalen Islands, P.Q.

Telephone: 937-5205, code 418.

45307

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-816-211-71. { LA BANQUE ROYALE DU CANADA, demanderesse, vs JEAN-GUY MORIN et LAURIER GATIEN, défendeurs, et JEAN-GUY TANGUAY, mis en cause, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montréal, mis en cause, ès-qualité.

(1) Le lot 239-22 de la paroisse de St-Laurent.

Ce certain emplacement situé au coin des rues Deguire et Grenet en la ville de St-Laurent, district de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision vingt-deux du lot deux cent trente-neuf (239-22) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant cent trois pieds et un dixième dans la ligne sud-est le long de la rue Deguire, quatorze pieds et quatorze centièmes dans la ligne sud, cent sept pieds dans la ligne sud-ouest le long de la rue Grenet, cent treize pieds et un dixième dans la ligne nord-ouest et cent seize pieds et sept dixièmes dans la ligne nord-est, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-816-211-71. { THE ROYAL BANK OF CANADA, plaintiff, vs JEAN-GUY MORIN and LAURIER GATIEN, defendants, and JEAN-GUY TANGUAY, mis en cause, and THE REGISTRAR for the Registration Division of Montreal, mis en cause, ès-qualité.

(1) Lot 239-22 of the Parish of St. Laurent.

That certain emplacement situate at the corner of Deguire and Grenet Streets in the City of St. Laurent, District of Montreal, known and designated as subdivision twenty-two of lot two hundred and thirty-nine (239-22) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, measuring one hundred and three feet and one-tenth of a foot in the southeast line along Deguire Street, fourteen feet and fourteen one-hundredths of a foot in the south line, one hundred and seven feet in the southwest line along Grenet Street, one hundred and thirteen feet and one-tenth of a foot in the northwest line and one hundred and sixteen feet and seven-tenths of a foot in the northeast line, all English measure and more or less.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 1745 de ladite rue Deguire.

Sujet à une servitude établie aux termes d'un acte entre l'emprunteur et la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, passé devant N. H. Caplan, notaire, le vingt-septième jour de février, mil neuf cent cinquante-huit et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le No 1324094.

Telle que ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ni réserve d'aucune sorte.

(2) Le lot 239-23 de la paroisse de St-Laurent.

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Deguire en la ville de St-Laurent, district de Montréal, et connu et désigné comme étant la subdivision vingt-trois du lot deux cent trente-neuf (239-23) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant cent trente pieds et neuf dixièmes de largeur en front; cent trente pieds et six dixièmes de largeur à l'arrière sur cent seize pieds et trois dixièmes de profondeur dans la ligne du côté nord-est et cent seize pieds et sept dixièmes de profondeur dans la ligne du côté sud-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 1735 de ladite rue Deguire.

Sujet à une servitude établie (i) aux termes d'un acte entre l'emprunteur et la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, passé devant N. H. Caplan, notaire, le vingt-septième jour de février, mil neuf cent cinquante-huit et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le No 1324094; (ii) aux termes d'un acte de servitude par l'emprunteur passé devant le notaire soussigné, ce jour, lequel sera enregistré incessamment audit bureau d'enregistrement.

Telle que ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ni réserve d'aucune sorte.

(3) Le lot 239-24 de la paroisse de St-Laurent.

Ce certain emplacement de forme irrégulière situé en la ville de St-Laurent, district de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision vingt-quatre du lot deux cent trente-neuf (239-24) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant cent douze pieds dans sa ligne sud-ouest le long de la rue Grenet, quatorze pieds et quatorze centièmes dans sa ligne ouest aussi le long de la rue Grenet, vingt-cinq pieds dans sa ligne nord-ouest longeant également la rue Grenet, trente-deux pieds et sept dixièmes dans son autre ligne ouest le long de la rue Grenet, étant une ligne courbe, trente-deux pieds et cinq dixièmes dans sa ligne nord, cent sept pieds dans sa ligne nord-est et quatre-vingt-cinq pieds et huit dixièmes dans sa ligne sud-est, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 1615 de ladite rue Grenet.

Sujet à une servitude établie aux termes d'un acte entre l'emprunteur et la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, passé devant N. H. Caplan, notaire, le

With the building thereon erected bearing civic number 1745 in said Deguire Street.

Subject to the servitude established under deed between the Borrower and The Bell Telephone Company of Canada executed before N. H. Caplan, Notary, on the twenty-seventh day of February, nineteen hundred and fifty-eight and registered in the Registry Office for the Registration Division of Montreal under No. 1324094.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

(2) Lot 239-23 of the Parish of St. Laurent.

That certain emplacement fronting on Deguire Street in the City of St. Laurent, District of Montreal and known and designated as subdivision twenty-three of lot two hundred and thirty-nine (239-23) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, measuring one hundred and thirty feet and nine-tenths of a foot in width in front, one hundred and thirty feet and six-tenths of a foot in width in rear by one hundred and sixteen feet and three-tenths of a foot in depth in the northeast side line and one hundred and sixteen feet and seven-tenths of a foot in depth in the southwest side line, all English measure and more or less.

With the building thereon erected known as civic number 1735 in said Deguire Street.

Subject to the servitude established under (i) deed between the Borrower and The Bell Telephone Company of Canada executed before N. H. Caplan, Notary, on the twenty-seventh day of February, nineteen hundred and fifty-eight and registered in the Registry Office for the Registration Division of Montreal under No. 1324094; (ii) Deed of servitude by the Borrower executed before the undersigned notary on the date hereof and which is to be registered in the said Registry Office forthwith.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

(3) Lot 239-24 of the Parish of St. Laurent.

That certain emplacement of irregular figure situate in the City of St. Laurent, District of Montreal, known and designated as subdivision twenty-four of lot two hundred and thirty-nine (239-24) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, measuring one hundred and twelve feet in its southwest line along Grenet Street, fourteen feet and fourteen one-hundredths of a foot in its west line also along Grenet Street, twenty-five feet in its northwest line also along Grenet Street, thirty-two feet and seven-tenths of a foot in its other westerly line along Grenet Street, which is a curved line, thirty-two feet and five-tenths of a foot in its north line, one hundred and seven feet in its northeast line and eighty-five feet and eight-tenths of a foot in its southeast line, all English measure and more or less.

With the building thereon erected known as Civic Number 1615 in said Grenet Street.

Subject to the servitude established under deed between the Borrower and The Bell Telephone Company of Canada executed before N. H. Caplan, Notary,

vingt-septième jour de février mil neuf cent cinquante-huit, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le No 1324094.

Telle que ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ni réserve d'aucune sorte.

(4) Le lot 239-25 de la paroisse de St-Laurent.

Ce certain emplacement de forme irrégulière, situé en la ville de St-Laurent, district de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision vingt-cinq du lot deux cent trente-neuf (239-25) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant trente pieds et cinq dixièmes le long de la ligne de la rue Grenet, étant une ligne courbe, quatre-vingt-dix-sept pieds dans la ligne nord, soixante-dix-huit pieds dans la ligne nord-ouest, cent six pieds dans la ligne nord-est, cent cinquante-sept pieds et neuf dixièmes dans la ligne sud-est, cent sept pieds dans la ligne sud-ouest et trente-deux pieds et cinq dixièmes dans la ligne sud, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 1625 de ladite rue Grenet.

Sujet aux servitudes établies (i) aux termes d'un acte entre l'emprunteur et la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, passé devant N. H. Caplan, notaire, le vingt-septième jour de février mil neuf cent cinquante-huit, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le No. 1324094; (ii) Aux termes d'un acte de servitude par l'emprunteur passé devant le notaire soussigné, ce jour, lequel sera enregistré incessamment audit bureau d'enregistrement.

Attendu que les égouts collecteurs et les conduites d'eau qui desservent la propriété par les présentes hypothéquée, partent de la rue en front connue comme étant la subdivision vingt-neuf dudit lot deux cent trente-neuf (239-29) et traversent la partie frontale de la propriété adjacente au nord-ouest qui appartient à l'emprunteur, et qui est connue comme étant la subdivision vingt-six dudit lot deux cent trente-neuf (239-26) pour rejoindre la bâtisse érigée sur ladite propriété hypothéquée, à l'endroit approximatif indiqué sur le plan ci-attaché et signé pour identification par l'emprunteur et le notaire soussigné, l'emprunteur, par les présentes, constitue par voie de destination du propriétaire une servitude permanente réelle sur ladite subdivision vingt-six dudit lot deux cent trente-neuf (239-26) en faveur de ladite propriété par les présentes hypothéquée, afin de permettre l'usage, l'entretien, la réparation et la reconstruction si et lorsque nécessaire desdits égouts collecteurs et conduites d'eau.

Telle que ladite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ni réserve d'aucune sorte.

(5) Le lot 239-26 de la paroisse de St-Laurent.

Ce certain emplacement de forme irrégulière situé en la ville de St-Laurent, district de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision vingt-six du lot deux cent trente-neuf (239-26) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant trente pieds et cinq dixièmes le long de la ligne de la rue Grenet,

on the twenty-seventh day of February, nineteen hundred and fifty-eight, and registered in the Registry Office for the Registration Division of Montreal under No. 1324094.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

(4) Lot 239-25 of the Parish of St. Laurent.

That certain emplacement of irregular figure situate in the City of St. Laurent, district of Montreal, known and designated as subdivision twenty-five of lot two hundred and thirty-nine (239-24) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, measuring thirty feet and five-tenths of a foot along the line of Grenet Street which is a curved line, ninety-seven feet in the north line, seventy-eight feet in the northwest line, one hundred and six feet in the northeast line, one hundred and fifty-seven feet and nine-tenths of a foot in the southeast line, one hundred and seven feet in the southwest line and thirty-two feet and five-tenths of a foot in the south line, all English measure and more or less.

With the building thereon erected known as civic number 1625 in the said Grenet Street.

Subject to the servitudes established under (i) Deed between the Borrower and The Bell Telephone Company of Canada executed before N. H. Caplan, Notary, on the twenty-seventh day of February, nineteen hundred and fifty-eight, and registered in the Registry Office for the Registration Division of Montreal under No. 1324094; (ii) Deed of servitude by the Borrower executed before the undersigned Notary on the date hereof and which is to be registered in the said Registry Office forthwith.

Whereas the sewage and water mains which serve the hereby hypothecated property lead from the street in front known as subdivision twenty-nine of said lot two hundred and thirty-nine (239-29) across the front portion of the adjoining property to the northwest which belongs to the Borrower and which is known as subdivision twenty-six of said lot two hundred and thirty-nine (239-26) to connect with the building on the said hypothecated property at approximately the location shown on the plan hereto annexed and signed for identification by the Borrower and the undersigned Notary, the Borrower does hereby constitute by destination of proprietor a real permanent servitude upon the said subdivision twenty-six of said lot two hundred and thirty-nine (239-26) in favour of the said hereby hypothecated property, to permit the use, maintenance, repair and reconstruction (if and when necessary) of the said sewage and water mains.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.

(5) Lot 239-26 of the Parish of St. Laurent.

That certain emplacement of irregular figure situate in the City of St. Laurent, District of Montreal, known and designated as subdivision twenty-six of lot two hundred and thirty-nine (239-26) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, measuring thirty feet and five-tenths of a foot along

était une ligne courbe, quatre-vingt-dix-sept pieds dans la ligne ouest, soixante-dix-sept pieds et sept dixièmes dans la ligne nord-ouest, cent trente-deux pieds dans la ligne nord-est, soixante-dix-huit pieds dans la ligne sud-est et quatre-vingt-dix-sept pieds dans la ligne sud, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 1635 de ladite rue Grenet.

Sujet aux servitudes établies (i) aux termes d'un acte entre l'emprunteur et la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, passé devant N. H. Caplan, notaire, le vingt-septième jour de février mil neuf cent cinquante-huit et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le numéro 1324094; (ii) Aux termes d'un acte de servitude par l'emprunteur passé devant le notaire soussigné, ce jour, et qui sera enregistré incessamment.

Attendu que les égouts collecteurs et les conduites d'eau qui desservent les propriétés adjacentes au sud-est et au nord-ouest qui appartiennent à l'emprunteur et qui sont connues comme étant respectivement les subdivisions vingt-cinq et vingt-sept dudit lot deux cent trente-neuf (239-25 et 27) partent de la rue en front connue comme étant la subdivision vingt-neuf dudit lot deux cent trente-neuf et traversant la partie frontale de ladite propriété hypothéquée par les présentes pour rejoindre les bâtisses érigées sur chacune des propriétés adjacentes aux endroits approximatifs indiqués sur le plan ci-attaché et signé pour identification par l'emprunteur et le notaire soussigné, l'emprunteur, par les présentes, constitue par voie de destination du propriétaire des servitudes permanentes réelles sur ladite propriété hypothéquée en faveur desdites deux propriétés adjacentes afin de permettre l'usage, l'entretien, la réparation et la reconstruction si et lorsque nécessaire desdits égouts collecteurs et conduites d'eau.

Telle que ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ni réserve d'aucune sorte.

(6) Le lot 239-27 de la paroisse de St-Laurent.

Ce certain emplacement de forme irrégulière situé en la ville de St-Laurent, district de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision vingt-sept du lot deux cent trente-neuf (239-27) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant trente pieds et cinq dixièmes le long de la ligne de la rue Grenet, étant une ligne courbe, trente-deux pieds et cinq dixièmes dans sa ligne ouest, cent sept pieds dans sa ligne sud-ouest, cent cinquante-sept dans sa ligne nord-ouest, cent six pieds dans sa ligne nord-est, soixante-dix-sept pieds et sept dixièmes dans sa ligne sud-est et quatre-vingt-dix sept pieds dans sa ligne est, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 1645 de ladite rue Grenet.

Sujet aux servitudes établies (i) Aux termes d'un acte entre l'emprunteur et la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, passé devant N. H. Caplan, notaire, le vingt-septième jour de février mil neuf cent cinquante-huit, et enregistré au bureau d'enregistrement

the line of Grenet Street which is a curved line, ninety-seven feet in the west line, seventy-seven feet and seven-tenths of a foot in the northwest line, one hundred and thirty-two feet in the northeast line, seventy-eight feet in the southeast line and ninety-seven feet in the south line, all English measure and more or less.

With the building thereon erected known as civic number 1635 on said Grenet Street.

Subject to the Servitudes established under (i) Deed between the Borrower and The Bell Telephone Company of Canada executed before N. H. Caplan, Notary, on the twenty-seventh day of February, nineteen hundred and fifty-eight and registered in the Registry Office for the Registration Division of Montreal under No. 1324094; (ii) Deed of Servitude by the Borrower executed before the undersigned Notary on the date hereof and which is to be registered forthwith.

Whereas the sewage and water mains which serve the adjoining properties to the southeast and northwest which belong to the Borrower and which are known as subdivisions twenty-five and twenty-seven respectively of the said lot two hundred and thirty-nine (239-25 and 27) lead from the street in front known as subdivision twenty-nine of said lot two hundred and thirty-nine across the front portion of the said hereby hypothecated property to connect with the buildings on the said respective adjoining properties at approximately the locations shown on the plan hereto annexed and signed for identification by the Borrower and the undersigned Notary, the Borrower does hereby constitute by destination of proprietor real permanent servitudes upon the said hypothecated property in favour of the said two adjoining properties to permit the use, maintenance, repair and reconstruction (if and when necessary) of the said sewage and water mains.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

(6) Lot 239-27 of the Parish of St. Laurent.

That certain emplacement of irregular figure situate in the City of St. Laurent, District of Montreal, known and designated as subdivision twenty-seven of lot two hundred and thirty-nine (239-27) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, measuring thirty feet and five-tenths of a foot along the line of Grenet Street which is a curved line, thirty-two feet and five-tenths of a foot in its west line, one hundred and seven feet in its southwest line, one hundred and fifty-seven feet in its northwest line, one hundred and six feet in its northeast line, seventy-seven feet and seven-tenths of a foot in its southeast line and ninety-seven feet in its east line, all English measure and more or less.

With the building thereon erected known as civic number 1645 in said Grenet Street.

Subject to the servitudes established under (i) Deed between the Borrower and The Bell Telephone Company of Canada, executed before N. H. Caplan, Notary, on the twenty-seventh day of February, nineteen hundred and fifty-eight, and registered in the Registry

de la division de Montréal, sous le No. 1324094; (ii) Aux termes d'un acte de servitude par l'emprunteur passé devant le notaire soussigné, ce jour, lequel sera enregistré incessamment audit bureau d'enregistrement.

Attendu que les égouts collecteurs et les conduites d'eau qui desservent la propriété par les présentes hypothéquée partent de la rue en front connue comme étant la subdivision vingt-neuf dudit lot deux cent trente-neuf (239-29) et traversent la partie frontale de la propriété adjacente au sud-est qui appartient à l'emprunteur, et qui est connue comme étant la subdivision vingt-six dudit lot deux cent trente-neuf (239-26) pour rejoindre la bâtisse érigée sur ladite propriété hypothéquée à l'endroit approximatif indiqué sur le plan ci-attaché et signé pour identification par l'emprunteur et le notaire soussigné, l'emprunteur, par les présentes, constitue par voie de destination du propriétaire une servitude permanente réelle sur ladite subdivision vingt-six dudit lot deux cent trente-neuf (239-26) en faveur de ladite propriété hypothéquée, afin de permettre l'usage, l'entretien, la réparation et la reconstruction si et lorsque nécessaire desdits égouts collecteurs et conduites d'eau.

Telle que ladite propriété se trouve présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendus « séparément », au bureau du protonotaire, à la Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4^e étage, pièce 195, le DEUXIÈME jour de MAI 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 16 mars 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
45278

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 812-871. { LES PLACEMENTS 4 SAISONS
INC., demanderesse-requérante, vs
Dame BÉRENGÈRE HOTTE DU-
PUIS et al, défenderesse-intimée.

« Un immeuble situé à Montréal, ayant front sur la rue Peel et composé de :

1° Un emplacement formant partie du lot originaire mille sept cent soixante et onze (Ptie 1771) du cadastre officiel du Quartier St-Antoine, mesurant vingt-cinq pieds (25') de largeur sur une profondeur de cent trente-cinq pieds (135'), mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie quant à des mesures exactes et borné comme suit: en front par la rue Peel, en arrière au sud-ouest par une ruelle commune de vingt pieds (20') de largeur formant partie dudit lot originaire, créée aux termes d'une convention entre William Denoon et la Succession Fronthingham par acte reçu devant W. de M. Marler, notaire, le 15 octobre 1885, au nord-ouest par une partie dudit lot originaire étant la propriété de Dame C. T. Shaw ou représentants, ayant une largeur de trente-trois pieds et six pouces (33'6") et séparant l'emplacement hypothéqué de l'emplacement appartenant à l'honorable Thomas Ryan ou ses représentants, et au

Office for the Registration Division of Montreal under No. 1324094; (ii) Deed of servitude by the Borrower executed before the undersigned Notary on the date hereof and which is to be registered in the said Registry Office forthwith.

Whereas the sewage and water mains which serve the hereby hypothecated property lead from the street in front known as subdivision twenty-nine of said lot two hundred and thirty-nine (239-29) across the front portion of the adjoining property to the southeast which belongs to the Borrower and which is known as subdivision twenty-six of said lot two hundred and thirty-nine (239-26) to connect with the building on the said hypothecated property at approximately the location shown on the plan hereto annexed and signed for identification by the Borrower and the undersigned Notary, the Borrower does hereby constitute by destination of proprietor a real permanent servitude upon the said subdivision twenty-six of said lot two hundred and thirty-nine (239-26) in favour of the said hypothecated property, to permit the use, maintenance, repair and reconstruction (if and when necessary) of the said sewage and water mains.

As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold "separately", at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th floor, Room No. 195, the SECOND day of MAY 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, March 16, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
45278-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 812-871. { LES PLACEMENTS 4 SAISONS
INC., plaintiff in appeal, vs Mrs.
BÉRENGÈRE HOTTE DUPUIS et al
respondent.

"An immovable located in Montreal, fronting on Peel Street and consisting of :

1. An emplacement forming part of original lot one thousand seven hundred and seventy-one (Pt. 1771) of the official cadastre of St. Antoine Ward, measuring twenty-five feet (25') in width by a depth of one hundred and thirty-five feet (135'), English measure and more or less, without guarantee of precise measurement and bounded as follows: in front by Peel Street, in the rear on the southwest by a common lane of twenty feet (20') in width forming part of the said original lot created under the terms of an agreement between William Denoon and the Fronthingham Estate by a deed executed before W. de M. Marler, notary, on October 15, 1885, on the northwest by a part of the said original lot being the property of Mrs. C. T. Shaw or representatives, containing a width of thirty-three feet and six inches (33'6") and separating the mortgaged emplacement from the emplacement belonging to the Honourable

sud-est par une autre partie dudit lot originaire, étant cette partie, la propriété de Dame E. A. Whitehead ou représentants.

Avec bâtisse y érigée portant le numéro civique 3462 de ladite rue Peel dont les murs latéraux et les clôtures sont mitoyens des deux côtés.

Avec droit de passage à pied et avec véhicules et animaux dans et sur ladite ruelle commune en arrière et dans un passage formant aussi partie dudit lot originaire numéro mille sept cent soixante et onze (1771) pour communiquer de ladite ruelle le long du côté sud-est de l'emplacement présentement décrit à ladite rue Peel. Tel que ledit immeuble se trouve présentement avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve de la part du vendeur.

2° Un emplacement étant la partie nord-ouest du lot connu comme étant le lot originaire numéro mille sept cent soixante et onze (Ptie N.O. 1771) du cadastre officiel du Quartier St-Antoine, contenant trente-trois pieds et dix pouces de largeur (33'10") en front et trente-trois pieds (33') de largeur en arrière sur cent quarante-cinq pieds (145') de profondeur, mesure anglaise, borné en front au nord-est par la rue Peel, en arrière au sud-ouest par une autre partie dudit lot originaire numéro mille sept cent soixante et onze, d'un côté au nord-ouest par le lot originaire numéro mille sept cent soixante-neuf et de l'autre côté au sud-est, partie par une autre partie dudit lot originaire mille sept cent soixante et onze (Ptie 1771) vendue par William Denoon à Mme J. C. Lonsdale, et partie par une autre partie dudit lot numéro mille sept cent soixante et onze formant une partie de la ruelle établie aux termes d'une convention entre les exécuteurs de George H. Fronthingham et William Denoon par acte reçu devant Me William de M. Marler, notaire, le quinze octobre mil huit cent quatre-vingt-cinq et enregistré sous le numéro 111497.

Avec une bâtisse y érigée portant le numéro civique 3466 de ladite rue Peel, dont le mur sud-est et le mur nord-ouest sont mitoyens, et dépendances y érigées.

Avec droit de passage en commun avec les autres dans la ruelle en arrière, et droit de passage dans et sur le passage laissé par William Denoon le long de la ligne de côté sud-est du lot numéro mille sept cent soixante et onze, de la rue Peel à la ruelle en arrière, et avec tous les droits attachés à ladite propriété et lui appartenant, incluant le droit de mitoyenneté dans le mur nord-ouest dudit immeuble sur une profondeur de trente-six pieds (36'), tel qu'établi aux termes d'une convention entre la succession de feu Edward Maxwell et enregistrée à Montréal sous le numéro 303106 et avec droit de maintenir l'extension du mur nord-ouest et de maintenir une vue et un chémin ayant vues sur la propriété adjacente au nord-ouest, le tout tel qu'établi aux termes d'une servitude réciproque avec la succession de feu Edward Maxwell enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 304456. Toutes les mesures ci-dessus sont mesures anglaises et plus ou moins.

Thomas Ryan or his representatives, and on the south-east by another part of the said original lot, this part being the property of Mrs. E. A. Whitehead or representatives.

With the building erected thereon numbered 3462 on said Peel Street, whose lateral walls and fences are common on both sides.

With a right of way on foot or with vehicles and animals on the said common lane in the rear and on a passage also forming part of said original lot number one thousand seven hundred and seventy-one (1771) communicating from the said lane along the southeast side of the emplacement presently described to the said Peel Street. As the said immovable now subsists with all its rights, appurtenances and dependencies, without exception nor reservation on the vendor's part.

2. An emplacement being the northwest part of the lot known as original lot number one thousand seven hundred and seventy-one (N.W. Pt. 1771) of the official cadastre of St. Antoine Ward, containing thirty-three feet and ten inches in width (33'10") in front and thirty-three feet (33') in width in the rear by one hundred and forty-five feet (145') in depth, English measure; bounded in front on the northeast by Peel Street, in the rear on the southwest by another part of said original lot number one thousand seven hundred and seventy-one, on one side on the northwest by original lot number one thousand seven hundred and sixty-nine and on the other side on the southeast partly by another part of said original lot one thousand seven hundred and seventy-one (Pt. 1771) sold by William Denoon to Mrs. J. C. Lonsdale, and partly by another part of said lot number one thousand seven hundred and seventy-one forming a part of the lane established under the terms of an agreement between the executors of George H. Fronthingham and William Denoon by a deed executed before Me William de M. Marler, notary, on the fifteenth day of October, one thousand eight hundred and eighty-five and registered under number 111497.

With a building erected thereon numbered 3466 on said Peel Street, whose southeast and northwest walls are common, and dependencies erected thereon.

With a right of way common with others on the lane in the rear, and a right of way in and on the passage left by William Denoon along the southeast side line of lot number one thousand seven hundred and seventy-one, from Peel Street to the lane in the rear, and with all right attaching to the said property and belonging to him, including the common right to the northwest wall of the said immovable on a depth of thirty-six feet (36'), as established under the terms of an agreement between the estate of the late Edward Maxwell and registered in Montreal under number 303106 and with the right to maintain the extension of the northwest wall and to maintain a view and a window overlooking the adjacent property to the northwest, the whole as established under the terms of a reciprocal servitude with the estate of the late Edward Maxwell registered in the Montreal Registry Office under number 304456. All the measurements hereinabove are English measure and more or less.

Tel que ledit immeuble se trouve actuellement avec tous les droits y attachés, sans aucune exception ni réserve de la part du vendeur.

3° Un emplacement ayant front sur la rue Peel connu et désigné comme étant la demie sud-est du lot mille sept cent soixante-neuf ($\frac{1}{2}$ S.E. 1769) du cadastre officiel du Quartier St-Antoine, de la Cité de Montréal, mesurant soixante pieds (60') de largeur sur une profondeur de cent quarante-cinq pieds (145'), mesure anglaise et plus ou moins; borné en front au nord-est par ladite rue Peel, en arrière par le lot numéro mille sept cent soixante-dix, d'un côté au nord-ouest par la moitié nord-ouest dudit lot mille sept cent soixante-neuf, et de l'autre côté au sud-est par cette partie du lot numéro mille sept cent soixante et onze dudit cadastre, appartenant à Dame Elizabeth Garman Shaw ou représentants.

Avec et sujet à un droit de motoyenneté dans le mur entre ladite propriété et à propriété au sud-est, connue comme la partie nord-ouest du lot numéro mille sept cent soixante et onze, appartenant à Dame E.G. Shaw ou représentant le tout tel qu'établi aux termes d'une déclaration de transmission reçue devant Me R. W. Gibb, notaire, le quatorze mars mil neuf cent trente-deux et enregistrée audit Bureau d'enregistrement sous le numéro 303106.

Avec et sujet à une servitude réciproque de droit en vue en faveur de et contre ladite propriété adjacente au sud-est, le tout tel que créé aux termes d'un acte de servitude réciproque reçu devant Me R. W. Gibb, notaire, le quatre avril mil neuf cent trente-deux et enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 304456.

Avec et sujet à une servitude réciproque de droit de passage avec véhicules et à pied en faveur de et contre l'emplacement présentement vendu et dans une lisière de terrain entre ladite propriété et la moitié nord-ouest du lot numéro mil sept cent soixante-neuf appartenant à Dame Doris Jack ou représentants, le tout tel qu'établi aux termes d'un acte de création de servitudes reçu devant Me G. C. Marler, notaire, le vingt-trois octobre mil neuf cent trente-neuf, et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 463784.

Avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 3480 et 3482 de ladite rue Peel.

Tel que le tout se trouve présentement avec tous ses droits, circonstances et dépendances sans exception ni réserve »

Pour être vendu séparément au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de justice de Montréal, 10 est rue Craig, 4^e étage, Chambre No 195, le DEUXIÈME jour de MAI 1972, à TROIS heures TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 16 mars 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
45276-0

As the said immovable now subsists with all rights attaching thereto, without exception or reservation on the vendor's part.

3. An emplacement fronting on Peel Street known and described as being the southeast half of lot one thousand seven hundred and sixty-nine ($\frac{1}{2}$ S.E. 1769) of the official cadastre of St. Antoine Ward, in the City of Montreal, measuring sixty feet (60') in width by a depth of one hundred and forty-five feet (145'), English measure and more or less; bounded in front on the northeast by the said Peel Street, in the rear by lot number one thousand seven hundred and seventy, on one side on the northwest by the northwest half of said lot one thousand seven hundred and sixty-nine and on the other side on the southeast by this part of lot number one thousand seven hundred and seventy-one of the said cadastre, belonging to Mrs. Elizabeth Garman Shaw or representatives.

With and subject to a common right to the wall between the said property and the property to the southeast, known as the northwest part of lot number one thousand seven hundred and seventy-one belonging to Mrs. E. G. Shaw or representative, the whole as established under the terms of a declaration of transmission executed before Me R. W. Gibb, notary, on the fourteenth day of March, one thousand nine hundred and thirty-two and registered at the said Registry Office under number 303106.

With and subject to a reciprocal servitude of right of view in favor of and against the said adjacent property on the southeast, the whole as created under the terms of a deed of reciprocal servitude executed before Me R. W. Gibb, notary, on the fourth day of April, one thousand nine hundred and thirty-two and registered at the said Registry Office under number 304456.

With and subject to a reciprocal servitude of right of way with vehicles or on foot in favor of and against the emplacement now sold and in a tract of land between said property and the northwest half of lot number one thousand seven hundred and sixty-nine belonging to Mrs. Doris Jack or representatives, the whole as established under the terms of a deed servitudes received before Me G. C. Marler, notary, on the twenty-third day of October, one thousand nine hundred and thirty-nine and registered in the Montreal Registry Office under number 463784.

With buildings erected thereon numbered 3480 and 3482 said Peel Street.

As the whole now subsists with all its rights, appurtenances and dependencies— without exception or reservation.

To be sold separately as the Prothonotary's Office, in the Superior Court, at the Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room No. 195, on the SECOND day of MAY, 1972, at THREE-THIRTY in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, March 16, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
45276

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 807-429. { VAL ROYAL BUILDING MATERIALS LTD., demanderesse, vs ANGEL CONSTRUCTION LTD., défenderesse, et LE REGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

a) Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent cinquante-trois du lot originaire deux cent quatre-vingt-trois (283-153) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 27 de la rue Hope à Pierrefonds;

b) Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent cinquante-quatre du lot originaire deux cent quatre-vingt-trois (283-154) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 25 de la rue Hope à Pierrefonds;

c) Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent cinquante-cinq du lot originaire deux cent quatre-vingt-trois (283-155) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 23 de la rue Hope à Pierrefonds;

d) Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent cinquante-six du lot originaire deux cent quatre-vingt-trois (283-156) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 21 de la rue Hope à Pierrefonds;

e) Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent cinquante-sept du lot originaire deux cent quatre-vingt-trois (283-157) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 19 de la rue Hope à Pierrefonds;

f) Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent cinquante-huit du lot originaire deux cent quatre-vingt-trois (283-158) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 17 de la rue Hope à Pierrefonds;

g) Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent cinquante-neuf du lot originaire deux cent quatre-vingt-trois (283-159) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 15 de la rue Hope à Pierrefonds;

h) Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent soixante du lot originaire deux cent quatre-vingt-trois (283-160) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 11 de la rue Hope à Pierrefonds;

i) Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent soixante et un du lot originaire deux cent quatre-vingt-trois (283-161) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 9 de la rue Hope à Pierrefonds;

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 807-429 { VAL ROYAL BUILDING MATERIALS LTD., plaintiff, vs ANGEL CONSTRUCTION LTD., defendant, and THE REGISTRAR of Montreal, mis en cause.

"(a) A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred and fifty-three of original lot two hundred and eighty-three (283-153) in the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève, with a building erected thereon numbered 27 Hope Street, in Pierrefonds;

(b) A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred and fifty-four of original lot two hundred and eighty-three (283-154) in the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève, with a building erected thereon numbered 25 Hope Street, in Pierrefonds;

(c) A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred and fifty-five of original lot two hundred and eighty-three (283-155) in the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève, with a building erected thereon numbered 23 Hope Street, in Pierrefonds;

(d) A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred and fifty-six of original lot two hundred and eighty-three (283-156) in the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève, with a building erected thereon numbered 21 Hope Street, in Pierrefonds;

(e) A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred and fifty-seven of original lot two hundred and eighty-three (283-157) in the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève, with a building erected thereon numbered 19 Hope Street, in Pierrefonds;

(f) A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred and fifty-eight of original lot two hundred and eighty-three (283-158) in the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève, with a building erected thereon numbered 17 Hope Street, in Pierrefonds.

(g) A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred and fifty-nine of original lot two hundred and eighty-three (283-159) in the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève, with a building erected thereon numbered 15 Hope Street, in Pierrefonds.

(h) A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred and sixty of original lot two hundred and eighty-three (283-160) in the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève, with a building erected thereon numbered 11 Hope Street, in Pierrefonds.

(i) A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred and sixty-one of original lot two hundred and eighty-three (283-161) in the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève, with a building erected thereon numbered 9 Hope Street, in Pierrefonds;

j) Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision cent soixante-deux du lot originaire deux cent quatre-vingt-trois (283-162) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 7 de la rue Hope à Pierrefonds. »

Pour être vendu séparément au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de justice de Montréal, 10 est rue Craig, 4^e étage, Chambre 195, le QUATRIÈME jour de MAI 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 17 mars 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
45279-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 814-104. { LUCIEN JUTRAS LTÉE., corps politique et incorporé ayant son siège social et principale place d'affaires à 4540 est rue Jarry, cité de St-Léonard, district de Montréal, demanderesse, *vs* SUCCESSION J. A. DI CROCE, 7720, boulevard Yves Prévost, Ville d'Anjou, district de Montréal, défenderesse.

« Ledit immeuble étant connu et désigné comme la subdivision 19, du lot originaire 431 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Longue Pointe, avec immeuble dessus érigé portant le numéro civique 7720, sur la rue Yves Prévost, à Ville d'Anjou, district de Montréal »;

Lesdits lots étant décrits aux plan et livre de renvoi officiels comme étant la subdivision 754P du lot originaire 424, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Longue Pointe, à Montréal, lesdits lots étant décrits comme suit:

Subdivision d'une partie du lot No 424.

De forme irrégulière, bornée vers le nord-ouest par le boulevard Métropolitain, étant une partie non divisée du lot No. 424, et par une autre partie du lot 424; vers le nord et le nord-est par le boulevard Du Roi René, étant une partie non divisée du lot No. 424; vers le sud-est et le sud-ouest par une autre partie non divisée du lot No. 424, mesurant quatre-vingt-dix-neuf pieds et quatre-vingt-douze centièmes (99.92') dans sa ligne nord-ouest le long du boulevard Métropolitain; cent soixante quinze pieds (175') dans l'autre ligne nord-ouest; vingt-huit pieds et vingt-quatre centièmes (28.24') dans sa ligne nord; deux cent quarante-cinq pieds et quatre-vingt-six centièmes (245.86') dans la ligne nord-est; deux cent quatre-vingt-dix-sept pieds (297') dans la ligne sud-est; cent pieds (100') et cent soixante cinq pieds (165') dans les deux lignes sud-ouest, contenant en superficie quarante-neuf mille quatre cent quatre-vingt-un (49,481'), mesure anglaise. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est rue Craig, 4^e étage, 195, le QUATRIÈME jour de MAI 1972, à DEUX heures TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 17 mars 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
45275-0

(j) A certain emplacement known and described as being subdivision one hundred and sixty-two of original lot two hundred and eighty-three (283-162) in the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève, with a building erected thereon numbered 7 Hope Street, in Pierrefonds. »

To be sold separately at the Prothonotary's Office, in the Superior Court, at the Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room No. 195, on the FOURTH day of MAY, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, March 17, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
45279

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 814-104. { LUCIEN JUTRAS LTÉE., body politic and corporate, having its head office and principal place of business at 4540 Jarry Street East, City of St. Léonard, District of Montreal, plaintiff, *vs* THE ESTATE OF J. A. DI CROCE, 7720 Yves Prévost Boulevard, Town of Anjou, district of Montreal, defendant.

«The said immovable known and described as subdivision 19 of original lot 431 in the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, with an immovable erected thereon numbered 7720 Yves Prévost Street, in the town of Anjou, district of Montreal.

The said lots being described in the official plan and book of reference as being subdivision 754P of original lot 424, in the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, in Montreal, the said lots being described as follows:

Subdivision of a part of lot No. 424.

Of irregular form, bounded towards the northwest, by Métropolitain Blvd. being an undivided part of lot No. 424 and by another part of lot 424, towards the north and the northeast by Du Roi René Blvd., being an undivided part of lot No. 424, towards the southeast and the southwest by other undivided part of lot No. 424, measuring ninety-nine feet and ninety-two hundredths (99.92') in the northwest line along Metropolitan Blvd., one hundred and seventy-five feet (175') in the other northwest line, twenty-eight feet and twenty-four hundredths (28.24') in the north-line, two hundred and forty-five feet and eighty-six hundredths (245.86') in the northeast line, two hundred and ninety-seven feet (297') in the southeast line, one hundred (100') feet and one hundred and sixty-five feet (165') in the two southwest lines, forming an area of forty-nine thousand four hundred and eighty-one feet (49,481'), English measure. »

To be sold at the Prothonotary's Office, in the Superior Court, at the Montreal Court House, 10 Craig Street East, on the 4th Floor, Room No. 195, on the FOURTH day of MAY, 1972, at TWO-THIRTY in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, March 17, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
45275

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Division de Faillite: { **BANQUE CANADIENNE**
No 11,214-G, { **NATIONALE**, corpora-
Ex-Parte: 18-000205-72. } tion légalement constituée,

d'affaires en les cité et district de Montréal, requérante,
vs S.O. CONSTRUCTION LTÉE, débitrice faillie
présentement en possession de Jacques Huard, 507
Place d'Armes, Suite 1207, Montréal, P.Q., défendeur.

« Un emplacement situé en la Ville de St-Hubert, sur
la rue Hubert Guertin, connu et désigné comme étant
le lot numéro sept cent quatre-vingt-dix-sept de la sub-
division officielle du lot originaire numéro cent soixante-
deux (162-797) des plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse de St-Hubert, division d'enregistrement de
Chambly;

Avec bâtisse portant le numéro civique 5455 de ladite
rue Hubert Guertin, à St-Hubert;

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes
les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes
attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du
comté de Chambly, 201 Place Charles Lemoine, Édifice
Montval, à Longueuil, P.Q., le TROISIÈME jour de
MAI 1972, à DIX heures TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 16 mars 1972. 45272-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 815-751. { **VINCENZO CORONATTI**, de la
cité de St-Léonard, district de
Montréal, 7475 rue Millette, demandeur;

vs ELIO DI GIOVANNI, de la cité de Montréal-Nord,
district de Montréal, 10564 rue Pigeon; **VINCENZO**
DI GIOVANNI, des cité et district de Montréal, 8094
rue DeLorimier; **NICOLAS DEMICHELE**, de la cité
de Montréal-Nord, district de Montréal, 2154 rue
Champdoré, (Place d'affaires: 3841 rue Monselet,
Montréal-Nord), défendeurs.

« Un certain immeuble connu et désigné comme étant
la subdivision du lot numéro quatre cent soixante-
neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro
vingt-huit (28-469) et la subdivision du lot numéro
dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire
numéro vingt-six (26-18) aux plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet, avec les
bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques
5631 et 5633 de la rue Léopold-Pouliot, en la cité de
Montréal-Nord, district de Montréal. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, à la
Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est,
rue Craig, 4e étage, pièce 195, le DEUXIÈME jour
de MAI 1972, à DEUX heures TRENTE de l'après-
midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 16 mars 1972. 45274

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Bankruptcy Division: { **BANK CANADIAN NA-**
No. 11,214-G, { **TIONAL**, a corporation
Ex-Parte: 18-000205-72. } legally incorporated, having

business in the City and District of Montreal, plaintiff,
vs S.O. CONSTRUCTION LTÉE., bankrupt debtor,
presently in the possession of Jacques Huard, 507 Place
d'Armes, Suite 1207, Montreal, P.Q., defendant.

“An emplacement located in the City of Saint-
Hubert, on Hubert Guertin Street, known and described
as lot number seven hundred and ninety-seven of the
official subdivision of original lot number one hundred
and sixty-two (162-797) on the official plan and book of
reference for the parish of St. Hubert, Registration
Division of Chambly;

With a building bearing civic number 5455 of the
said Hubert Guertin Street, in St. Hubert;

As the whole presently subsists, with all the active
and passive, apparent or unapparent servitudes attach-
ing to the said immovable.”

To be sold at the County of Chambly Registry
Office, 201 Place Charles Lemoine, Montval Building,
in Longueuil, P.Q., on the THIRD day of MAY, 1972,
at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, March 16, 1972. 45272

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 815-751. { **VINCENZO CORONATTI**, of the
city of St-Léonard, district of
Montreal, (7475 Millette Street); plain-
tiff; *vs* ELIO DI GIOVANNI, of the City of Montreal-
North, District of Montreal (10,564 Pigeon Street),
VINCENZO DI GIOVANNI, of the City and district
of Montreal, (8094 DeLorimier Street), **NICOLAS**
DEMICHELE, of the City of Montreal-North,
district of Montreal (2154 Champdoré Street) (Business
Address: 3841 Monselet Street, Montreal North),
defendants.

“A certain immovable property known and described
as subdivision lot number four hundred and sixty nine
of the official subdivision of original lot number
twenty-eight (28-469) and subdivision lot number
eighteen of the official subdivision of original lot number
twenty-six (26-18) upon the official plan and book of
reference for the Parish of Sault-au-Récollet, together
with the buildings thereon erected bearing civic numbers
5631 and 5633 Léopold Pouliot Street, in the City of
Montreal-North, district of Montreal. ”

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior
Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street
East, 4th floor, Room No. 195, the SECOND day of
MAY 1972, at TWO THIRTY in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, March 16, 1972. 45274-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Division de Faillite: { **BANQUE CANADIENNE**
No 11,214-K, { **NATIONALE**, corpora-
Ex-Parte: 18-000206-72. { tion légalement constituée,
ayant son siège et place d'affaires en les cité et district de Montréal, requérante, *vs* S.O. CONSTRUCTION LTÉE., débitrice faillie présentement en possession de Jacques Huard, syndic, 507 Place d'Armes, Suite 1207, Montréal, défendeur.

« Un emplacement situé en la Ville de St-Hubert, sur la rue Hubert Guertin, connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-deux (162-800) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly;

Avec bâtisse portant le numéro civique 5425 de ladite rue Hubert Guertin, à St-Hubert;

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le TROISIÈME jour de MAI 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,

Montréal, 16 mars 1972.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

45269

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 803-232. { **LA SOCIÉTÉ TRUST ROYAL**, corps
politique et incorporé, dûment constitué selon la loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* WALTER AEBERSOLD, des cité et district de Montréal, où il réside au 7715 rue Mountain, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Thorndale dans la ville de Pierrefonds, province de Québec, connu et désigné comme étant la resubdivision deux de la subdivision deux cent trente-huit du lot cent soixante-dix-huit (178-238-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, mesurant quarante-cinq pieds (45') en front ou dans sa ligne nord-est; soixante-dix pieds et trois dixièmes de largeur à l'arrière ou dans sa ligne sud-ouest (70.3'); cent trois pieds et quinze centièmes (103.15') dans sa ligne du côté sud-est et cent pieds (100') dans sa ligne nord-ouest.

Toutes les dimensions sont en mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison d'un étage dessus construite portant le numéro civique 4223 de ladite avenue Thorndale.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, à la Cour Supérieure, Palais de justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4^e étage, pièce 195, le TROISIÈME jour de MAI 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,

Montréal, le 16 mars 1972.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

45277

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Bankruptcy Division: { **BANK CANADIAN NA-**
No. 11,214-K, { **TIONAL**, a corporation
Ex-Parte: 18-000206-72. { legally incorporated, having
its head office and place of business in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* S.O. CONSTRUCTION LTÉE., bankrupt debtor, presently in the possession of Jacques Huard, trustee, 507 Place d'Armes, Suite 1207, Montreal, defendant.

“An emplacement located in the City of Saint-Hubert, on Hubert Guertin Street, known and described as lot number eight hundred of the official subdivision of original lot number one hundred and sixty-two (162-800) on the official plan and book of reference for the parish of St. Hubert, Registration Division of Chambly;

With a building bearing civic number 5425 of the said Hubert Guertin Street, in St. Hubert;

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable.”

To be sold at the Registry Office of Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the THIRD day of MAY, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Superior Court,

Montreal, March 16, 1972.

PAUL ST-MARTIN,

Assistant Sheriff.

45269

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 803-232. { **THE ROYAL TRUST COMPANY**,
a body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* WALTER AEBERSOLD, of the city and district of Montreal, and therein residing at 7715 Mountain Street, defendant.

An emplacement fronting on Thorndale Avenue in the town of Pierrefonds, in the Province of Québec, known and designated as resubdivision two of subdivision two hundred and thirty eight of lot one hundred and seventy eight (178-238-2) on the official plan and book of reference of the Parish of Ste-Geneviève measuring forty five feet (45') in its northeasterly or front line, seventy feet and three tenths of a foot in width in its southwesterly or rear line, one hundred and three feet and fifteen hundredths of a foot (103.15') in its southeasterly side line and one hundred feet (100') in its northeasterly side line.

All measurements are English measure and more or less.

With the one storey dwelling house thereon erected bearing civic number 4223 of said Thorndale Avenue.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room No 195, the THIRD day of MAY 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Superior Court,

Montreal, March 16, 1972.

PAUL ST-MARTIN,

Assistant Sheriff.

45277-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Division de Faillite: { **BANQUE CANADIENNE**
No 11,214-J, { **NATIONALE**, corpora-
Ex-Parte: 000202. { tion légalement constituée,
ayant son siège social et place

d'affaires en les cité et district de Montréal, requérante,
vs S.O. CONSTRUCTION LTÉE., débitrice faillie
présentement en possession de Jacques Huard, ès-qua-
lité de syndic, 507 Place d'Armes, Suite 1207, Montréal,
P.Q., défendeur.

« Un emplacement situé en la Ville de St-Hubert, sur
la rue Hubert Guertin, connu et désigné comme étant
le lot numéro sept cent quatre-vingt-dix-neuf de la
subdivision officielle du lot originaire numéro cent
soixante-deux (162-799) des plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse de St-Hubert, division d'enregis-
trement de Chambly;

Avec bâtisse portant le numéro civique 5435 de ladite
rue Hubert Guertin, à St-Hubert;

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes
les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes
attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de
Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval,
Longueuil, P.Q., le TROISIÈME jour de MAI 1972,
à DOUZE heures (midi) de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 17 mars 1972. 45273-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Division de Faillite: { **BANQUE CANADIENNE**
No 11,214-I, { **NATIONALE**, corpora-
Ex-Parte: 000203. { tion légalement constituée,
ayant son siège social et place

d'affaires en les cité et district de Montréal, requérante,
vs S.O. CONSTRUCTION LTÉE., débitrice faillie
présentement en possession de Jacques Huard, ès-qua-
lité de syndic, 507 Place d'Armes, Suite 1207, Montréal,
P.Q., défendeur.

« Un emplacement situé en la ville de St-Hubert, sur
la rue Hubert Guertin, connu et désigné comme étant
le lot numéro huit cent deux de la subdivision officielle
du lot originaire numéro cent soixante-deux (162-802)
des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

Avec bâtisse portant le numéro civique 5405 de ladite
rue Hubert Guertin, à St-Hubert;

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes
les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes
attachées audit immeuble; »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de
Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Mont-
val, Longueuil, P.Q. le TROISIÈME jour de MAI 1972,
à ONZE heures TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 17 mars 1972. 45270-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Bankruptcy Division: { **BANK CANADIAN NA-**
No. 11,214-J, { **TIONAL**, a corporation
Ex-Parte: 000202. { legally incorporated, having
its head office and place of

business in the City and District of Montreal, plaintiff,
vs S.O. CONSTRUCTION LTÉE., bankrupt debtor,
presently in the possession of Jacques Huard, in his
capacity as trustee, 507 Place d'Armes, Suite 1207,
Montreal, P.Q., defendant.

“An emplacement located in the City of Saint-
Hubert, on Hubert Guertin Street, known and described
as lot number seven hundred and ninety-nine of the
official subdivision of original lot number one hundred
and sixty-two (162-799) on the official plan and book of
reference for the Parish of St. Hubert, Registration
Division of Chambly;

With a building bearing civic number 5435 of the
said Hubert Guertin Street, in St. Hubert;

As the whole presently subsists, with all the active
and passive, apparent or unapparent servitudes attach-
ing to the said immovable.”

To be sold at the Registry Office of Chambly, 201
Place Charles Lemoyne, Montval Building, Longueuil,
P.Q., on the THIRD day of MAY, 1972, at TWELVE
o'clock noon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, March 17, 1972. 45273

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Bankruptcy Division: { **BANK CANADIAN NA-**
No. 11,214-I, { **TIONAL**, a corporation
Ex-Parte: 000203. { legally incorporated, having
its head office and place of

business in the City and District of Montreal, plaintiff,
vs S.O. CONSTRUCTION LTÉE., bankrupt debtor,
presently in the possession of Jacques Huard, in his
capacity as 507 Place d'Armes, Suite 1207, Montreal,
P.Q., defendant.

“An emplacement located in the City of Saint-
Hubert, on Hubert Guertin Street, known and described
as lot number eight hundred and two of the official
subdivision of original lot number one hundred and
sixty-two (162-802) on the official plan and book of
reference for the Parish of St. Hubert, Registration
Division of Chambly;

With a building bearing civic number 5405 of the
said Hubert Guertin Street, in St. Hubert;

As the whole presently subsists, with all the active
and passive, apparent or unapparent servitudes attach-
ing to the said immovable;”

To be sold at the County of Chambly Registry Office,
201 Place Charles Lemoyne, Montval, Building in
Longueuil, P.Q., on the THIRD day of MAY, 1972, at
ELEVEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, March 17, 1972. 45270

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Division de Faillite:

No 11,214-H,

Ex-Parte: 000204.

BANQUE CANADIENNE
NATIONALE, corpora-
tion légalement constituée,
ayant son siège social et place

d'affaires en les cité et district de Montréal, requérante,
vs S.O. CONSTRUCTION LTÉE., débitrice faillie
présentement en possession de Jacques Huard, 507
Place d'Armes, Suite 1207, Montréal, défendeur.

« Un emplacement situé en la Ville de St-Hubert, sur
la rue Hubert Guertin, connu et désigné comme étant
le lot numéro huit cent un de la subdivision officielle
du lot originaire numéro cent soixante-deux (162-801)
des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly;

Avec bâtisse portant le numéro civique 5415 de ladite
rue Hubert Guertin, à St-Hubert;

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes
les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes
attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de
Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Mont-
val, Longueuil, P.Q. le TROISIÈME jour de MAI 1972,
à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,

Montréal, 16 mars 1972.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

45271-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Bankruptcy Division:

No 11,214-H,

Ex-Parte: 000204.

BANK CANADIAN NA-
TIONAL, a corporation
legally incorporated, having
its head office and place of

business in the City and District of Montreal, plaintiff,
vs S.O. CONSTRUCTION LTÉE., bankrupt debtor,
presently in the possession of Jacques Huard, 507 Place
d'Armes, Suite 1207, Montreal, defendant.

"An emplacement located in the City of Saint-
Hubert, on Hubert Guertin Street, known and described
as lot number eight hundred and one of the official
subdivision of original lot number one hundred and
sixty-two (162-801) on the official plan and book of
reference for the Parish of St. Hubert, Registration
Division of Chambly;

With a building bearing civic number 5415 of the
said Hubert Guertin Street, in St. Hubert;

As the whole presently subsists, with all the active
and passive, apparent or unapparent servitudes atta-
ching to the said immovable."

To be sold at the Registry Office of Chambly, 201
Place Charles Lemoyne, Montval Building, Longueuil,
P.Q., on the THIRD day of MAY, 1972, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Superior Court,

Montreal, March 16, 1972.

PAUL ST-MARTIN,

Assistant Sheriff.

45271

INDEX No 13

Partie I: avis juridiques — Part I: Juridical notices

AVIS DIVERS

St-Charles de Lachenaie, munic. (<i>Requête-Petition</i>)	3037
---	------

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

Demandes:

Abel, Edward	3023
Gencoglu, Tanyal	3022
Julien, Fidèle	3022
Laperle, Mildred Leona	3023
Michaud, Paul	3023
Pakonen, Lahja Veikko Heikki	3022
Pascal, Cornelius	3023
Perezstegi, Emmerich	3023

MISCELLANEOUS NOTICE

CHANGE OF NAME ACT

Applications:

Jamaica Investments Ltd.	3019
Jeanneau (P.) Autos limitée	3019
Jobet limitée	3019
Lachambre (Roger) inc.	3019
Laroche (J.-I.) et Cie, limitée	3019
Merchants' Realty Co.	3020
Metropole Parking Inc.	3020
Midon Corporation	3020
Millico Inc.	3020
Nadeau et Dumont inc.	3020
Orion Realty Management Co. Inc.	3020
Porcheres Canadiennes ltée (Les)	3021
Quatorze-Soixante-Deux Guy inc.	3021
Saint-Ruth inc.	3021
Société Colombienne des Trois-Rivières limitée (La)	3021
St-Laurent Lumber Co., Ltd.	3017
St-Lawrence Granite Corp.	3021
Three Star Realities Ltd.	3021
Thurcrag Ltd.	3022
Toilet Laundries (Québec) Limited	3022
220 Club Inc. (The)	3018

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES

EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES

Siège social:

Head Office:

Dodwell and Company, Limited	3034
------------------------------	------

COMPAGNIES LOI DES

COMPANIES ACT

Demandes d'abandon de charte

Applications for Surrender of Charter

Alexandra Realities Corporation	3024
Asselin (Henri) & Fils ltée	3025
Bulaf Construction ltée	3026
Century Finance Corporation	3025
Club récréatif Shawlab	3026
E.B. Investment Corporation	3025
Harvel Realty Corporation	3025
Holmby Holdings Inc.	3024
Hôpital Providence Hospital inc.	3025
Medic Administration Inc.	3026
Morocco Development Corp.	3026
Pecanokee Fish & Game Club Inc.	3026
Shawlab Recreational Club	3026

Dissoutes

Dissolved

Assurance Brazeau inc.	3016
Bélanger inc.	3016
Berma Construction Inc.	3017
Bissonnette (R.) ltée	3017
Bolduc (Édouard) inc.	3017
Cadets Laménais de Naudville inc. (Les)	3017
Cendrillon inc.	3017
Cie de Bois St-Laurent, ltée (La)	3017
Club 220 inc. (Le)	3018
Edinburgh Investments Ltd.	3018
Filma Construction Inc.	3018
Gendron (Fred) inc.	3018
Granville Corp. (The)	3018
Hi-Style House Inc.	3018
Hôtel Union Alma ltée	3019

Divers

Miscellaneous

Club de Voile Deux-Montagnes inc. (<i>Règl.-By-laws</i>)	3035
Mystic Recreational Association Inc. (<i>Règl.-By-laws</i>)	3035

Lettres patentes

Letters Patent

A.D.G. Mini Equipment Inc.	2984
A.N.J. Castings Inc.	2932
Able Forwarding Limited	2932
Adria Travel Service Inc.	2933
Agence de voyage Adria inc.	2933
Allied Building Services (Québec) Ltd.	2933
Altair Vacations Québec Ltd.	2933
Aménagements Mont-Cascades ltée (Les)	2987
Ameublement Commercial de Québec ltée	2934
Ameublement Jetland ltée	2934
Ameublements Desrochers ltée	2935

Lettres patentes	Letters Patent	Club de moto-neige Les Montagnards (Rouge- mont, St-Damase) inc.	2954
<i>(suite)</i>	<i>(continued)</i>		
Amis de l'Université de Sherbrooke (Les).....	2935	Club de ski Amabaie inc.	2955
Amos Development Corp.	2935	Club des Chevaliers St-Gédéon inc. (Le)....	2955
Anshell Industries Inc.	2936	Club des sports St-Casimir inc.	2955
Anuco Manufacturing Inc.	2936	Club moto-neige Pitman.	2956
Appartements Lambert Closse ltée (Les)....	2937	Club optimiste de Rouyn-Noranda inc.	2956
Arcadie Investments Inc.	2937	Colco inc.	2956
Arduini Music Inc.	2988	Compagnie d'entretien Acadia inc. (La)....	2957
Association des concessionnaires Datsun du Québec inc.	2937	Congen inc.	2957
Association des notaires de la province de Québec inc. (L')	2938	Construction Arc-en-Ciel ltée.	2958
Association des relationnistes du Québec.	2938	Construction Gimimo ltée.	2958
Association féminine de curling du Québec.	2939	Construction Jonquille ltée.	2958
Association sportive Mont Rouge de Lingwick inc.	2979	Corporation exécutive de l'Amérique du Nord (La)	2991
Atlantic Parking Ltd.	2939	Cossette (J.-Marc) inc.	2959
Au Manoir de la Calèche (St-Félicien) ltée.	2940	Coutu (Alpha) & Fils ltée.	2959
Audemane inc.	2940	Créations Tissus Vasilio ltée.	2959
Autobus Normandin ltée.	2941	Crittall (Québec) Limited.	2960
Barry (Denis) inc.	2941	Dialin Printing Ltd.	2960
Beaudoin (Louis R.) inc.	2941	Distributeurs Tarmar inc.	3008
Bega Lobster House Inc.	2942	District of Bedford General Radio Service Operators Association Inc. (The)	2961
Bell-Kay Investments Inc.	2942	Divad Investments Ltd.	2961
Berden Investments Ltd.	2974	Dominion Industrial and Home Cleaning Ltd.	2961
Boot Rack Sales Ltd.	2942	Dorchester Mini-Market Limited.	2962
Bow Immoveables Ltd.	2973	Doveron Stationers (Québec) Inc.	2962
Brian (Anthony) Associates Inc.	2943	Dufresne Piling (Québec) Limited.	2963
Bruchési, Jobidon, Bazinet & Cie ltée.	2943	Durand (Georges H.) ltée.	2963
Bubble Toy Sales and Promotions Ltd.	2944	Edward Brush Manufacturing Limited.	2963
C and G Import Co. Ltd.	2944	Entreprises Charbonneau-Senay inc. (Les)	2964
C.A.B. Construction Inc.	2944	Entreprises J P Chénier ltée (Les)	2964
C.B.G. Building Supplies Inc.	2982	Entreprises Tandem ltée.	3007
C.M.D. Graphic Industries Inc.	2945	Entreprises Terre de Sol inc.	2964
C.P. Cartage Corp.	2945	Entreprises Wal-Mir inc. (Les)	3012
Cabbage Willows Club Inc.	2945	Équipements L.E.S. inc. (Les)	2965
Camping La Bourgade inc.	2946	Équipements de bureau Kent inc.	2976
Canplast Ltd.	2946	Exorper inc.	2965
Cantech Resources Limited.	2946	Explorations Terra Scan limitée (Les)	3008
Carnival Rugs Ltd.	2947	Farsen Trading Corp.	2966
Caybridge Ressources Ltd.	2947	Fashion I. Sportswear Inc. (The)	2966
Centre d'animation jeunesse de Shawinigan inc.	2948	Father Dowd Memorial Home (The)	2966
Centre de Plein Air de Montmagny inc.	2948	Fédération des associations de manufacturiers de chaussures de la province de Québec (La)	2967
Centre du papier de l'Estrie inc.	2948	Ferme Sydney Liverant inc. (La)	2967
Centre Image et Sons (Montréal) inc.	2949	Field Variety Stores Ltd.	2967
Centre médical de Roberval inc.	2949	Forbin Corporation.	2968
Chartier Petroleum Ltd.	2994	FoRoCo inc.	2968
Chelsea Street Belt Co. Ltd.	2950	Fraternité Étudiante de l'Estrie (F.E.E.) inc. (La)	2969
Choeur du Richeleu inc. (Le)	2950	Friends of the University of Sherbrooke (The)	2935
Cie de pierre de St-Jérôme inc. (La)	2950	Gagnon (I.) & fils inc.	2969
Citox Oxygen Ltd.	2951	Gala Investments Inc.	2969
Classic Fruit Bowl Ltd.	2951	Geno Shoe Corp.	2970
Clément Transport Inc.	2952	Gerard Bakery Inc.	2970
Clique lions de Jonquière inc.	2952	Gestionaide inc.	2970
Club Cabbage Willows inc.	2945	Good Health Equipment Limited.	2971
Club d'auto-neige Laprairie inc.	2952	Grand Holdings Corporation Ltd.	2971
Club d'auto-neige Val-Morin inc.	2953	Herd & Charton (1971) inc.	2972
Club de courses de poneys Larochelle inc.	2953	Hôtel St-Louis (La Sarre) inc.	2972
Club de l'Âge d'Or de Laprairie (Le)	2953	I.J.R. Trading Inc.	2972
Club de l'Âge d'Or de St-Hubert.	2954	Immeubles Arc ltée (Les)	2973
		Immeubles Pollack limitée (Les)	2996

Lettres patentes

Letters Patent

(suite)

(continued)

Immeubles Tempo ltée. (Les).....	3008
Industries Anshell inc. (Les).....	2936
Industries du Textile Vendome inc. (Les)....	3010
Innovation Tours & Travel Inc.....	2973
Institutional Television Systems Ltd.....	2974
International Yacht Club Inc.....	2974
Investissements Berden ltée (Les).....	2974
Irving's Sirloin Barn Inc.....	2975
Jason Industrial (Canada) Ltd.....	2975
Jetland Furniture Ltd.....	2934
Jonquil Construction Ltd.....	2958
Kelimpex Ltd.....	2976
Kent Office Supplies Inc.....	2976
Kilsallagh Realities (Québec) Ltd.....	2976
Kolotely Corporation Inc.....	2977
Lakeshore Fabrics Inc.....	2977
Lamy, Vézina Equipment Ltd.....	2977
Langlois (Philippe) inc.....	2978
Léger (Paul) ltée.....	2978
Lennox Pants Inc.....	2979
Smagaren (Leonard) Inc.....	2979
Lingerie Betty (1971) inc.....	2979
M. T. Enterprises Ltd.....	2980
Mahovlitch (Peter) Inc.....	2980
Maison du homard Bega inc.....	2942
Marché Marseille inc.....	2981
Marois et Séguin inc.....	2981
Masivor Corporation.....	2981
Matériaux de construction C.B.G. inc.....	2982
Matériaux de construction La Tuque ltée (Les).....	2982
Mellwood Investments Inc.....	2982
Melrose Pizzaria & Restaurant Inc.....	2983
Mercantile Property Corporation.....	2983
Meubles Prévost inc.....	2984
Mime Omnibus inc.....	2984
Mini équipements A.D.G. inc. (Les).....	2984
Mirabau-Riverin inc.....	2985
Miracle Figure Reducing Studio of Dorval Inc.....	2985
Miracle Figure Reducing Studio of St-Jérôme Inc.....	3005
Miracle Figure Reducing Studio of Three Rivers Inc.....	3006
Mod Pant Shack Limited.....	2986
Modular Design Concepts Ltd.....	2986
Monarch Printing & Advertising Ltd.....	2986
Mont-Cascades Developments Ltd.....	2987
Montreal Pastry Ltd.....	2987
Morris Bros. Tire Distributors Ltd.....	2988
Motel Picardie (Dorion) inc.....	2988
Moulages A.N.J. inc.....	2932
Musique Arduini inc.....	2988
Arduini Music Inc.....	2988
Mutual Equity Corporation Limited.....	2989
Namor Construction Inc.....	2989
Nate's Delicatessen & Steak House (Hull) Li- mited.....	2990
Nathen Kaplan Studio Inc.....	2990
Nordic Motel Inc.....	2990

North American Executive Corporation.....	2991
North Shore Rubber & Plastics Ltd.....	2991
Northerly Industrial Corporation.....	2991
Norvestment Research Inc.....	2992
Oxygène Citox ltée.....	2951
Packaging Automation Machinery Co. Ltd....	2992
Panteen Inc.....	2993
Paquette (Robert) Autobus Inc.....	2993
Paranex ltée.....	2993
Pâtisserie la Saveur (1971) inc.....	2994
Pâtisserie Montréal ltée.....	2987
Pem-Aire inc.....	2994
Pétroles Chartier ltée (Les).....	2994
Picadilly Theatre Inc.....	2995
Place des Soeurs inc.....	2995
Placements Davenel ltée.....	2996
Placements Ray-Lau inc.....	2996
Pollack Properties Limited.....	2996
Poplaw Holdings Ltd.....	2997
Prochem ltée.....	2997
Production Collin & frères inc.....	2997
Québec Commercial Furniture Ltd.....	2934
Québec Datsun Dealers Association Inc.....	2937
Québec Ladies Curling Association.....	2939
R & S Enterprises Inc.....	2998
Regency Finance and Mortgage Co. Ltd.....	2998
Resorts Development (Canada) Ltd.....	2998
Restaurant Au Fin Gourmet Asbestos inc.....	2999
Restaurant Pique Assiette ltée.....	2999
Revue sportive des Corps Policiers inc.....	3000
Rivalair inc.....	3000
Royal Cigar Store Inc.....	3000
S.B.I. Properties Limited.....	3001
S.C.A. inc.....	3001
S.C. Advertising Inc.....	3002
Saint-Luc Ventilation Inc.....	3002
Scandinavia Knite Ltd.....	3003
Services juridiques populaires de Sherbrooke inc.....	3003
Setelco Inc.....	3003
Bella K. Shier Inc.....	3004
Shirtex Inc.....	3004
Sim du Canada ltée.....	3004
Sim of Canada Ltd.....	3004
Société de placement de Ligny ltée (La).....	3005
Studio d'amaigrissement forme miracle de Dorval inc.....	2985
Studio d'amaigrissement forme miracle de St- Jérôme inc.....	3005
Studio d'amaigrissement forme Miracle de Trois-Rivières inc.....	3006
Supermarché J.C. Bédard ltée.....	3006
Sydney Liverant Farm Inc.....	2967
Systèmes de télévision institutionnels ltée....	2974
E.M. Taggart Holdings Inc.....	3007
Talbot (J.H.) & fils incorporée.....	3007
Tandem Enterprises Ltd.....	3007
Tarmar Distributors Inc.....	3008
Tempo Realities Ltd.....	3008
Terra Scan Explorations Limited.....	3008
Thellend & Lambert inc.....	3009
Sportswear (Thérèse) Inc.....	3009
Van Berkomp Inc.....	3010

Lettres patentes (suite)		MINISTÈRES		DEPARTMENTS	
		Affaires municipales		Municipal Affairs	
Vasilio Fabric Creations Ltd.	2959	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, par. (Unité de regroupement avec-Regroupement unit with			
Vedel inc.	3010	Pincourt, l'Île-Perrot, Terrasse-Vaudreuil			
Vendome Textile Industries Inc.	3010	Pointe-du-Moulin)			3033
Venus Pizzeria Inc.	3011	Île-Perrot, ville-town (Unité de regroupement avec-Regroupement unit with Pincourt, Terrasse-Vaudreuil, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, Pointe-du-Moulin)			3033
Vicking Oil Resources Inc.	3011				
Wal-Mir Enterprises Inc.	3012				
Lettres patentes supplémentaires		Institutions financières et coopératives		Financial Institutions Companies and Cooperatives	
Bigras (A.) inc.	3012	Assurance:		Insurance:	
Bio-Vita inc.	3012	British Merchants' Insurance Company Limited (Annul.)			3034
Champlain Sept-Îles Express Inc.	3013				
Dumont Express ltée.	3013				
Gestion Manulife (Québec) limitée.	3015				
Helia Realty Corporation.	3013				
Hugues Paper Products Ltd.	3013				
Immoswiss Inc.	3013				
Jevlam inc.	3014				
Katz (Bellin) & Associates Inc.	3014				
Katz (Bellin) & Associés inc.	3014				
Laboratoires en Recherche Esthétique et Cosmétique (Laresco) inc. (Les)	3014				
Laiterie La Tuque ltée.	3014				
La Tuque Dairy Ltd.	3014				
Lavo Ltd.	3015				
Lavo ltée.	3015				
MacLeod-Duncan Inc.	3015				
Manulife Holdings (Québec) Limited.	3015				
Ottawa Ski Club, Incorporated (The)	3015				
Scugog Investments Ltd.	3016				
Société Provinciale des Épiciers inc. (La)	3016				
Sièges sociaux		Ventes		Sales	
Harvard Management Corporation.	3024	Par Shérifs		By Sheriff	
Mines Bédard & Lagacé ltée (Les)	3024	Montréal		Montreal	
Zorch Inc.	3023				
DEMANDES À LA LÉGISLATURE		SOUSSIONS — demandes de		TENDERS — Requests for	
Alma & Jonquières Railway Company (The)	3027	Beaupré, ville-town			3039
Compagnie du chemin de fer Alma & Jonquières (La)	3027	Fabreville, c.s.-s.c.			3037
Compagnie du Chemin de fer Roberval-Saguenay (La)	3027	Île-du-Havre-Aubert, munic.			3042
Deed of Gift Benoit Vachon	3027	Ste-Thérèse-Ouest-West, ville-town			3035
Deed of Gift Dame Imelda Savoie Vachon	3029				
Deed of Gift Paul Vachon	3028				
Donation Benoit Vachon	3027				
Donation Dame Imelda Savoie Vachon	3029				
Donation Paul Vachon	3028				
Estate of François Desjardins	3029				
Roberval and Saguenay Railway Company (The)	3027				
St. Fabien Cooper Mines Limited	3028				
Saint-Hubert, ville-town	3028				
Succession François Desjardins	3029				

Montréal	Montreal	
(suite)	(continued)	
Banque canadienne nationale vs S.O. Construction ltée et Jacques Huard.....	3054	Jutras (Lucien) ltée vs succession-Estate J. A. DiCroce..... 3052
Banque canadienne nationale vs S.O. Construction ltée et Jacques Huard.....	3055	Placements 4 Saisons inc. (Les) vs Dame Bérengère Hotte Dupuis et al..... 3048
Banque canadienne nationale vs S.O. Construction ltée et Jacques Huard.....	3055	Royal Bank of Canada (The) vs Jean Guy Morin et al..... 3044
Banque canadienne nationale vs S.O. Construction ltée et Jacques Huard.....	3056	Royal Trust Company (The) vs Walter Aebersold..... 3054
Banque royale du Canada (La) vs Jean-Guy Morin et al.....	3044	Société Trust Royal (La) vs Walter Aebersold 3054
Coronatti vs Di Giovanni.....	3053	Val Royal Building Materials Ltd. vs Angel Construction Ltd..... 3051
		Taxes
		Boucherville, ville-town..... 3030

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil

Orders in Council

Arrêté en Conseil Chambre du Conseil exécutif

Order in Council Executive council Chamber

Numéro 815-72

Number 815-72

Québec, le 15 mars 1972

Québec, March 15, 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal.

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 184 du 8 février 1950, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

WHEREAS the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal commissioned to ensure the supervision and observance of Decree number 184 of February 8, 1950, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

ATTENDU QUE ledit comité paritaire s'est conformé aux dispositions de l'article 20, paragraphe i) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et amendements);

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection (i) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended);

ATTENDU qu'il y a lieu de permettre audit Comité paritaire de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret qu'il administre;

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal soit approuvé.

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal be approved.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

*Comité Paritaire de l'industrie de l'automobile
de Montréal*

*Parity Committee of the Automobile Industry
of Montreal*

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

REGULATION NUMBER 1

Prélèvement

Levy

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe i) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications, le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 184 du 8 février 1950, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

Pursuant to the provisions of subsection (i) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Q.S. 1969, chapter 49), the Parity Committee of the Automobile Industry of Montreal entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 184 of February 8, 1950 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I- Prélèvement

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er avril et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 184 du 8 février 1950, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés assujettis audit décret, une somme équivalente à 1/10% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels, assujettis au décret numéro 184 du 8 février 1950, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au Comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe a) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à 1/10% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) Les artisans assujettis au décret numéro 184 du 8 février 1950, y compris toutes modifications ultérieures, versent mensuellement au Comité paritaire une somme équivalente à 0.10 par semaine.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE
L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL
*Prévisions budgétaires
pour la période
du 1er janvier au 31 décembre 1972*

Revenus:

Cotisations patronales	\$ 63,750.
Cotisations ouvrières	\$ 63,750.
Cotisations artisanales	\$ 8,441.
Pourcentage sur réclamations	\$ 17,222.
Amendes	\$ 13,015.
Frais d'examen	\$ 2,359.
Intérêts sur placements comptabilité générale	\$ 16,250.

Autres revenus:

Carte de temps (Registre Salaires)	\$ 2,575.
Total des revenus prévus	\$187,362.

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale	\$ 62,131.
Assurance-chômage (part du comité)	\$ 580.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	\$ 729.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	\$ 467.
Assurances collectives (part du comité)	\$ 690.

L.R-344

I- Levy

The levy is exigible for the period extending from April 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(a) All professional employers governed by Decree No. 184 of February 8, 1950 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to 1/10% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

(b) All professional employers governed by Decree No. 184 of February 8, 1950 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (a) while adding thereto an amount equal to 1/10% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(c) All artisans governed by Decree No. 184 of February 8, 1950 and all further amendments, shall, monthly, pay to the Parity Committee an amount equal to \$0.10 per week.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

THE PARITY COMMITTEE OF THE
AUTOMOBILE INDUSTRY OF MONTREAL
*Estimate of revenue and expenditure
for the period extending
from January 1 to December 31, 1972*

Revenue:

Employers' dues	\$ 63,750.
Employees' dues	\$ 63,750.
Artisans' dues	\$ 8,441.
Percentage on claims	\$ 17,222.
Fines	\$ 13,015.
Examination fees	\$ 2,359.
Interest on investments general accounting	\$ 16,250.

Miscellaneous revenue:

Miscellaneous	\$ 2,575.
Estimated total revenue:	\$187,362.

General administration expensive:

Salaries, general administration	\$ 62,131.
Unemployment Insurance (Committee's share)	\$ 580.
Québec Pension Plan (Committee's share)	\$ 729.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	\$ 467.
Group Insurance (Committee's share)	\$ 690.

Caisse de retraite (part du comité)	\$ 2,007.
Commission des Accidents du Travail	\$ 124.
Papeterie et accessoires de bureau	\$ 4,200.
Frais judiciaires	\$ 10,000.
Location d'équipement	\$ 625.
Ententes de services	\$ 1,239.
Téléphones et télégrammes	\$ 2,894.
Frais postaux	\$ 6,500.
Abonnement et publicité	\$ 92.
Assurance fidéjussion	\$ 75.
Assurances générales	\$ 440.
Vérificateur	\$ 1,750.
Total dépenses administration générale prévues	<u>\$ 94,543.</u>

*Comptes dépenses
administration, inspection-vérification:*

Salaire des inspecteurs	\$ 66,300.
Assurance-chômage (part du comité)	\$ 686.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	\$ 691.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	\$ 530.
Assurances collectives (part du comité)	\$ 1,256.
Caisse de retraite (part du comité)	\$ 1,701.
Commission des Accidents du Travail	\$ 133.
Papeterie et accessoires de bureau	\$ 3,700.
Remboursement de dépenses autorisées	\$ 1,248.
Allocations automobiles	\$ 7,829.
Total dépenses administration inspecteurs: ..	<u>\$ 84,074.</u>

Comptes dépenses administration propriété:

Salaire de concierge	\$ 4,160.
Assurance-chômage (part du comité)	\$ 57.
Régime Rentes du Québec (part du comité) ..	\$ 65.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	\$ 33.
Assurances collectives (part du comité)	\$ 78.
Commission des Accidents du Travail	\$ 8.
Loyer	\$ 7,492.
Éclairage	\$ 1,800.
Entretien (matériel seulement)	\$ 250.
Taxes municipales	\$ 540.
Total dépenses administration propriété prévues	<u>\$ 14,483.</u>

Retirement pension fund (Committee's share)	\$ 2,007.
Workmen's Compensation Commission	\$ 124.
Stationery and office equipment	\$ 4,200.
Legal fees	\$ 10,000.
Equipment rental	\$ 625.
Contracts for services	\$ 1,239.
Telephones and telegrams	\$ 2,894.
Postage	\$ 6,500.
Subscription and advertising	\$ 92.
Fidelity bond	\$ 75.
General Insurance	\$ 440.
Auditor's fees	\$ 1,750.
Estimated total, general administration expenses	<u>\$ 94,543.</u>

Inspection-auditing administration expenses:

Inspectors' salaries	\$ 66,300.
Unemployment Insurance (Committee's share)	\$ 686.
Québec Pension Plan (Committee's share) ...	\$ 691.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	\$ 530.
Group Insurance (Committee's share)	\$ 1,256.
Retirement pension fund (Committee's share)	\$ 1,701.
Workmen's Compensation Commission	\$ 133.
Stationery and office equipment	\$ 3,700.
Reimbursement of authorized expenses	\$ 1,248.
Automobile allowance	\$ 7,829.
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	<u>\$ 84,074.</u>

Expenses for administration of premises:

Janitor's salary	\$ 4,160.
Unemployment Insurance (Committee's share)	\$ 57.
Québec Pension Plan (Committee's share)	\$ 65.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	\$ 33.
Group Insurance (Committee's share)	\$ 78.
Workmen's Compensation Commission	\$ 8.
Rent	\$ 7,492.
Light	\$ 1,800.
Maintenance (equipment only)	\$ 250.
Municipal taxes	\$ 540.
Estimated total, expenses for administration of premises ...	<u>\$ 14,483.</u>

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblées régulières jetons de présences	\$ 1,080.
Assemblées régulières frais déplacements	\$ 3,240.
Assemblées spéciales jetons de présences	\$ 180.
Assemblées spéciales frais déplacements	\$ 540.
Jetons de présence, sous-comité de:	
Exécutif	\$ 1,200.
Frais déplacements, sous-comité de:	
Exécutif	\$ 3,600.
Autres dépenses	\$ 552.
Total dépenses membres du Comité prévues	<u>\$ 10,392.</u>

Comptes divers:

Frais examens de qualification du travail	<u>\$ 13,070.</u>
---	-------------------

Immobilisations à même les revenus:

Outillage	<u>\$ 1,500.</u>
Total immobilisations à même les revenus prévues	<u>\$ 1,500.</u>

Total reporté des revenus prévus: \$187,362.

Dépenses:

Comptes de dépenses administration générale	\$ 94,543.
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	\$ 84,074.
Comptes de dépenses administration propriété	\$ 14,483.
Comptes de dépenses membres du Comité	\$ 10,392.
Comptes divers	\$ 13,070.
Total des dépenses prévues:	<u>\$216,562.</u>
Déficit prévu, avant immobilisations	<u>\$ 29,200.</u>

Moins:

Immobilisations à même les revenus	<u>\$ 1,500.</u>
Déficit prévu, après immobilisations	<u>\$ 30,700.</u>

45267-o

Expenses — Committee members:

Regular meetings, attendance fees	\$ 1,080.
Regular meetings, travelling expenses	\$ 3,240.
Special meetings, attendance fees	\$ 180.
Special meetings, travelling expenses	\$ 540.
Attendance fees, subcommittee	\$ 1,200.
Travelling expenses, executive subcommittee	\$ 3,600.
Other expenses	\$ 552.
Estimated total expenses — Committee members	<u>\$ 10,392.</u>

Miscellaneous expenses:

Competency examination expenses	<u>\$ 13,070.</u>
---------------------------------	-------------------

Fixed assets paid out of revenue:

Equipment	<u>\$ 1,500.</u>
Estimated total, fixed assets paid out of revenues	<u>\$ 1,500.</u>

Estimated total revenue carried forward \$187,362.

Expenditure:

General administration expenses	\$ 94,543.
Inspection-auditing administration expenses	\$ 84,074.
Expenses for administration of premises	\$ 14,483.
Expenses — Committee members	\$ 10,392.
Miscellaneous expenses	\$ 13,070.
Estimated total expenses	<u>\$216,562.</u>
Estimated deficit, before capitalisation	<u>\$ 29,200.</u>

Deduct:

Fixed assets paid out of revenue	<u>\$ 1,500.</u>
Estimated deficit, after capitalisation	<u>\$ 30,700.</u>

45267-o

**Arrêté en Conseil
Chambre du Conseil exécutif**

Numéro 816-72

Québec, le 15 mars 1972

Président: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros de Montréal.

ATTENDU QUE le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros de Montréal, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 524 du

LR-346

**Order in council
Executive Council Chamber**

Number 816-72

Québec, March 15, 1972.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section of Montreal.

WHEREAS the Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section of Montreal commissioned to ensure the supervision and observance of Decree number 524 of May

11 mai 1955, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE le comité paritaire concerné s'est conformé aux dispositions de l'article 20, paragraphe i) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et amendements);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre au Comité paritaire concerné, de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret qu'il administre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros de Montréal soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Comité paritaire de l'industrie de la fourrure,
section du gros de Montréal

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

Prélèvement

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe i) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros de Montréal, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 524 du 11 mai 1955, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

I- Prélèvement

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er avril et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 524 du 11 mai 1955, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés régis par ledit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels, régis par décret numéro 524 du 11 mai 1955, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au Comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe a) précédé en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés régis par ledit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

11, 1955, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection (i) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended);

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section of Montreal be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the executive Council.

Fur Industry Parity Committee,
Wholesale Section of Montreal

REGULATION NUMBER 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection (i) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Q.S. 1969, chapter 49), the Fur Industry Parity Committee, Wholesale Section of Montreal entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 524 of May 11, 1955 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I- Levy

The levy is exigible for the period extending from April 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(a) All professional employers governed by Decree No. 524 of May 11, 1955 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commission, allowances or bonuses).

(b) All professional employers governed by Decree No. 524 of May 11, 1955 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (a) while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) Les artisans régis par le décret numéro 524 du 11 mai 1955, y compris toutes modifications ultérieures, versent mensuellement au Comité paritaire une somme équivalente à ½% du salaire établi dans le décret pour le compagnon dans leur métier ou occupation.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
FOURRURE DE MONTRÉAL, SECTION DU GROS

*Prévisions budgétaires
pour la période
du 1er janvier au 31 décembre 1972*

Revenus:

Cotisations patronales	\$41,705.
Cotisations ouvrières	\$41,705.
Cotisations artisanales	\$ 2,889.
Pourcentage sur réclamations	\$ 137.
Amendes	\$ 3,006.
Intérêts sur placements comptabilité générale	\$ 721.
Total des revenus prévus	<u>\$90,163.</u>

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale	\$31,128.
Assurance-chômage (part du comité)	\$ 253.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	\$ 259.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	\$ 247.
Assurances collectives (part du comité)	\$ 1,162.
Caisse de retraite (part du comité)	\$ 1,052.
Commission des Accidents du Travail	\$ 64.
Papeterie et accessoires de bureau	\$ 1,400.
Frais judiciaires	\$ 3,230.
Ententes de services	\$ 273.
Téléphones et télégrammes	\$ 954.
Frais postaux	\$ 624.
Remboursement de dépenses autorisées	\$ 2,340.
Abonnement et publicité	\$ 322.
Publication de décret et publicité	\$ 200.
Assurance fidéjussion	\$ 9.
Assurances générales	\$ 18.
Vérificateur	\$ 1,360.
Autres dépenses	\$ 445.
Total dépenses administration générale prévues	<u>\$45,340.</u>

Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(c) All artisans governed by Decree No. 524 of May 11, 1955 and all further amendments, shall, monthly, pay to the Parity Committee an amount equal to ½% of the salary for journeymen fixed by the decree for their trade or occupation.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

FUR INDUSTRY PARITY COMMITTEE,
WHOLESALE SECTION OF MONTREAL

*Estimate of revenue and expenditure
for the period extending
from January 1st, 1972 to December 31, 1972*

Revenue:

Employers' dues	\$41,705.
Employees' dues	\$41,705.
Artisans' dues	\$ 2,889.
Percentage on claims	\$ 137.
Fines	\$ 3,006.
Interest on investments general accounting	\$ 721.
Estimated total Revenue:	<u>\$90,163.</u>

General administration expense:

Salaries, general administration	\$31,128.
Unemployment Insurance (Committee's share)	\$ 253.
Québec Pension Plan (Committee's share)	\$ 259.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	\$ 247.
Group Insurance (Committee's share)	\$ 1,162.
Retirement pension fund (Committee's share) ..	\$ 1,052.
Workmen's Compensation Commission	\$ 64.
Stationery and office equipment	\$ 1,400.
Legal fees	\$ 3,230.
Contracts for services	\$ 273.
Telephones and telegrams	\$ 954.
Postage	\$ 624.
Reimbursement of authorized expenses	\$ 2,340.
Subscription and advertising	\$ 322.
Publication of decree and advertising	\$ 200.
Fidelity bond	\$ 9.
General Insurance	\$ 18.
Auditor's fees	\$ 1,360.
Other expenses	\$ 445.
Estimated total, general administration expenses	<u>\$45,340.</u>

Comptes dépenses administration inspection-vérification:

Salaires des inspecteurs	\$26,436.
Assurance-chômage (part du comité)	\$ 324.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	\$ 345.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	\$ 218.
Assurances collectives (part du comité)	\$ 985.
Caisse de retraite (part du comité)	\$ 864.
Commission des Accidents du Travail	\$ 65.
Allocations automobiles	\$ 4,160.
Total dépenses administration inspecteurs	<u>\$33,397.</u>

Comptes dépenses administration propriété:

Loyer	\$ 3,000.
Éclairage	\$ 312.
Entretien (matériel seulement)	\$ 150.
Réparations générales	\$ 525.
Taxes municipales	\$ 240.
Autres dépenses	\$ 460.
Total dépenses administration propriété prévues	<u>\$ 4,687.</u>

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblées régulières jetons de présences	\$ 840.
Assemblées régulières frais déplacements	\$ 2,520.
Assemblées spéciales jetons de présences	\$ 280.
Assemblées spéciales frais déplacements	\$ 840.
Autres dépenses	\$ 710.
Total dépenses membres du comité prévues	<u>\$ 5,190.</u>

Total reporté des revenus prévus. \$90,163.

Dépenses:

Comptes de dépenses administration générale	\$45,340.
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	\$33,397.
Comptes de dépenses administration propriété	\$ 4,687.
Comptes de dépenses membres du Comité	\$ 5,190.
Total des dépenses prévues	<u>\$88,614.</u>
Surplus prévu	<u>\$ 1,549.</u>

45267-o

Inspection-auditing administration expenses:

Inspectors' salaries	\$26,436.
Unemployment Insurance (Committee's share)	\$ 324.
Québec Pension Plan (Committee's share)	\$ 345.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	\$ 218.
Group Insurance (Committee's share)	\$ 985.
Retirement pension fund (Committee's share)	\$ 864.
Workmen's Compensation Commission	\$ 65.
Automobile allowance	\$ 4,160.
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	<u>\$33,397.</u>

Expenses for administration of premises:

Rent	\$ 3,000.
Light	\$ 312.
Maintenance (equipment only)	\$ 150.
General repairs	\$ 525.
Municipal taxes	\$ 240.
Other expenses	\$ 460.
Estimated total, expenses for administration of premises	<u>\$ 4,687.</u>

Expenses — Committee members:

Regular meetings, attendance fees	\$ 840.
Regular meetings, travelling expenses	\$ 2,520.
Special meetings, attendance fees	\$ 280.
Special meetings, travelling expenses	\$ 840.
Other expenses	\$ 710.
Estimated total' expenses — Committee members	<u>\$ 5,190.</u>

Estimated total revenue carried forward \$90,163.

Expenditure:

General administration expenses	\$45,340.
Inspection-auditing administration expenses	\$33,397.
Expenses for administration of premises	\$ 4,687.
Expenses — Committee members	\$ 5,190.
Estimated total expenses	<u>\$88,614.</u>
Estimate surplus	<u>\$ 1,549.</u>

45267-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 817-72

Québec, le 15 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux salariés de garage du district électoral de Rouyn-Noranda.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux salariés de garages (Région Rouyn-Noranda), rendue obligatoire par le décret numéro 159 du 1er février 1966, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'œuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 24 juillet 1971;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été apprécées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'œuvre:

QUE ledit décret, numéro 159, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe 1.02 est remplacé par le suivant:

« 1.02 Le mot « artisan » désigne toute personne qui, sans retenir les services d'un ou de plusieurs salariés permanents ou temporaires, exploite individuellement ou en société un établissement régi par le présent décret ou exécute en partie ou en entier, une ou plusieurs des opérations faisant l'objet du présent décret pour son propre compte ou bénéfice, que ce soit à forfait, à commission ou autrement. Il désigne tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

Toute personne qui entreprend, dans un même année, la réparation de plus d'un véhicule à moteur dans un but de vente ou de spéculation est réputée réparer des véhicules à moteur.

L'artisan est assujéti à toutes les dispositions du décret régissant les salariés. »

2° Le paragraphe 1.03 est remplacé par le suivant:

« 1.03 Le terme « atelier de mécanique » désigne un établissement où l'on ajuste, refait, règle, remet en état, répare ou travaille les moteurs ou diverses pièces de véhicules à moteur sans en faire nécessairement le montage sur le véhicule même. Le travail de soudure faisant partie du travail ci-haut énuméré est compris dans la présente définition. »

3° Le paragraphe 1.05 est remplacé par le suivant:

« 1.05 Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on fait la réparation, la transformation, le démontage ou le remisage des véhicules à moteur ou la préparation de

LR-350

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 817-72

Québec, March 15, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Garage Employees in the electoral district of Rouyn-Noranda.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Rouyn-Noranda Region, rendered obligatory by Decree No. 159 of February 1, 1966, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for his approval and decision certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of July 24, 1971;

WHEREAS in conformity with the Act, the objections brought forward have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree No. 159 be amended as follows:

1. Subsection 1.02 is replaced by the following:

"1.02 The word "artisan" means any person, who, without engaging the services of one or several permanent or temporary employees, operates alone or in partnership an establishment governed by the present decree, or carries out in part or in whole, one or several of the operations governed in the present decree, on his own account or for his own benefit, whether this be by contract, on commission or otherwise. It also means any employer or professional employer carrying out such work.

Any person who undertakes, in the same year, the repair of more than one motor vehicle for sale or for speculation is considered as repairing motor vehicles.

The artisan is governed by all the provisions of the decree governing employees."

2. Subsection 1.03 is replaced by the following:

"1.03 The term "machine shop" means an establishment where motors or various other motor vehicle components are adjusted, reconditioned, set, restored to working order, repaired or worked upon without necessarily being placed back on the motor vehicle itself. Welding work done as part of the work mentioned above is included in the present definition."

3. Subsection 1.05 is replaced by the following:

"1.05 The word "garage" means any place where motor vehicles are repaired, transformed, rebuilt, dismantled, or stored, or where new or used vehicles are prepar-

véhicules neufs ou usagés, pour fin de vente, l'installation, la réparation ou la mise en état de moteurs, de la carrosserie, des accessoires ou pièces de véhicules à moteur, que ces pièces soient séparées ou non du véhicule à moteur. »

4° Le paragraphe 1.08 est remplacé par le suivant:

« 1.08 Le terme « poste de lavage » désigne tout endroit où le travail principal est le lavage ou le polissage des véhicules-moteur. »

5° Le paragraphe 1.09 est remplacé par le suivant:

« 1.09 Le terme « poste de vente d'accessoires ou pièces » désigne tout endroit où l'on vend au gros ou au détail, des pièces ou accessoires de véhicules à moteur neufs ou usagés ou de l'équipement ou pièces d'équipement de garage, neufs ou usagés. Les établissements détachés des garages ou ateliers mécaniques sont régis par le présent décret. »

6° Le paragraphe 1.11 est remplacé par le suivant:

« 1.11 Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave, polit, essuie, nettoie ou conduit les véhicules à moteur, change ou répare les pneus, les courroies de ventilateur et de dynamo, les accumulateurs, les boyaux, les essuie-glace, les phares, les filtres, les interrupteurs de clignotants, les silencieux et les amortisseurs et effectue toute petite réparation d'urgence qui se présente en dehors des heures normales de travail des compagnons et qui ne peut être reportée au jour ouvrable suivant. Le montage des postes de radio, des appareils de climatisation et des clignotants doit être fait par un compagnon. »

7° Le paragraphe 1.13 est remplacé par le suivant:

« 1.13 Le terme « station-service » désigne tout endroit où l'on exécute un ou plusieurs des travaux mentionnées ci-dessous:

- 1) La vente de l'essence ou des lubrifiants;
- 2) La vente, le montage ou la réparation des pneus;
- 3) La vente, le nettoyage, le polissage, la lubrification ou le remisage des véhicules à moteur;
- 4) Le service de dépannage;
- 5) La vente ou le montage des pièces d'équipement énumérées au paragraphe 1.11;
- 6) Toutes les petites réparations d'urgence qui se présentent en dehors des heures normales de la journée du mécanicien et qui ne peuvent être reportées au jour suivant;

7) Le remorquage de véhicules à moteur;

Toutefois, si une station-service possède une section de mécanique ou de réparation de véhicules à moteur, ladite section est considérée comme garage et assujettie aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique. »

8° Le paragraphe 1.15 est remplacé par le suivant:

« 1.15 Le terme « véhicule à moteur » désigne tout véhicule ou toute machine mue par une force autre que musculaire et adaptée soit à la traction, soit au transport des personnes ou des choses. Sont considérés comme

ed for sale, or where motors, automobile bodies, accessories or components of motor vehicles are installed, repaired or reconditioned, whether these components be detached from motor vehicles or not. »

4. Subsection 1.08 is replaced by the following:

“1.08 The term “car wash” means any place where the main work is the washing or polishing of motor vehicles.”

5. Subsection 1.09 is replaced by the following:

The term “accessories or parts store” means any place where are sold on a wholesale or retail basis, parts or accessories, new or used, for motor vehicles, or new or used garage-equipment or parts. Establishments detached from garages or machine shops are governed by the present decree.”

6. Subsection 1.11 is replaced by the following:

“1.11 The term “serviceman” means any employee who sells gasoline, or lubricants, greases, washes, polishes, wipes, cleans or drives motor vehicles; changes or repairs tires, generator-belts or fanbelts, batteries, hoses, windshield wipers, headlights, lights and filters, switches for signal lights, mufflers, and shock-absorbers, and does any minor emergency repairs required outside standard working hours for journeymen and which can not be deferred until the following working day. The installing of radios, air-conditioning systems or signal lights must be performed by a journeyman.”

7. Subsection 1.13 is replaced by the following:

“1.13 The term “service station” means any place where one or several of the following tasks are performed:

- (1) The sale of gasoline or lubricants;
- (2) Sale, installation, or repair of tires;
- (3) Sale, cleaning, polishing, lubrication, or storage of motor vehicles;
- (4) Breakdown service;
- (5) The sale or installation of the components mentioned in subsection 1.11;
- (6) All minor emergency repairs which occur outside the standard working hours of the mechanic and which can not be delayed until the following day;

(7) Towing of motor vehicles;

However, if a service station has a mechanics or repair section for motor vehicles, the said section is considered as a garage and is governed by the working conditions for garages or machine shops.”

8. Subsection 1.15 is replaced by the following:

“1.15 The term “motor vehicle” means any vehicle or any machine (whose motive power is not muscular) adapted for haulage or for the transport of persons or things. Also included are “motor vehicles” such as

« véhicules à moteur », l'auto-neige ou moto-neige, l'auto-loisir, le canot-moteur, ou hors-bord et la motocyclette ».

9° Le paragraphe 1.16 est remplacé par le suivant:

« 1.16 Le mot « vitrier » désigne tout salarié qui est principalement ou occasionnellement préposé à l'installation et au remplacement des glaces de tout véhicules à moteur ».

10° Le paragraphe 1.18 suivant est ajouté:

« 1.18 Le terme « accessoires des véhicules à moteur » comprend les silencieux, les amortisseurs, les courroies, les accumulateurs, les boyaux, les thermostats, les vis platinees, les bougies, les essuie-glace, les phares, les filtres, les garnitures de freins et toutes autres pièces qui peuvent être ajoutées ou enlevées sans nuire au fonctionnement normal des véhicules à moteur ».

11° Le paragraphe 1.19 suivant est ajouté:

« 1.19 Le terme « atelier spécialisé » désigne tout endroit où l'on répare, soit exclusivement, soit comme travail principal, des spécialités comme: radiateur, suspension, carburation et système d'allumage, transmission automatique, silencieux, vitrerie, alignement de roues, usinage de pièces d'automobile ».

12° Le paragraphe 1.20 suivant est ajouté:

« 1.20 Le terme « démonteur de véhicules-moteurs » désigne toute personne qui fait le démontage des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces et de vendre le métal comme rebut ».

13° Le paragraphe 1.21 suivant est ajouté:

« 1.21 Le mot « pompiste » désigne le préposé à la distribution de l'essence ou des carburants dans un poste d'essence ».

14° Le paragraphe 1.22 suivant est ajouté:

« 1.22 Le terme « heures normales » signifie les heures de travail prévues au présent décret pour chaque catégorie d'emploi. »

15° Le paragraphe 4.01 est remplacé par le suivant:

« 4.01 Les taux horaires minimaux seront les suivants:

snow-mobiles, pleasure cars, motor boats or outboards, and motorcycles." »

9. Subsection 1.16 is replaced by the following:

"1.16 The term "glazier" means any employee whose main or occasional work is to install or replace glass windows on any motor vehicle."

10. Subsection 1.18 is replaced by the following:

"1.18 The term "motor vehicle accessories" means mufflers, shock absorbers, belts, batteries, hoses, thermostats, distributor-points, spark-plugs, windshield wipers, headlights, filters, brake-linings and all other parts that can be added or removed without impeding the normal functioning of motor vehicles."

11. Subsection 1.19 is added:

"1.19 The term "specialized shop" means any place where the main or exclusive work involves specialization in: radiators, suspension, carburation and the electrical system, automatic transmission, mufflers, glass, wheel alignment machining of automobile parts."

12. The following subsection 1.20 is added:

"1.20 The term "dismantler of motor vehicles" means any person who dismantles motor vehicles for the sale or storage of parts and for the sale of the metal as scrap."

13. The following subsection 1.21 is added:

"1.21 The word "pump attendant" means any employee who serves gasoline or carburants in a gasoline station."

14. The following subsection 1.22 is added:

"1.22 The term "standard working hours" means the working hours prescribed in the present decree for each category of employment."

15. Subsection 4.01 is replaced by the following:

"4.01 Minimum hourly wage rates are as follows:

	31 juillet July 31st 1972	31 juillet July 31st 1973
1. Compagnon de tous les métiers — Journeyman, all trades:		
Classe « A » — Class "A"	\$3.35	\$3.50
Classe « AB » — Class "AB"	3.10	3.25
Classe « B » — Class "B"	3.10	3.25
Classe « C » — Class "C"	2.80	2.95
Classe « D » — Class "D"	2.60	2.75
2. Tourneur de vilebrequin — Crankshaft turner	2.80	2.95
3. Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	1.60	1.70
2ème année — 2nd year	1.70	1.80
3ème année — 3rd year	1.85	1.95
4ème année — 4th year	2.10	2.25

4. Préposé aux pièces — Parts man:

Première année d'expérience — first year of experience:

Après 12 mois — After 12 months	1.60	1.70	1.80
Après 24 mois — After 24 months	1.70	1.80	1.90
Après 36 mois — After 36 months	1.85	1.95	2.05
Après 60 mois — After 60 months	1.95	2.10	2.25
Après 7 ans, — After 7 years,	2.10	2.25	2.40
	2.65	2.85	3.00

5. Hommes de service et livreurs — Serviceman and deliveryman:

Première année d'expérience — first year of experience	1.60	1.70	1.80
Après 12 mois — After 12 months	1.70	1.80	1.90
Après 24 mois — After 24 months	1.85	1.95	2.05
Après 36 mois — After 36 months	1.95	2.10	2.25
Après 48 mois — After 48 months	2.10	2.25	2.40

6. Spécialité pneus et ressorts: Service — camions: Tire and spring speciality:

Service — trucks:

Première année d'expérience — first of experience:	1.65	1.70	1.75
Après 12 mois — After 12 months	1.75	1.85	1.95
Après 24 mois — After 24 months	2.00	2.10	2.20
Après 36 mois — After 36 months	2.25	2.40	2.60

7. Salaire du gardien — Watchman's rate

1.45	1.45	1.50
------	------	------

16° Le paragraphe 4.03 est abrogé.

17° Le paragraphe 4.04 est remplacé par le suivant:

« 4.04 Il est loisible à l'employeur, après entente avec l'intéressé dans le cas de réparations, de rémunérer les compagnons pour une opération déterminée au taux fixe au lieu du taux horaire mentionné au paragraphe 4.01. Le temps alloué pour cette opération sera déterminée par les tables en usage ou estimations signées par un expert.

Le taux horaire applicable prévu pour chaque emploi constitue une garantie minimale pour tout travail exécuté à taux fixe. Le temps détaillé et les montants payés doivent être comptabilisés par l'employeur de façon à pouvoir être vérifiés par le Comité paritaire ».

18° Le paragraphe 5.01 est remplacé par le suivant:

« 5.01 La semaine normale de travail des compagnons, apprentis, préposés aux pièces est de 44 heures à raison de 9 heures par jour; de 8h à 12h et de 13h à 18h du lundi au jeudi inclusivement et de 8h à 12h et de 13h à 17h pour la journée du vendredi ».

19° Le paragraphe 5.07 suivant est ajouté:

« 5.07 Le terme « journée normale de travail » signifie la journée complète qui ne doit pas être diminuée quant à son contenu en heures ouvrables ».

20° Le paragraphe 5.08 suivant est ajouté:

« 5.08 Dans le cas de dépositaire de camion, il est loisible d'instituer une autre équipe de 13 h à 18 h et de 19 h à 23 h du lundi au jeudi inclusivement et le vendredi de 13 h à 18 h et de 19 h à 22 h pour former une semaine normale de 44 heures. Un préavis de sept (7) jours doit être envoyé au Comité paritaire pour l'aviser de la création de cette deuxième équipe ».

16. Subsection 4.03 is abrogated.

17. Subsection 4.04 is replaced by the following:

“4.04 The employer may, after agreement with the worker concerned, in the case of repairs, pay journeymen a flat rate for a specific operation instead of the hourly rate mentioned in subsection 4.01. The time allotted for this operation shall be determined by the tables in use or by an estimate signed by an expert.

The applicable hourly rate designated for each job constitutes a minimal guarantee for all flat-rate work. The employer shall keep a detailed record of the time used and the amounts paid in order that the Parity Committee may verify such record.”

18. Subsection 5.01 is replaced by the following:

“5.01 The standard workweek for journeymen, apprentices and parts men shall be 44 hours at 9 hours per day: from 8:00 a.m. to 12 noon, and from 1:00 p.m. to 6:00 p.m. Monday to Thursday inclusively; and from 8:00 a.m. to 12:00 noon and from 1:00 p.m. to 5:00 p.m. Friday.”

19. The following subsection 5.07 is added:

“5.07 The term “standard workday” means the complete day which shall not be shortened as to standard working hours.”

20. The following subsection 5.08 is added:

“5.08 In the case of a truck-dealer, it is permitted to form another shift from 13:00 hrs to 18:00 hrs and from 19:00hrs to 23:00 hrs from Monday to Thursday inclusively and on Friday from 13:00hrs to 18:00hrs and from 19:00hrs to 22:00hrs in order to arrive at a standard workweek of 44 hours. A notice of seven (7) days shall be sent to the Parity Committee to advise them of the creation of this second shift.”

21° Le paragraphe 5.09 suivant est ajouté:

« 5.09 Les salariés travaillant sur l'équipe stipulée au paragraphe 5.08 doivent recevoir une prime de \$ 0.15 l'heure. »

22° Au paragraphe 6.07 le chiffre « 35% » est remplacé par le chiffre « 40% ».

23° Au paragraphe 7.01 les mots « le premier lundi d'août » sont ajoutés après le mot « Confédération ».

24° Le paragraphe 7.02 est remplacé par le suivant:

« 7.02 Dès la première année d'application du présent décret, sept (7) jours fériés sont chômés et payés sur une base de neuf heures de travail à savoir:

La fête du Travail, le jour de Noël, le Jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, l'Action de Grâce, le Lundi de Pâques ».

25° Les paragraphes 7.03 et 7.04 sont abrogés.

26° Le paragraphe 8.01 est remplacé par le suivant:

« 8.01 Tout salarié qui a au moins 2 mois de service peut bénéficier d'un congé de trois (3) jours payés au taux effectif pour les heures qu'il perd lors du décès de son père, de sa mère, de son conjoint ou de l'un de ses enfants, à condition que ces trois jours soient compris entre le jour du décès et celui des funérailles ».

27° Le paragraphe 9.01 est remplacé par le suivant:

« 9.01 La paye doit être remise au salarié au plus tard le vendredi midi, soit en espèces ou par chèque. »

28° Le paragraphe 10.09 est remplacé par le suivant:

« 10.09 Jamais plus d'un salarié sur quatre (4) par département ne peut prendre ses vacances à la fois. De plus, l'employeur peut retarder les vacances d'un salarié s'il survient un événement qui soit contraire à la bonne marche de l'entreprise ».

Le Greffier du Conseil exécutif,

JULIEN CHOUINARD.

45267-o

Arrêté en Conseil Chambre du Conseil exécutif

Número 818-72

Québec, le 15 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU QUE le Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 1336 du 12 mai 1967, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

L.R.-354

21. The following subsection 5.09 is added:

"5.09 The employees working on the shift mentioned in subsection 5.08 shall receive a shift differential of \$0.15 per hour."

22. In subsection 6.07, "35%" is replaced by "40%".

23. In subsection 7.01 the words "the first Monday of August" are added after the words "Canada Day".

24. Subsection 7.02 is replaced by the following:

"7.02 From the first year of the application of the present decree, the following seven (7) days are general holidays with pay, to be paid on a basis of nine (9) hours of work:

Labour Day, Christmas Day, New Year's Day, Saint John the Baptist Day, Canada Day, Thanksgiving Day and Easter Monday."

25. Subsection 7.03 and 7.04 are abrogated.

26. Subsection 8.01 is replaced by the following:

"8.01 Any employee with at least 2 months of service shall be entitled to full wages for regular hours lost during three (3) working days due to the death of his father, mother, wife or child. However, such three (3) days shall be taken between the time of death and the day of the funeral services."

27. Subsection 9.01 is replaced by the following:

"9.01 Employees shall receive their pay at the latest on Friday noon, either in cash or by cheque."

28. Subsection 10.09 is replaced by the following:

"10.09 Never more than one out of four (4) employees per department may take his annual vacation at the same time. In addition, the employer may delay the vacation of an employee if there occurs any even which could impede the proper functioning of the enterprise."

JULIEN CHOUINARD,

Clerk of the Executive Council.

45267-o

Order in Council Executive Council Chamber

Numer 818-72

Québec, March 15, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe and Vicinity.

WHEREAS the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe and Vicinity commissioned to ensure the supervision and observance of Decree number 1336 of May 12, 1967, including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

ATTENDU QUE le comité paritaire concerné s'est conformé aux dispositions de l'article 20, paragraphe i) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et amendements);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre au Comité paritaire concerné, de prélever les sommes nécessaires à l'application du décret qu'il administre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe soit approuvé.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe

RÈGLEMENT NUMÉRO 1

Prélèvement

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe i) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et amendements), le Comité paritaire des institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de Saint-Hyacinthe, chargé d'assurer la surveillance et l'observance du décret numéro 1336 du 12 mai 1967, y compris toutes modifications ultérieures, requiert le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel que du salarié.

I- Prélèvement

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er avril et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1336 du 12 mai 1967, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés régis par ledit décret, une somme équivalente à ½% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

b) Les employeurs professionnels, régis par le décret numéro 1336 du 12 mai 1967, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au Comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe a) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ½% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés régis par ledit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection (i) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended);

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decree it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe and Vicinity be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe and Vicinity

REGULATION NUMBER 1

Levy

Pursuant to the provisions of subsection (i) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q. S. 1964, chapter 143, amended by Q. S. 1969, chapter 49), the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe and Vicinity entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 1336 of May 12, 1967 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I- Levy

The levy is exigible for the period extending from April 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(a) All professional employers governed by Decree No. 1336 of May 12, 1967 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ½% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

(b) All professional employers governed by Decree No. 1336 of May 12, 1967 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (a) while adding thereto an amount equal to ½% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

COMITÉ PARITAIRE DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES ET DES
FABRIQUES DE LA JURIDICTION DE SAINT-HYACINTHE*Prévisions budgétaires
pour la période
du 1er janvier au 31 décembre 1972**Revenus:*

Cotisations patronales	\$ 1,600.
Cotisations ouvrières	\$ 1,600.
Intérêts sur placements comptabilité générale	\$ 1,191.

Autres revenus:

Intérêts de banque	\$ 125.
Total des revenus prévus.	<u>\$ 4,516.</u>

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale	\$ 5,500.
--	-----------

Assurance-chômage (part du comité)	\$ 72.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	\$ 82.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	\$ 44.
Commission des Accidents du Travail	\$ 20.
Papeterie et accessoires de bureau	\$ 129.
Téléphones et télégrammes	\$ 183.
Frais postaux	\$ 52.
Remboursement d'emprunts (capital)	\$ 5,000.
Intérêts et frais de banque	\$ 392.
Assurance fidéjussion	\$ 25.
Vérificateur	\$ 100.
Total dépenses administration générale prévues.	<u>\$11,599.</u>

Comptes dépenses administration inspection-vérification:

Salaires des inspecteurs	\$ 900.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	\$ 5.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	\$ 7.
Remboursement de dépenses autorisées	\$ 250.
Allocations automobiles	\$ 600.

Total dépenses administration inspecteurs: ..	<u>\$ 1,762.</u>
---	------------------

Comptes dépenses administration propriété:

Loyer	\$ 1,012.
Entretien (matériel seulement)	\$ 25.
Taxes municipales	\$ 50.
Total dépenses administration propriété prévues.	<u>\$ 1,087.</u>

Comptes dépenses membres du Comité:

Assemblées régulières jetons de présences	\$ 240.
Assemblées régulières frais déplacements	\$ 872.

Total dépenses membres du comité prévues. ..	<u>\$ 1,112.</u>
Total reporté des revenus prévus.	<u>\$ 4,516.</u>

LR-356

PARITY COMMITTEE OF THE RELIGIOUS INSTITUTIONS
AND CHURCH COUNCILS OF ST. HYACINTHE AND
VICINITY*Estimate of revenue and expenditure
for the period extending
from January 1st, 1972 to December 31, 1972**Revenue:*

Employer's dues	\$ 1,600.
Employees' dues	\$ 1,600.

Interest on investments genreal accounting ...	\$ 1,191.
--	-----------

Miscellaneous:

Bank Interest	\$ 125.
Estimated total revenue:	<u>\$ 4,516.</u>

General administration expensive:

Salaries, general administration	\$ 5,500.
Unemployment Insurance (Committee's share)	\$ 72.
Québec Pension Plan (Committee's share)	\$ 82.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	\$ 44.
Workmen's Compensation Commission	\$ 20.
Stationery and office equipment	\$ 129.
Telephone and telegrams	\$ 183.
Postage	\$ 52.
Redemption of loans (capital)	\$ 5,000.
Banking, interest and costs	\$ 392.
Fidelity bond	\$ 25.
Auditor's fees	\$ 100.
Estimated total, general administration expenses	<u>\$11,599.</u>

Inspection-auditing administration expenses:

Inspectors' salaries	\$ 900.
Québec Pension Plan (Committee's share)	\$ 5.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	\$ 7.
Reimbursement of authorized expenses	\$ 250.
Automobile allowance	\$ 600.
Estimated total, inspection-auditing administration expenses	<u>\$ 1,762.</u>

Expenses for administration of premises:

Rent	\$ 1,012.
Maintenance (equipment only)	\$ 25.
Municipal taxes	\$ 50.
Estimates total, expenses for administration of premises.	<u>\$ 1,087.</u>

Expenses — Committee members:

Regular meetings, attendance fees	\$ 240.
Regular meetings, travelling expenses	\$ 872.

Estimated total expenses —

Committee members:	<u>\$ 1,112.</u>
Estimated total revenue carried forward	<u>\$ 4,516.</u>

Dépenses:

Comptes de dépenses administration générale	\$11,599.
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	\$ 1,762.
Comptes de dépenses administration propriété	\$ 1,087.
Comptes de dépenses membres du Comité	\$ 1,112.
Total des dépenses prévues	\$15,560.
Déficit prévu	\$11,044.

45267-o

**Arrêté en Conseil
Chambre du conseil exécutif**

Numéro 819-72

Québec, le 15 mars 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT l'approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité conjoint des matériaux de construction.

ATTENDU QUE le Comité conjoint des matériaux de construction, chargé d'assurer la surveillance et l'observance des décrets numéros 2203 du 6 décembre 1960 et 790 du 8 mai 1962, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'approuver le règlement numéro 1 relatif au prélèvement et dont copie est annexée;

ATTENDU QUE ledit comité paritaire s'est conformé aux dispositions de l'article 20, paragraphe i) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications);

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre audit comité paritaire de prélever les sommes nécessaires à l'application des décrets qu'il administre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 1 relatif au prélèvement du Comité conjoint des matériaux de construction soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUNARD.

*Comité conjoint des matériaux de construction***RÈGLEMENT NUMÉRO 1***Prélèvement*

Conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe i) de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.R.Q. 1964 et modifications), le Comité conjoint des matériaux de construction, chargé d'assurer la surveillance et l'observance des décrets numéros

Expenditure:

General administration expenses	\$11,599.
Inspecting-auditing administration expenses	\$ 1,762.
Expenses for administration of premises	\$ 1,087.
Expenses — Committee members ..	\$ 1,112.
Estimated total expenses	\$15,560.
Estimated deficit	\$11,044.

45267-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 819-72

Québec, March 15, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of Regulation number 1 respecting the levy of the Building Materials Joint Committee.

WHEREAS the Building Materials Joint Committee commissioned to ensure the supervision and observance of Decrees numbers 2203 of December 6, 1960 and 790 of May 8, 1962 including all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve Regulation number 1 respecting levy and a copy of which is attached hereto;

WHEREAS the Parity Committee concerned has complied with the provisions of subsection (i) of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143 as amended);

WHEREAS there is reason to allow the Parity Committee concerned to levy the sums necessary for the application of the decrees it administers;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 1 respecting the levy of the Building Materials Joint Committee be approved.

JULIEN CHOUNARD,
Clerk of the Executive Council.

*The Building Materials Joint Committee***REGULATION NUMBER 1***Levy*

Pursuant to the provisions of subsection (i) of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (Q.S. 1964, chapter 143, amended by Q. S. 1969, chapter 49), the Building Materials Joint Committee entrusted with the supervision and enforcement of Decrees Nos. 2203 of

2203 du 6 décembre 1960 et 790 du 8 mai 1962, y compris toutes modifications ultérieures, prie le Lieutenant-Gouverneur en Conseil d'approuver le présent règlement, rendant exigible le prélèvement, tant de l'employeur professionnel seul ou de l'employeur professionnel et du salarié ou du salarié seul.

I- Prélèvement

Le prélèvement est exigible pour la période comprise entre le 1er avril et le 31 décembre 1972; il est perçu, remis et versé de la façon suivante:

a) Les employeurs professionnels assujettis aux décrets numéros 2203 du 6 décembre 1960 et 790 du 8 mai 1962, y compris toutes modifications ultérieures, perçoivent hebdomadairement, au moyen d'une retenue sur le salaire des salariés assujettis auxdits décrets, une somme équivalente à ¼% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);

b) Les employeurs professionnels, assujettis aux décrets numéros 2203 du 6 décembre 1960 et 790 du 8 mai 1962, y compris toutes modifications ultérieures, remettent mensuellement au Comité paritaire, toutes sommes perçues en application du paragraphe a) précédent, en y ajoutant une somme équivalente à ¼% de leur liste de paie hebdomadaire, relative aux salariés assujettis auxdits décrets (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis). Les remises des sommes exigibles en vertu du présent règlement doivent être faites en même temps que le rapport mensuel est produit.

c) Les artisans assujettis aux décrets numéros 2203 du 6 décembre 1960 et 790 du 8 mai 1962, y compris toutes modifications ultérieures, versent mensuellement au Comité paritaire une somme équivalente à \$0.30 par semaine.

Est annexé au présent règlement, l'estimé des revenus et des dépenses pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1972.

COMITÉ CONJOINT DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Prévisions budgétaires pour la période

du 1er janvier au 31 décembre 1972

Revenus:

Cotisations patronales	\$ 40,000.
Cotisations ouvrières	\$ 40,000.
Pourcentage sur réclamations	\$ 1,200.
Amendes	\$ 100.
Locations	\$ 1,080.
Intérêts sur placements comptabilité générale	\$ 24,000.
Total des revenus prévus	<u>\$106,380.</u>

December 6, 1960 and 790 of May 8, 1962 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from the professional employer alone, or from the professional employer and the employee or from the employee alone.

I- Levy

The levy is exigible for the period extending from April 1st to December 31, 1972; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

(a) All professional employers governed by Decrees Nos. 2203 of December 6, 1960 and 790 of May 8, 1962 and all further amendments, shall collect, every week, by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree, an amount equal to ¼% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentage, commissions, allowances or bonuses).

(b) All professional employers governed by Decrees Nos. 2203 of December 6, 1960 and 790 of May 8, 1962 and all further amendments, shall, every month, remit to the Parity Committee all amounts collected under the foregoing subsection (a) while adding thereto an amount equal to ¼% of their weekly payroll in respect of the employees governed by the said decrees (fixed salaries, percentage, commissions, allowances or bonuses).

Remittance of the amounts exigible under the present Regulation must be made when submitting the monthly report.

(c) All artisans governed by Decrees Nos. 2203 of December 6, 1960 and 790 of May 8, 1962 and all further amendments, shall, monthly, pay to the Parity Committee an amount equal to \$0.30 per week.

An estimate of the revenue and expenditure for the period extending from January 1st to December 31st, 1972 is attached to the present Regulation.

THE BUILDING MATERIALS JOINT COMMITTEE

Estimate of revenue and expenditure for the period extending

from January 1st, 1972 to December 31, 1972

Revenue:

Employers' dues	\$ 40,000.
Employees' dues	\$ 40,000.
Percentage on claims	\$ 1,200.
Fines	\$ 100.
Rentals	\$ 1,080.
Interest on investments general accounting	\$ 24,000.
Estimated total revenue	<u>\$106,380.</u>

Comptes dépenses administration générale:

Salaires administration générale	\$ 43,304.
Assurance-chômage (part du comité)	\$ 616.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	\$ 330.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	\$ 352.
Assurances collectives (part du comité)	\$ 325.
Caisse de retraite (part du comité)	\$ 2,346.
Commission des Accidents du Travail	\$ 80.
Papeterie et accessoires de bureau	\$ 3,006.
Frais judiciaires	\$ 3,000.
Ententes de services	\$ 250.
Téléphones et télégrammes	\$ 3,504.
Frais postaux	\$ 416.
Intérêts et frais de banque	\$ 300.
Remboursement de dépenses autorisées	\$ 600.
Abonnement et publicité	\$ 80.
Publication de décret et publicité	\$ 1,000.
Vérificateur	\$ 800.
Total dépenses administration Générale prévues.	<u>\$ 60,309.</u>

Comptes dépenses administration inspection-vérification:

Salaires des inspecteurs	\$ 33,198.
Assurance-chômage (part du comité)	\$ 462.
Régime Rentes du Québec (part du comité)	\$ 258.
Assurance maladie du Québec (part du comité)	\$ 265.
Assurances collectives (part du comité)	\$ 384.
Caisse de retraite (part du comité)	\$ 2,325.
Commission des Accidents du Travail	\$ 66.
Papeterie et accessoires de bureau	\$ 300.
Remboursement de dépenses autorisées	\$ 2,800.
Allocations automobiles	\$ 7,900.
Gasoline	\$ 2,586.
Total dépenses administration inspecteurs.	<u>\$ 50,544.</u>

Comptes dépenses administration propriété:

Salaire de concierge	\$ 4,060.
Éclairage et chauffage	\$ 2,100.
Entretien (matériel seulement)	\$ 200.
Réparations générales	\$ 500.
Taxes municipales et taxes scolaires	\$ 7,690.
Total dépenses administration propriété prévues.	<u>\$ 14,550.</u>

General administration expensive:

Salaries, general administration	\$ 43,304.
Unemployment Insurance (Committee's share)	\$ 616.
Québec Pension Plan (Committee's share)	\$ 330.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	\$ 352.
Group Insurance (Committee's share)	\$ 325.
Retirement pension fund (Committee's share)	\$ 2,346.
Workmen's Compensation Commission	\$ 80.
Stationery and office equipment	\$ 3,006.
Legal fees	\$ 3,000.
Contracts for services	\$ 250.
Telephones and telegrams	\$ 3,504.
Postage	\$ 416.
Banking, interest and costs	\$ 300.
Reimbursement of authorized expenses	\$ 600.
Subscription and advertising	\$ 80.
Publication of decree and advertising	\$ 1,000.
Auditor's fees	\$ 800.
Estimated total, general administration expenses	<u>\$ 60,309.</u>

Inspection-auditing administration expenses:

Inspectors' salaries	\$ 33,198.
Unemployment Insurance (Committee's share)	\$ 462.
Québec Pension Plan (Committee's share)	\$ 258.
Québec Health Insurance Plan (Committee's share)	\$ 265.
Group Insurance (Committee's share)	\$ 384.
Retirement pension fund (Committee's share)	\$ 2,325.
Workmen's Compensation Commission	\$ 66.
Stationery and office equipment	\$ 300.
Reimbursement of authorized expenses	\$ 2,800.
Automobile allowances	\$ 7,900.
Gasoline	\$ 2,586.
Estimated total, inspection-auditing administration expenses.	<u>\$ 50,544.</u>

Expenses for administration of premises:

Janitor's salary	\$ 4,060.
Light and Heating	\$ 2,100.
Maintenance (equipment only)	\$ 200.
General repairs	\$ 500.
Municipal taxes and School taxes	\$ 7,690.
Estimated total, expenses for administration of premises.	<u>\$ 14,550.</u>

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblées régulières jetons de présences . . .	\$ 3,600.
Assemblées régulières frais déplacements . . .	\$ 3,840.
Jetons de présence, sous-comité de:	\$ 480.
Frais déplacements, sous-comité de:	\$ 1,920.
Jetons de présence, sous-comité de:	\$ 875.
Jetons de présence, sous-comité d'examens . . .	\$ 80.
Total dépenses	
membres du comité prévues	<u>\$ 10,795.</u>

Total reporté des revenus prévus. \$106,380.

Dépenses:

Comptes de dépenses administration générale	\$ 60,309.
Comptes de dépenses administration inspection-vérification	\$ 50,544.
Comptes de dépenses administration propriété	\$ 14,550.
Comptes de dépenses membres du Comité	<u>\$ 10,795.</u>
Total des dépenses prévues	<u>\$136,198.</u>
Deficit prévu.	<u>\$ 29,818.</u>

45267-o

Expenses — Committee members:

Regular meetings, attendance fees	\$ 3,600.
Regular meetings, travelling expenses	\$ 3,840.
Attendance fees, subcommittee	\$ 480.
Travelling expenses, subcommittee	\$ 1,920.
Attendance fees, subcommittee	\$ 875.
Attendance fees, examining subcommittee . . .	\$ 80.
Estimated total expenses —	
Committee members.	<u>\$ 10,795.</u>

Estimated total revenue carried forward \$106,380.

Expenditure:

General administration expenses	\$60,309.
Inspection-auditing administration expenses	\$50,544.
Expenses for administration of premises	\$14,550.
Expenses — Committee members	<u>\$10,795.</u>
Estimated total expenses	<u>\$136,198.</u>
Estimated deficit	<u>\$ 29,818.</u>

45267-o

Ministère (s) Travail et Main-d'oeuvre

Department (s) Labour and Manpower

Avis de modification*Coiffeurs — Région de Hull*

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Hull rendue obligatoire par le décret numéro 3652 du 13 novembre 1968 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Ajouter à l'article 110: (Durée de congé) le paragraphe suivant:

"c) Tout employeur devra remettre, au Comité paritaire, l'indemnité de congé de quatre pour cent (4%) du salaire gagné par le salarié selon les spécifications mentionnées aux paragraphes a) et b) du présent article dans les quinze (15) jours après le mois terminé.

LR-360

Notice of Amendment*Hairdressers — Hull Region*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Men's and Ladies' Hairdressers in the region of Hull, rendered obligatory by Decree number 3652 of November 13, 1968, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision:

1. The following subsection shall be added to section 110 (Length of vacation):

"c) All employers shall remit to the parity committee, the vacation pay equal to 4% of the wages earned by the employee according to the provisions mentioned in subsection (a) and (b) of the present section, in the fifteen (15) days following the end of the month.

i) La période de remboursement aux salariés s'étend du premier au trente juin de chaque année.

ii) Aucun acompte ne sera versé, sur les montants reçus de l'employeur, avant le premier juin de chaque année.

iii) En cas du décès d'un salarié, le montant reçu pour l'indemnité sera remis aux héritiers légaux. »

2° Ajouter à l'article 112, ce qui suit:

« 112-A. Tout salarié a droit à une demi-journée par mois de congé-maladie qui peut être cumulative jusqu'au trente et un (31) mars de chaque année. »

3° Remplacer les articles 118, 119, 120, 121 et 122 par les suivants:

Durée du travail

« 118. *Zone I*: La semaine normale de travail sera de quarante et une (41) heures, réparties de façon suivante:

Le lundi: jour chômé

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8.30 h. à 18 h.

Le samedi: de 8 h. à 16 h.

119. Dans les municipalités de Buckingham, Masson et Angers, la semaine normale de travail est de quarante-deux (42) heures, réparties de la façon suivante:

Le lundi: jour chômé

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8.30 h. à 18 h.

Le samedi: de 8 h. à 17 h.

120. *Zone II*: Dans la partie du district électoral de Gatineau non comprise dans la zone I, la semaine normale de travail sera de quarante-quatre (44) heures, réparties de la façon suivante:

Le lundi: jour chômé

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.30 h. à 18 h.

Le vendredi: de 8.30 h. à 21 h.

Le samedi: de 8 h. à 16 h.

121. Dans la partie du district électoral de Papineau non comprise dans la zone I, la semaine normale de travail sera de quarante-trois heures et demi (43½), réparties de la façon suivante:

Le lundi: jour chômé

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.30 h. à 18 h.

Le vendredi: de 8.30 h. à 21 h.

Le samedi: de 8.30 h. à 16 h.

La PREMIÈRE SEMAINE complète du mois d'août sera fermée.

122. Dans le district électoral de Pontiac, la semaine normale de travail sera de quarante-quatre heures et demi (44½), réparties de la façon suivante:

Le lundi: jour chômé

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.30 h. à 18 h.

Le vendredi: de 8.30 h. à 21 h.

Le samedi: de 8.30 h. à 17 h. »

(i) The reimbursement period for employees is scheduled from June 1st to June 30th each year.

(ii) No payment shall be made on the amounts received from the employer before June 1st each year.

(iii) In the event of the death of an employee, the amount received as indemnity shall be paid to his legal heirs.

2. The following shall be added to section 112:

"112-A. All employees are entitled to one half day's sick leave per month; such sick leave is cumulative until March 31st each year."

3. Sections 118, 119, 120, 121 and 122 shall be replaced by the following:

Hours of Work

"118. *Zone I*: The standard workweek shall consist of forty-one (41) hours scheduled in the following manner:

Monday: holiday

Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday: from 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 4.00 p.m.

119. In the municipalities of Buckingham, Masson, and Angers the standard workweek shall be forty-two (42) hours, scheduled in the following manner:

Monday: holiday

Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 5.00 p.m.

120. *Zone II*: In the part of the electoral district of Gatineau not included in Zone I, the standard workweek shall be forty-four hours (44) scheduled in the following manner:

Monday: holiday

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.30 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 4.00 p.m.

121. In the part of the electoral district of Papineau not included in Zone I, the standard workweek shall be forty-three and one half hours (43½) scheduled in the following manner:

Monday: holiday

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.30 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.30 a.m. to 4.00 p.m.

The FIRST complete WEEK of August shall not be worked.

122. In the electoral district of Pontiac, the standard workweek shall be forty-four and one half hours (44½) scheduled in the following manner:

Monday: holiday

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.30 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.30 a.m. to 5.00 p.m."

4° Remplacer l'article 125 par le suivant:

« 125. *Salaires minimaux*: Les taux des salaires des coiffeurs pour hommes sont les suivants dans tout le champ d'application territorial:

a) *Employés permanents qualifiés Classe « A » et « B »*: un salaire minimum garanti de \$70 par semaine, plus une commission de soixante-quinze pour cent (75%) des recettes de leur travail, excédant \$100. au cours de la semaine.

b) *Employés surnuméraires ou temporaires Classe « A » et « B »*: un salaire minimum garanti de \$20. par jour plus une commission de soixante-quinze pour cent (75%) des recettes de leur travail, excédant \$30. par jour.

c) *Apprentis*: les six (6) premiers mois, \$40 par semaine. De six (6) à douze (12) mois, \$45. par semaine plus une commission de soixante pour cent (60%) des recettes de leur travail excédant \$70. au cours de la semaine;

2^{ème} année: \$50. par semaine plus une commission de soixante-cinq pour cent (65%) des recettes de leur travail excédant \$75. au cours de la semaine;

3^{ème} année: \$55. par semaine plus une commission de soixante-dix pour cent (70%) des recettes de leur travail excédant \$80. au cours de la semaine. »

5° Remplacer l'article 127 par le suivant:

Prix minimaux des services

« 127. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services ci-dessous énumérés:

4. Section 125 shall be replaced by the following:

“125. *Minimum wages*: The wage rates for men's hairdressers are the following throughout the territorial jurisdiction:

(a) *Regular employees, Class “A” and “B”*: a minimum guaranteed wage of \$70. per week, plus a commission of seventy-five percent (75%) of the receipts of their work exceeding \$100. during the week.

(b) *Supernumerary of temporary employees Class “A” and “B”*: a minimum guaranteed wage of \$20. per day plus a commission of seventy-five percent (75%) of the receipts of their work exceeding \$30. per day.

(c) *Apprentices*: The first six (6) months, \$40. per week: from six (6) to twelve (12) months, \$45. per week, plus a commission of sixty (60%) percent of the receipts of their work exceeding \$70. during the week;

Second year: \$50. per week plus a commission of sixty-five (65%) percent of their work exceeding \$75. during the week;

Third year: \$55. per week plus a commission of seventy (70%) percent of the receipts of their work exceeding \$80. during the week.”

5. Section 127 shall be replaced by the following:

Minimum prices for services

“127. Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the minimum prices for each of the services listed below:

	Zone		Zone	
	I	II	I	II
	Prix demandés		Prix actuels	
	Prices asked		Present prices	
Coupe de cheveux ordinaire pour adultes — Regular haircut, adults	\$2.00	\$1.75	\$1.75	\$1.50
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants de moins de quinze (15) ans —				
Regular haircut, children under 15	1.25	1.00	1.00	0.80
Coupe de cheveux en brosse — Brushcut	2.25	2.00	2.00	1.75
Coupe de cheveux en brosse pour enfants de moins de quinze (15) ans —				
Brushcut, children under 15	1.50	1.25	1.25	1.10
Coupe de cheveux au rasoir, y compris shampooing et mise en plis				
(ondulation) — Razor cut, including shampoo and setting	4.50	4.00	4.00	3.50
Coupe de cheveux au rasoir — Razor cut	2.50	2.00	2.00	1.75
Mise en plis (ondulation) — Setting	1.50	1.25	1.00	1.00
Rasage de la barbe — Razor cut	1.50	1.25	1.25	1.00
Shampooing — Shampoo	1.35	1.25	1.25	1.00
Massage facial — Facial	1.75	1.50	1.50	1.50
Flambage des cheveux — Hair singeing	0.50	0.35	0.35	0.25
Tonique ou lotion — Tonic or lotion	0.50	0.50	0.50	0.50

Note: Les prix minimaux fixés ci-dessus s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un toupet. »

Note: The aforementioned prices also apply to work done on a wig or hairpiece.”

6° Remplacer l'article 135 par le suivant:

Salaires minimaux

« 135. Les taux de salaires minimaux des coiffeurs pour dames sont les suivants dans tout le champ d'application territorial:

a) *Employés permanents qualifiés classe « A »*: \$60. par semaine, plus une commission de vingt-cinq pour cent (25%) des recettes de leur travail excédant \$100. au cours de la semaine.

b) *Employés permanents qualifiés classe « B »*: \$55. par semaine, plus une commission de vingt-cinq pour cent (25%) des recettes de leur travail excédant \$100. au cours de la semaine.

c) *Employés surnuméraires ou temporaires, classe « A » ou « B »*: \$18. par jour, plus une commission de vingt-cinq pour cent (25%) des recettes de leur travail excédant le double de leur salaire gagné.

d) *Stagiaires: (Apprentis)*

	Par semaine
Les 6 premiers mois	\$32.00
De 6 à 12 mois	\$37.00
De 13 à 18 mois	\$42.00
De 19 à 24 mois	\$47.00
De 25 à 36 mois	\$52.00

Plus une commission de vingt-cinq pour cent (25%) recettes de leur travail excédant le double de leur salaire gagné au cours de la semaine, pour tous les employés ci-haut mentionnés. »

7° Remplacer l'article 140 par le suivant:

Prix minimaux des services

« 140. Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services ci-dessous énumérés:

	Zone I II		Zone I II	
	Prix demandés Prices asked		Prix actuels Present prices	
Coupe de cheveux pour adultes — Haircut, adults	\$2.00	\$1.75	\$1.45	\$1.50
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 15 ans — Haircut, children under 15	1.50	1.50	1.50	1.35
Permanent, y compris coupe de cheveux, shampooing et ondulation (mise en plis) — Permanent wave (including styling, shampoo and setting)	8.00	7.00	7.00	7.00
Ondulation (mise en plis) — Setting	2.50	2.00	2.00	1.75
Teinture des cheveux — Hair dyeing	7.00	7.00	7.00	7.00
Shampooing-teinture — Colour shampoo	6.00	6.00	5.00	5.00
Décoloration — Colour-stripping	7.00	7.00	7.00	7.00
Décapage — Stripping	7.00	6.50	7.00	6.50
Rinçage nuanceur — Colour rinse or toner	1.25	1.25	1.00	1.00
Rinçage à la crème — Cream rinse	0.75	0.50	0.50	0.50
Shampooing — Shampoo	1.00	0.75	1.00	0.75
Manucure — Manicure	1.50	1.50	1.50	1.50
Massage facial — Facial	2.50	2.50	2.50	2.50
Épilation des sourcils — Eyebrow depilation	1.25	1.25	1.25	1.25
Traitement du cuir chevelu — Scalp treatment	2.50	2.50	2.50	2.50

Note: Les prix minimaux fixés ci-dessus s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque et une postiche. »

6. Section 135 shall be replaced by the following:

Minimum wages

"135. Minimum wage rates for ladies' hairdressers are as follows throughout the territorial jurisdiction:

(a) *Regular employees, Class "A"*: \$60. per week, plus a twenty-five percent (25%) commission of the receipts of their work exceeding \$100. during the week.

(b) *Regular employees, Class "B"*: \$55. per week, plus a twenty-five percent (25%) commission of the receipts of their work exceeding \$100. during the week.

(c) *Supernumerary or temporary employees, Class "A" or "B"*: \$18. per day, plus a twenty-five percent (25%) commission of their work's receipts which exceed double their wages earned.

(d) *Apprentices*

	Per week
First six months	\$32.00
6 to 12 months	\$37.00
13 to 18 months	\$42.00
19 to 24 months	\$47.00
25 to 36 months	\$52.00

Plus a commission of twenty-five percent (25%) of their work's receipts that exceed double their wages earned during the week for all employees mentioned above".

7. Section 140 shall be replaced by the following:

Minimum prices for services

"140. Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the minimum prices fixed for each of the services listed below:

	Zone I II		Zone I II	
	Prix demandés Prices asked		Prix actuels Present prices	
Coupe de cheveux pour adultes — Haircut, adults	\$2.00	\$1.75	\$1.45	\$1.50
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 15 ans — Haircut, children under 15	1.50	1.50	1.50	1.35
Permanent, y compris coupe de cheveux, shampooing et ondulation (mise en plis) — Permanent wave (including styling, shampoo and setting)	8.00	7.00	7.00	7.00
Ondulation (mise en plis) — Setting	2.50	2.00	2.00	1.75
Teinture des cheveux — Hair dyeing	7.00	7.00	7.00	7.00
Shampooing-teinture — Colour shampoo	6.00	6.00	5.00	5.00
Décoloration — Colour-stripping	7.00	7.00	7.00	7.00
Décapage — Stripping	7.00	6.50	7.00	6.50
Rinçage nuanceur — Colour rinse or toner	1.25	1.25	1.00	1.00
Rinçage à la crème — Cream rinse	0.75	0.50	0.50	0.50
Shampooing — Shampoo	1.00	0.75	1.00	0.75
Manucure — Manicure	1.50	1.50	1.50	1.50
Massage facial — Facial	2.50	2.50	2.50	2.50
Épilation des sourcils — Eyebrow depilation	1.25	1.25	1.25	1.25
Traitement du cuir chevelu — Scalp treatment	2.50	2.50	2.50	2.50

Note: The aforementioned minimum prices also apply to work done on a wig or hairpiece."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'œuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère du Travail et de la Main-d'œuvre,
Québec, le 1er avril 1972.
45267-0

Avis de modification

Coiffeurs — Victoriaville

Le ministre du Travail et de la Main-d'œuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames de la région de Victoriaville rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Remplacer les paragraphes a) et c) de l'article 110 par le suivant:

« 110. Le salaire minimum pour la semaine normale de travail est le suivant dans les zones I et II:

a) *Employé permanent*: Le coiffeur pour hommes, classe « A » doit recevoir \$65. par semaine plus 60% des recettes de son travail lorsqu'elles dépassent de plus de \$15. le salaire qu'il reçoit, même si tel salaire est supérieur au minimum fixé dans le décret.

Le coiffeur pour hommes, classe « B » doit recevoir \$60. par semaine plus 60% des recettes de son travail lorsqu'elles dépassent de plus de \$15. le salaire qu'il reçoit, même si tel salaire est supérieur au minimum fixé dans le décret. »

2° Remplacer l'article 111 par le suivant:

« 111. *Salaires des apprentis*: Le salaire hebdomadaire des apprentis coiffeurs pour hommes est le suivant:

	Zones I et II
Premier semestre	\$34.00
Deuxième semestre	\$37.00
Troisième semestre	\$40.00
Quatrième semestre	\$46.00
Cinquième semestre	\$52.00
Sixième semestre	\$58.00

LR-364

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.R.I.,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, April 1st, 1972.
45267-0

Notice of Amendment

Hairdressers — Victoriaville

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revises Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Men's and Ladies' Hairdressers in the Victoriaville region, rendered obligatory by Decree No. 98 of January 29, 1948 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

1. Subsections (a) and (c) of section 110 shall be replaced by the following:

“110. The minimum wage for the standard workweek is the following in zones I and II:

(a) *Permanent employees*: Men's hairdressers class “A” shall be paid \$65. per week plus 60% of the receipts of the work when these receipts exceed their wages by \$15., even if such wages are higher than the minimum one in the decree.

Men's hairdressers Class “B” shall receive \$60. per week plus 60% of the receipts of their work when these receipts exceed their wages by \$15., even if such wages are higher than the minimum one in the decree.”

2. Section 111 shall be replaced by the following:

“111. *Wages of apprentices*: The weekly wage for apprenticed men's hairdressers is as follows:

	Zones I and II
1st six months	\$34.00
2nd six months	\$37.00
3rd six months	\$40.00
4th six months	\$46.00
5th six months	\$52.00
6th six months	\$58.00

3° Remplacer l'article 113 par le suivant:

« 113. *Prix minimaux des services*: Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent exiger du public les prix minimaux suivants pour les services mentionnés ci-après:

	Zones I et II	
	Prix demandés	Prix actuels
<i>Coiffeurs pour hommes:</i>		
Coupe de cheveux ordinaire:		
Pour enfants de moins de 15 ans ..	\$1.00	\$1.25
Pour adultes ..	1.60	2.00
Coupe de cheveux en brosse:		
Pour enfants de moins de 15 ans ..	1.25	1.50
Pour adultes ..	1.85	2.25
Coupe de cheveux au rasoir ..	2.00	2.25
Coupe de cheveux au rasoir (y compris le shampooing et l'ondulation)	3.75	4.00
Barbe ..	1.15	1.50
Ondulation ..	1.00	1.50
Shampooing ..	1.00	1.25
Massage ..	1.50	1.50
Lotion ou tonique ..	0.40	0.40
Flambage des cheveux ..	0.40	0.40
Aiguillage de rasoir ..	0.75	0.75
Teinture et mise en plis ..	—	6.00
Shampooing colorant ..	—	6.00

Note: Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche. »

4° Remplacer l'article 115 par le suivant:

« 115. *Salaires minimaux*: Le salaire minimum pour la semaine normale de travail est le suivant dans les zones I et II:

a) *Employé permanent*: Le coiffeur pour dames, classe « A », doit recevoir une rémunération de \$60. par semaine plus 30% des recettes de son travail excédant \$120. par semaine.

Le coiffeur pour dames, classe « B », doit recevoir une rémunération de \$55.00 par semaine, plus 30% des recettes de son travail excédant \$110.00 par semaine. »

5° Remplacer l'article 116 par le suivant:

« 116. *Salaires des apprentis*: Le salaire minimum des apprentis est le suivant:

	Par semaine
	Zones I et II
<i>Apprentis:</i>	
Premier semestre ..	\$35.00
Deuxième semestre ..	36.00 + 10% des recettes
Troisième semestre ..	38.00 + 10% des recettes
Quatrième semestre ..	40.00 + 10% des recettes
Cinquième semestre ..	45.00 + 15% des recettes
Sixième semestre ..	50.00 + 15% des recettes

La commission est calculée sur les recettes qui excèdent le double du salaire minimum déterminé au décret. »

3. Section 113 shall be replaced by the following:

“113. *Minimum prices of services*: Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services mentioned hereafter:

	Zones I and II	
	Present prices	Prices asked
<i>Men's hairdressers:</i>		
Ordinary haircut:		
Children under 15 ..	\$1.00	\$1.25
Adults ..	1.60	2.00
Brushcut:		
Children under 15 ..	1.25	1.50
Adults ..	1.85	2.25
Razorcut ..	2.00	2.25
Razorcut, including shampoo and setting ..	3.75	4.00
Shave ..	1.15	1.50
Setting ..	1.00	1.50
Shampoo ..	1.00	1.25
Massage ..	1.50	1.50
Lotion or tonic ..	0.40	0.40
Singeing of hair ..	0.40	0.40
Razor honing ..	0.75	0.75
Colour and setting ..	—	6.00
Colour shampoo ..	—	6.00

Note: The above mentioned prices apply equally when work is done on a wig or hairpiece.”

4. Section 115 shall be replaced by the following:

“115. *Minimum wages*: The minimum wage for the standard workweek is the following in zones I and II:

(a) *Permanent employees*: Ladies' hairdressers Class “A” shall be paid \$60. per week plus 30% of the receipts of their work exceeding \$120. per week.

Ladies' hairdressers Class “B” shall be paid \$55. per week plus 30% of the receipts of their work exceeding \$110. per week.”

5. Section 116 shall be replaced by the following:

“116. *Wages of apprentices*: The minimum wages of apprentices are as follows:

	Per week
	Zones I and II
<i>Apprentices:</i>	
1st six months ..	\$35.00
2nd six months ..	\$36.00 + 10% of receipts
3rd six months ..	\$38.00 + 10% of receipts
4th six months ..	\$40.00 + 10% of receipts
5th six months ..	\$45.00 + 15% of receipts
6th six months ..	\$50.00 + 15% of receipts

The commission is calculated on the receipts which exceed double the minimum wage fixed by the decree.”

6° À l'article 118, remplacer les prix fixés pour les services mentionnés ci-après, par les nouveaux prix suivants:

	Zones I et II	
	Prix actuels	Prix demandés
<i>Coiffeurs pour dames:</i>		
Coupe de cheveux pour adultes	\$1.50	\$2.00
Repeignage d'une coiffure	1.00	1.50
Teinture des cheveux avec mise en plis	7.00	7.50
Ondulation à l'eau	2.00	2.50
Décoloration	4.00	5.00 »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 1er avril 1972,
45267-o

Avis de modification

Tanneries et corroieries — Province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 330 du 19 mars 1953 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° Remplacer le 4e paragraphe de l'article II (*champ d'application territorial*) par le suivant:

« Zone III: Le reste du Québec. Cependant, si dans cette zone, un employeur a dix (10) salariés ou plus à son service, son établissement est considéré comme faisant partie de la zone II ».

2° Remplacer l'article III par le suivant:

« III. *Catégories*: Les salariés assujettis au présent décret sont répartis en trois (3) catégories, de la façon suivante:

Catégorie I: Les mécaniciens de machines fixes et les préposés à l'entretien (millwrights);

L.R-366

6. In section 118, the prices fixed for the services mentioned hereafter shall be replaced by the following:

	Zones I and II	
	Present prices	Prices asked
<i>Ladies' hairdressers</i>		
Haircut for adults	\$1.50	\$2.00
Comb-out	1.00	1.50
Colour and set	7.00	7.50
Water wave	2.00	2.50
Bleaching	4.00	5.00"

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, April 1st, 1972
45267-o

Notice of Amendment

Tanners and Curriers — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Tanners and Curriers in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree No. 330 of March 19, 1953 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

1. Paragraph 4 of section II (*Territorial jurisdiction*) shall be replaced by the following:

“Zone III: The remainder of Québec. If, in this zone, the employer has ten (10) or more employees in his employ, his establishment is considered as being part of zone II”.

2. Section III shall be replaced by the following:

“III. *Categories*: Employees governed by this decree are divided into three (3) categories as follows:

Category I: Stationary enginemen and millwrights;

Catégorie II: Les gardiens. Le mot « gardien » désigne tout salarié préposé à la surveillance et à la garde d'un établissement et ceci n'exclut pas les travaux de nettoyage qu'il peut être appelé à effectuer.

Catégorie III: Les salariés de l'industrie du tannage et du corroyage qui ne sont pas mentionnés dans les catégories décrites ci-dessus, y compris les conducteurs de camions.

3° Radier les mots « du même sexe » à la 2e ligne du premier paragraphe de l'article IV.

4° Remplacer l'article V par le suivant:

« V. **Salaires minimaux:** Les taux de salaires minimaux sont les suivants pour chacune des catégories mentionnées ci-dessous et le minimum horaire prévu doit être payé au salarié pour chacune de ses heures de travail selon sa catégorie et sa classe.

Catégorie I: Mêmes taux que ceux de la catégorie III, Classe A.

Catégorie II: Si ces salariés, en plus d'être gardiens, travaillent à la fabrication du cuir, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie III, classe A, et leur semaine régulière de travail est celle de cette dernière catégorie.

Si ces salariés ne travaillent pas à la fabrication du cuir ou s'ils y travaillent occasionnellement ou d'urgence, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie III, classe « B ».

Category II: Watchmen. "Watchman" means any employee who watches and guards an establishment. This does not exclude cleaning work he may be required to do.

Category III: Employees in the tanning and currying industry who are not included in the above categories; truck drivers."

3. The words "of the same sex" shall be abrogated in line 2 of the first paragraph of section IV.

4. Section V shall be replaced by the following:

"V. **Minimum wages:** Minimum wage rates are as follows for each category listed below; for each hour worked, the employee shall be paid the minimum hourly rate stipulated for his category and class.

Category I: Same rates as for Category III, Class A.

Category II: If, besides working as watchmen, employees in this category work at leather fabricating, they shall be paid the same rates as employees in Category III, Class A, and their standard workweek shall be the same as for those in Category III.

When they are not engaged in leather fabrication, or when they do so only at certain times or in emergencies, such employees shall be paid the same rates as employees in Category III, Class B.

Catégorie III: Zone I — Salariés à l'heure — Category III: Zone I — Hourly paid employees:

		28 mars March 28, 1973	1er oct. October 1, 1973	1er mars March 1, 1974	1er oct. October 1, 1974
Classe A — Class A	\$2.57	\$2.67	\$2.77	\$2.87	\$2.97
Classe B — Class B	2.24	2.34	2.44	2.54	2.63
Classe C — Class C	2.02	2.12	2.22	2.32	2.41
Apprenti, classe « C », durée d'apprentissage maximum de 3 mois — Class "C" apprentice term of apprenticeship does not exceed 3 months	1.66	1.76	1.86	1.96	2.04

Zone I — Salariés aux pièces — Piece-work employees:

Classe A — Class A	2.64	2.74	2.84	2.94	3.04
Classe B — Class B	2.31	2.41	2.51	2.61	2.70
Classe C — Class C	2.10	2.20	2.30	2.40	2.46
Apprenti, classe « C », durée d'apprentissage maximum de 3 mois — Class "C" apprentice term of apprenticeship does not exceed 3 months	1.72	1.82	1.92	2.02	2.08

Zone II — Salariés à l'heure — Hourly-paid employees:

Classe A — Class A	2.52	2.62	2.72	2.82	2.92
Classe B — Class B	2.20	2.30	2.40	2.50	2.59
Classe C — Class C	2.02	2.12	2.22	2.32	2.41
Apprenti, classe « C », durée d'apprentissage maximum de 3 mois — Class "C" apprentice term of apprenticeship does not exceed 3 months	1.65	1.75	1.85	1.95	2.03

<i>Zone II — Salariés aux pièces — Piece-work employees:</i>					
Classe A — Class A	2.59	2.69	2.79	2.89	2.99
Classe B — Class B	2.26	2.36	2.46	2.56	2.65
Classe C — Class C	2.10	2.20	2.30	2.40	2.46
Apprenti, classe « C », durée maximum d'apprentissage de 3 mois — Class "C" apprentice term of apprenticeship does not exceed 3 months	1.71	1.81	1.91	2.01	2.07
<i>Zone III — Salariés à l'heure — Hourly-paid employees:</i>					
Classe A — Class A	2.42	2.52	2.62	2.72	2.82
Classe B — Class B	2.11	2.21	2.31	2.41	2.50
Classe C — Class C	1.93	2.03	2.13	2.23	2.32
Apprenti, classe « C », durée d'apprentissage maximum de 3 mois — Class "C" apprentice term of apprenticeship does not exceed 3 months	1.55	1.65	1.75	1.85	1.93
<i>Zone III — Salariés aux pièces — Piece work employees:</i>					
Classe A — Class A	2.49	2.59	2.69	2.79	2.89
Classe B — Class B	2.16	2.26	2.36	2.46	2.55
Classe C — Class C	2.00	2.10	2.20	2.30	2.36
Apprenti, classe « C », durée d'apprentissage maximum de 3 mois — Class "C" apprentice, term of apprenticeship does not exceed 3 months	1.61	1.71	1.81	1.91	1.97

Le nombre total des salariés de la classe C doit inclure les apprentis de cette même classe et ne doit en aucun temps dépasser quinze pour cent (15%) du nombre total des salariés au service de tout employeur.

Les présents taux à la pièce sont considérés comme tels, sans diminution pour les salariés qui en bénéficient et ceux qui les remplacent, à la pièce, au même emploi, opération ou poste.

Cependant, un comité spécial institué par le comité paritaire, à la demande des parties contractantes, enquêtera sur toute plainte formulée auprès de ce dernier par les employeurs ou par les salariés alléguant que certains taux à la pièce sont injustes.

Ledit comité est formé de cinq (5) membres, dont deux (2) nommés par la partie patronale, deux (2) par la partie syndicale et un cinquième (5e) désigné par eux à la majorité ou par le ministre du Travail et de la Main-d'œuvre advenant une mésentente sur le choix du cinquième membre.

Ce comité, après enquête et étude, transmettra son rapport au comité paritaire pour détermination des taux.

Remarque: Cependant, les taux de salaires établis pour les mécaniciens de machines fixes et les préposés à l'entretien ne doivent jamais être inférieurs à ceux établis par les Ordonnances de la Commission du Salaire minimum. »

The total number of Class C employees must include Class C apprentices and shall never exceed fifteen per cent (15%) of the total number of employees in any employer's service.

The present piece-work rates are considered as being set as such, without reduction in the case of employees actually receiving them and those who replace them, on a piece-work basis, in the same occupation, operation or function.

However, a special committee set up by the Joint Committee shall, upon request from the parties to the agreement, investigate any complaint filed with it by employers or employees who claim that certain piece-work rates are unjust.

The said committee is composed of five (5) members: two (2) of which are appointed by employers, two (2) by the employees and a fifth (5th) appointed by a majority of the first four or by the Minister of Labour and Manpower in the event of disagreement concerning the fifth (5th) choice.

After investigation and study, the committee shall report to the Joint Committee so that rates may be determined.

Note: It is understood that the wage rates set forth for stationary engine-men and millwrights (maintenance men) shall never be lower than those stipulated in the Minimum Wage Commissions's ordinances."

5° Remplacer l'article VI par le suivant:

Article VI — Durée du Travail: a) La semaine normale de travail pour les salariés de chaque catégorie est la suivante:

Catégorie I: Quarante-neuf heures et demie (49½) exécutées en cinq (5) jours, sans limite journalière.

Cependant, si ces salariés travaillent à la fabrication du cuir, leur semaine normale de travail sera limitée à quarante-deux (42) heures jusqu'au 1er octobre 1974, et à compter de cette date à quarante et une (41) heures, quel que soit le nombre d'heures consacrées à l'un ou l'autre poste. Dans le cas d'un travail occasionnel ou d'urgence, à la fabrication du cuir, la durée hebdomadaire demeurera fixée à quarante-neuf heures et demie (49½).

Catégorie II: Cinquante-neuf heures et demie (59½) jusqu'au 1er octobre 1974, et à compter de cette date à cinquante-huit heures et demie (58½) exécutées en six (6) jours, sans limite journalière.

Catégorie III: Quarante-deux heures (42) exécutées du lundi au vendredi inclusivement entre 7h. et 18h, avec interruption d'une (1) heure pour le repas du midi, sans dépasser huit (8) heures et trente (30) minutes par jour, et à compter du 1er octobre 1974 de quarante et une (41) heures, dont la répartition et la durée quotidiennes demeurent celles mentionnées ci-dessus.

Travail d'équipe: Tout travail exécuté par un salarié autre qu'un salarié travaillant durant la journée normale de l'entreprise, en dehors de l'horaire quotidien, est reconnu comme travail d'équipe et donne droit au supplément de salaire suivant:

entre 17h et minuit: cinq pour cent (5%) en surplus du salaire régulier.

entre minuit et 7h: sept et demi pour cent (7½%) en surplus du salaire régulier. »

6° Au paragraphe a) de l'article VII (*heures supplémentaires*) remplacer les mots et chiffre « neuf (9) heures » par « huit (8) heures et trente (30) minutes ».

7° Au paragraphe b) de l'article VIII (*jours fériés*), ajouter les mots: « la Saint-Jean Baptiste ».

8° Au paragraphe e) de l'article VIII (*jours fériés*) remplacer les mots et chiffre « trois (3) mois de service continu » par « soixante (60) jours ouvrables de service continu ».

9° Remplacer le paragraphe g) de l'article IX (*période de référence*) par le suivant:

« g) *Période de congés:* Le congé prévu au présent article doit être accordé entre la troisième (3ième) semaine complète du mois de juin et la deuxième (2ième) semaine complète du mois d'août de chaque année. L'employeur doit donner un avis de trente (30) jours aux salariés pour les informer de la date de la période de congé.

10° Remplacer l'article IX-A par le suivant:

« IX-A. *Congés additionnels:* a) Tout salarié qui au 1er juin 1972 ou au 1er juin de toute année subséquente a

5. Section VI shall be replaced by the following:

“Section VI — *Hours of work:* (a) The standard workweek for employees in each category shall be as follows:

Category I: Forty-nine and one half (49½) hours scheduled over five (5) days, without any daily limit.

Should employees in this category also work at leather fabrication, they shall have a forty-two (42) hour standard workweek up to October 1, 1974, and a forty-one (41) hour standard workweek thereafter, regardless of the number of hours worked at either occupation. Employees working at leather fabricating only at certain times or in emergencies shall retain their forty-nine and one half (49½) hour standard workweek.

Category II: Fifty-nine and one half (59½) hours until October 1, 1974, and thereafter a fifty-eight and one half (58½) hour standard workweek scheduled over six (6) days, without any daily limit.

Category III: Forty-two (42) hours scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday, with one (1) hour off for the noon meal, without exceeding eight and one half (8½) hours per day, and from October 1, 1974, a forty-one (41) hour workweek, whose schedule and daily duration shall remain as scheduled above.

Shift work: Any work performed by an employee other than one working during the establishment's standard working day and performed outside the daily schedule is considered as shift work and entitles the employee to the following wage supplements:

between 5:00 p.m. and midnight: 5% in addition to regular wages.”

between midnight and 7:00 a.m.: 7½% in addition to regular wages.

6. — In subsection (a) of section VII (*Overtime*), the words and the number “nine (9) a day” shall be replaced by “eight and one half (8½) hours a day”.

7. In subsection (b) of section VIII (*General holidays*) shall be added the words “St. John the Baptist”.

8. In subsection (e) of section VIII (*General holidays*) the words and the number “three (3) months' continuous service” shall be replaced by “sixty (60) working days of continuous service”.

9. Subsection (g) of section IX (*Qualifying period*) shall be replaced by the following:

“(g) *Annual vacation period:* The vacation provided for in the present section shall be granted between the third (3rd) complete week of the month of June and the second (2nd) complete week of the month of August of each year. The employer shall advise his employees of their vacation dates thirty (30) days in advance of the vacation period.

10. Section IX-A shall be replaced by the following:

“IX-A. *Additional holidays:* (a) Any employee, who on June 1, 1972 or on June 1st of any subsequent year,

rendu à son employeur dix (10) ans et plus de service continu, a droit à une troisième (3^{ème}) semaine de congés payés, qui lui sera accordée en n'importe quel temps de l'année, après entente avec son employeur.

L'indemnité payable pour cette troisième (3^{ème}) semaine de congés est égale à deux pour cent (2%) du salaire gagné pendant la période de référence déterminée ci-dessus.

b) Tout salarié qui au 1er juin 1972 et de toute année subséquente a été vingt (20) ans et plus au service continu de son employeur, a droit à une quatrième (4^{ème}) semaine de congés payés qui lui sera accordée en n'importe quel temps de l'année, après entente avec son employeur. L'indemnité pour cette quatrième (4^{ème}) semaine de congés est équivalente à deux pour cent (2%) du salaire gagné pour la période de référence déterminée au présent article.

c) Toutefois, l'employeur a la faculté de ne pas accorder la quatrième (4^{ème}) semaine de congés chômés et payés. Dans ce cas, il doit remplacer cette quatrième (4^{ème}) semaine de congés pour une indemnité compensatrice égale à l'indemnité à laquelle le salarié aurait eu droit, s'il avait pris tels congés.

Nonobstant les dispositions mentionnées aux paragraphes précédents, l'employeur peut faire exécuter des travaux d'entretien et de réparation durant les troisième (3^{ème}) et quatrième (4^{ème}) semaines de congés.

d) Les conditions déterminées à l'article IX, relatives aux avantages additionnels, à l'échéance de l'indemnité et aux services continus s'appliquent aux congés additionnels. »

11° Ajouter le nouvel article IX-B suivant:

« IX - B. *Congés sociaux*: a) Tout salarié ayant complété soixante (60) jours ouvrables de service pour le même employeur a droit à l'occasion du décès des parents directs:

1) à trois (3) jours de congés payés se terminant le jour des funérailles dans le cas du décès de son époux, son épouse, de son enfant, de son père, de sa mère et de ses parents adoptifs, si ces jours sont ouvrables.

2) à une journée de congé payé, soit le jour des funérailles lors du décès de son frère, de sa soeur, de son beau-père, de sa belle-mère si ce jour est ouvrable.

b) Ces congés sociaux sont rémunérés de la même manière que pour les jours fériés prévus à l'article VIII. »

12° Au paragraphe c) de l'article XIII, remplacer les mots et chiffre « quatre-vingt-dix (90) » par « soixante (60) ».

13° Remplacer l'article XX (*Durée du décret*) par le suivant:

« XX - *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 28 mars 1975. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante et d'au moins trente jours avant le 28 mars de

has given his employer ten (10) years or more of continuous service, is entitled to a third (3rd) week of vacation with pay, which shall be granted him at any time during the year, upon agreement with the employer.

The vacation pay for this third (3rd) week of vacation is equal to two percent (2%) of the wages earned during the qualifying period mentioned above.

(b) Any employee, who on the first of June 1972, and of any subsequent year, has twenty (20) years or more of continuous service is entitled to a fourth (4th) week of paid vacation which shall be granted him at any time during the year, upon agreement with the employer. The vacation pay for this fourth (4th) week of vacation is equal to two percent (2%) of the wages earned during the qualifying period mentioned in the present section.

(c) However, if the employer chooses not to grant this fourth (4th) week of paid vacation in time, he may grant the employee a monetary compensation equal to the payment that would have been due him had he taken such vacation.

Notwithstanding the above provisions, the employer may have maintenance and repair work done during such third (3rd) and fourth (4th) week of vacation.

(d) The conditions provided for in section IX, respecting additional benefits, due dates, and continuous service apply to extra vacations."

11. A new section IX-B shall be added as follows:

"IX-B *Special leaves*: (a) Any employee who has sixty (60) working days of service for the same employer is entitled on the death of his near relatives:

1) to three (3) days' paid leave ending the day of the funeral in the case of the death of a husband or wife, a child, father, mother, or adoptive parents, if such days are working days.

2) one (1) day's paid leave, the day of the funeral, on the death of a brother, a sister, father-in-law or mother-in-law, if such day is a working day.

(b) Such special leave is remunerated in the same manner as paid holidays provided for in section VIII."

12. In subsection (c) of section XIII the word and number "ninety (90)" shall be replaced by "sixty (60)".

13. Section XX (*Term of the decree*) shall be replaced by the following:

"XX - *Term of the decree*: The present decree remains in force until March 28, 1975. It automatically renews itself from year to year unless one of the contracting parties notifies the other to the contrary no more than sixty (60) days and no less than thirty (30) days before March 28, 1975, or of any subsequent year. Such notice

l'année 1975 ou de toute autre année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 1er avril 1972
45267-o

shall also be forwarded to the Minister of Labour and Manpower".

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, April 1st, 1972
45267-o

Régie de l'électricité et du gaz

Electricity and Gas Board

Audition publique

Requête pour extension d'exploitation

Avis est par les présentes donné que GAZ MÉTROPOLITAIN, INC., distributeur de gaz, par sa requête en date du 6 mars 1972, selon l'article 33 de la Loi de l'Électricité et du Gaz (S.R.Q. 1964, chap. 87, tel qu'amendé) a demandé à la Régie de l'Électricité et du Gaz l'autorisation d'étendre son exploitation en construisant un gazoduc de 16 pouces de diamètre à partir d'un gazoduc proposé de Gaz du Québec, Inc. à proximité de la rive gauche de la rivière Richelieu jusqu'à l'usine de Sidbec à Contrecoeur sur une distance d'environ 14.1 milles.

Toute personne désirant obtenir copie de la requête ou ayant l'intention de s'opposer ou d'intervenir quant à ladite requête devra en aviser le soussigné par écrit avant le 4 avril 1972.

La Régie de l'Électricité et du Gaz entendra ladite requête lors d'une séance d'audition qui aura lieu à ses bureaux au 2100 rue Drummond, Montréal (Deuxième étage), mardi, le 11 avril 1972, à 10.30 heures de l'avant-midi.

ME DENIS SAVIGNAC,
Régisseur et secrétaire.
2100 rue Drummond,
Montréal 107, P.Q.

Montréal, le 24 mars 1972.
45303-o

Public Hearing

Petition for extension of operations

NOTICE is hereby given that GAZ MÉTROPOLITAIN, INC., a gas distributor, by its petition dated March 6, 1972, according to section 33 of the Electricity and Gas Board Act (1964, R.S.Q. Chapter 87, as amended), has applied to the Electricity and Gas Board to extend its undertaking in respect of the construction of a 16 inches pipeline with all appurtenant works and facilities from a proposed pipeline of Gaz du Québec, Inc. at a point near the left bank of Richelieu River to the Sidbec Plant at Contrecoeur, over a distance of approximately 14.1 miles.

Any person wishing to obtain copy of the said petition or intending to oppose or intervene in the petition must advise the undersigned by writing before April 4, 1972.

The said petition will be heard in the Hearing Room of the Electricity and Gas Board, 2100 Drummond Street, (Second Floor), in the City of Montreal, commencing on Tuesday, April 11, 1972, at 10:30 A.M.

ME DENIS SAVIGNAC,
Member of the Board and Secretary.
2100 Drummond Street,
Montreal 107, P.Q.

Montreal, March 24, 1972.
45303-o

Audition publique*Requête pour extension d'exploitation*

Avis est par les présentes donné que GAZ DU QUÉBEC, INC., distributeur de gaz, par sa requête en date du 6 mars 1972, selon l'article 33 de la Loi de la Régie de l'Électricité et du Gaz (S.R.Q. 1964, chap. 87, tel qu'amendé), a demandé à la Régie de l'Électricité et du Gaz l'autorisation d'étendre son exploitation en construisant un gazoduc de 16 pouces de diamètre à partir des installations existantes de TransCanada Pipe Lines Limited à Saint-Mathieu, comté de Laprairie, sur une distance de 26.8 milles jusqu'à un endroit situé à proximité de la rive gauche de la rivière Richelieu.

Toute personne désirant obtenir copie de la requête ou ayant l'intention de s'opposer ou d'intervenir quant à ladite requête devra en aviser le soussigné par écrit avant le 4 avril 1972.

La Régie de l'Électricité et du Gaz entendra ladite requête lors d'une séance d'audition qui aura lieu à ses bureaux au 2100 rue Drummond, Montréal (Deuxième étage), mardi, le 11 avril 1972, à 10.30 heures de l'avant-midi.

ME DENIS SAVIGNAC,
Régisseur et secrétaire.
2100 rue Drummond,
Montréal 107, P.Q.

Montréal, le 24 mars 1972.
45303-o

Public Hearing*Petition for extension of operations*

NOTICE is hereby given that GAZ DU QUÉBEC, INC., a gas distributor, by its petition dated March 6, 1972, according to section 33 of the Electricity and Gas Board Act (1964, R.S.Q. Chapter 87, as amended), has applied to the Electricity and Gas Board to extend its undertaking in respect of the construction of a 16 inches pipeline with all appurtenant works and facilities from the existing installations of TransCanada Pipe Lines Limited at St. Mathieu, County of Laprairie, over a distance of 26.8 miles to a point situated near the left bank of the Richelieu River.

Any person wishing to obtain copy of the said petition or intending to oppose or intervene in the petition must advise the undersigned by writing before April 4, 1972.

The said petition will be heard in the Hearing Room of the Electricity and Gas Board, 2100 Drummond Street, (Second Floor), in the City of Montreal, commencing on Tuesday, April 11, 1972, at 10:30 A.M.

ME DENIS SAVIGNAC,
Member of the Board and Secretary.
2100 Drummond Street,
Montreal 107, P.Q.

Montreal, March 24, 1972.
45303-o

INDEX No 13

Partie II: lois et règlements — Part II: Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL

ORDERS IN COUNCIL

815 — Automobile, Montréal (<i>Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>).....	3063
815 — Automobile, Montreal (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>).....	3063
816 — Fourrure, gros, Montréal (<i>Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>).....	3066
816 — Fur, Wholesale, Montreal (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>).....	3066
817 — Employés de garage, Rouyn-Noranda (<i>Modification au décret</i>).....	3070
817 — Garage Employees, Rouyn-Noranda (<i>Amendments to the decree</i>).....	3070
818 — Institutions religieuses et fabriques paroissiales, Saint-Hyacinthe (<i>Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>).....	3074
818 — Religious Institutions and Church Councils, St. Hyacinthe (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>).....	3074
819 — Matériaux de construction (<i>Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>).....	3077
819 — Building Materials (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>).....	3077

Travail et de la Main-d'oeuvre

Labour and Manpower

Régie de l'Électricité et du Gaz

Electricity and Gas Board

<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>
Coiffeurs, Hull (<i>Mod.</i>).....	3080
Coiffeurs, Victoriaville (<i>Mod.</i>).....	3084
Hairdressers, Hull (<i>Amend.</i>).....	3080
Hairdressers, Victoriaville (<i>Amend.</i>).....	3084
Tanneries et corroieries, Province (<i>Mod.</i>)..	3086
Tanners and Curriers, Province (<i>Amend.</i>)..	3086

Gaz métropolitain, inc. (<i>Requête pour extension d'exploitation-Petition for extension of operations</i>).....	3091
Gaz du Québec, inc. (<i>Requête pour extension d'exploitation-Petition for extension of operation</i>).....	3092



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

104^e ANNÉE—VOL. 104

**INDEX
CUMULATIF**
1^{er} janvier au 1^{er} avril

1972
**CUMULATIVE
INDEX**
January 1st to April 1st

Partie II**LOIS ET RÈGLEMENTS****ARRÊTÉS EN CONSEIL**

2 — Motoneiges, circulation sous les ponts et ponceaux aménagés sur les autoroutes et chemins à accès limité	1349
2 — Snowmobiles, passing under bridges and culverts installed on autoroutes and limited access highways	1349
7 — Boeuf musqué	253
7 — Musk-oxen	253
8 — Réserve de Kipawa	253
8 — Reserve of Kipawa	253
61 — Transfert au Gouvernement du Canada de la régie et de l'administration de certains lots et blocs dans les cantons McKenzie et Roy (Abitibi-Est)	1711
61 — Transfer to the Canadian Government of the supervision and administration of certain lots and blocks in the townships of McKenzie and Roy (Abitibi-East)	1711
97 — Inscription des élèves et obligation qui incombe aux commissaires ou aux syndics d'écoles pour donner les cours d'études en langue anglaise à chaque enfant dont les parents ou les personnes qui en tiennent lieu en font la demande (modifications à l'arrêté en conseil numéro 674 du 18 février 1970)	662
97 — Enrolment of pupils and the obligation which befalls school commissioners or trustees to give courses of study in the English language to any child for whom his parents or the persons acting in their stead so request (amendments to order in council number 674, dated February 18, 1970)	662
122 — Automobile, région de Joliette, approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du comité paritaire	659
122 — Automobile, Joliette and District, approval of Regulation No. 1 respecting the levy of the Parity Committee	659
168 — Accréditation des libraires, modifications	1161
168 — Certification of libraries, amendments	1161
173 — Imprimerie, région de Montréal, correction à l'arrêté en conseil no 3356 du 29-9-71	1161
173 — Printing, Montreal region, correction to Order in Council No. 3356 of September 29, 1971	1161
174 — Employés de garages, Joliette, modifications au décret	1162
174 — Garage Employees, Joliette, amendments to the decree	1162
192 — Tarif des droits payables à la Régie des transports par les Commissions de transport des Communautés urbaines de Québec, de Montréal et de la Communauté régionale de l'Outaouais ainsi que par certaines autres Commissions de transport	1483
192 — Tariff of the fees payable to the Transportation Board by the Transit Commissions of the Québec and Montreal Urban Communities and of the Outaouais Regional Community, and by certain other Transport Commissions	1483
193 — Tarif des droits payables à la Régie des Transports par certaines compagnies de transport	1484
193 — Tariff of the fees payable to the transportation Board by certain transport companies	1484
194 — Immatriculation à prix réduit d'autobus, propriété de Colonial Coach Lines Limited et de Eastern Greyhound Lines Limited	1485
194 — Registration at a reduced price of autobuses belonging to Colonial Coach Lines Limited and Eastern Greyhound Lines Limited	1485
259 — Exemption de droits de coupe en faveur de la Ville de Chibougamau	1713

Part II**LAWS AND REGULATIONS****ORDERS IN COUNCIL**

259 — Exemption from stumpage dues in favour of the town of Chibougamau.	1713
261 — Transfert au Gouvernement du Canada de la régie et de l'administration d'un certain terrain situé dans le Territoire du Nouveau-Québec.	1714
261 — Transfer to the Government of Canada of the supervision and administration of a certain block of land situated in the New Québec Territory.	1714
264 — Serments et affirmations solennelles.	1486
264 — Oaths and solemn affirmations.	1486
266 — Camionnage, région de Montréal, <i>modifications au décret</i> .	1350
266 — Cartage, Montreal region, <i>amendments to the decree</i> .	1350
267 — Distributeurs de pain, région de Montréal, <i>modifications au décret</i> .	1350
267 — Bread Distributors, Montreal region, <i>amendments to the decree</i> .	1350
268 — Matériaux de construction, province (Industrie du granit) <i>correction à l'arrêté en conseil numéro 4301 du 15 décembre 1971</i> .	1351
268 — Building Materials, Province (Granite Industry) <i>correction to Order in Council number 4301 of December 15, 1971</i> .	1351
269 — Comité paritaire des Coiffeurs de Joliette, <i>abrogation et la remise de ses biens au Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de la région de Joliette</i> .	1352
269 — Hairdressers' Parity Committee of Joliette, <i>its abrogation and the transfer of its property to the Parity Committee of the Automobile Industry of Joliette and District</i> .	1352
273 — Tâches confiées à monsieur Claude Simard, membre du Conseil exécutif.	1716
273 — Tasks entrusted to Mister Claude Simard, member of the Executive Council.	1716
274 — Office de la langue française (L').	1716
274 — French Language Bureau (The).	1716
275 — Conseil d'artisanat du Québec (S.R. 1964, ch. 200) application de la Loi.	1716
275 — Québec Handicraft Council (R.S. 1964, ch. 200) application of the Act.	1716
276 — Centrale d'artisanat du Québec.	1717
276 — Québec Handicraft Centre.	1717
277 — Terrains de camping et de caravaning.	1717
277 — Camping grounds and trailer parks.	1717
291 — Plaque d'immatriculation particulière pour remorques et semi-remorques et un permis « omnibus ».	1723
291 — Registration marker for trailers and semi-trailers and an "omnibus" permit, (special registration).	1723
293 — Trappage pour fins éducatives ou scientifiques.	1718
293 — Trapping for educational or scientific purposes.	1718
312 — Regroupement et gestion des commissions scolaires, <i>rectification de certaines erreurs ou omissions dans la description du territoire de certaines commissions scolaires nouvelles</i> .	1719
312 — Regrouping and management of school boards, <i>rectification of certain errors or omissions in the description of the territory of certain new school boards</i> .	1719
340 — Soustraction au jalonnement d'une étendue de terrain dans le canton de Daniel.	1719
340 — Withdrawal from staking of an area of land in the township of Daniel.	1719
352 — Édition et diffusion du livre, aide.	1721
352 — Publication and distribution of books, assistance.	1721
353 — Accréditation des libraires (<i>modifications à la réglementation</i>).	1953
353 — Booksellers accreditation (<i>amendments to the Regulation</i>).	1953
354 — Aide aux libraires agréés.	1957
354 — Aide aux librairies agréées (<i>Erratum</i>).	2923
354 — Assistance to accredited bookshops.	1957
354 — Assistance to accredited bookshops (<i>Erratum</i>).	2923
360 — Sécurité dans les édifices publics, modification des règlements généraux.	2608
360 — Safety in Public Buildings, amendment to the General Regulations.	2608
362 — Salariés de garages, région de Québec.	1487
362 — Garage Employees, Québec region.	1487
379 — Ste-Adèle, municipalité, comté de Terrebonne, <i>endroit touristique</i> .	1723
379 — Ste-Adèle, municipality, county of Terrebonne, <i>tourist area</i> .	1723
439 — Assurance-hospitalisation, paiement de certains services assurés aux malades traités en dehors de la Province.	2157
439 — Hospital Insurance, payment for certain insured services to patients treated outside the Province.	2157
445 — Réserve de chasse et de pêche de la Rivière Port-Daniel.	2156
445 — Fish and Game reserve of the Port-Daniel River.	2156
463 — Surveillance de l'utilisation du lait, règlement.	2579
463 — Produits laitiers et leurs succédanés, règlement sur la surveillance et l'utilisation du lait.	2579

Arrêtés en conseil (suite)

Orders in Council (continued)

463 — Control of milk utilization	2579
463 — Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, regulation on the control of milk utilization	2579
485 — Corporation des Maîtres Mécaniciens en Tuyauterie du Québec (<i>Mod.</i>)	2317
485 — Corporation of Master Pipe-Mechanics of Québec (<i>Amend.</i>)	2317
486 — Construction, Province (<i>Modification au décret</i>)	1932
486 — Construction, Province (<i>Amendment to the Decree</i>)	1932
487 — Employés de garages, régions de Trois-Rivières et Shawinigan	1934
487 — Garage Employees, Trois-Rivières and Shawinigan regions	1934
501 — Tarif d'honoraires d'enregistrement dans les bureaux d'enregistrement où les registrateurs sont à traitement fixe (<i>modifications</i>)	2158
501 — Tariff of registration fees for those registry offices in which the registrars are paid a fixed salary	2158
507 — Évaluation foncière, délivrance du permis d'évaluateur pour les fins de la Loi	2319
507 — Permis d'évaluateur pour les fins de la Loi sur l'évaluation foncière	2319
507 — Real Estate Assessment Act, issuance of assessors' permits	2319
507 — Assessors' permits for the purposes of the Real Estate Assessment Act	2319
539 — Transfert au Ministre des richesses naturelles de la régie et de l'administration de certains barrages et des droits de surface sur les terrains requis pour leur entretien (Matane)	2321
539 — Transfer to the Minister of Natural Resources of the control and administration of certain dams and of the surface rights to lands required for the maintenance of these dams (Matane)	2321
545 — Impôt sur la vente en détail, règlement concernant les Indiens	2323
545 — Indiens et la Loi de l'impôt sur la vente en détail	2323
545 — Retail Sales Tax Act, regulation concerning Indians	2323
545 — Indians and the Retail Sales Tax Act	2323
547 — Robe, Province (<i>Erratum</i>)	2326
547 — Dress, Province (<i>Erratum</i>)	2326
547 — Robe, Province (<i>Modifications au décret</i>)	2149
547 — Dress, Province (<i>Amendments to the decree</i>)	2149
568 — Commission de police du Québec, règlement numéro 9 relatif aux décorations et citations pouvant être décernées aux policiers du Québec ou à toute personne ou organisme	2909
568 — Québec Police Commission, by-law number 9 in respect of the decorations and citations which may be awarded to Québec policemen or to any person or body	2909
626 — Preuve photographique de certains documents applicables à la ville de Granby	2649
626 — Photographic Proof of Documents Act applicable to the city of Granby	2649
653 — Protection du consommateur, divulgation du coût et du taux de crédit, etc. . . (<i>Règlement No 9</i>)	2650
653 — Consumer Protection Act, disclosure of credit charges and credit rates, etc. . . (<i>Regulation No. 9</i>)	2650
654 — Protection du consommateur, exemptions édictées en vertu de la Loi (<i>Règlement No 8</i>)	2658
654 — Consumer Protection Act, exemptions promulgated under the Act (<i>Regulation No. 8</i>)	2658
666 — Accessoires de mode, Île de Montréal (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2612
666 — Fashion Accessories, Island of Montreal (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2612
667 — Alimentation, détail, Saint-Hyacinthe (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2614
667 — Food, Retail, St. Hyacinthe (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2614
668 — Automobile, Rouyn-Noranda (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2617
668 — Automobile, Rouyn-Noranda (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2617
669 — Boîte de carton, Province (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2620
669 — Paper Box, Province (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2620
670 — Camionnage, région Montréal (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2623
670 — Cartage, Montreal Region (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2623
671 — Chapeaux en toile etc. . . , Province, (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2627
671 — Cloth Hats, etc. . . , Province, (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2627
672 — Chapellerie pour dames et enfants, Province (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2629
672 — Millinery (Women's and Children's) Province (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2629
673 — Cercueil, Province (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2632
673 — Casket, Province (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2632
674 — Directeurs de funérailles, Île de Montréal et Île Jésus (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2635
674 — Funeral Directors, Island of Montreal and Jésus (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2635
675 — Fourrure, détail, Montréal et district (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2638
675 — Fur, Retail, Montreal and district (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2638
676 — Meuble, Québec (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2640
676 — Furniture, Québec (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2640
677 — Sacoche, Province (<i>approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2643

Arrêtés en conseil (suite)

Orders in Council (continued)

677 — Handbag, Province (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2643
678 — Verre plat, Montréal (<i>Approbation du règlement No 1 relatif au prélèvement</i>)	2646
678 — Flat Glass, Montreal (<i>Approval of Regulation No. 1 respecting the levy</i>)	2646
687 — Tarif des droits payables à la Régie des transports, modification de l'arrêté en conseil numéro 113 du 28 janvier 1960	2915
687 — Tariff of duties payable to the Transportation Board, amendment to Order in Council number 113, dated January 28, 1960	2915
698 — Aide au développement industriel régional, autorisation donnée à un fonctionnaire du Ministère des Finances de signer aux lieu et place du ministre des Finances, tout contrat, formule ou autre document relatif aux polices d'assurance concernant toute compagnie bénéficiant ou désirant bénéficier d'une prime à l'investissement	2916
698 — Regional Industrial Development Assistance Act, authorization given to an officer of the Department of Finance to act and sign for and in the place of the Minister of Finance, any contract, form or other document in respect of insurance policies involving any company availing itself or desirous of availing itself of an investment premium	2916
714 — Valeurs mobilières, modification aux règlements relatifs à la Loi	2326
714 — Valeurs mobilières, modification aux règlements (<i>Erratum</i>)	2918
714 — Securities Act, amendment to the regulations	2326
714 — Securities Act, amendment to the regulations (<i>Erratum</i>)	2918
716 — Recherches minières, règlement relatif à l'acceptation de levés géophysiques par instrument aéroporté comme travaux requis	2918
716 — Lévés géophysiques, correction au règlement relatif à l'acceptation de levés géophysiques par instrument aéroporté comme travaux requis	2918
716 — Mining Exploration Works, regulation in respect of the acceptance of aerial geophysical surveys as required work	2918
716 — Aerial geophysical surveys, regulation in respect of the acceptance of aerial geophysical surveys as required work	2918
739 — Corporation des maîtres électriciens, modification des règlements refondus de 1968	2919
739 — Corporation of Master Electricians, amendment to the revised regulations of 1968	2919
769 — Explosifs, modifications au règlements No 1	2920
769 — Explosives, amendments to Regulation No. 1	2920
778 — Heures d'affaires des établissements commerciaux, territoire de la municipalité d'Oka, comté de Deux-Montagnes déclaré endroit touristique	2922
778 — Commercial Establishment Business Hours Act, territory of the Municipality of Oka, County of Deux-Montagnes declared a tourist area	2922

REMARQUE: Les arrêtés en conseil ci-après énumérés datent de 1971 et ont été publiés en 1972.

NOTE: The following Orders in Council date from 1971 and were published in 1972.

1563 — (1971) Concerning driving schools (<i>Erratum</i>)	663
3711 — (1971) Consumer Protection Act (<i>Erratum</i>)	1711
4092 — Transfert au Gouvernement du Canada de la régie et de l'administration de certains terrains situés à Fort Chimo, Territoire du Nouveau-Québec	72
4092 — Transfer to the Government of Canada of the management and administration of certain lands situated at Fort Chimo, Territory of New Québec	72
4095 — (1971) Office de radio-télévision du Québec (<i>Règlements</i>)	1899
4095 — (1971) Québec Broadcasting Bureau (<i>Regulations</i>)	1899
4186 — (1971) Office de radio-télévision du Québec (<i>Mod. aux règlements</i>)	1931
4186 — (1971) Québec Broadcasting Bureau (<i>Amend. to regulations</i>)	1931
4205 — (1971) Réserve de chasse du parc du Mont Sainte-Anne	653
4205 — (1971) Reserve of the Parc du Mont Sainte-Anne	653
4207 — Assurance-hospitalisation règlements (<i>Erratum</i>)	66
4207 — Hospital Insurance Act, regulations (<i>Erratum</i>)	66
4284 — Mines, application du paragraphe c) de l'article 29 de la Loi à la municipalité constituée par le Territoire de la région de la Baie James	74
4284 — Mining Act, application of paragraph c) of section 29 of the Act to the municipality constituted by the territory of the James Bay Region	74
4333 — (1971) Signature de certains documents du ministère des Affaires sociales, règlement	249
4333 — (1971) Signing of certain documents of the Social Affairs Department, regulation	249
4344 — (1971) Régie des Loteries et Courses en matière de systèmes de loteries et les modalités selon lesquelles des licences peuvent être délivrées, pouvoirs de la régie	249

Arrêtés en conseil (suite)

Orders in Council (continued)

4344 — (1971) Régie des Loteries et Courses as regards lottery schemes and the terms and conditions for the issue of licences, <i>powers of the Régie</i>	249
4371 — (1971) Transfert de fonctionnaires du ministère des finances à l'Office de planification et de développement du Québec.....	250
4371 — (1971) Transfer of officers of the Finance Department to the Québec Planning and Development Bureau.....	250
4398 — Literie et rembourrage, <i>approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du comité paritaire</i>	55
4398 — Bedding and Upholstering, <i>approval of Regulation Number 1 respecting the levy of the Joint Committee</i>	55
4399 — Chemise, <i>approbation du règlement numéro 1 relatif au prélèvement du comité paritaire</i>	58
4399 — Shirt, <i>approval of Regulation Number 1 respecting the levy of the Parity Committee</i>	58
4400 — Barbiers et coiffeurs, Saguenay, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Barbers and Hairdressers, Saguenay, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Roberval, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, Roberval, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Drummondville, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, Drummondville, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Hull, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, Hull, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Joliette, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, Joliette, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Laurentides, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, Laurentides, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs pour dames, Montréal, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, (Ladies') Montreal, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs pour hommes, Montréal, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers (Men's) Montreal, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Québec, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, Québec, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Nord-Ouest du Québec, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, North-Western Québec, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Saint-Hyacinthe, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, St. Hyacinthe, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Saint-Jean et région, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, St. John and Iberville, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Sherbrooke, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, Sherbrooke, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Trois-Rivières, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, Trois-Rivières, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Valleyfield, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, Valleyfield, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Coiffeurs, Victoriaville, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Hairdressers, Victoriaville, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Confection pour dames, province, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Cloak and Suit Industry, Province, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4400 — Vêtements d'hommes et de garçons, Province, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	61
4400 — Clothing (Men's and boy's), Province, <i>extension of the levy regulation</i>	61
4401 — Commission de l'industrie de la construction, <i>prolongation du règlement numéro 1 relatif au droit de prélèvement</i>	62
4401 — Construction Industry Commission, <i>extension of Regulation Number 1 respecting the right to levy</i>	62
4402 — Alimentation, Chicoutimi, <i>prolongation du règlement de prélèvement du comité paritaire</i>	63
4402 — Food, Chicoutimi, <i>extension of the levy regulation for the Parity Committee</i>	63
4402 — Alimentation, Drummondville, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	63
4402 — Food, Drummondville, <i>extension of the levy regulation</i>	63
4402 — Alimentation, Jonquière, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	63
4402 — Food, Jonquière, <i>extension of the levy regulation</i>	63
4402 — Alimentation, détail, Québec, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	63
4402 — Food, Retail, Québec, <i>extension of the levy regulation</i>	63
4402 — Alimentation, gros, Québec, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	63
4402 — Food, Wholesale, Québec, <i>extension of the levy regulation</i>	63
4402 — Alimentation, détail, St-Hyacinthe, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	63

Arrêtés en conseil (*fin*)

Orders in Council (*concluded*)

4402 — Food, Retail, St. Hyacinthe, <i>extension of the levy regulation</i>	63
4402 — Alimentation, détail, Sherbrooke et région, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	63
4402 — Food, Retail, Sherbrooke and vicinity, <i>extension of the levy regulation</i>	63
4402 — Alimentation, détail, Asbestos, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	63
4402 — Food, Retail, Asbestos, <i>extension of the levy regulation</i>	63
4402 — Commerce de détail, Richmond et Melbourne, <i>prolongation du règlement de prélèvement</i>	63
4402 — Trade, Retail, Richmond and Melbourne, <i>extension of the levy regulation</i>	63
4403 — Alimentation, détail, Chicoutimi, <i>prolongation du décret</i>	64
4403 — Food, Retail, Chicoutimi, <i>extension of the decree</i>	64
4404 — Tavernier, Québec, <i>prolongation du règlement numéro 1 relatif au droit de prélèvement</i>	64
4404 — Tavern Keepers, Québec, <i>extension of Regulation Number 1 respecting the right to levy</i>	64
4405 — Automobile, Joliette, <i>prolongation du décret</i>	64
4405 — Automobile, Joliette, <i>extension of the decree</i>	64
4406 — Accessoires de mode, Ile de Montréal, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Fashion Accessories, Island of Montreal, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Camionnage, région de Montréal, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Cartage, Montreal region, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Camionnage, district de Québec, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Cartage, Québec region, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Chapellerie pour dames et enfants, Province, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Millinery (Women's and Children's) Province, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Chapeaux en toile et casquettes (hommes, garçons et enfants), Province, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Cloth Hat, Cap and Headwear, Province, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Entretien d'édifices publics, région de Québec, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Maintenance of public buildings, Québec region, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Fourrure, section du gros Montréal et district, <i>prolongation du droit de prélèvement (détail)</i>	65
4406 — Fur, Montreal and district, <i>extension of the right of levy (Retail)</i>	65
4406 — Fourrure, Montréal et district, <i>prolongation du droit de prélèvement (gros)</i>	65
4406 — Fur, wholesale, Montreal and district, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Institutions religieuses et fabriques paroissiales, St-Hyacinthe, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Religious institutions and Church Councils, St. Hyacinthe, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Métallurgie, région de Québec, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Metal Trades, Québec region, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Sacoche, Province, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Handbag, Province, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Directeurs de funérailles, Ile de Montréal et Ile Jésus, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Funeral Directors, Islands of Montreal and Jesus, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Verre, district de Québec, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Glass, Québec district, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Verre plat, Montréal, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Flat Glass, Montreal, <i>extension of the right of levy</i>	65
4406 — Cercueil, Province, <i>prolongation du droit de prélèvement</i>	65
4406 — Casket, Province, <i>extension of the right of levy</i>	65
4407 — Alimentation, Jonquièrre, <i>prolongation du décret</i>	66
4407 — Food, Jonquièrre, <i>extension of the decree</i>	66
4408 — Décrets de convention collective, <i>modifications à des décrets</i>	67
4408 — Collective Agreement Decrees, <i>amendments to decrees</i>	67
4408 — (1971) Décrets de convention collective (<i>Erratum</i>)	663
4408 — (1971) Collective Agreement Decrees (<i>Erratum</i>)	663
4419 — (1971) Soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans le Territoire de la Région de la Baie James	251
4419 — (1971) Withdrawal from staking of certain land in the Territory of the James Bay region	251

AVIS DIVERS

MISCELLANEOUS NOTICES

Commission de contrôle des permis d'alcool du Québec (<i>Section de Montréal et section de Québec</i>)	2176
Corporation des ingénieurs du Québec (<i>Requête</i>)	2173
Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (<i>modification aux règlements</i>)	1356
Corporation of Engineers of Québec (<i>Petition</i>)	2173
Corporation of master pipe mechanics of Québec (<i>amendment to regulations</i>)	1356
Québec Liquor Permit Control Commission (<i>Montreal Division and Québec Division</i>)	2176
Université de Montréal (<i>Modifications aux statuts — Statutes amended</i>)	1711

ASSEMBLÉE NATIONALE

*Sujets référés
pour étude
à la Commission
de l'Assemblée
Nationale*

NATIONAL ASSEMBLY

*Items referred
for study
to the Committee
of the National
Assembly*

Contestation des élections, Loi de la	257
(Controverted Elections Act)	257
Election Act	256
Electorale, Loi	256
Financement des partis	257
Financing of Parties	257

*Commission
parlementaire
spéciale*

*Committee
Special
Parliamentary*

Chartered Accountants Act (Bill 264)	256
Comptables agréés, loi des (Bill 264)	256
Denturologie, Loi sur la (Bill 266)	256
Denturologists Act (Bill 266)	256
Code des professions (Bill 250) (délai)	256
Professional Code (Bill 250) (Delay)	256

CONSEIL DU TRÉSOR

TREASURER BOARD

Règlement modifiant le règlement de la Commission de la fonction publique du Québec concernant les surveillants en institution pénale (C.T. 61167)	663
Regulation amending the Regulation of the Québec Civil Service Commission concerning penal institution supervisors	663

DEMANDE À LA LÉGISLATURE

APPLICATION TO LEGISLATURE

Chambly (cité-city)	84
---------------------	----

MINISTÈRES

DEPARTMENTS

**Industrie
et commerce**

**Industry
and Commerce**

Avis de pêche aux coquillages	1970
Notice respecting Shellfishing	1970

Terres et forêts

Lands and Forests

Enregistrement des actes immobiliers (code civil, art. 2175)	2173
Registration of immovable deeds, (Civil code, Sect. 2175)	2173

**Travail
et de la Main-d'oeuvre**

**Labour
and Manpower**

Alimentation, détail, Montréal (Mod. de statuts)	1490
Automobile, Cantons de l'Est (Mod.)	2159
Automobile, Eastern townships (Amend.)	2159
Camionnage, région de Québec (Mod.)	1968
Cartage, Québec region (Amend.)	1968

Employés de garages, Québec (Mod.)	2165
Food, Retail, Montreal (Amend. of constitution)	1490
Fourrure, Gros, Montréal (Mod.)	2171
Fur, Wholesale, Montreal (Amend.)	2171
Garage Employees, Québec (Amend.)	2165
Gant de cuir, Province (Mod.)	1355
Horlogerie, Montréal (Abrog. Statuts et régl.)	2172
Imprimerie, Montréal (Mod.)	1169
Imprimerie, Région de Montréal (Mod.)	255
Leather Glove, Province (Amend.)	1355
Printing, Montreal (Amend.)	1169
Printing, Montreal Region (Amend.)	255
Watchmakers, Montreal (Abrog. of Const. and Regl.)	2172

PROCLAMATIONS

PROCLAMATIONS

Commission de contrôle des permis d'alcool (Bill 44, 1971) entrée en vigueur de l'article 196	2923
Consumer Protection Act, coming into force of Division X (sections 89 to 96) and sections 121, 122 and 123 (date changed)	1167
Crime Victims Compensation Act (Bill 83, 1971) (coming into force of the Act)	1976
Indemnisation des victimes d'actes criminels (Bill 83, 1971) (entrée en vigueur de la Loi)	1976
Liquor Permit Control Commission (Bill 44, 1971) coming into force of section 196	2923
Protection du consommateur, entrée en vigueur de la Section X (articles 89 à 96) ainsi que des articles 121, 122 et 123 (date changée)	1167

**Régie de l'Électricité
et du Gaz**

**Electricity
and Gas Board**

Rates for the sale and distribution of Gas	85
Gaz Métropolitain, Inc. (Requête pour révision de taux-Petition for Rate Revision)	2178
Société gazifière de Hull inc. (Requête pour extension d'exploitation-Petition for extension of operations)	2662
Tarifs pour vente et distribution du Gaz	85

**Régie des marchés
agricoles du Québec**

**Québec Agricultural
Marketing Board**

Fédération des producteurs de lait industriel du Québec, règlement de quota de mise en marché	82
Laiterie Sanitaire Ltd. of l'Épiphanie Whole Milk Producers' Board (Winding-up)	1170
Milk Producers' Syndicate of the Saint John Market (Winding-up)	1972
Mise en marché des oeufs au Québec, licences de certaines personnes	1353
Marketing of Eggs in the Province of Québec, licences to certain persons	1353
Office des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue (Fusion-Amalgamation)	1973
Office des producteurs de lait de la Laiterie Victoria (L') (Liquidation)	1972

**Régie
des marchés
agricoles du Québec**

(suite)

Office des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation, règlement de quota de mise en marché.....	83
Office des producteurs de lait nature fournis- seurs de la Laiterie Sanitaire Ltée de l'Épi- phanie (Liquidation).....	1170
Pontiac Forest Products Producers' Joint Plan.....	2923
Poultry Producers, Québec (Quota Regulation).....	1726
Producteurs de bois du comté de Pontiac (Demande).....	1971
Producteurs de bois du comté de Pontiac (Plan conjoint).....	2923
Producteurs de bois du Saguenay (Contribu- tion).....	1971

**Québec
Agricultural
Marketing Board**
(continued)

Producteurs de volailles du Québec (Règlement de quotas).....	1726
Québec Carnation Company Milk Producers' Board (The) Marketing Quota Regulations..	82
Québec Federation of Industrial Milk Produ- cers, Marketing Quota Regulations.....	83
Sonab Inc. (Accréditation).....	1970
Sonab inc. (Accréditation) (Erratum).....	2328
Syndicat des producteurs de lait du marché de St-Jean (Liquidation).....	1972
Syndicat des producteurs de lait de la région de Sorel (Liquidation-Winding-up).....	1972
Syndicat des producteurs de lait nature de la région de St. Hyacinthe (Liquidation-Win- ding-up).....	1973
Victoria Dairy Milk Producers' Board (Win- ding-up).....	1972
Wood Producers (Pontiac County) (Request).....	1971
Wood Producers (Saguenay) (Contribution)...	1971

SOMMAIRE

SUMMARY

ARRÊTÉS EN CONSEIL.....	3063	APPLICATIONS TO LEGISLATURE.....	3027
AVIS DIVERS.....	3027	CHANGE OF NAME ACT.....	3022
CHANGEMENT DE NOM.....	3022	COMPANIES ACT:	
COMPAGNIES:		Applications for surrender of charter.....	3024
Demandes d'abandon de charte.....	3024	Dissolved.....	3016
Dissoutes.....	3016	Head Offices.....	3023
Divers.....	3035	Letters patent.....	2932
Lettres patentes.....	2932	Miscellaneous.....	3035
Sièges sociaux.....	3023	DEPARTMENTS:	
CIES ÉTRANGÈRES.....	3034	Financial Institutions.....	3034
DEMANDES À LA LÉGISLATURE.....	3027	Labour and Manpower.....	3080
MINISTÈRES:		Municipal Affairs.....	3033
Affaires municipales.....	3033	Roads.....	3030
Institutions financières.....	3034	ELECTRICITY AND GAS BOARD.....	3081
Voirie.....	3030	EXTRA PROVINCIAL COMPANIES.....	3034
Travail et main-d'oeuvre.....	3080	MISCELLANEOUS NOTICE.....	3027
RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ.....	3081	ORDERS IN COUNCIL.....	3063
SOUMISSIONS.....	3035	SALES BY SHERIFFS.....	3044
VENTES PAR SHÉRIFS.....	3044	SALE FOR TAXES.....	3030
VENTE POUR TAXES.....	3030	TENDERS.....	3025



Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

**l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.**

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.**



RAPPORT

COMMISSION PERMANENTE
DE LA RÉFORME DES DISTRICTS ÉLECTORAUX

ASSEMBLÉE NATIONALE

A 678 – Rapport de la Commission permanente de la réforme des districts électoraux.

(Qué., mars 1972, 226 p., relié. **\$10.00**)

Comprend :

1 Atlas des districts électoraux projetés (31 cartes 11½" x 16" munies d'un transparent superposable).

1 Glossaire.

Comptoirs de vente

QUÉBEC :

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTREAL :

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES :

L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal

Librairie Poirier Enrg.
1505, rue Royale

SHERBROOKE :

La Galerie des Livres inc.
Centre d'Achats Sherbrooke
2305, rue King ouest